

**Le dollar
à nouveau au-dessus
de 7 francs**

LIRE PAGE 46

Le Monde

Fondateur : Hubert Beau-Méry

Directeur : André Labrousse

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,60 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Aden, 1,50 DM ; Australie, 15 sh. ; Belgique, 26 fr. ; Danemark, 1,10 S. ; Côte d'Ivoire, 540 F CFA ; Danemark, 1,10 S. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 90 p. ; Grèce, 16 dr. ; Hongrie, 75 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 2,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Roumanie, 225 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 fr. ; Yougoslavie, 66 d.

Tarif des abonnements page 2
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDOPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Vent de folie au Nigéria

De toutes les régions du Nigéria affluent aux frontières des milliers de personnes contraintes à prendre le chemin de l'exode. Le ministre de l'Intérieur, Alhaji Ali Baba, a, en effet, annoncé, il y a déjà plus d'une semaine, que tous les étrangers « en situation irrégulière » dans son pays devaient, sous quinzaine, quitter le territoire nigérian. Réunis à Freetown, capitale de la Sierra-Léone, le président de ce pays, M. Siaka Stevens, celui de la Guinée, M. Sekou Touré, et celui du Libéria, M. Samuel Doe, ont bien lancé un appel à leur collègue nigérian, M. Shehu Shagari, pour qu'il reconsidère sa décision d'expulsion. Mais, d'ores et déjà, la psychose de fuite s'est emparée d'innombrables migrants.

A la frontière du Nigéria et du Bénin, à Idiroko, campent des milliers de partants. En effet, la frontière béninoise est en principe ouverte aux expulsés nigériens, mais pas à la totalité d'entre eux. Les Chantiers, notamment, ne sont pas admis parce que, depuis le 21 septembre dernier, les autorités d'Accra ont décidé la fermeture de leurs propres frontières.

On ignore combien de centaines de milliers de personnes sont concernées par la mesure arbitrairement arrêtée à Lagos. Comment au demeurant savoir le nombre exact de travailleurs immigrés vivant dans un pays dont on ne connaît que très approximativement, en dépit des recensements successifs, le nombre d'habitants. En de telles circonstances comptent moins les chiffres eux-mêmes que les faits. Ces derniers concernent non seulement les États limitrophes de l'immense fédération - Bénin, Niger, Tchad, Cameroun - mais également tous les pays africains.

A l'origine de la décision d'expulsion, on trouve les graves difficultés économiques que connaissent les dirigeants nigériens depuis que les ventes de pétrole - qui constituent l'essentiel des ressources d'exportation - se sont ralenties. L'échec de la « révolution verte », le déclin de l'agriculture nigérienne, l'accroissement du chômage et la montée de l'inflation incitent M. Shehu Shagari et ses amis à prendre des mesures coercitives à l'égard des étrangers. Ils s'y résolvent d'autant plus aisément que, depuis bientôt deux ans, les grandes villes du Nord sont le cadre de troubles de caractère religieux, dont on impute généralement la responsabilité à des intégristes musulmans susceptibles aux idéologies étrangères.

Dans l'immédiat, une vague de violence risque de déferler sur la fédération. La presse nigérienne, volontiers xénophobe, se félicite en effet de l'attitude du gouvernement fédéral. Répété refleurir les thèses de la majorité au pouvoir, le « Daily Times » demande à ses lecteurs d'aider les autorités à identifier les étrangers illégalement installés au Nigéria, appel qui pourrait bien dégénérer en « chasse à l'homme », comme c'est trop souvent le cas en semblables circonstances.

Prompt à se poser en porte-parole du continent, le gouvernement nigérian s'est aujourd'hui placé lui-même en position délicate. On conçoit mal que l'équipe au pouvoir à Lagos puisse continuer à revendiquer un tel rôle à l'encontre des dirigeants francophones, accusés d'alignement inconditionnel sur leur ancienne métropole, et à l'encontre du Ghana et de la Tanzanie, considérés comme de véritables concurrents, alors que ses chefs témoignent d'un égoïsme national lourd de conséquences.

En de telles circonstances, ce n'est pas l'image du seul Nigéria qui se trône ternie, c'est également celle de l'Organisation de l'unité africaine. On s'étonne que, depuis une semaine, cet organisme se contente d'observer un prudent et total mutisme.

Le gouvernement veut remobiliser son électorat populaire

Au moment où, devant le congrès extraordinaire du R.P.R., M. Jacques Chirac présentait la « désaturation » et pressait position contre « le fatalisme de la croissance zéro », le premier ministre a souligné la nécessité, pour la gauche, de mettre en place une « pédagogie du changement ». M. Pierre Mauroy a invité la majorité et le gouvernement à se préoccuper davantage de l'électorat populaire. Ce souci s'explique par la préparation des élections municipales. Mais il est affirmé avec d'autant plus de force que le gouvernement devra, post-étre, au lendemain des scrutins de mars, accentuer l'effort de rigueur.

Jouer sur deux tableaux

A l'approche d'un scrutin municipal que l'opposition valorise à l'excès, pour mieux répondre à l'impatience de son propre électorat, et dont le premier ministre minimise la portée, il est normal et banal de voir les hommes politiques échanger attaques et contre-attaques. A l'offensive de l'opposition, ponctuée d'invectives à Paris par un vaste rassemblement (bien dans la tradition du R.P.R.), autour de M. Jacques Chirac, a donc répondu une contre-offensive de la majorité : tour à tour MM. Jospin (pour s'étonner du choix d'options économiques qui ont « échoué » aux États-Unis), Mauroy (pour souligner que les Français se remettent en mémoire les « résultats » de la droite) et Marchais (pour dénoncer un « homme dangereux ») ont concentré leurs tirs contre M. Jacques Chirac.

Et cela au moment où le maire de la capitale achève de transformer le mouvement gaulliste en une formation chiraquienne : le voyage à Washington a marqué cette mutation

dans l'ordre extérieur (Le Monde du 18 janvier) : l'adoption d'une proposition favorable à la réduction à cinq ans du mandat présidentiel la marque dans l'ordre intérieur : car le quinquennat suppose la coïncidence entre l'élection des députés et celle du chef de l'État, et procède d'une version présidentialiste d'une Constitution que le général de Gaulle avait voulu hybride.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 9.)

Le conflit se durcit à « l'Union » de Reims

Journée décisive à Reims dans le conflit de l'Union de Reims ? Le préfet de région organise lundi 24 janvier une confrontation générale des parties intéressées après la prise de pouvoir du Livre C.G.T. et la plainte pour détournement de fonds déposée par trois des gérants (Le Monde du 23-24 janvier).

Le fait nouveau, c'est le lancement, ce même lundi, de l'édition « Marne » de l'Est républicain, quotidien édité à Nancy. Une distribution gratuite de cette édition (tirée à quelque 20000 exemplaires) aura lieu durant toute la semaine sur le département, avant une mise en vente le 1^{er} février.

Interrogé dimanche 23 janvier au « Club de la presse » d'Eurapel, M. Georges Morechois, secrétaire général du P.C.F., a déclaré que selon « des personnes qui connaissent bien le dossier », il est exclu que l'Union devienne la propriété d'un groupe, d'un syndicat ou d'un groupe politique. Il faut sauver l'Union et lui conserver le statut tout à fait original qui était le sien, c'est-à-dire représentant authentique de la Résistance française.

La tentation du pouvoir ouvrier

Quatre ouvriers imprimeurs à la tête d'un grand quotidien régional : c'est la situation révolutionnaire créée à l'Union de Reims par le Syndicat du Livre C.G.T. Même si celui-ci estime que son action se justifie par la carence de la direction

legale à régler les graves problèmes que connaît l'entreprise, l'instauration d'un « pouvoir ouvrier » est en contradiction avec une double légitimité : celle des propriétaires légaux, d'une part ; celle des journalistes, d'autre part, comptables devant les lecteurs d'une information pluraliste.

Ce pluralisme, c'est le contrat passé à la libération entre les fondateurs de l'Union et les lecteurs de ce quotidien : douze mouvements représentant les diverses tendances de la Résistance, proposant au public un journal d'informations générales et régionales, non engagé politiquement.

YVES AGNES.

(Lire la suite page 16.)

Le Maroc sous le faix de la guerre

Avant la visite de M. Mitterrand, lire p. 5 le début de l'enquête de ROLAND DELCOUR.

L'industrie électronique et l'interventionnisme de l'administration

Un rapport très critique au premier ministre. Lire p. 17 l'article d'ERIC RDHDE.

Le ministère des finances dément qu'il négocie un emprunt international

Dans Le Monde daté dimanche 23-jundi 24 janvier, Christopher Hughes écrivait que « le Trésor français a apparemment déjà entamé des négociations avec certaines grandes banques américaines pour permettre à la République française de lever prochainement 3 milliards de dollars supplémentaires dans le cadre d'un nouvel eurocrédit bancaire ».

Le ministère de l'économie et des finances estime « dénuée de tout fondement » cette information, ses services précisant qu'aucune négociation de ce type n'est engagée. Pour autant le début sur l'opération de l'endettement extérieur de la France n'est pas clos. On voit mal en effet comment cet endettement pourrait se stabiliser si n'est pas appliquée une vigoureuse politique d'assainissement.

Assainir ou s'endetter

par PAUL FABRA

L'endettement extérieur de la France est l'une des plus graves questions liées à la politique économique et monétaire du gouvernement. Le déficit de la balance des paiements, évalué à environ 77 mil-

liards de francs en 1982, pour un déficit commercial de 95 milliards, est le signe le plus évident d'un déséquilibre interne persistant. Disons, pour simplifier, que l'épargne disponible n'est pas suffisante pour financer un déficit d'exploitation à la fois des grandes entreprises nationalisées et d'un certain nombre de sociétés privées. La différence est comblée par les emprunts extérieurs, compte tenu du prélèvement occulte opéré sur l'épargne nationale par l'inflation. Un peu dérisoire apparaît, au regard de ce déséquilibre d'ensemble, la thèse gouvernementale selon laquelle l'emprunt d'État de 4 milliards de dollars contracté auprès des banques internationales au mois de septembre dernier ne doit pas être comptabilisé avec les emprunts des entreprises, telle E.D.F., sur le marché international des capitaux. La raison alléguée est que les entreprises nationales en question convertissent les devises ainsi levées en francs afin de faire face à leurs dépenses sur le territoire national, alors que l'emprunt d'État encaissé en devises est dépensé directement sur le marché des changes.

L'emprunt d'État fait pourtant bel et bien partie de l'endettement de la France puisqu'il devra, comme les autres, être remboursé. Si la France a globalement emprunté au moins 20 milliards de dollars à l'étranger en 1982, une partie de cette somme n'avait pas encore été dépensée au 31 décembre de l'année dernière, sans qu'on puisse donner à cet égard de chiffres très précis. Le mieux est encore de procéder à une analyse, fût-elle rapide, des besoins en devises étrangères de la France pendant l'année écoulée. Le tableau (voir page 10) montre l'évolution des principales composantes de la balance des paiements courants depuis quatre ans.

Outre l'aggravation subite de la balance commerciale en 1980 puis, de façon encore plus brutale, en

1982, on note une diminution progressive des recettes invisibles, d'où une forte augmentation de la balance des paiements courants.

(Lire la suite page 10.)

STRUCTURES FAMILIALES ET SYSTÈMES POLITIQUES

Emmanuel Todd
La troisième
planète
Structures familiales
et systèmes
idéologiques



Avec "Structures familiales et systèmes idéologiques", Emmanuel Todd va troubler pour longtemps le cours des sciences humaines. Après une telle œuvre plus rien ne sera désormais identique. "Je salue une des rares pensées totalement cohérentes et vraiment féconde de ce temps". Pierre Chauvin, de l'Institut / Le Figaro

SEUIL

UN GRAND CHANTIER AU CŒUR DE ROME

Archéologie et urbanisme

Rendre la Rome antique à la Rome moderne : tel est le projet dont la municipalité de la capitale italienne vient d'annoncer la mise en chantier au début du mois de mars prochain. La réalisation de cette ambitieuse entreprise archéologique s'étendra jusqu'à l'an 2000.

Il s'agit non seulement de reconstruire un site, en mettant au jour, au cœur de la cité impériale, les cinq fontaines - cinq places actuellement recouvertes par une avenue et des jardins - mais aussi de l'intégrer à un processus plus large de restructuration urbaine.

L'importance de ce projet ne tient pas au seul fait qu'il concerne l'un des lieux archéologiques les plus considérables du monde (il comprend toute cette aire des fontaines qui va de la Piazza Venezia au Colisée). Elle tient aussi à la volonté de mettre en valeur le patrimoine monumental comme instrument de rénovation générale de la ville pour l'accorder à ses besoins actuels, d'en faire un tout cohérent intégrant les unes aux autres les différentes phases de son développement.

La future zone archéologique ne devra pas être une zone protégée et réservée aux amateurs ou aux touristes, mais devenir une partie vivante de la ville, un lieu de passage, sans droit d'entrée, pour aller d'un quartier à un autre, à travers les ruines, rétablissant la continuité des anciens itinéraires.

En outre, sa réalisation suppose un assainissement de l'environnement - la pollution atmosphérique étant à l'origine de la dégradation

des monuments - appelant une transformation profonde du fonctionnement et de l'usage de la ville. notamment un détournement de la circulation et l'élimination du trafic qui ne fait que transiter par le centre (2 000 véhicules par heure Piazza Venezia).

Cette décongestion passe aussi par l'éloignement de cette zone de nombre d'administrations qui l'ont envahie l'État étant le premier responsable de l'asphyxie. A cela s'ajoute l'indispensable développement de la partie est de la ville et la construction d'un réseau de raccordement routier, extérieur à l'actuelle autoroute circulaire (racordant anulari) pour relier entre eux les axes routiers nord, sud et est.

Cette vision globale que nécessite la mise en valeur du patrimoine romain est d'autant plus nécessaire que, contrairement à d'autres capitales comme Paris ou Londres, celle de l'Italie n'a pas été le foyer à partir duquel s'est constituée la nation. Rome fut le centre de l'Empire romain il y a deux mille ans, mais, depuis le troisième siècle, elle a perdu ce rôle. En 1870, alors qu'elle avait 200 000 habitants, Rome devint capitale, parce que le pays en décida ainsi, et l'on commença à l'émigrer en conséquence. Mais « en un siècle, à l'exception de Mussolini, aucun gouvernement n'est vraiment préoccupé d'en faire une capitale digne de ce nom », nous dit le maire, M. Ugo Vetere.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 14.)

Le Monde

étranger

L'AVENIR DE LA SÉCURITÉ EUROPÉENNE

LA RENCONTRE INTERNATIONALE DES DIRIGEANTS SOCIALISTES A PARIS

MM. Palme (Suède) et Papandréou (Grèce) appellent à la négociation contre la course aux armements

Pour clore sa série de rencontres des acteurs du changement, le parti socialiste français avait organisé, à Paris, dimanche 23 janvier, une assemblée à dominante internationale. Si le président bolivien, M. Hernán Siles Zuazo, s'était fait excuser, de même que M. Mario Soares (en raison de la situation politique portugaise), tous les autres dirigeants socialistes ou sociaux-démocrates invités ont eu l'occasion de s'adresser aux militants et cadres du P.S. réunis au P.L.M. Saint-Jacques.

Les hasards de la programmation avaient voulu que se rencontrent à Paris, trois jours après le discours de M. Mitterrand devant le Bundestag, quelques-uns des dirigeants les plus en vue de l'Internationale socialiste. La règle du jeu voulait que soient seulement invités les « vedettes » des partis frères qui exercent actuellement le pouvoir. Le S.P.D., dans l'opposition depuis la désignation de M. Helmut Kohl comme chancelier d'Allemagne fédérale, ne participait donc pas à la rencontre.

Sans devenir le thème principal de la réunion, la controverse sur la défense de l'Europe occidentale dans laquelle M. Mitterrand a clairement réaffirmé sa fidélité à l'alliance atlantique et à sa « double décision », exprimant sur ce point des vues beaucoup plus proches de celles de M. Kohl que de son rival social-démocrate M. Vogel, ne pouvait pas ne pas être évoquée. Fût-ce par le biais de déclarations générales sur le désarmement ou le pacifisme. Elle le fut, de façon brève et courtoise mais transparente, par MM. Palme et Papandréou.

Le premier ministre suédois a appelé les socialistes à « lutter contre la folie des armements », et précisé que les sommes considérables qui pourraient être économisées par la renonciation aux investissements militaires soient affectées à l'aide aux pays en voie de développement. « Personne ne peut gagner une guerre nucléaire », a-t-il estimé, tout le monde perdrait. Moi, je suis neutre. Mais je crois que les pays de l'Ouest devraient se demander si les Soviétiques ne sont pas aujourd'hui préparés à une négociation sérieuse.

Il s'agissait de MM. Bruno Kreisky, chancelier d'Autriche, Felipe Gonzalez, président du gouvernement espagnol, Olof Palme, premier ministre suédois, Andreas Papandréou, chef du gouvernement grec, Habib Thiam, premier ministre du Sénégal, et Kalevi Sorsa, premier ministre de Finlande.

Un déjeuner a ensuite réuni, à l'Élysée, autour de M. Mitterrand, ces « acteurs du changement » étrangers.

« Il est d'un désarmement sérieux (...). On ne peut assurer la paix par des phrases militantes, mais par des négociations. » On se refusait, dans l'entourage de M. Palme, à préciser si cette dernière phrase visait directement le discours « musclé » prononcé jeudi à Bonn par M. Mitterrand, mais l'hypothèse ne paraît pas invraisemblable.

Si tel était le cas, les réactions de la salle n'en prendraient que plus de sens : le premier ministre suédois, qui avait, il est vrai, conquis l'assistance par sa équilibre et son humour coutumiers, s'est attiré, dans la partie de son discours improvisé sur le désarmement, des applaudissements répétés.

M. Papandréou devait développer une analyse plus éloignée encore de celle du président français. Après avoir estimé que « l'offre faite aux pays membres de l'OTAN par ceux du Pacte de Varsovie doit être étudiée très sérieusement, car elle peut ouvrir le chemin à un rapprochement des vues et permettre de faire des progrès », il a rendu hommage au « mouvement pacifiste et humanitaire », qui apporte, selon lui, à la cause du désarmement l'appui d'une « indispensable mobilisation populaire ».

M. Lionel Jospin devait répondre, toujours dans le registre de l'allusion transparente, à ces deux interventions en tirant brièvement les conclusions de la rencontre. Il a certes estimé que la « tradition socialiste », conduisant naturellement « au transfert massif des dépenses d'armement vers les dépenses de développement », mais il a suggéré que, en matière de désarmement, « ceux qui occupent le plus com-

mentent ». Quoique le premier secrétaire du P.S. ait présenté cette mise au point comme « sans doute personnelle », elle paraît correspondre assez exactement aux vues de l'Élysée.

Le désarmement n'est d'ailleurs pas le seul point sur lequel certaines différences d'appréciation sont apparues. Plusieurs orateurs ayant indiqué que le réalisme commandait d'envisager une certaine réduction du niveau de vie de leurs pays respectifs, compte tenu de la crise, et qu'il était plus honnête de le dire (y compris, comme a assuré l'avoir fait M. Palme, avant les élections), M. Jospin a répondu en soulignant qu'il fallait savoir distinguer le tribut payé à la lutte contre les inégalités, qui peut être à terme un facteur d'unité nationale, des véritables « sacrifices ».

La plupart des orateurs ont mis l'accent sur la nécessité de cette unité nationale en se fondant sur leur propre expérience gouvernementale. M. Gonzalez a le plus insisté sur ce point en soulignant que le « consensus » était la clé de la consolidation des institutions démocratiques espagnoles, dont son gouvernement fait un objectif prioritaire. « Cela peut vous sembler un objectif modeste, a-t-il ajouté, mais, croyez-moi, ce n'est pas un objectif modeste pour l'Espagne ».

Autre thème indiscutablement fédérateur, la nécessité d'apporter une réponse internationale et même mondiale à une crise qui l'est aussi. En posant un vrai dialogue Nord-Sud, dont M. Thiam devait montrer les insuffisances et les ambiguïtés actuelles. Mais aussi en développant entre formations socialistes et social-démocrates, « par-dessus les frontières, une nouvelle solidarité. Une démarche dont le premier ministre suédois n'a pas écarté les gouvernements conservateurs, « dont il faut aussi tenir compte, car c'est l'ensemble du monde développé qui doit engager une politique de coopération », et qui n'exclut pas, pour ces formations de gauche, de faire surgir, selon la formule de M. Kreisky, « un nouveau patriotisme ».

BERNARD BRIGOULEUX.

PLUSIEURS CHEFS DE GOUVERNEMENT DE GAUCHE VONT PROPOSER UN PLAN DE RELANCE MONDIALE

Les chefs de gouvernement socialistes et sociaux-démocrates, réunis à Paris ont décidé d'élaborer un « plan de relance mondiale concertée dans les trois prochains mois », a annoncé dimanche un communiqué de l'Hôtel Matignon.

Ce plan comprendra, précise le même communiqué, « la reconstitution d'un ordre monétaire mondial, la relance des crédits internationaux consacrés au développement ainsi que la garantie internationale de la stabilisation du prix des matières premières ».

M. Pierre Mauroy et les six responsables de gouvernements ont constaté « l'échec des politiques économiques de récession mises en œuvre par la droite dans un grand nombre de pays, l'aggravation de la crise que ces politiques ont entraînée et les ravages qui en résultent, notamment sur l'emploi ».

« Le gouvernement yougoslave estimant que ses relations avec l'Albanie sont gravement menacées a demandé officiellement à Tirana de mettre fin à sa « politique hostile ». — (A.P.)

RÉALISE CHAQUE SEMAINE
**UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE**
spécialement destinée à ses lecteurs
résidant à l'étranger
Exemplaires spécimen sur demande

En République fédérale

Le débat sur les euromissiles se déroule dans la confusion

Avant de quitter Washington pour l'Europe, M. Nitze, chef de la délégation américaine aux pourparlers de Genève sur la limitation des forces nucléaires à portée intermédiaire (F.N.I.), a révélé que les Soviétiques avaient menacé de se retirer des négociations sur les armements à portée intermédiaire (Start) si l'OTAN déployait les missiles américains prévus par sa décision de 1979. Toutefois, M. Nitze a précisé qu'il ne croyait pas que cette menace serait mise à exécution. Il a regretté d'autre part que Moscou n'ait pas accepté l'accord « infame » et « exploratoire » qu'il avait discuté en juillet dernier avec son homologue soviétique, M. Kijsinskiy (le Monde du 20 janvier).

Un sondage Gallup effectué à la mi-janvier et dont les résultats sont publiés par Newsweek fait apparaître qu'une majorité d'Européens se prononcent pour le neutralisme dans le conflit Est-Ouest. Cette

majorité est la plus forte en R.F.A. (57 % pour, 43 % contre) et aux Pays-Bas (53 % pour, 32 % contre), moins prononcée en France (43 % pour, 41 % contre) et en Grande-Bretagne (45 % pour, 42 % contre). Cependant, une étroite majorité se prononce dans tous les pays, sauf les Pays-Bas, pour le déploiement des missiles américains si les Deux Grands ne parviennent pas à s'entendre à Genève : en France, la proportion est de 34 % contre 29 %.

Un autre sondage publié par le Sunday Times du 23 janvier révèle que 54 % des Anglais sont hostiles à l'installation des missiles de croisière américains en Grande-Bretagne et que 93 % demandent que l'emploi de ces armes soit soumis au double contrôle américain et britannique. 2 % seulement des personnes interrogées sont prêtes à s'en remettre aux seuls Américains pour leur éventuelle utilisation.

De notre correspondant

Bonn. — La visite que M. Paul Nitze rend à Bonn ce lundi 24 janvier avant de rejoindre Genève, où l'attendent les négociations sur les euromissiles, aura peut-être un effet salutaire et clarifiant sur la campagne électorale allemande. On se souvient que les partis politiques avaient juré de tenir la question des nouvelles armes atomiques américaines hors du champ de leurs polémiques. Cette bonne résolution n'a pas tenu vingt-quatre heures. Les euromissiles dominent les controverses. Il y a d'un côté ceux qui s'accrochent à l'« option zéro » (pas de missiles à l'Ouest) et de l'autre ceux qui souhaitent une « solution intermédiaire ».

Une fois de plus, le ministre-président de Bavière, M. Franz Josef Strauss, se distingue par l'originalité de sa position : d'un côté, il profane le tabou gouvernemental de l'« option zéro », la taxant d'« irréalisme total » ; de l'autre, il attaque violemment les sociaux-démocrates pour vouloir jouer les intermédiaires entre Moscou et Washington. On peut s'attendre que cette confusion durera au moins jusqu'aux élections du 6 mars, mais il y a fort à parier qu'on pourra l'entretenir bien au-delà de cette date, puisque deux partis au moins, les sociaux-démocrates et les libéraux, ont prévu des congrès extraordinaires à la fin de l'automne pour examiner les résultats de Genève et définir en conséquence leur attitude sur le stationnement des Pershing-2 sur le ter-

ritoire de la République fédérale. L'ancien chancelier Schmidt prévoit, lui, une délaicence dans cette délicate affaire durant l'été.

Le plus surprenant de ce week-end chargé de paroles est la déclaration de M. Vogel, candidat social-démocrate à la chancellerie, disant que le S.P.D. serait disposé à soutenir un gouvernement chrétien-démocrate minoritaire. On peut voir dans cette approche un moyen de pression sur les Verts — à supposer qu'ils entrent au Bundestag, ce qui est encore plausible aujourd'hui. M. Vogel a ajouté que ce serait à eux de dire s'ils préféreraient un chancelier démocrate-chrétien ou socialiste. La seconde hypothèse laisse entendre qu'il y a des limites au marchandage et au maximalisme, et que, si les Verts ne veulent pas, une fois de plus, se décider à jouer le jeu parlementaire, les sociaux-démocrates opéreront pour la coopération, avec une union chrétienne « responsable ».

ALAIN CLÉMENT.

M. Cheysson : la solution sera « quelque part » entre les positions des deux grandes puissances

Prenant la parole à l'issue du déjeuner organisé dimanche à l'Élysée en l'honneur des chefs de gouvernements socialistes, M. Cheysson a établi un rapprochement entre les positions défendues par M. Vogel, candidat du S.P.D. à la chancellerie de Bonn, et celles qu'avait exposées le président de la République sur les euromissiles. « Nous avons le même objectif », a expliqué le ministre des relations extérieures, « savoir que la négociation de Genève puisse aboutir et qu'il n'y ait pas de Pershing » (en Allemagne fédérale).

« L'aboutissement de la négociation, ainsi que l'a rappelé récemment François Mitterrand, ne résidera ni dans la thèse de départ des Américains [suppression totale des SS-20] ni dans la thèse soviétique [nouvelle implantation de 162 SS-20]. Elle sera quelque part

entre les deux. Ce qu'il faut, c'est retrouver l'équilibre entre Américains et Soviétiques », a dit M. Cheysson, avant d'ajouter : « Il y a une chance que la négociation aboutisse. Ne gâchons pas cette chance en étant des médiateurs aux Soviétiques que, quel qu'ils fassent, on n'aura pas de Pershing ».

Le ministre, qui ne se juge « pas du tout pessimiste », a encore fait valoir que les propositions de M. Andropov contenaient « des aspects très positifs », en particulier celle qui vise à réduire de 25 % le niveau des armements intercontinentaux des deux super-puissances. Il a toutefois estimé que la proposition du Kremlin concernant les missiles à moyenne portée, c'est-à-dire ceux qui sont déployés en Europe, « ne va pas assez loin ».

M. Marchais approuve le discours de M. Mitterrand à Bonn

M. Georges Marchais a déclaré, dimanche 23 janvier, au « Club de la presse » d'Europe 1, que le discours prononcé par M. Mitterrand à Bonn, le 20 janvier, sur la sécurité en Europe « est tout à fait conforme » aux engagements pris par le président de la République avant son élection et à l'accord P.S.-P.C.F. du 23 juin 1981 (1).

« Le point sur lequel j'ai sans doute une divergence, et l'on verra, avec le président de la République, c'est que, personnellement, je ne crois pas à la paix par l'équilibre des forces vers le haut, a ajouté M. Marchais. Moi, je crois à la paix par l'équilibre des forces vers le bas. C'est pourquoi le parti communiste français est résolument pour notre défense, notre force de dissuasion, résolument pour que chaque État dispose de sa sécurité, de son indépendance ; mais, parallèlement, nous sommes fermement résolus à une politique allant dans le sens du désarmement ».

Le secrétaire général du P.C.F. s'est « réjoui » de ce que, devant le Bundestag, M. Mitterrand ait « souhaité le succès de la conférence de Genève, afin que ne soient pas insérées en Europe les Pershing et les Cruise [c'est-à-dire] de la conférence de Madrid, pour que soit organisée en Europe une conférence sur la sécurité et le désarmement ».

M. Marchais a précisé que, « dans l'état actuel des choses, il est exclu que l'on demande à la France


de réduire sa force de dissuasion ». Il a réaffirmé l'hostilité de son parti au fait que l'Allemagne dispose d'armes atomiques.

Interrogé, enfin, sur la bombe à neutrons, le secrétaire général du P.C.F. a déclaré : « Nous sommes contre la bombe à neutrons, parce que nous considérons que sa fabrication est dangereuse et constitue un pas en avant dans la course aux armements. Cela dit, nous sommes pour que la force de dissuasion française soit en état de jouer son véritable rôle dissuasif. C'est la raison pour laquelle les communistes français se sont prononcés pour la construction d'un septième sous-marin atomique, à partir du moment où le premier n'était plus valable. (...) »

(1) Cet accord indique à ce sujet : « Les deux partis soutiendront l'action internationale de la France — dans le respect de ses alliances — pour la paix et le désarmement progressif en vue de la dissolution simultanée des blocs militaires, en assurant l'équilibre des forces en Europe et dans le monde, et la sécurité de chaque pays. Dans cet esprit, ils se prononcent pour qu'intervienne rapidement une négociation internationale sur la limitation et la réduction des armements en Europe. Cette négociation doit porter notamment sur la présence des missiles soviétiques SS-20 et sur la décision d'installer des fusées américaines Pershing-II. »


**POUR
COMPRENDRE
LA CORSE
MARIE SUSINI**

Marie Susini



**LA RENFERMÉE
LA CORSE**
photographies de
Chris Marker

Marie Susini
Plein soleil



SEUIL

LA CHINE AFFIRME NE PAS AVOIR DE REVENDICATIONS TERRITORIALES A L'ÉGARD DE L'U.R.S.S.

Pékin (A.F.P.). — La Chine a rejeté une récente attaque de l'Union soviétique qui l'accusait de retarder la normalisation entre les deux pays en maintenant des revendications sur des territoires soviétiques.

Un commentaire de la publication chinoise *Connnaissance du monde*, reproduit intégralement le dimanche 23 janvier par l'agence Chine nouvelle, réfute un article récent de la revue soviétique *Temps nouveaux* reprochant à Pékin de retarder la normalisation en maintenant des revendications portant sur 1,5 million de kilomètres carrés en Extrême-Orient soviétique.

La Chine, indique la revue, « souhaite sincèrement voir écartés les obstacles entravant l'amélioration des relations entre les deux pays ».

La revue soviétique avait indiqué qu'un rétablissement de relations normales devra nécessairement être précédé d'une renonciation « claire et inconditionnelle » aux revendications territoriales réciproques et avait accusé des publications chinoises de maintenir de telles revendications. Selon *Connnaissance du monde*, le gouvernement chinois « a solennellement déclaré, à de nombreuses reprises, que la Chine n'a aucune revendication territoriale vis-à-vis de l'Union soviétique, et n'exige pas le retour de ses territoires cédés à la Russie tsariste par une série de traités inégaux ».

Depuis 39 ans, le journal spécialisé

"Les Annonces" est le n° 1
pour la vente des fonds de commerce

En Vente Partout 3 F et 36 r. Malte, 75011 PARIS. TEL. 111 805 30 30

week-ends, sorties, vacances,
DÉPART TRANQUILLE



ALARME 2000
contre le vol

Des protections radar à haute technologie, mais d'utilisation simple, efficace et immédiatement opérationnelles. Pour un départ tranquille, sans angoisse de retour, remplir et retourner le bon ci-contre à ALARME 2000 8, rue Guéin, 75016 PARIS ou téléphoner au 525.44.32 à votre service sur toute la France.

Nom
Prénom
rue
n° code postal
Ville

TELEX PARTAGE
ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS ☎ 345.21.62

monstres sur le

Israël en balade-liberté.

À partir de 2490 F l'avion, la voiture, l'hôtel et 8 jours en liberté pour découvrir Israël au gré de votre fantaisie (carburant, assurances, taxes et kilométrage en sus).

Eilat Mer Rouge.

8 jours hôtel 3 étoiles et petit déjeuner - vol direct Eilat.

Israël en circuit autocar.

8 jours tout confort - pension complète sans aucun souci d'organisation, dans les meilleurs hôtels.

Israël : le grand tour.

Les quatre mers d'Israël, et de Jérusalem à Eilat, 8 jours en pension complète dans des hôtels exclusivement 4 étoiles.

Ces prix valables jusque fin mars s'entendent de Paris à Paris par avion; ils seront majorés de 200 F du 1^{er} février au 25 mars 1983. Renseignements: adressez-vous à votre agence de voyages ou à l'ONIT:
14, rue de la Paix, 75002 Paris. Tél. 261.01.97.

Office National
Israélien de Tourisme.
EL AL
AIR FRANCE

EUROPE

Portugal

Le général Eanes annonce la dissolution du Parlement

De notre correspondant

Lisbonne. — Le général Eanes a décidé le dimanche 23 janvier de dissoudre le Parlement, mais le chef de l'Etat n'a pourtant pas fixé la date des nouvelles élections qui doivent, selon la Constitution, avoir lieu entre soixante et quatre-vingt dix jours après le décret de dissolution, la publication de ce décret sera retardée, afin de donner le temps à l'Assemblée en exercice de prendre une série de mesures d'ordre économique jugées « urgentes » par le général Eanes.

Le chef du gouvernement démissionnaire, M. Balsemão devait se rendre au palais présidentiel ce lundi 24 pour s'entretenir avec le chef de l'Etat de la façon dont il dirigera le gouvernement de gestion jusqu'aux élections. Le leader social-démocrate a déjà précisé: « Le gouvernement démissionnaire n'aura pas la capacité de résoudre les problèmes très graves qui se posent ».

La décision du général Eanes a satisfait tous les partis de l'opposition. « C'est la conséquence logique du discrédit de l'alliance démocratique », affirme le parti socialiste. Pour les communistes, la dissolution de la chambre est « une importante victoire de la démocratie ».

Pour les partis de la majorité, en revanche, l'attitude du général Eanes est « totalement injustifiée ». « En voulant résoudre une crise, il

vient d'en déclencher une autre », a souligné le porte-parole du C.D.S. Dans un long communiqué, le P.S.D. s'insurge contre « une décision qui risque de constituer un dangereux précédent ».

La polémique sur le régime semi-présidentiel portugais est en tout cas relancée. Pour les partis de l'Alliance démocratique, la dissolution de la chambre est « une rupture de la majorité parlementaire ou d'impossibilité pour les formations politiques de la majorité de parvenir à un accord sur le nom d'un premier ministre ».

A cette conception, le président de la République répond: « L'existence d'une majorité n'est un obstacle à la dissolution que dans les régimes parlementaires, ce qui n'est pas le cas du Portugal. Et il a rappelé les raisons qui justifient son choix: la démission inattendue du premier ministre de décembre; le renouveau de M. Freitas do Amaral, leader du C.D.S., à toutes ses fonctions politiques; la tentative de formation d'un gouvernement dirigé par M. Crespo, tentative « peu démocratique », selon lui. Pour résoudre la crise économique, « il faut un gouvernement d'union de prestige », estime le président Eanes.

JOSÉ REBELO.

Pologne

Des fonctionnaires de la milice veulent « sauvegarder une dignité élémentaire »

Le dernier numéro des *Informacje Solidarnosci Region Mazowiecki* (Informations de Solidarité pour la région de Mazovie) fait état d'une nouvelle revue clandestine, *Godzina* (Hebdomadaire), qui serait éditée par des fonctionnaires de la milice. Dans le premier numéro, mis en circulation au mois de janvier, les fonctionnaires de la milice publient un « code moral », adressé à ceux d'entre eux qui voudraient « sauvegarder une dignité élémentaire » dans ces temps particuliers.

Les rédacteurs placent au premier plan la nécessité d'être « avant tout, des Polonais servant la nation et non pas un petit groupe détenant le pouvoir ». Les « dissidents » de la milice proposent aussi à leurs collègues de « poursuivre les criminels et non pas les adversaires de l'état de guerre » et, avant tout, de « lutter contre les sentiments de crainte et d'impunité qui règnent dans nos rangs ». Ils demandent aux militaires de « nous des contacts avec ceux de leurs collègues qui pensent comme nous » et de « s'entraider pour déjouer les mensonges de la propagande concernant aussi bien l'histoire que la situation actuelle ».

Le « code » estime que ceux qui veulent garder « un minimum de dignité » doivent cesser de brutaliser les personnes interpellées ou arrêtées, éliminer ceux qui « rendent des services aux services de sécurité (S.B.) » et « exprimer, sans la dissimuler, leur désapprobation à l'égard de tous ceux d'entre nous qui usurpent l'autorité tout en passant leur amertume sur leurs concitoyens ». En conclusion, les militaires sont appelés à montrer que « tous les fonctionnaires de la milice ne sont pas des exécutants inconscients d'ordres reçus ».

Une offensive

contre l'Eglise

D'autre part, les services de sécurité seraient en train de préparer une « opération » portant le nom de code « Corbeau », qui viserait « les repré-

sentants les plus « extrémistes » du clergé polonais ». Cette information est publiée dans le dernier numéro de la revue clandestine de Solidarité *Tygodnik Mazowiecki* (Hebdomadaire de Mazovie), qui cite, à l'appui de ses informations, des « notes confidentielles » provenant de conférences internes pour les fonctionnaires des services de sécurité. Il s'agirait « d'introduire et de diffuser largement la notion de préter extrémisme afin de créer, en se servant de cette notion, l'apparence que la majorité des prêtres souhaitent un accord et veulent s'entendre avec les autorités du pays, et que seule une minorité, de même que dans le syndicat *Solidarnosc*, s'oppose à cette idée ».

Le but principal serait de brouiller entre eux les prêtres en introduisant les qualifications de « loyaux » et d'« extrémistes ». Les « extrémistes » devraient être isolés du clergé et des fidèles, puis être éliminés ».

Cette opération doit constituer une sorte de « préparation du terrain » à « un règlement des comptes » avec l'Eglise.

Les services de sécurité demandent à tous les commissaires de la milice, de préparer les listes des « prêtres extrémistes » de leurs régions, ainsi que des listes des représentants du clergé qui « abusent de l'alcool, ne suivent pas les règles du célibat ou qui seraient en désaccord avec leurs supérieurs hiérarchiques ». Ces derniers pourraient être utilisés en tant que « collaborateurs » après le déploiement de l'opération.

Selon *Tygodnik Mazowiecki*, l'opération décrite serait déjà en cours. Ainsi, dans la région de Cracovie, « certains prêtres se trouvent sous le contrôle systématique de la police, leurs photos et les numéros d'immatriculation de leurs voitures ayant été communiqués à différents commissariats de police également en dehors de Cracovie ».

EN RÉPONSE À UN MESSAGE DE M. MARCHAIS

M. Andropov affirme que M. Chicharanski a cessé sa grève de la faim.

M. Georges Marchais a indiqué, dimanche 23 janvier, au « Club de la presse » d'Europe 1, que, à la suite d'une démarche dont il avait fait l'objet de la part du professeur Claude Jasmin, cancérologue, au nom du comité de défense d'Anastole Chicharanski, il avait adressé un message à M. Andropov, le 18 janvier, et avait demandé au secrétaire général du P.C. soviétique: « 1) Qu'en est-il des raisons de l'intervention de Chicharanski? »; « 2) Qu'en est-il exactement de son état de santé? »; « 3) Quelles sont les perspectives possibles concernant (son) sort? ».

Dans sa réponse, publiée dans *l'Humanité* de lundi (de même que la lettre du professeur Jasmin et le message de M. Marchais), M. Andropov déclare que M. Chicharanski « a été condamné pour activité d'espionnage » et que, « en voulant organiser la pression sur la justice soviétique, M. Chicharanski a déclenché une grève de la faim ». M. Andropov ajoute: « Récemment, il a eu un contact avec sa mère et a cessé sa grève de la faim. L'état de sa santé est satisfaisant; et rien ne menace sa vie ».

La loi soviétique n'exclut pas la possibilité d'une réduction de peine au titre de satisfaction d'une demande de libération anticipée, pour des personnes condamnées pour ce genre de crime. Mais, pour la loi soviétique, cela dépend de la conduite du condamné. Il est évident qu'une telle possibilité n'est pas favorisée par des campagnes tapageuses et des pressions extérieures. Au contraire, cela l'empêche ».

La mère du militant juif des droits de l'homme n'a pas confirmé, jusqu'à présent, avoir « eu un contact » avec son fils. Elle s'était rendue dans cette intention, au début de l'année, à la prison de Tchistopol, où elle avait vu M. Chicharanski, pour la dernière fois, en janvier 1982.

M. Robert Badinter, ministre de la justice, a adressé, le 21 janvier, « à titre personnel et humanitaire », une lettre à son homologue soviétique, pour lui demander de laisser la mère du détenu voir son fils afin que celui-ci cesse sa grève de la faim. Une démarche analogue a été demandée à M. Ralita, ministre de la santé, par le comité de défense de Chicharanski.

Italie

La « filière bulgare »

LA LIBERTÉ PROVISOIRE EST REFUSÉE À M. ANTONOV

(De notre correspondant.)

Rome. — Le juge d'instruction Martella, qui enquête sur la tentative d'assassinat contre le pape, a déposé, samedi 22 janvier, l'ordonnance relative à la demande de mise en liberté pour « absence de preuves » émise en faveur de leur client par les avocats de M. Antonov, arrêté le 25 novembre dernier pour complicité dans cette affaire. Bien que les motifs et le contenu de cette décision du juge n'aient pas été révélés, il y a tout lieu de penser qu'elle est négative: en d'autres termes, M. Antonov restera en prison. La semaine dernière, selon des indiscrétions publiées dans la presse, le procureur de la République avait déjà donné un avis défavorable à la mise en liberté du fonctionnaire des lignes aériennes bulgares.

Les avocats de M. Antonov ont pu faire valoir des témoignages confirmant que le fonctionnaire des lignes aériennes bulgares se trouvait à son bureau le jour de l'attentat, contrairement à ce qu'affirmait Agca, prétendant qu'il se trouvait place Saint-Pierre pour « couvrir » sa propre fuite. Le fait que le juge ait retenu les témoignages sur la présence de M. Antonov à son bureau (en cas contraire, il aurait dû en faire arrêter les auteurs) ne signifie pas qu'Agca ait menti. On peut penser qu'on lui avait promis que, le jour de l'attentat, M. Antonov serait placé Saint-Pierre.

Reste toujours la question de la confiance qu'on peut avoir dans les déclarations d'Agca, qui dit tout et le contraire de tout. — Ph. P.

A TRAVERS LE MONDE

Brésil

DES MILLIERS DE PAYSANS AFFAMÉS ont envahi trois villes de l'Etat du Ceara, dans le nord-est du Brésil, à la recherche de travail et de nourriture, a-t-on appris le lundi 24 janvier. Le Ceara connaît une sécheresse prolongée, qui a réduit à la famine des milliers de personnes privées d'emploi. — (A.F.P.)

Grande-Bretagne

UN SOVIÉTIQUE TROUVE PENDU À LONDRES. — M. Ivan Melnikov, directeur d'une compagnie soviétique d'importation de métaux, a été trouvé pendu dans son appartement. Il n'avait pas de statut diplomatique et n'appartenait pas à la délégation commerciale. En poste à Londres depuis trois ans, M. Melnikov devait retourner en U.R.S.S. le mois prochain. — (A.F.P.)

Guatemala

QUATRE MILITAIRES ONT ÉTÉ TUÉS, et huit autres blessés, vendredi 21 janvier, par des guérilleros dans le département de Solola. Deux sous-officiers figurent parmi les tués. La veille, la guérilla avait lancé quatre attaques-surprises simultanées contre les forces de sécurité dans la capitale, en particulier contre le quartier général de l'armée. — (A.F.P.)

Iran

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE DE LA CONSTITUTION a repoussé un projet de loi prévoyant la confiscation des biens des « fuyards » adopté le 11 janvier par le Parlement islamique. Ce texte, qui concerne le million d'Iraniens vivants à l'étranger, a été qualifié par le Conseil d'« anti-constitutionnel » et d'« anti-islamique ». D'autre part, les autorités ont fait savoir que leur refus de renouveler le visa du correspondant de l'agence Tass à Téhéran était dû au « manque d'activités journalistiques » de ce dernier, mais se sont déclarées prêtes à examiner le cas de tout autre journaliste présenté par l'agence soviétique. — (A.F.P.)

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4^e
Tél. 326-51-09

Tanzanie

LES SUITES D'UN COM-
PLOT. — Plus de six cents soldats ainsi qu'un millier de civils auraient été impliqués à la suite de la découverte d'un complot contre le régime (le *Monde* des 23 et 24 janvier), affirmait, dimanche 23 janvier, le *Sunday Times*, hebdomadaire dominical pro-gouvernemental de Dar-es-Salaam. Cinq personnalités auraient été également interrogées pour n'avoir pas dénoncé le complot, découvert dans un cantonnement de la capitale tanzanienne. — (Reuter).

Thaïlande

NEUF MILITAIRES ont donné leur démission du Sénat à la suite d'une controverse sur le rôle de l'armée dans la vie politique du pays après les élections générales du 12 juin prochain. Le commandant en chef de l'armée, le général Arthit Kamlang-ek, a annoncé qu'il renouait à ses fonctions de sénateur lors d'une déclaration télévisée dans la nuit du jeudi 20 janvier au vendredi 21 janvier. Huit autres officiers, dont le commandant de la région militaire de Bangkok, le lieutenant-général Pichit Kulavanit, ont pris la même décision. — (A.F.P.)

Union Soviétique

UN CHEF DE BANDE FUSILLÉ EN GEORGIE. — Un Géorgien, Gouram Devodze, condamné à mort pour « crimes particulièrement dangereux », a été fusillé, a annoncé, samedi 22 janvier, Radio-Moscou. Devodze, récidiviste, déjà deux fois condamné, avait réuni autour de lui des personnes qui refusaient le travail honnête », a expliqué la radio. — (A.F.P.)

Barnett
Chemisier Habilleur
19, AV. VICTOR-HUGO 16^e

Manteaux 75 % cach.	1 450 890
Lodens véritables	990 580
Costumes av. gilet	1 450 890
Blazers Pure Laine	690 468
Vestes Harris Tweed	1 200 790
Pantalons flanelle	295 198
Impers. doubl. amov.	1 450 890
Robes de chamb. sole	1 450 890
Puile Lambawool 8 cgl.	225 148
Cravates regiment	95 48
Chemises 55 Terg. 45 cot 195	116
etc.	

SOLDES ANNUELS

مكتبة

AFRIQUE

Le Maroc sous le faix de la guerre

I. - La vie difficile

De notre correspondant
ROLAND DELCOUR

Rabat. - Une modeste vitrine sur l'avenue Mohammed-V, les Champs-Élysées de Rabat, entre les cinémas et les bijouteries, offre aux passants un choix de photos. Constamment renouvelées, elles montrent ces derniers temps Hassan II recevant les rois et les chefs d'États arabes le 12 septembre à Fes, le roi en visite aux États-Unis, le roi parlant à la tribune des Nations unies. A l'intérieur, devant la galerie des portraits de la famille royale, c'est un défilé ininterrompu. Jeune ou vieux, en jean ou en djellaba, chacun regarde sans commenter. Selon toute apparence, la foule qui défile ici est respectueuse de son souverain et s'aspire qu'à le voir régner le plus longtemps possible.

Pourtant, dans les rues, au marché, dans les autobus surchargés, qu'on attend des heures durant, la grogne est partout. On s'en prend rarement au souverain ou à sa politique. Tout le monde au Maroc connaît les tabous : le roi, la monarchie, la « cause nationale » (le Sahara) et, bien entendu, l'islam. Alors, que reste-t-il ? Le gouvernement, dont tout le monde dénonce à l'envi l'inactivité, l'impuissance, l'impéritie et, entre haut et bas la corruption ; le Parlement, dont on dit au pilori l'inutilité, l'absentéisme, les débats sans conclusion, les questions sans réponse. Dernièrement, le gouvernement, comme s'il voulait mettre lui-même le comble à son impopularité, a décidé d'augmenter de 50 % les traitements des ministres, et le Parlement en a fait autant pour ses députés, alors que les fonctionnaires auront attendu le 1^{er} janvier pour toucher les maigres 5 % qui ne représentent même pas la moitié du taux d'inflation annuel.

La hausse vertigineuse des prix d'épargne que les produits de première nécessité subventionnés, (pain, farine, lait, beurre, sucre, huile). Elle frappe particulièrement les familles très nombreuses et les classes moyennes qui veulent, malgré tout, tenir leur rang et se distinguer de la masse clochardisée des bidonvilles. On a pu mesurer l'exaspération des uns et des autres le 20 juin 1981, lorsque la répression brutale des subventions fit descendre dans la rue les démunis des bidonvilles de Casablanca. Le gouvernement revint in-

extremis sur sa décision et réduisit de moitié les augmentations imposées, mais il était trop tard pour empêcher l'explosion. La démo- graphie galopante et les résultats du recensement organisé en septembre dernier révéleront sans doute en février un Maroc d'au moins vingt-quatre à vingt-cinq millions d'habitants. Sur dix millions d'actifs potentiels, moins de la moitié sont considérés comme occupant un emploi. Les campagnes se vident et envoient vers les villes leur surplus d'habitants et d'affamés (lors de la grande sécheresse de 1980/1981, on a compté jusqu'à dix arrivées à l'heure dans les bidonvilles de Casablanca qui comptent déjà plus de deux millions d'habitants). Enfin, la mendicité et la corruption complètent le sombre tableau qu'offre le Maroc.

Le chômage des jeunes

Partout, revivait, lancinante la question comment vivre ou plutôt comment survivre ? Le quotidien communiste *Al Bayane* a ouvert depuis longtemps une rubrique intitulée : « Le quotidien, cet enfer ». Sans doute existe-t-il des soupapes de sûreté, de subtils mécanismes de compensation : les transferts des ouvriers marocains à l'étranger atteignent 3 à 4 milliards de dirhams par an (1), la contrebande est fort active dans le Nord grâce aux « prestidigitateurs » espagnols de Ceuta et Melilla dont on réclame pourtant le retour à la mère patrie, les trafics de toutes sortes fleurissent notamment sur la drogue (la culture du kif est tolérée dans une partie du Rif), sans oublier le plus vieux métier du monde. La presse marocaine a mené en décembre dernier une violente campagne contre le développement de la prostitution découvrant à cette occasion l'activité de tel « salon de coiffure » situé en plein Rabat, à côté de la sûreté nationale ou celle de villas cossues de Casablanca dont les principaux clients étaient Saoudiens.

Dans une telle situation, les plus frappés sont les jeunes, les étu-

dants, les diplômés, ceux auxquels on a appris à tout attendre de la vie, à bien travailler pour passer des examens qui ne mènent nulle part. Le chômage des diplômés, surtout en lettres, en sociologie, en philosophie, en droit, est un fléau que l'administration est impuissante à juguler, sauf à recourir à la fameuse circulaire 504 interdisant à tous les jeunes fonctionnaires de s'inscrire à l'université. Les cent vingt mille étudiants marocains, dont vingt-cinq mille poursuivent leurs études en France, sont de plus en plus tentés par l'exil. Ceux qui en France ont épousé des Françaises trouvent à leur retour une situation telle qu'ils en viennent souvent à repartir. La fuite des cerveaux vers la France, mais aussi vers le Québec ou les États-Unis, se manifeste, comme dans la plupart des pays arabes. Le fait que les bourses soient plus importantes pour les étudiants marocains à l'étranger que pour leurs camarades restés au pays accentue encore le phénomène.

Comment, dès lors, s'étonner de voir une partie de cette jeunesse tentée par l'extrémisme ? A gauche, c'est la multiplication des formations ou groupuscules, marxistes ou se disant tels, le groupe Hail Amam, le groupe du 23 mars, etc. La scission de l'UNEM marocain, qui à la fin de 1981 a conduit au départ des représentants de l'U.S.F.P. de l'organisation étudiante, a laissé à ces groupes le champ libre. Pour peu de temps, puisque dès le début de 1982 tous les dirigeants gauchistes de l'UNEM se retrouvaient sous les verrous. Les étudiants menacés d'exclusion immédiate ou cas de grève o'seot plus manifestes, et, à la rentrée de 1982, ce sont les collégiens d'Oujda et du nord du pays qui ont pris le relais, quitte à s'exposer, eux aussi, à une répression brutale. A l'extérieur même de l'opposition socialiste (les communistes beaucoup moins nombreux et mieux organisés sont moins vulnérables), toute une aile marchante a mal accepté le retour des députés à la Chambre des représentants, retour qu'elle a jugé au moins prématuré dès lors qu'on attendait encore les mesures de libéralisation annoncées pour l'U.S.F.P. Force est de remarquer que l'arrestation des cinq dirigeants socialistes, en août 1981, n'avait provoqué aucune manifestation de jeunes ou d'étudiants.

La tentation intégriste

En sens contraire, on se réfugie dans l'intégrisme ou, comme on l'appelle ailleurs, le fondamentalisme. Les étudiants arabes, qui sont encore une minorité, y sont bien entendu particulièrement exposés ; les mots d'ordre vestimentaires ou autres circulent. On écoute des cassettes, on discute dans les mosquées ou, quand cela n'est pas possible, à l'extérieur. La voie de pénétration paraît être le Nord, la région de Tanger, accessible à ce qui se passe dans l'Algérie voisine et en Tunisie. Certes, là aussi, le roi-commandeur des croyants (sous maléfiques) et les oulémas veillent. C'est grâce à eux que le Maroc est encore relativement préservé, mais il n'est pas immunisé.

Ainsi se traduisent le « vide » dénoncé par le premier ministre, M. Maati Bouabid, et le désespoir de toute une jeunesse. Au-delà de l'extrémisme de gauche ou religieux, on ne trouve plus que la violence oue dont les exemples ne manquent pas dans un passé récent. Comment combler ce vide et transformer « l'enfer quotidien » de trop de Marocains ? Pour commencer, il faudrait remettre en marche l'économie.

Prochain article :

UNE ÉCONOMIE
CHANCELANTE.

LA VIE FRANÇAISE

un numéro exceptionnel
avec son supplément de

32 PAGES SPÉCIAL IMPÔTS

au prix habituel de 9F.

- le calcul de vos impôts au franc près
- les déductions possibles
- la nouvelle fiscalité

UN GUIDE CLAIR,
PRÉCIS
ET INDISPENSABLE

LA VIE FRANÇAISE, UN PLACEMENT SÛR

Chaque samedi 9F. chez votre marchand de journaux.

BATAILLE UNE MAIRIE

TOUS LES SOIRS EN DIRECT DES RÉGIONS

SPÉCIAL
MUNICIPALES
EUROPE 1
le point

19H30
20H30

LUNDI 24 :
LYON
MARDI 25 :
GRENOBLE
MERCREDI 26 :
MARSEILLE
JEUDI 27 :
ST-ÉTIENNE

ET CHAQUE JOUR A 7H30 : "LE JOURNAL DES ÉLECTIONS"
DÉBATS ANIMÉS PAR G. CARREYROU, C. NAY, J. DUQUESNE

POUR BIEN COMPRENDRE
POUR MIEUX JUGER
QUI SERA VOTRE PROCHAIN MAIRE

VIVEZ EN EUROPE 1

ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE ET LA FORMATION
DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE GESTION

MICRO FORUM E.S.G.
du 3 au 5 février 1983

Faites le Point en un temps record
sur les plus récentes possibilités
de la micro-informatique



CYCLE DE CONFÉRENCES.

Tables rondes animées par des spécialistes sur les thèmes suivants :

- Les micro-ordinateurs, et :
- Les P.M.E.
- Le commerce
- L'Enseignement
- Les professions médicales
- Les professions libérales
- La bureautique.

EXPOSITION PERMANENTE DE MATÉRIELS ET DE LOGICIELS.

Les constructeurs de micro-ordinateurs et les sociétés de services en informatique présentent leur plus récents matériels et leurs applications.

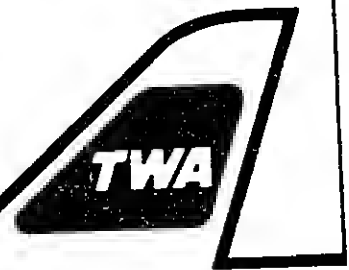
95 av. du Général Leclerc. 75014 Paris
Tél : 543.62.45

TWA vers et à travers les USA.

Paris **3350 F** New York **1250 F** Côte Ouest.

Du 10 janvier au 6 février, profitez de notre tarif loisirs Paris-New York (A/R)
et de notre tarif spécial New York-Côte Ouest (A/R).

Vous plaire nous plaît.



AFRIQUE

Namibie

« La France joue un double jeu »

nous déclare M. Nujoma, président de la SWAPO

Les signes de tension se sont multipliés ces dernières semaines en Afrique australe. Selon l'Agence France-Presse, des sources bien informées à Lusaka ont rapporté que l'UNITA - la guérilla de M. Savimbi - avait saboté un barrage dans le centre-ouest de l'Angola, privant d'électricité Huambo, deuxième ville du pays, ainsi que les villes côtières de Benguela et Lobito.

Au Mozambique, l'armée a lancé d'importantes opérations pour tenter d'empêcher la

R.N.M. (Résistance nationale du Mozambique) de couper Maputo, la capitale, des principales régions agricoles du Sud. Chokora, sécheresse et disette sévissent déjà dans ces régions touchées par une guérilla qui bénéficie d'un appui logistique sud-africain.

Entre-temps, à l'issue d'une visite officielle à Alger de M. Mngabe, premier ministre du Zimbabwe, qui se trouve depuis à Malte, un communiqué conjoint a condamné, samedi

soir, « la politique de domination, d'occupation, d'agression et de déstabilisation menée par le régime raciste de Pretoria contre les Etats de la ligne de front ».

Enfin, avant de quitter Lusaka pour Pékin, où il est arrivé lundi, M. Sam Nujoma, président de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), a, au cours d'une conférence de presse, déclaré que « l'administration Mitterrand joue un double jeu à propos de la Namibie ».

De notre envoyé spécial

M. Nujoma est encore plus sévère à l'égard des autres membres du « groupe de contact ». « Bien sûr, souligne-t-il, ils n'appuient pas officiellement la théorie du linkage, mais, comme l'a dit le président Kaunda (Zambie), leur silence équivaut sur ce point à un soutien des positions américaines et sud-africaines. » Mais, pour M. Nujoma, les Etats-Unis sont évidemment les grands responsables de l'impasse namibienne. « Pendant sa campagne électorale et plus tard, Reagan avait affirmé que sa politique étrangère serait fondée sur la lutte contre les terroristes, notamment au Salvador et en Namibie. Il avait cité nommément ces deux pays. Nous faisons maintenant l'expérience de cette politique. »

« Certes, nous dit M. Nujoma, nous avons apprécié que M. Mitterrand joue un double jeu à propos de la Namibie », assure M. Sam Nujoma, président de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO). Dans une interview accordée au Monde, jeudi 20 janvier à Lusaka, le dirigeant namibien s'élève contre la « position étrange » des quatre pays occidentaux - France, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale et Canada - associés aux Etats-Unis au sein du groupe de contact à propos du principal obstacle à un règlement négocié : le « lien » (linkage) établi par Pretoria et Washington entre le retrait des forces cubaines d'Angola et la poursuite du processus devant conduire à l'indépendance de la Namibie.

« Posé comme condition préalable à un règlement, le départ des troupes cubaines d'Angola est inacceptable, ajoute M. Nujoma. La République populaire d'Angola est un Etat souverain, la Namibie est une colonie. Les deux problèmes sont donc entièrement distincts. Si les Etats-Unis sont tellement soucieux de voir les Cubains quitter l'Angola, qu'ils négocient directement avec la République de Cuba, qui ne se trouve qu'à 150 kilomètres de leurs côtes, ou bien avec la République d'Angola sans mêler à cela la question namibienne. Mais s'ils veulent s'occuper de celle-ci avec le reste de la « bande des cinq », qu'ils se contentent de favoriser l'application de la résolution 435 du Conseil de sécurité. »

« Si nous avons accepté de négocier avec les Etats-Unis, poursuit le chef de la SWAPO, c'est parce que nous pensons qu'ils sont les mieux placés pour exercer des pressions sur le régime sud-africain. Malheureusement, nous constatons qu'ils ne respectent pas la résolution 435, et qu'ils affaiblissent ainsi l'autorité de l'ONU. Ils cherchent, en fait, à exclure l'ONU du processus d'indépendance. Ils veulent aider l'Afrique du Sud à mettre en place en Namibie une solution néo-coloniale fondée sur des bananiers. »

M. Nujoma critique également le silence des Etats-Unis quant à la nature du mode de scrutin applicable aux élections qui précéderont l'indépendance namibienne. « M. Chester Crocker n'avait dit, en juin dernier, à Bonn, que les Occidentaux avaient abandonné le projet « un homme, deux voix ». Mais, jusqu'à maintenant, ni les Américains ni les Sud-Africains n'ont fait connaître quel système électoral ils préconisent. La SWAPO reste prête à accepter l'un des deux systèmes démocratiques, la représentation proportionnelle ou le scrutin uninominal. Nos préférences vont cependant à la proportionnelle, car le second mode

de scrutin exigera une procédure qui retardera d'au moins un an l'accession à l'indépendance. »

M. Nujoma ne condamne cependant pas l'initiative du président zambien, M. Kaunda, qui, dans l'espoir de faire progresser le règlement namibien, avait reconstruit, en avril dernier, M. Botha, premier ministre sud-africain. Il n'avait pas été informé à l'avance de ce projet de rencontre, mais, observe-t-il, « la Namibie est un Etat souverain ». « D'ailleurs, nous laissons, nous aussi, la porte largement ouverte à des négociations directes ou non avec l'Afrique du Sud. S'il y a une chance de négocier un règlement débouchant sur l'indépendance authentique de la Namibie, nous la saisissons. La guerre nous est imposée », dit-il.

Evocant la situation militaire sur le terrain, M. Nujoma affirme que l'armée sud-africaine « liquide des civils namibiens dans ce qu'elle appelle des zones opérationnelles ». « Le couvre-feu, précise-t-il, est imposé de 18 heures à 10 heures du matin. L'armée mène les chemins villageois empruntés par les simples paysans. Le régime sud-africain semble parvenir à la conclusion que chaque Namibien est un guerillero. Il se conduit comme un lion blessé voué à l'effondrement. »

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Niger

LE PRÉSIDENT SEYNI KOUNTCHE, qui avait le grade de colonel, a été promu, à compter du 1^{er} janvier 1983, au grade de général de brigade par le Conseil des ministres. - (A.F.P.)

(Publicité)
ÉCOLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE
23, bd Vital-Bouquet, 3e de la Jette, 92, Neuilly
Téléphone : 747-61-35
Alain GOUTHER
Centre officiel d'examens - Marino marchand
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

Maroc

LE PARTI NATIONAL DÉMOCRATE (centre droit), issu en juin dernier d'une scission du Rassemblement national des indépendants, que dirige l'ancien premier ministre, M. Ahmed Osman, vient de constituer sa branche estudiantine : l'Union nationale des indépendants démocrates (UNED). Comme l'Union nationale des étudiants du Maroc (UNEM, progressiste), l'UNED défend l'« inviolabilité » de l'université marocaine. - (A.F.P.)

Tunisie

Tunis et Alger veulent ouvrir la voie à l'unité du Maghreb

De notre correspondant

Tunis. - La Tunisie et l'Algérie veulent ouvrir la voie à l'unité du Maghreb et ont décidé de donner l'exemple en organisant une coopération fondée, en priorité, sur la complémentarité. Cette démarche s'est dessinée lors de la visite, la semaine dernière en Tunisie, de M. Mohamed Hadj Yala, ministre algérien de l'Intérieur et membre du bureau politique du F.L.N. Cette visite avait été précédée par un récent séjour en Algérie du ministre tunisien de l'Intérieur, M. Driss Guiga.

Après plusieurs années d'hésitations, marquées par divers « malentendus », les relations entre les deux pays semblent devoir s'assouplir. Aucune décision spectaculaire n'a, pour le moment, été prise. Mais la perspective d'un Maghreb des peuples, ainsi que le souhaite l'agence Algérie Presse Service, d'un Maghreb qui ne nécessite pas la mise en place « d'un gouvernement au sommet », comme le déclare le ministre tunisien de l'Intérieur.

Une telle vision implique évidemment une solution du conflit du Sahara occidental. Le problème - sujet tabou - n'a pas été évoqué publiquement lors de la visite de M. Yala, mais celui-ci n'y faisait-il pas allusion, en quittant Tunis, lorsqu'il évoquait « le nécessaire assainissement du climat général dans la région » ?

Rarement visite aura été entourée d'autant de chaleur. Pendant son séjour, M. Yala a été reçu très longuement par le président Bourguiba et a rencontré tous les membres du gouvernement. A Sfax, il a été associé à la commémoration de la date du 18 janvier 1952, marquant le début de la lutte active pour l'indépendance, que le premier ministre, M. Mohamed Mzali, a voulu placer sous le signe de la solidarité et de l'union maghrébines.

Il ressort, en outre, des déclarations officielles que Tunis et Alger ont désormais une conception identique de ce que doit être leur coopération : établissement d'un plan sus-

ceptible de favoriser la complémentarité économique, renforcement des liens culturels et coordination des politiques. Cette ligne sera précisée, au fil des rencontres qui doivent se multiplier. Déjà, la venue à Tunis du premier ministre algérien est envisagée pour les prochains mois, et un communiqué a annoncé, samedi 22 janvier, que M. Wassila Bourguiba, qui a toujours suivi de près la situation au Maghreb, « a accueilli chaleureusement » l'invitation du président Benjedid à visiter l'Algérie.

Tunisiens et Algériens se montrent persuadés que, si elle réussit, l'expérience qu'ils engagent pourra s'étendre à l'ensemble de la région - de la Mauritanie à la Libye - dans la perspective d'un Maghreb des peuples, ainsi que le souhaite l'agence Algérie Presse Service, d'un Maghreb qui ne nécessite pas la mise en place « d'un gouvernement au sommet », comme le déclare le ministre tunisien de l'Intérieur.

Une telle vision implique évidemment une solution du conflit du Sahara occidental. Le problème - sujet tabou - n'a pas été évoqué publiquement lors de la visite de M. Yala, mais celui-ci n'y faisait-il pas allusion, en quittant Tunis, lorsqu'il évoquait « le nécessaire assainissement du climat général dans la région » ?

MICHEL DEURÉ

préparation
CFPA
centre de formation professionnelle avec
Janvier à juin
20 août - 20 septembre
CEPES
Enseignement supérieur privé
57, r. Ch.-Lafitte, 92 - Neuilly
722-94-94 - 745-09-19

CHEVEUX A PROBLÈMES

PLUS DE 20 ANS D'EXPÉRIENCE dans nos INSTITUTS EUROCAP permettent d'affronter les cheveux avec lequel nous luttons contre :
• pellicules, démangeaisons, cheveux secs, cassants ;
• décolorations, etc.
Il importe que les cheveux restent sains :
APPELEZ SANS TARDER :
INSTITUT CAPILLAIRE EURO-BRIDGECAP
Bordeaux (48-06-34) - Brét - Grenoble (48-21-41) - Lille (51-24-13) - Limoges (34-15-20) - Lyon (63-06-76) - Marseille (48-29-97) - Montpellier - Mulhouse (48-80-88) - Nancy (332-91-88) - Nantes (48-74-57) - Reims (88-65-74) - Rennes (30-16-88) - Rouen (73-08-22) - Saint-Etienne (38-10-76) - Toulouse (53-55-30) - Toulouse (23-28-84).
Pour les cheveux avancés, nous fabriquons nous-mêmes nos incomparables PROTHÈSES EN CHEVEUX NATURELS, non traités chimiquement ni mécaniquement. Montage à la main sans aucun point de colle, sur trame ultra-Molène de conception inédite. Extraction toutes marques.
PROTHÈSE BRIDGECAP

ASIE

Le prince Sihanouk est arrivé à Bangkok

L'arrivée soudaine à Bangkok du prince Sihanouk relance les spéculations au sujet de contacts secrets entre les parties en conflit dans l'affaire cambodgienne. Rien n'est connu, toutefois, pour l'instant des intentions de l'ancien chef d'Etat ni des contacts qu'il a pu prendre à son passage dans la capitale thaïlandaise.

A Pékin, cependant, notre correspondant Manuel Luchet relève que les diplomates vietnamiens parlent désormais du prince en termes favorables, le présentant comme un « patriote » dont le désir de rentrer dans son pays est compréhensible. L'ancien souverain, confie-t-on de même source, pourrait se voir confier à Pnom-Penh un rôle de conseiller comparable à celui que joua au Laos le prince Sourana Phouma.

Un porte-parole officiel chinois a, d'autre part, qualifié de « manœuvre » une récente proposition de Hanoi visant à restaurer une trêve à la frontière sino-vietnamienne à l'occasion du Nouvel An lunaire, le 13 février prochain. Selon l'agence vietnamienne de presse, une dizaine d'incidents survenus entre le 4 et le 17 janvier auraient fait plusieurs morts du côté vietnamien.

De notre correspondant

Bangkok. - Le prince Sihanouk, ancien chef de l'Etat cambodgien et président du gouvernement de coalition anti-vietnamien, est arrivé, en Thaïlande, le vendredi après-midi 21 janvier, par un vol de la compagnie chinoise en provenance de Pékin, a révisé, ce lundi 24 janvier, le quotidien thaïlandais, The Bangkok Post, se référant à des sources militaires autorisées. Le président du Kampuchéa démocratique a été conduit, dès sa descente d'avion, dans une résidence située aux environs immédiats de Bangkok.

Le prince Sihanouk, qui réside à Pyongyang, en Corée du Nord, avait indiqué, à plusieurs reprises, ces derniers mois, qu'il n'entendait plus, « pendant un certain temps », mener d'actions politiques et diplomatiques normales, « tout en demeurant président du Kampuchéa démocratique ». Il avait insisté, pour justifier cette semi-retraite, de « sérieux problèmes de santé » et précisé qu'il se rendrait en mai en France pour s'y faire soigner.

La plupart des observateurs de la scène indochinoise avaient, jusqu'à présent, l'habitude du prince Sihanouk comme une réaction de dépit à l'égard de la Chine qui, en novembre dernier, avait réservé à son coéquipier khmer rouge, M. Khien Samphan, un accueil jugé trop chaleureux par rapport à celui qu'il avait reçu à la même époque.

De son côté, l'agence de presse cambodgienne jouguet, dans un récent commentaire, que la « retraite politique » du prince Sihanouk constituait « un nouvel échec des forces réactionnaires, en premier lieu des expansionnistes ».

hégémonistes de Pékin, dans leur tentative pour retourner la situation du Kampuchéa ». L'éditorialiste soulignait que l'ancien chef de l'Etat « se berçait d'illusions quand il pensait que Pékin pouvait le préférer à Pol Pot ». Quoi qu'il en soit, concluaient-ils, « que Sihanouk soit président ou non du gouvernement de coalition des réactionnaires et traités à la patrie, rien ne changera pour le peuple kampuchéen ».

Récemment, toutefois, des rumeurs, entretenues par les propos ambigus qu'avait tenus les autorités de Hanoi à l'égard du prince Sihanouk, avaient laissé entendre que celui-ci était en contact avec ses adversaires. La Belgique - qui aurait été mêlée à une prétendue médiation - aussi bien que le Vietnam ont catégoriquement démenti qu'il y ait anguille sous roche. Pourtant, des bruits continuent de courir, de source indienne notamment, qui font état d'un échange de correspondances entre le président du Kampuchéa démocratique et M. Heng Samrin, le numéro un du régime de Pnom-Penh.

Pourquoi ce voyage imprévu ? Le prince Sihanouk est-il venu rassurer ses amis et ses alliés, d'autant plus inquiets de le voir boudier que d'aucuns s'activent pour lui obtenir un droit de parole au sommet des pays non alignés, début mars, à New-Delhi ? Préfère-t-il de son séjour thaïlandais pour réunir, une seconde fois depuis sa création en juin 1982, le gouvernement de coalition ? Vient-il prendre d'autres contacts pour l'avenir ? Les voies du prince sont encore imprévisibles. JACQUES DE BARBIN

Afghanistan

Le médiateur de l'ONU inviterait des « représentants des réfugiés » à participer à des pourparlers

Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour la question afghane, M. Diego Cordovez, est arrivé, dimanche 23 janvier, à Islamabad, venant de Téhéran. Il a déclaré « tout a fait satisfait » des entretiens qu'il a eus en Iran, où le ministre des affaires étrangères, M. Velayati, a réaffirmé que son pays réclamait l'évacuation sans conditions des forces soviétiques d'Afghanistan. « Nous espérons que la nation afghane, sans aucune pression de l'Est ou de l'Ouest, pourra occuper de son destin », l'occupation de l'Afghanistan par l'U.R.S.S. dessert ses intérêts dans la région et sert ceux des Etats-Unis », a-t-il ajouté.

A Kaboul, où M. Cordovez se rendra le jeudi 27 janvier, le chef de l'Etat, M. Karmal, a déclaré, selon la radio locale, qu'il n'existe « aucun problème au monde qui ne puisse être résolu par des négociations ». Il a rappelé que l'U.R.S.S. « qui aide notre pays à combattre les ingérences impérialistes », a plusieurs fois exprimé sa « volonté » d'aboutir à un règlement politique. La possibilité d'un retrait des forces soviétiques a, d'autre part, été évoquée par M. Vadin Zagladine, directeur adjoint du département international du comité central du P.C. d'U.R.S.S., dans une interview au quotidien italien Paese Sera, proche du P.C. italien. « Nous sommes parvenus aujourd'hui à un nouveau stade », a-t-il dit. Des contacts sont en cours et une solution politique est possible pour mettre fin à l'intervention étrangère en Afghanistan et permettre ainsi le retrait de nos soldats. »

An Pakistan, le secrétaire aux affaires étrangères, M. Naik, estime que le médiateur de l'ONU a été pas

Philippines

SÉVÈRES CRITIQUES DES ÉVÊQUES CONTRE LA « MILITARISATION » DES CAMPAGNES

Manille (U.P.I.). - Dans un projet de lettre pastorale, rédigé lors d'une conférence épiscopale qui s'est achevée le dimanche 23 janvier, les évêques philippins critiquent sévèrement la politique du président Marcos, dont le résultat, estiment-ils, est d'écarter le soutien des paysans aux maquisards communistes.

Les évêques dénoncent la pauvreté, la corruption, la « militarisation » croissante des campagnes, les restrictions de libertés et les tentatives de discréditation du clergé. La situation qui en résulte aboutit, jugent-ils, à favoriser les groupes révolutionnaires.

Quatre-vingt-deux évêques sur cent deux assistaient à la conférence. Selon des sources religieuses, la lettre doit être lue dans toutes les églises à l'occasion du premier dimanche de carême, le 20 février.

FIRST TIME

SOLDES
20% à 50% sur canapés, tables, luminaires, tapis.

27, RUE MAZARINE PARIS 6^e. TEL : 325.55.00. PARKING.

EN LIBRAIRIE

REVUE des SCIENCES MORALES & POLITIQUES

TRAVAUX DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

Une sélection des interventions marquantes en 1982 :

Guy de LACHARRIÈRE
La négociation de droit international.

Olivier LACOMBE
La conception indienne de l'homme.

Pierre LÉPINE
Génie génétique, droits de l'homme et liberté.

Marceau LONG
L'organisation du travail du gouvernement.

Général MAURIN
Vision synthétique sur la politique de défense de la France.

gauthier-villars

سكينة السعيد

AMÉRIQUES

CHILI Plusieurs milliers de personnes ont manifesté contre le régime militaire

De notre envoyé spécial

Un an après sa mort, l'ancien président Eduardo Frei n'inspire pas seulement aux Chiliens un souvenir ému. Il est devenu pour beaucoup un symbole d'espoir. « Le peuple a la victoire », crient les foules rassemblées samedi 22 janvier, sur la plaza de Armas et à l'intérieur de la cathédrale, où une messe était célébrée à la mémoire de celui qui gouverna le Chili de 1964 à 1970.

La plupart des dirigeants du parti démocrate-chrétien, dissous depuis 1973, et de nombreux ambassadeurs, dont le représentant du Chili en France, M. Baudry, accompagnaient la famille du défunt. L'événement fut l'occasion pour l'un des membres les plus progressistes de l'épiscopat chilien, Mgr Jorge Houton, de rappeler la lutte permanente du leader démocrate-chrétien en faveur « de la vérité, de la justice, et de la liberté ». « L'objectif

suprême ne peut être la conquête du pouvoir pour le pouvoir », a souligné Mgr Houton, qui a ajouté : « Eduardo Frei l'aurait compris comme un témoin de cette insaisissable de la démocratie ».

A l'issue de l'office, une colonne composée de plusieurs milliers de manifestants et fortement encadrée par des membres de la J.D.C. (Jeunesse démocrate-chrétienne) s'est dirigée vers le cimetière principal de Santiago, situé à environ 4 kilomètres de la cathédrale. D'abord relativement modérés et respectueux, les manifestants ont rapidement gagné en force pour devenir franchement hostiles au général Pinochet.

Des militants socialistes et communistes s'étaient joints aux démocrates-chrétiens et s'efforçaient, malgré les réticences de ces derniers, de transformer la marche en une manifestation unitaire dirigée contre le régime militaire. « Frei, Allende, douces, le peuple a engagé la lutte », a-t-on entendu à plusieurs reprises. Des incidents éclatèrent au retour du cimetière, dont l'accès avait été interdit à la foule. Les carabinieri chargèrent les manifestants qui avaient refusé de se disperser et avancèrent vers le centre de Santiago. Après quelques heures de lours, la colonne, un moment disloquée, reprit sa marche au cri de « Elle va finir, elle va finir, la dictature militaire » et « Pinochet, C.N.I., assassins du pays » (1).

Une nouvelle intervention des forces de l'ordre, à quelques mètres de la plaza de Armas, mit fin à la manifestation, qui avait duré plus de trois heures. La plupart des journaux de la capitale, à l'exception de *Las Últimas Noticias*, ont passé sous silence dans leur édition de dimanche les slogans hostiles au gouvernement.

JACQUES DESPRES.

Etats-Unis Les adversaires de l'avortement ont manifesté à Washington

De notre correspondant

Washington. — Vingt-six mille personnes ont participé à une « marche pour la vie », samedi 22 janvier, entre la Maison Blanche et le Capitole. C'était la dixième anniversaire de la libéralisation de l'avortement aux Etats-Unis. Un anniversaire houleux, marqué par de nombreuses manifestations et par un appel du président Reagan pour que le Congrès « rectifie » la décision qualifiée par lui de « tragique » prise en 1973 par la Cour suprême.

La « marche pour la vie » réunissait tous ceux qui se battent depuis dix ans contre l'avortement. Parmi eux, plusieurs personnalités religieuses, dont l'archevêque catholique de Washington, Mgr James Hickey. La veille, Mgr Joseph Bernardin, archevêque de Chicago, avait demandé à cent mille enfants de son diocèse d'allumer des bougies devant leur porte « pour symboliser notre respect envers la vie humaine ».

Dans une lettre adressée aux manifestants, M. Reagan a affirmé : « C'est le moment d'agir. Je vous garantis que je soutiendrai devant le Congrès toute action législative qui limiterait l'avortement ». D'ores et déjà, le président a donné son appui à une proposition de loi visant à supprimer les fonds fédéraux pour les interruptions volontaires de grossesse.

Les défenseurs de l'avortement ont organisé, de leur côté, des réunions dans plusieurs villes des Etats-Unis. Principal argument : « Nous représentons le point de vue de la majorité des Américains ». En fait, les sondages ne sont pas aussi nets.

La législation en vigueur s'appuie sur l'arrêt rendu, le 22 janvier 1973, par la Cour suprême : une femme a le droit de se faire avorter, à sa demande, au cours des trois premiers mois de grossesse. Le nombre des avortements légaux aux Etats-Unis est passé de six cent mille en 1973 à plus d'un million et demi l'année dernière. Dénommé « quinze millions de cadavres », M. Jack Wilke, président du Comité national pour le droit à la vie, déclarait récemment : « Cela représente plusieurs fois le nombre des victimes de toutes les guerres qu'on connait nos pays ».

Une grossesse sur quatre aux Etats-Unis est interrompue volontairement. Dans certaines villes, comme Washington, les avortements

sont même plus nombreux que les naissances. Il faut dire que la capitale est noire à 70 % et que les femmes noires recourent à l'avortement proportionnellement plus que les femmes blanches.

Depuis l'arrêt de janvier 1973, les « défenseurs de la vie » ont obtenu plusieurs mesures restrictives. Vingt-deux Etats (sur cinquante) exigent une hospitalisation pour les interruptions de grossesse effectuées après le troisième mois. Le Missouri avait rendu nul, en 1976, l'approbation du mari, mais avait été désavoué par la Cour suprême. Celle-ci accepta, en revanche, l'année suivante, que les subventions fédérales ne soient utilisées qu'en cas de danger de mort pour la mère. Ce qui eut pour effet d'interdire l'avortement à de nombreuses femmes sans ressources financières suffisantes. Seul recours : les fonds fournis par quinze Etats et par le district de Columbia (où se trouve Washington), mais qui couvrent à peine un septième des interruptions de grossesse effectuées chaque année.

L'année 1983 est jugée importante par les deux camps. Le Sénat doit, en effet, débattre de la question, tandis que la Cour suprême se prononcera sur plusieurs législations locales restrictives. Telle ville a rendu obligatoire l'autorisation des parents pour l'avortement d'une mineure. Telle autre oblige le médecin à mettre solennellement en garde la patiente, ou fixe un délai de vingt-quatre heures entre l'approbation de la demande et l'opération.

Les « défenseurs de la vie » ont échoué au Sénat à la fin de l'année dernière. Ils n'ont pas été servis par leurs divisions. Certains se battent pour un amendement constitutionnel interdisant l'avortement, ce qui nécessiterait les deux tiers des voix de la Chambre et du Sénat. D'autres plaident pour une simple loi établissant que « la vie commence à la conception ».

M. Reagan a engagé les « défenseurs de la vie » à s'occuper leurs vœux pour pouvoir l'emporter. Mais, malgré les apparences, le président juge ce dossier secondaire et susceptible de créer des divisions inutiles au Congrès. S'il prend position, c'est pour attirer la sympathie d'une partie des catholiques et, surtout, pour reconquérir le cœur de la « nouvelle droite » que sa politique a beaucoup déçu.

ROBERT SOLÉ.

Jérusalem et Damas déplorent vivement la rencontre entre M. Arafat et trois personnalités israéliennes

De notre correspondant

La rencontre de M. Yasser Arafat avec trois personnalités israéliennes (le *Mandé* du 22 janvier), vivement condamnée à Jérusalem, a relancé la polémique entre P.O.L.P. et la Syrie qui s'était éteinte au grand jour ces dernières semaines.

La presse de Damas a aussitôt publié la « condamnation formelle » de cette entrevue par la Saïka, « déterminée à riposter à la bande qui joue avec l'avenir du peuple palestinien ». Les journaux qualifient, pour leur part, la réunion de « M. Arafat et de sionistes », de « désespérance » et de « danger » et mettent en relief la « dénonciation » de cette initiative par Abou Saleh, un des dirigeants du Fath connu pour ses opinions de gauche.

Jérusalem. — « Scandale », « révoltant », « dégradant ». Si, par son caractère officiel, la rencontre entre M. Yasser Arafat et trois personnalités israéliennes était sans précédent, les réactions que cet événement vient de susciter en Israël sont tout autant exceptionnelles et, de ce fait, ne sont pas moins intéressantes : un concert de protestations véhémentes orchestré surtout par les membres de la majorité gouvernementale, mais l'opposition travailliste y est également participée — un ton endosseur, il est vrai.

Malgré un ordre du jour chargé, le gouvernement a estimé nécessaire de discuter de cette affaire le 23 janvier au cours de sa réunion hebdomadaire et des sanctions ont été envisagées. A l'instar du ministre des affaires étrangères, M. Shamir, trois autres membres du cabinet ont demandé l'élaboration d'un projet d'amendement du code pénal pour dissuader efficacement les Israéliens

de prendre contact avec l'O.L.P. Toutefois, aucune décision n'a encore été prise, plusieurs ministres ayant fait savoir qu'ils n'étaient pas convaincus de l'opportunité d'entreprendre une telle réforme. Dans le passé, lors d'autres rencontres entre des représentants de l'O.L.P. et des Israéliens favorables au dialogue avec l'organisation palestinienne, la procureur général de l'Etat, pressé d'engager des poursuites contre ces derniers, avait à chaque fois conseillé qu'il n'y avait pas lieu d'entreprendre une procédure. Les juristes en effet font remarquer que la loi applicable en pareil cas, qui prévoit une peine maximum de quinze ans d'emprisonnement pour « contacts » avec des « agents étrangers », précise que l'accusé doit être acquitté s'il prouve qu'il n'a pas porté atteinte à la sécurité de l'Etat et n'en a pas eu l'intention. Jusqu'à maintenant, toutes les personnes visées n'auraient pas eu beaucoup de peine à apporter cette preuve. Voilà pourquoi de nombreux dirigeants du Likoud souhaitent une modification de la législation pour le rendre plus rigoureux.

Les protestataires ont semblé n'avoir pas de mots assez rudes pour condamner l'initiative de MM. Yossi Avneri, Yacov Amnon et du général de réserve Mettityehou Palaid. M. Shamir les avait déjà déclarés « ennemis de l'Etat » et de la démocratie, le président de la Knesset, M. Menahem Seidov, a qualifié de « honte » leur entrevue avec un « maître assassin » et le vice-ministre des affaires étrangères, M. Yehouda Ben Meïr, a affirmé qu'il était « plus que jamais inadmissible » d'entretenir des rapports avec une organisation qui venait de montrer qu'elle n'était pas prête de re-

noncer au terrorisme puisqu'elle avait revendiqué l'attentat commis le 8 janvier à Tel-Aviv contre un autobus dans lequel douze personnes ont été blessées.

De son côté le parti travailliste a publié un communiqué dimanche pour dénoncer la rencontre de M. Arafat avec les trois personnalités israéliennes. Le parti travailliste a appelé qu'il ne cesse de demander aux autres pays de cesser toutes relations avec l'O.L.P. La parti travailliste a appelé qu'il ne cesse de demander aux autres pays de cesser toutes relations avec l'O.L.P. La parti travailliste a appelé qu'il ne cesse de demander aux autres pays de cesser toutes relations avec l'O.L.P.

En répondant aux critiques les plus virulentes M. Avneri, qui a enjoint qu'il pourrait attiser en diffamation M. Shamir pour ces propos « insultants », a fait remarquer qu'il trouvait singulier que l'on réagisse ainsi, précisément au moment où M. Arafat — et avec lui une partie de l'O.L.P. — manifestait par ses déclarations et ses dernières initiatives une évolution sensible à l'égard d'Israël. Et il a souligné que les dirigeants israéliens paraissent faire les yeux fermés sur le fait que les extrémistes qui au sein de l'O.L.P. condamnent actuellement cette modération.

Un tollé surprenant

Ce tollé a de quoi surprendre car ce n'est pas la première fois que des Israéliens militent dans les mouvements les plus « colorés » se réunissent avec des représentants de

l'O.L.P. Depuis 1975, plusieurs rencontres ont eu lieu, notamment à Paris, sous l'égide de Pierre Mendès France et M. Avneri en fut l'un des initiateurs. En 1980, deux députés communistes israéliens ont rencontré M. Arafat en Bulgarie. En juillet 1982, en pleine guerre du Liban, M. Avneri a été reçu par M. Arafat qu'il venait interviewer pour son journal. En juillet également, le général Palaid s'est vu reprocher d'avoir participé à une conférence avec les membres de l'O.L.P. (un député du Likoud a demandé, la semaine dernière, qu'il soit traduit en justice pour cela). Mais jamais les réactions du gouvernement et de la majorité n'étaient été aussi fortes.

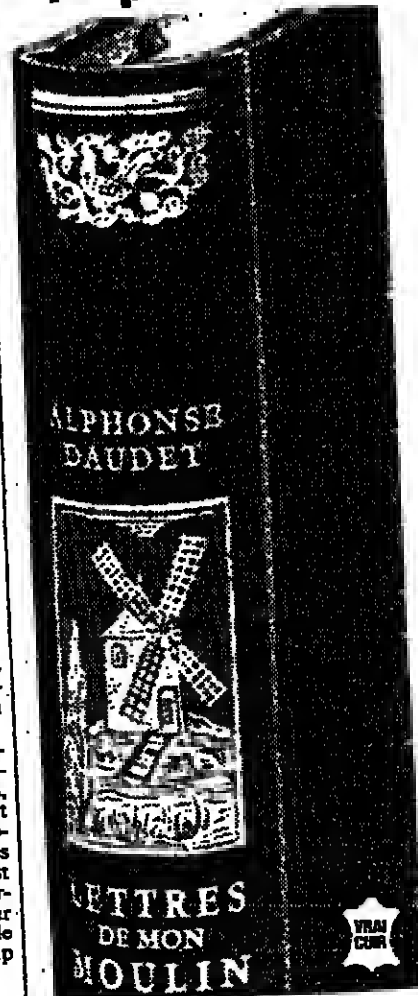
Dans la prolongation des remarques de M. Avneri, certains observateurs israéliens estiment qu'il s'agit là d'un signe de « crispation » dû à une conjoncture assez défavorable pour M. Begin et ses collaborateurs. Plus particulièrement à cause de la crainte qu'il ont d'une offensive diplomatique généralisée de la part des pays arabes modérés à laquelle se joindrait peut-être indirectement l'O.L.P. pour amener l'administration américaine, plus ou moins consentante, à faire pression sur Israël. L'hypothèse de plus en plus probable d'une prochaine démission du roi Hussein dans ce sens, très attendue à Washington, ne peut que renforcer l'inquiétude des dirigeants israéliens. D'autre part, on note que la vigueur exceptionnelle des réactions dans les milieux gouvernementaux s'explique aussi par l'irritation provoquée par le fait que la guerre du Liban est loin d'avoir porté un coup fatal à l'O.L.P., comme M. Begin et les membres de son gouvernement l'avaient prévu pour justifier leur intervention en juin dernier.

FRANCIS CORNU.

En remerciement
les éditions Jean de Bonnot
offrent
**Un livre d'Art
au prix coûtant**

Revivez le monde merveilleux de la Provence, respirez tous ses parfums, réchauffez-vous sous son soleil incomparable en lisant les immortelles

**“Lettres de
mon Moulin”
d'Alphonse Daudet**
illustrées sur les lieux mêmes
par des artistes de l'époque.



De la Crau à l'Estérel, du Luberon à la Camargue, 24 contes merveilleux, sensibles ou malicieux.

Tous sont justement célèbres. Qui ne connaît l'Arlésienne dont s'inspire Bizet et dont le sujet fut donné à Daudet par Frédéric Mistral ? Qui ne fut charmé ou ému par la Chevre de Monsieur Seguin, par l'Agonie de la Sémillante ou par la Mort du Dauphin ? Qui ne prit un malin plaisir à la lecture des Trois Messes Basses, de l'Elisir du Révérend Père Gaucher, de la Cure de Cucugnan, de la Mule du Pape qui garda sept ans, en réserve, son fatal coup de sabot !

Ces sujets pittoresques et mouvementés appellent l'illustration. Alors je m'en suis donné à cœur joie et c'est chaque page que j'ai voulu décorer d'images sensibles que le texte vient habiller à l'ancienne et avec à-propos. Pour cela, j'ai retrouvé les épreuves de deux maîtres graveurs de l'époque dont le trait réaliste, incisif et vivant est un enchantement. Le plaisir des yeux vient s'ajouter à celui de l'esprit pendant près de 400 pages.

Jean de Bonnot remercie ses lecteurs et les bibliophiles qui ont bien voulu se faire reconnaître et lui témoigner leur intérêt à la suite du détournement de fichiers dont il a été victime.

Touché par ces marques de sympathie, Jean de Bonnot souhaite leur exprimer concrètement sa gratitude en leur proposant exceptionnellement le dernier paru de ses livres au prix coûtant.

Une reliure plein cuir de mouton de pays de la meilleure qualité, douce au toucher, fine à l'odorat, voluptueuse au regard, travaillée à la main exactement comme autrefois, sert d'écrin à ce chef-d'œuvre. Le dos et la tranche supérieures sont rehaussées à la feuille d'or véritable et dix autres détails de fabrication soulignent le caractère « fait main » de ce précieux volume in-octavo (14x21 cm).



Ce superbe livre vous est pourtant offert au prix coûtant tant est grand le souci de Jean de Bonnot de satisfaire ses fidèles lecteurs.

Le papier est un vergé chiffon inaltérable, fabriqué uniquement pour mes livres et sur mes indications.

GARANTIE A VIE

Il vaut mieux avoir peu de livres mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions impensables. Jean de Bonnot ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails. Elles prennent de la valeur chaque année car l'or véritable et le cuir embellissent en se patinant avec le temps. C'est pourquoi Jean de Bonnot s'engage à racheter ses ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Sait-on que pour ce livre d'art Jean de Bonnot a utilisé un minimum de 51 cm² de feuille d'or pur titrant 22 carats ?

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE EN REMERCIEMENT

à envoyer à JEAN DE BONNOT
7, Faubourg Saint-Hippolyte - 75392 Paris Cedex 08
Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant les Lettres de mon Moulin en un volume grand in-octavo (14x21 cm), relié plein cuir à l'or fin 22 carats.
Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir.
Si je décide de le garder, je vous réglerai la somme de 22 00 F (+ 10 70 F de frais de port).

Nom..... Prénoms.....
Adresse complète.....
Code postal..... Ville.....
Signature.....

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

Le Monde

politique

M. Mauroy : il nous faut acquérir une légitimité de gestion

M. Pierre Mauroy, qui est intervenu, dimanche 23 janvier, lors de la dernière journée des « rencontres des acteurs du changement », organisées par le parti socialiste, a déclaré : « La légitimité de la gauche, en France, est essentiellement morale. Il nous faut à présent acquérir une légitimité de gestion. La droite a compris ce danger, et c'est pourquoi elle nous attaque depuis vingt mois sur la compétence des cadres gouvernementaux. Ce thème vise à faire jouer le réflexe élitiste si profondément ancré dans le corps social français. Pour répondre, nous avons peut-être trop tendance à valoriser un discours gestionnaire. »

Selon le premier ministre, il est nécessaire que la gauche élabore « une sorte de pédagogie du changement ». Cette « difficulté », selon lui, est souvent résumée de manière schématisée, comme « une difficulté de communication du gouvernement, une sorte d'incapacité à

La est la principale difficulté, souligne-t-il : « S'il nous faut nous faire comprendre de la plus large partie de l'opinion, et pour cela respecter au plus près la culture nationale, il est indispensable, pour obtenir la mobilisation du peuple de gauche, de valoriser sa culture et ses références. »

Analysant l'« alchimie étrange » qui s'est opérée dans le corps électoral français entre l'élection présidentielle (en mai) et les élections législatives de 1981 (en juin) et qui a permis à la gauche de « progresser de dix points en un mois », M. Mauroy a déclaré : « Il n'y a pas lieu de s'inquiéter : exécutif et législatif aujourd'hui de voir des soutiens du mois de juin 1981 s'effiloer et la gauche revenir à son véritable étiquette politique, c'est-à-dire au score obtenu lors du premier tour de l'élection présidentielle de 1981. Niveau élevé d'ailleurs, qui a été confirmé lors des élections canton-

Une sérénité inquiétante

La gauche militante n'est pas assez mobilisée. A gauche, les « spectateurs » sont plus nombreux que les « acteurs » du changement. M. Pierre Mauroy le reconnaît, mais il ne s'agit, à son avis, que d'un phénomène conjoncturel, de « périodes passagères ».

Cette analyse est justifiée, dans l'esprit de M. Mauroy, par la difficulté qu'il affronte quotidiennement et qui consiste à respecter la « culture nationale » de l'ensemble des Français, tout en valorisant la culture et les références du peuple de gauche. Le premier ministre paraît penser que la difficulté se résoudra d'elle-même avec le temps, et qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter outre mesure puisque la gauche dispose de la durée que lui

confèrent les institutions. Le premier ministre admet aussi que, pour démontrer qu'elle acquiert peu à peu une « légitimité » de gestion, la gauche a été conduite à valoriser un discours gestionnaire qui n'est pas de nature à soulever l'enthousiasme des masses populaires.

Il reste que ces « périodes » dont parle M. Mauroy ne sont pas aussi « passagères » qu'il le dit. Elles durent tout de même depuis vingt mois. De ce point de vue, la sérénité du premier ministre est inquiétante, quelle que soit la confiance que l'on a dans ses capacités à mettre en œuvre une nouvelle « pédagogie du changement ».

J.Y.L.

expliquer sa politique. En réalité, estime-t-il, le gouvernement doit affronter une double inquiétude : « L'inquiétude suscitée par toute réforme se greffe sur le pessimisme profond des opinions publiques, notamment accidentelles, depuis plusieurs années. Selon M. Mauroy, ce pessimisme s'explique « par le fait que nous sommes engagés depuis près d'une décennie dans une période de récession économique ».

Le chef du gouvernement constate que les électeurs ont tendance, dans ce contexte, « à tous jours sanctionner les équipes sortantes », car « les opinions ont toujours tendance à identifier les gouvernements à la crise ».

Cela signifie, à son avis, que « le changement doit nécessairement tenir compte de l'opinion de ceux qui lui sont hostiles au moins de ceux qui ne sont pas vraiment convaincus ». « Des compromis, dit-il, doivent donc être trouvés et, puisqu'ils sont indispensables, toute attitude de bravade, toute référence à une culture qui ne serait que celle de la gauche et qui ne prendrait pas assez en compte les références nationales risquerait d'être poursuivie. »

M. FABIUS : la droite propose le retour en arrière

Dans une interview publiée par le Journal du dimanche du 23 janvier, M. Laurent Fabius, ministre délégué au budget, répond à l'opposition sur le thème du rôle de l'Etat. Il y a, dit-il, trois attitudes en présence. D'un côté, les adeptes de l'Etat partout (...). Cette conception se rapproche de celle des pays de l'Est. Ce n'est en aucun cas la nôtre. A l'opposé, il y a les partisans de l'Etat nulle part. Dès qu'on prononce le mot d'Etat ils sortent leur révolution idéologique. La droite appelle cela du libéralisme, pour essayer de s'approprier le bon nom de liberté. Mais c'est en réalité simplement du capitalisme sauvage (...). Enfin, il y a une troisième attitude : celle de la majorité. Nous sommes partisans d'une économie mixte. Nous sommes décentralisateurs. Ni l'Etat glorieux, ni l'Etat croupion.

M. Fabius explique aussi que « la mise en œuvre du projet de la droite constituerait un formidable retour en arrière » : évoquant les récents propos des responsables de l'opposition, il affirme : « Ou bien il s'agit d'une critique purement destructive, ou bien, s'il y a des propositions, elles marquent un considérable recul social. » Ainsi Raymond Barre remet en cause explicitement la cinquième semaine de congés payés. Jacques Chirac, lui, veut revenir sur les nationalisations, y compris celles décidées du temps du général de Gaulle. Valéry Giscard d'Estaing combine ces deux approches. Comme ils le disent, « tout est réversible ».

M. JOSPIN : l'échec des politiques de droite est patent

A l'occasion de la dernière journée des « rencontres des acteurs du changement », dimanche 23 janvier, M. Lionel Jospin a ironisé sur le voyage de M. Jacques Chirac aux Etats-Unis et ce qu'il représente en termes de politique économique. « L'échec des politiques de droite est patent, a-t-il dit. Il est curieux de voir que M. Chirac ramène dans ses bagages un programme inspiré de la « raisonnable » au moment où l'échec de ce programme est avéré. »

Il a également répondu aux propos tenus par M. Alain Griotteray, vendredi 21 janvier à Charenton, à l'occasion d'un meeting présidé par M. Valéry Giscard d'Estaing. M. Griotteray avait déclaré : « Je ne me sens pas le courage de tenir jusqu'en 1986. » Nous avons bien entendu jusqu'à 1986 et, l'espère bien, au-delà. »

M. Jospin s'est demandé si M. Griotteray avait l'intention d'attendre, tel les « Américains », le « Chirac » à l'étranger et à l'invité à le faire « au Chili ou en Argentine ».

LE CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DU R.P.R.

M. Chirac : le scrutin des 6 et 13 mars doit retentir comme un avertissement solennel au gouvernement

La manifestation organisée par le R.P.R., dimanche 23 janvier, à la porte de Versailles, peut être considérée par M. Jacques Chirac comme un succès. Devant un rassemblement de quelque cent mille militants et sympathisants de toutes régions, de toutes classes sociales et représentant toutes les générations du gaullisme, M. Chirac a fait approuver un « plan de redressement » qui constitue un catalogue de soixante mesures précises et qui se veut un véritable « contre-programme de gouvernement ». Le président du R.P.R. visait, à cette occasion en double objectif.

Pour les élections municipales il a lancé un appel à l'union, au-delà des appartenances politiques, à tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans l'action de la gauche, se donnant ainsi une mission qui dépasse son simple rôle à la tête du R.P.R.

Au-delà du scrutin des 6 et 13 mars, M. Chirac a souhaité que ses partisans donnent « un avertissement solennel au gouvernement » mais aussi préparent le changement de majorité politique. N'espérant aucun « scé-

nario », ne se livrant à aucune spéculation, ne fixant pas d'échéance, il a cependant voulu montrer qu'il est prêt à assumer les responsabilités du pouvoir.

Voulant inverser radicalement la tendance à l'« étatisation triomphante » qui se développe, selon lui, depuis le 10 mai 1981, M. Chirac a dressé, en un discours d'une heure et demie, un panorama complet de tous les domaines de l'activité de l'Etat où il compte apporter la marque de ses réformes sans se limiter, comme il avait tendance à le faire, à la défense de telle ou telle catégorie professionnelle.

Le président du R.P.R., interrompu à plusieurs reprises par un auditoire enthousiaste mais somme toute assez sage, a dressé de l'action d'« un pouvoir social-démocrate », de l'« étatisme idéologique », qu'est, selon lui, le socialisme à la française, une critique systématique, mais non agressive. Il a certes, approuvé le président de la République de s'être, à Bonn, prononcé « pour le renforcement de la solidarité européenne dans le cadre

de l'Union atlantique ». Mais, en cas d'alternance, tout ce qu'il a réalisé la gauche sera soumis à examen, à révision ou à abrogation. Parmi les quelques trente orateurs, dont beaucoup de jeunes candidats, qui ont précédé M. Chirac sur le podium, se sont fait les plus beaux succès ceux qui s'en sont pris notamment et avec violence au rôle de certains ministres, ceux qui ont dénoncé avec indignation la fiscalité ou la justice, ceux qui ont contesté avec véhémence les nationalisations, ceux qui se sont plaints du rôle des syndicats « politiques » et surtout ceux qui ont critiqué le projet de réforme de l'enseignement, dédaignant considéré comme « exemplaire » des menaces qui, selon l'opposition, pèsent sur les libertés.

M. Jacques Chirac a canalisé ces protestations. Proposant un « nouvel humanisme », il s'est efforcé de faire partager son solide optimisme et sa confiance dans l'avènement d'une « révolution de la responsabilité » par la voie d'une alternance démocratique.

ANDRÉ PASSERON

M. Jacques Chirac a notamment déclaré en conclusion de son discours : « Lancer une nouvelle croissance, conquérir de nouvelles libertés, rechercher un nouvel humanisme, voici le projet républicain. Nous ne voulons, en France, ni marxisme ni restauration. Nous ne voulons pas que, de « socialisme à la française » en « communisme à visage humain », notre pays se laisse peu à peu étatiser, endoctriner et finalement priver de ses libertés démocratiques. »

« Mais nous ne voulons pas non plus d'un retour pur et simple au passé. La France a besoin d'une œuvre politique qui la conduise vers le renouveau : vers plus de liberté et de progrès social, vers plus de responsabilité et d'association dans le travail et dans la cité, plus de tolérance dans les relations humaines et de pluralisme dans les valeurs de civilisation. C'est notre projet. C'est une véritable « révolution de la responsabilité ». Dans la tâche qui nous attend, nous ne

croisons ni à la fatalité ni à la facilité. La fatalité n'est que l'excuse des âmes faibles. Mais les dix années qui viennent ne seront pas faciles. Nous ne renouvellerons croissance économique et progrès social qu'à l'effort d'un effort national qu'il faudra veiller à répartir équitablement. C'est pourquoi j'appelle dès maintenant à l'union et à la constance. Union de tous ceux, quel que soit leur engagement ou leur absence, d'engagement dans un parti politique, qui se reconnaissent dans le projet que nous, républicains, nous proposons à la France. Union pour gagner les élections municipales qui doivent retentir comme un avertissement solennel adressé au gouvernement. Mais un vote d'avertissement ne suffit pas. Il faut que ce soit aussi un vote d'espérance. C'est-à-dire l'affirmation d'une volonté d'union de tous les Français, au-delà même des échéances électorales immédiates, pour redresser ensemble la France aujourd'hui ébranlée. Nous n'y parviendrons qu'à force de constance. »

L'orateur avait déclaré auparavant : « Nous avons subi, M. Chirac, deux ans, l'électrochoc de la défaite. Nous avons insisté depuis lors à l'échec du nouveau pouvoir sur la politique de gaspillage et d'étatisation nous contraindre aujourd'hui à la régression sociale et menacer nos libertés. Nous voyons avec tristesse notre pays céder partout du terrain sur la scène internationale, s'endormir auprès de ceux qui consentent encore à lui faire crédit, s'enfoncer lentement dans le marasme. »

Aujourd'hui nous disons : oui, le redressement est possible ; oui, l'espérance peut reprendre le dessus. Nous sommes engagés dans une mutation historique plus transitoire que jamais mais aussi plus prometteuse qu'une simple crise passagère.

Il énumère quatre défis à relever : ceux de la situation financière internationale, de la révolution technologique, de la concurrence des nouvelles nations industrialisées et de la démographie. Trois questions se posent à la France : celles de la croissance, des libertés et des valeurs de civilisation. Il conteste « le discours à la mode sur la croissance zéro » et ajoute : « C'est une idée dangereuse parce que la croissance est une exigence morale. Il ne saurait y avoir de progrès humain ni de conquêtes de la civilisation si la création de richesses supplémentaires ne permet pas de lutter contre la misère et l'inégalité. Oui, il faut créer et produire plus pour répondre à l'appel, demandé peut-être à la révolte, des milliards d'hommes et de femmes qui ont fait de pain, de paix et de justice. Pour cela il faut libérer les forces de production en contraignant l'Etat à regagner sa place ». Il énumère alors les propositions du « plan de redressement ». Il indique notamment : « Si nous ne parvenons pas à ramener en quelques années le total des prélèvements obligatoires en dessous de la barre des 40 % du produit national, notre industrie continuera de ressembler, sur le ring de la concurrence mondiale, à un lutteur traînant un boulet à chaque pied. Les impôts anti-économiques qui frappent l'outil de travail, qu'il s'agisse de l'industrie ou des services, les cotisations de l'absurde, naxi professionnelle ou de la kafkaïenne taxation des plus-values, devront être abrogés. Les diminutions fiscales devront être naturellement pagées par des économies correspondantes sur le train de vie de l'Etat. »

Une rupture immédiate

A propos des nationalisations, il déclare : « Les groupes que le capitalisme d'Etat s'est constitué au fil des ans - en 1981, mais aussi dans

un passé plus lointain - devront être transférés à la nation et remis en situation de concurrence. La liste exacte des entreprises d'Etat à remettre dans le secteur concurrentiel ne pourra être dressée qu'après un « état des lieux » et des « dommages » de la gestion socialo-communiste. Mais nous irons très loin. Dès que l'alternance aura joué, une rupture immédiate devra intervenir avec les déplorables habitudes qui s'installent. Puis suivra la phase de diffusion de ce capital, soit par la possibilité offerte aux porteurs d'obligations, indemnisés de leur défection, de souscrire, soit par cession sur le marché financier des titres appartenant à l'Etat, soit par transfert de ces mêmes titres aux salariés qui pourront en faire librement usage afin de constituer dans notre pays un capitalisme populaire authentique. »

M. Chirac affirme ensuite : « Depuis deux ans, des attitudes ouvertes ont été portées à plusieurs libertés fondamentales : l'information, l'enseignement, la médecine, la propriété, l'entreprise, la neutralité de la fonction publique, et autres. Il faut un code des libertés à sauvegarder et des libertés à conquérir. »

Il précise : « Il faut aussi envisager, pour rapprocher dans le temps la justice présidentielle de la justice populaire, une réduction de la durée du mandat à cinq ans : ce mandat ne pourrait, en outre, être renouvelé qu'une fois. »

A propos de la situation internationale, il déclare : « Pacifisme, neutralisme, désarmement unilatéral sont, tout comme l'étatisme socialiste et la présence des communistes au gouvernement, les germes de la mort de la démocratie qu'on cherche à nous imposer. Il dénonce le rôle de l'Union soviétique et du parti communiste français.



(Dessin de PLANTU.)

Le plan de redressement

Le congrès extraordinaire a adopté, dimanche matin, un « projet politique », par 98,5 % des suffrages exprimés. Le « plan de redressement » a été approuvé par 97,10 % des voix. Il y avait 3 391 votants, représentant 62 825 mandats.

Le « plan de redressement économique et social » énumère quinze objectifs (le Monde daté 23-24 janvier). Parmi les soixante mesures d'application énoncées, on relève :

- Stabiliser les effectifs de la fonction publique, puis revenir au niveau de 1972 ;
- Fixer chaque année, dans la loi de finances, le plafond des émissions d'emprunt plus généralement l'endettement de l'Etat, des collectivités locales, des entreprises publiques et des organismes sociaux ;
- Soumettre le budget social de la nation à un vote préalable du Parlement, en posant la règle de l'équilibre prévisionnel de ce budget dans sa masse globale et dans chacun des grands risques ;
- Permettre aux organismes gestionnaires de proportionner, en cours d'exécution, le niveau des prestations à celui des recettes, seules les pensions de retraite ne pouvant être modifiées ;
- Définir le champ de la « solidarité » (c'est-à-dire celui des transferts financés par des prélèvements obligatoires) et celui de la « protection personnelle volontaire » en favorisant, en fonction des risques, le recours aux régimes complémentaires de mutuelles et d'assurances privées ;
- Plan de réduction à moins de 40 % du produit national de la part des prélèvements obligatoires ;
- Abrogation des impôts « anti-économiques » qui frappent l'outil de travail (plus-values, grandes fortunes), remplacement de la taxe professionnelle par une modulation de la T.V.A. ;
- Révision du barème de l'impôt sur le revenu « pour ne pas pénaliser l'esprit d'initiative et de création » ;
- Instaurer la liberté des prix et la libre négociation contractuelle des salaires ;
- Suppression du contrôle des changes ;
- Transfert immédiat du capital des entreprises étatisées à une institution financière indépendante qui sera chargée de gérer les participa-

tions industrielles et bancaires de la nation pendant la période transitoire qui conduira à la désétatisation ;

- Abroger immédiatement les procédures de nomination des dirigeants des entreprises bancaires et industrielles de l'Etat par décret en conseil des ministres et les faire désigner pendant la période transitoire par le conseil d'administration de l'institution financière ;

- Diffuser les participations de l'Etat au capital des entreprises désétatisées, selon un plan de trois ans, en utilisant simultanément plusieurs méthodes :

- mise en circulation sur le marché financier des actions possédées par l'Etat ;
- diffusion d'actions parmi les salariés et notamment dans le personnel des entreprises désétatisées ;
- apport par l'Etat de paquets d'actions à des organismes de retraite complémentaires par capitalisation ;
- possibilité offerte aux porteurs d'obligations indémnités de les transformer en actions ;
- Simplifier la législation et la fiscalité de la construction ;
- Offrir aux locataires d'H.L.M. la possibilité de devenir propriétaires de leur logement ;
- Développer l'association des salariés, l'intéressement aux résultats des entreprises et l'actionnariat populaire ;
- Garantir la liberté du travail en révisant dans les lois Auroux, ce qui privilégie les appareils syndicaux ;
- Encourager l'extension des horaires flexibles, assouplir la possibilité de pratiquer des heures supplémentaires et favoriser une meilleure répartition des cinq semaines de congés annuels ;
- Liberté du choix de l'âge du départ en retraite ;
- Inscrire dans les institutions la règle fondamentale du pluralisme de l'enseignement et du libre choix de l'école ;
- Prendre, par ordonnances, dans un délai de trois mois, les décisions-clés qui conviendront les Français qu'une nouvelle volonté politique est à l'œuvre : désétatisation, réduction des déficits publics, diminution de la pression fiscale, plus grande liberté en matière économique et sociale au profit des travailleurs et des entreprises.

Halte au Vol

serture à 5-points
IZIS - LAPERCHE
ou PICARD
Métal
GARANTI 5 ANS
+
1 blindage acier
15/10
+
4 goudons d'acier
anti-dégondage
+
renforcement
du bâti bois par
1 cornière en acier
+
3 cornières anti-pince
à l'extérieur sur le
pourtour de la porte
+
1 barre de seuil
OFFRE EXCEPTIONNELLE
(au lieu de 3.350 F)
3.000 F TTC
Prix et dépt. compris
PARIS BANLIEUE
PARIS PROTECTION
55, av. de la Motte Picquet
75015 PARIS
566.65.20
CREDIT GRATUIT
à 0% sans

POLITIQUE

LE DÉJEUNER DE TRAVAIL DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL A L'ÉLYSÉE

M. Giscard d'Estaing décline l'invitation de M. Mitterrand

Membre de droit du Conseil constitutionnel, M. Valéry Giscard d'Estaing ne participera pas au déjeuner qui doit réunir, mardi 25 janvier, à l'Élysée, autour de M. François Mitterrand, l'ensemble de ses collègues de la Haute Juridiction.

De tels déjeuners de travail sont régulièrement organisés tous les trois ans, à l'occasion du renouvellement par tiers du Conseil constitutionnel.

Le Journal du dimanche daté du 23 janvier.

Cette fin de non-recevoir trouve cependant une explication dans la mesure où l'ancien président de la République estime qu'il est traité de manière un peu cavalière par l'Élysée.

En effet, « qu'il a appris samedi, en fin de matinée, par la presse, qu'il était invité pour un déjeuner avec le président de la République pour un déjeuner ayant lieu mardi et dont », dit-il, « j'imaginais qu'il était prévu depuis un certain temps ».

Il ajoute qu'il « a quitté Paris à 7 heures samedi pour le Puy-de-Dôme, où il doit séjourner toute la semaine, et où son emploi du temps est organisé ».

En fait, samedi, en fin de matinée, son chef de cabinet, M. Sauzet, recevait un coup de téléphone du secrétaire général de l'Élysée, M. Jean-Louis Bianco, l'informant qu'une invitation était adressée à M. Giscard d'Estaing. Elle parvenait dans le même temps à son domicile parisien, à une heure où la presse était déjà informée de la démarche et sollicitait la réponse de M. Giscard d'Estaing. Le fait que les autres membres du Conseil constitutionnel aient pu être informés de cette invitation quelques jours plus tôt ajoute à l'irritation de M. Giscard d'Estaing.

Déjà, ce dernier s'était indigné de n'avoir pas reçu d'invitation pour le sommet de Versailles, en juin 1982, et, la semaine dernière, pour la célébration du vingtième anniversaire du traité franco-allemand.

les invités. Si bien qu'aucun carton ne lui avait été envoyé.

En ce qui concerne la commémoration du traité franco-allemand, l'Élysée a jugé qu'il n'y avait aucune raison d'inviter M. Giscard d'Estaing. Enfin, l'Élysée se défend d'avoir voulu établir une quelconque discrimination dans l'envoi des invitations au déjeuner réunissant l'ensemble des membres du Conseil constitutionnel. La date en avait été fixée lors de la rencontre, au début du mois de janvier, entre le président de la Haute Juridiction, M. Roger Frey, et M. François Mitterrand.

Il appartenait au secrétariat du Conseil constitutionnel de transmettre cette invitation, a jugé l'Élysée, qui a cependant tenu à envoyer un mot personnel de M. Mitterrand à M. Giscard d'Estaing pour répondre au vœu de celui-ci. — C. F.-M.

Jouer sur deux tableaux

(Suite de la première page.)

Ce faisant, M. Chirac ruse avec les socialistes : il peut être accusé d'avoir imaginé ce biais pour abréger la durée du mandat de M. Mitterrand. Mais sa proposition (deux mandats de cinq ans) figure parmi les engagements du candidat socialiste à l'élection présidentielle (un mandat de sept ans ou deux mandats de cinq ans, « en indiquant dans les « cent dix propositions » adoptées au congrès socialiste de Créteil »).

Tout cela est de bonne guerre. Mais le débat ouvert entre la droite et la gauche porte bien au-delà des élections municipales. Tout se passe comme si l'équation électorale du scrutin de mars était d'ores et déjà connue : faible mobilisation à gauche, forte mobilisation à droite ; une victoire de l'opposition est donc prévisible.

Cette perspective ne saurait dissuader la gauche d'avertir son propre électoralat du danger qu'il court à s'abstenir : M. Marchais s'y emploie, et avec quelle vigueur ! Elle ne dispense pas la droite de pousser son avantage. Mais c'est l'« après-municipales », que certains voudraient transformer en « après-socialisme », qui est en question.

Il y a ce que les uns doivent faire pour conserver le droit de rester au pouvoir. Il y a ce que les autres doi-

vent faire pour conquérir le droit d'y revenir.

Afin de montrer quelle serait en droit de rester au pouvoir, au-delà des prochaines échéances nationales, la gauche doit fournir la démonstration de ses capacités de gestionnaire. Elle dispose déjà d'une « légitimité morale », note M. Pierre Mauroy, il lui faut à présent acquiescer une « légitimité de gestion ». Là est la garantie de sa durée, puisque c'est sur ce thème que la gauche pourra reconquérir les suffrages gagnés aux élections législatives de juin 1981 et qui « s'effiloquent », ainsi que le note M. Mauroy.

Dans le même temps, le discours gestionnaire n'est pas le mieux adapté à la première des priorités électorales qui s'imposent au gouvernement : préserver son « assise politique », son capital de voix du premier tour de l'élection présidentielle. D'autant que, si le pouvoir — est comme cela est envisagé — est conduit à accentuer sa politique de rigueur, cette base électorale pourrait encore en souffrir. Le gouvernement est donc contraint de jouer sur deux tableaux à la fois. A long terme — légitimité de gestion — et parfois au jour le jour, vis-à-vis de son électoralat. Ainsi, en décidant de reculer la décision sur la baisse de taux d'intérêt des livrets de caisse d'épargne, il a privilégié le « jour le jour » sur le long terme, en s'attirant des critiques sur l'incohérence et l'incompétence, qui freinent sa progression vers sa « légitimité de gestion ».

Elle a, de ce point de vue, facilité la tâche d'une opposition qui doit désormais prouver qu'elle est non seulement différente de la gauche, dans les perspectives qu'elle offre, mais aussi et d'abord différente d'elle-même. M. Chirac l'a bien compris : n'est pas en reste sur ce point, promet de passer l'œuvre de la gauche au crible d'un réexamen systématique, au nom d'un principe : « rien n'est irrévocable ». Au gré de l'alternance, la France serait ainsi vouée à être tricotée par les uns, détricotée par les autres. A ce jeu-là, il faudra plus d'une génération pour la redresser.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LE CINÉMA

Envoyer 30 francs (timbres à 1 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 100 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

STAGES D'ANGLAIS à OXFORD

en tous individus Formation continue pour adultes toute l'année - tous niveaux une semaine au moins - 15h, 30h ou 45h de cours par semaine séjours également pour scolaires et étudiants

OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH

Approuvé par le British Council - Association 1901

21, rue Théophraste Renaudier

75015 Paris - Tél. (1) 533.15.02

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

OS 1001 1001 1001 1001

A Paris, la nouvelle enseigne rive gauche.

Le Groupe Suisse Nova-Park : une réputation d'excellence, une philosophie hôtelière originale, le goût de la vie et du rythme. Le 3^e hôtel Nova-Park de Paris a de quoi satisfaire le visiteur exigeant : 1000 chambres spacieuses, 1000 m² d'espace conférence modulable, 2 restaurants, 1 bar, de la musique, un accueil chaleureux.

Montparnasse Park Hôtel : de très grands services.

MONT-PARNASSE PARK HOTEL

Groupe Suisse Nova - Park

19, rue du Commandant-Mouchotte, 75014 Paris.

Tél. : 320.15.51. Téléc. : 200135.

Un président n'est jamais seul



Les chefs d'Etat ne sont plus les seuls à se faire suivre, dans leurs déplacements, par une mystérieuse mallette. Aujourd'hui, les chefs d'entreprise aussi possèdent leur force de frappe portative. C'est le Whisper Writer.

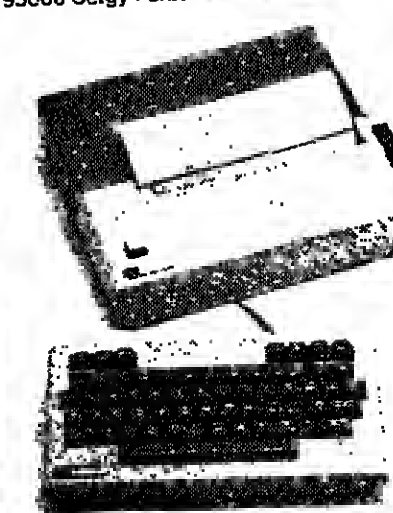
En effet, le Whisper Writer est un terminal portable aux multiples fonctions. Il peut correspondre avec un autre terminal, avec un service de courrier électronique, avec un ordinateur, avec une banque de données... Et il peut faire tout cela de n'importe quel point du globe, pour peu qu'il y ait le téléphone. Ainsi, il vous permet d'entrer en contact, à tout moment, avec vos collaborateurs, vos clients, vos bureaux, vos agences et tous les réseaux informatiques.

Le Whisper Writer édite vos textes, les corrige, les modifie, les mémorise et les transmet. Il reçoit vos messages, même en votre absence.

En "courrier électronique", il va plus loin. Les messages ne sont plus seulement expédiés et reçus. Ils sont stockés, dispatchés, consultés et reconsultés - en temps réel comme en différé.

Mais le Whisper Writer est aussi, tout simplement, un terminal informatique. En tant que tel, il dialogue à distance avec n'importe quel ordinateur et peut consulter, à tout moment, n'importe quelle base de données dans le monde.

Tout cela pour un prix qui vous étonnera. Renseignez-vous en téléphonant au (3) 031.83.83 ou en écrivant à 3M France, département télécopie, BP 300, 95006 Cergy-Pontoise Cedex.



Whisper Writer
Le terminal à tout faire

3M

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

M. Marchais : la gauche doit engager la bataille sur le bilan de l'action gouvernementale

Invité du « Club de la presse » d'Europe 1, le dimanche 23 janvier, M. Georges Marchais a répété que la gauche peut conserver, en mars prochain, toutes les municipalités qu'elle avait gagnées en 1977. Soulignant qu'il n'y aura que dix « primaires », à gauche, dans des villes de plus de trente mille habitants, au lieu de dix-sept il y a six ans, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur la nécessité d'achever la composition des listes d'union à la fin de cette semaine.

Selon M. Marchais, la proportion d'électeurs communistes qui hésitent à voter pour la gauche est de 10 % à 15 %, celle des électeurs socialistes étant supérieure de 4 % à 5 %. Pour mobiliser son électorat, a souligné le secrétaire général, la gauche doit se battre sur le bilan positif de l'action du gouvernement depuis mai 1981.

M. Marchais a expliqué qu'« il faut travailler à une plus grande mobilisation de l'électorat de gauche, dans deux directions essentielles ». En premier lieu, a-t-il dit, il ne faut qu'un seul candidat par quartier, ce qui évite de se diviser. En second lieu, il ne faut pas oublier que la loi de décentralisation que la majorité de gauche a votée cette année, les municipalités vont disposer de pouvoirs plus grands, par conséquent, qu'elles vont pouvoir intervenir dans une plus large mesure sur les problèmes aussi divers que la formation professionnelle, l'emploi, le logement, la santé, le sport.

En second lieu, a déclaré le secrétaire général du P.C.F., ces élections vont revêtir incontestablement une importance politique considérable, pour une raison majeure, c'est que le R.P.R. et l'U.D.F. n'ont jamais accepté leur défaite. Selon M. Marchais, le R.P.R. et l'U.D.F. n'acceptent pas l'alternance. « Les objectifs des chevaliers de la revanche (...) sont clairs : premièrement (...) faire des municipalités des contre-pouvoirs (...); deuxièmement, modifier le cours de la politique engagée en mai 1981 et, dans cette perspective, principal objectif : chasser les communistes du gouvernement (...); troisièmement, créer les conditions d'une déstabilisation du pouvoir ».

« Une campagne formidable est engagée depuis maintenant quelques semaines en vue d'essayer d'habituer les Français à l'idée que la majorité en place ne représenterait pas la majorité et qu'il faudrait maintenant aller vers des élections législatives anticipées », a poursuivi M. Marchais. Nous avons voté, il y a moins de deux ans-dix-huit mois. Nous sommes un pays où on vote tous les ans. L'année prochaine, on

NORD : la campagne de M. Mauroy

(De notre correspondant.)

Lille. — M. Bruno Chauvière (R.P.R.), tête de liste de l'opposition à Lille, a, depuis longtemps, manifesté sa volonté de politiser les élections municipales, en demandant aux Lillois de voter contre le maire sortant pour sanctionner la politique du gouvernement. M. Mauroy ne veut pas le suivre sur ce terrain. Il a encore répété le samedi 22 janvier en présentant officiellement au cours d'une conférence de presse, la liste d'union de la gauche qu'il conduira.

Aujourd'hui, a-t-il affirmé, je ne présente pas le bilan d'un maire-prémier ministre, mais simplement le bilan d'un maire. J'ai été un élu de l'opposition, je suis devenu le premier ministre de la majorité, mais pour les Lillois je suis leur maire ; c'est ce titre que je leur demande de juger notre action.

Sur le terrain de la politique gouvernementale, le maire de Lille ne débattra donc pas avec son challenger. Il ne le fera, semble-t-il, pas davantage sur les dossiers purement lillois et regrette le niveau de la campagne que lui propose M. Chauvière. « Il y a six ans, la campagne portait sur deux grands projets qui méritaient débat : un nouveau stade, le métro. Aujourd'hui on ne me propose que des pans de murs avec je ne sais quelles grilles. Tant que M. Chauvière tiendra le débat à ce niveau il n'aura pas de débat avec moi ».

● M. Noël Perna, président national de l'association « S.O.S. environnement », a annoncé, samedi 22 janvier, qu'il quitte le parti socialiste au sein duquel il militait depuis 1972. M. Perna a pris cette décision à la suite de la condamnation par la fédération socialiste des Alpes-Maritimes de ses positions sur l'environnement.

D'autre part, M. Michel Demont, conseiller municipal socialiste de Grasse, et huit de ses amis, qui avaient des responsabilités dans la section locale du P.S., ont décidé de quitter le parti socialiste. Ils expliquent dans un communiqué que, « fidèles à leur idéal socialiste », ils ne se reconnaissent plus dans le P.S.

va voter pour les européennes, l'année d'après, pour les assemblées régionales, l'année suivante, il y aura des élections législatives. Cela ne suffit pas : les gens du R.P.R. et de l'U.D.F., Chirac, Giscard et la Borde, contestent, dix-huit mois après la validité du suffrage universel de 1981.

Pour atteindre ces objectifs, a expliqué M. Marchais, la droite s'efforce de « faire oublier le bilan catastrophique de vingt-trois années de pouvoir chiracien et giscardien », et de « falsifier le bilan réel de la politique du gouvernement en place ». Selon M. Marchais, il faut « engager cette bataille politique sur le rôle des municipalités, sans aucun doute, mais surtout sur le bilan de l'action gouvernementale depuis dix-huit mois ». C'est-à-dire, a-t-il souligné, que je ne prends pas ce combat comme un combat défensif. Croyez-moi, je n'ai pas besoin de démontrer aux Français et aux Françaises que Giscard, Chirac, Barre, c'est pire que la peste, puisque, pendant vingt-trois ans, ils ont mené une politique dont chacun a pu mesurer tous les aspects néfastes. Ce qu'il faut surtout faire, c'est être constructif, c'est-à-dire dresser le bilan réel de ce qui a été fait en dix-huit mois et ce qui a été fait réellement très important.

INDRE-ET-LOIRE : le poids des dernières cantonales

(De notre correspondant.)

Tours. — A droite comme à gauche, le mot d'ordre est à l'unité. Le P.S.U., le P.S. et le P.C. viennent ainsi de rendre public un accord départemental. Le M.R.G., pour sa part, s'est réservé pour des interventions ponctuelles. De leur côté, l'U.D.F. et le R.P.R. ont formé un front commun et, dans les communes les plus importantes, les accords devraient être rares.

Une seule exception pour l'instant : Saint-Pierre-des-Corps. Dans ce fief communiste où le maire sortant, M. Jacques Vigier, occupe la tête de la liste de gauche à l'occasion des cantonales, le M.R.G., M. Mario Ferretti (C.D.S.) s'oppose à M. Jacques Beaulieu (P.C.), M. Mario Ferretti (C.D.S.) qui se présente comme un « sociol-giscardien ». Les deux hommes s'étaient déjà affrontés aux cantonales de 1982. Les résultats de cette dernière consultation semblent d'ailleurs jouer un grand rôle.

A Luché, le maire sortant, M. Yves Le Garrec (P.S.), pourrait bien être obligé d'abandonner la tête de la liste d'union de la gauche, qui avait été nettement battu en mars 1982 dans sa ville par le candidat de droite, M. Jean-Pierre Diacre, qui est cette fois candidat à la mairie.

A Chinon, le maire, M. Gérard Percevault (modéré), s'efface lui aussi après avoir été mis en minorité l'an dernier par M. Yves Daugé (P.S.), qui se représente à Saint-Germain-Vienne.

Ailleurs, les résultats des dernières cantonales favorisent au contraire la candidature des maires sortants. Ainsi M. Michel Debré (R.P.R.) ne peut être que conforté par les résultats obtenus à Amboise. Il en va de même pour M. Jean Delaneau (U.D.F.), président du conseil régional de la région Centre,

PIERRE MAILLARD.

Deux élections cantonales

AUDE : canton de Coquese-sur-Orb (2^e tour). Inscr., 5 680 ; vot., 3 780 ; suffr. expr., 3 527. MM. Georges Martzel, P.C., 2 421 voix. ELU : Bernard Follet, opposition, 1 106.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Félix Roquefort, P.C., décédé le 25 novembre 1982. Sans retrouver l'ensemble des voix de gauche du premier tour (M. Martzel, 1 554 ; M. Blanc, P.S., 1 158 pour 3 761 suffrages exprimés) M. Martzel, l'emporte aisément sur le candidat de l'opposition, qui a bénéficié d'un bon report des voix du candidat modéré, M. Calvet (316 voix au premier tour).

Après le premier tour des élections cantonales de mars 1982, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 5 711 ; vot., 4 499 ; suffr. expr., 4 344. Félix Roquefort, 2 132 voix ; M. Blanc, 1 208 et M. Calvet, 1 004.

Félix Roquefort avait été réélu au second tour avec 3 001 voix contre 1 231 à M. Calvet pour 4 232 suffrages exprimés. Il y avait 4 401 votants et 5 711 électeurs inscrits.

LES THÈMES DE CAMPAGNE DE L'OPPOSITION D'abord l'économie

Selon une enquête réalisée au mois de décembre auprès de cent trente-sept candidats de l'opposition par l'équipe de Bernard Krief Communication, il apparaît que l'opposition a choisi d'axer le débat sur l'économie.

L'emploi est considéré comme le thème national le plus important, tandis que la gestion financière de l'équipe sortante vient en tête des thèmes locaux. En revanche, les thèmes des libertés, de l'enseignement et de la santé, que paraissent privilégier certains orateurs nationaux, ne semblent pas devoir être déterminants.

Pour 44,3 % des candidats interrogés (contre 36,7 %), les élections municipales seront déterminées par des thèmes davantage locaux que nationaux.

L'emploi arrive très nettement en tête des thèmes nationaux (68,3 %). Viennent ensuite le « bilan du socialisme » (48,1 %), le pouvoir d'achat (41,7 %) et la fiscalité (39,2 %). La qualité de la vie (26,5 %), la télévision (15,2 %) et l'inflation (10,1 %) gardent une certaine importance. La présence de ministres communistes au gouvernement, la santé, les libertés, paraissent moins déterminants (6,3 % à 1,25 %).

De la même façon, la gestion financière — de l'équipe sortante — (58,2 %), l'activité économique (44,3 %) viennent en tête des thèmes locaux considérés comme déterminants. Cependant la sécurité, avec 43 %, apparaît elle aussi comme un sujet de préoccupation avant les impôts locaux (41,7 %) et l'emploi (30,3 %).

La circulation et les transports (18,9 %), l'animation socioculturelle (12,6 %), le développement des équipements collectifs (12,6 %) et le rayonnement de la ville à l'extérieur (11,3 %) sont jugés nettement moins déterminants, de même que la politique sportive, les affaires sociales, le logement et les espaces verts (8,9 % à 2,5 %).

Selon les candidats interrogés, l'opinion publique considère qu'un bon maire doit être avant tout un

« gestionnaire » (74,7 %) mais aussi un « responsable accessible » (41,8 %). Qu'il soit un « responsable disponible », un « animateur », un « rassembleur », un « responsable compétent », un « patron » leur semble moins déterminant.

Les estimant qu'une « bonne liste » doit être le reflet d'une « union politique complète » (72,1 %), constituer « une équipe de gestionnaire » (64,5 %) et proposer une « représentation des milieux socio-professionnels » (46,8 %). Ils attachent de l'importance à la représentation des quartiers (44,3 %) mais beaucoup moins à la présence de femmes (30,4 %) ou de jeunes (29,1 %).

Enfin, les candidats interrogés pensent que le ton de la campagne sera « plus agressif et polémique » que pour les élections municipales de 1977, et ce à une très large majorité : 78,4 %.

Ils gardent une préférence pour les moyens traditionnels de campagne (journées électorales, affichage militant, réunions publiques, réunions à domicile, actions porte à porte, mais pensent utiliser les radios locales, dont le rôle dans la diffusion de messages électoraux est reconnu par 34,1 % d'entre eux. Les sondages, les fac-to-face et l'utilisation de mégaphones n'ont généralement pas leur faveur.

Cette enquête, réalisée en décembre 1982, sera à nouveau conduite au mois de février prochain.

D'une ville à l'autre HAUTES-PYRÉNÉES

TARBES. — La confusion qui régnait dans l'opposition s'est dissipée. Le Rassemblement pour Tarbes, composé de membres du R.P.R. et de l'U.D.F., qui reprochaient à M. Jacques Longué (R.P.R.) de renoncer à conduire la liste de l'opposition au profit de M. Jean Journé (U.D.F.-rad.) et de se contenter de la seconde place, avait décidé de présenter une liste « dissidente ». (Le Monde du 24 décembre). Il vient d'y renoncer.

Le Rassemblement pour Tarbes a pris cette décision en raison de la défection d'un certain nombre de militants de son action, parmi lesquels figuraient des membres du C.D.S. et du P.R., notamment M. Georges Paronnet, qui fut président du comité de soutien à M. Giscard d'Estaing. La liste de l'opposition, que conduira M. Jean Journé, comprendra vingt U.D.F. (parmi lesquels d'anciens sympathisants du Rassemblement pour Tarbes), vingt R.P.R. et cinq personnalités locales. (Corresp.)

SAVOIE

CHAMBERY. — Brandissant la bannière de la « moralité politique », l'ancien ministre de la coopération, M. Jean-Pierre Cot, conseiller général socialiste de la Savoie, a demandé à la dernière réunion de l'assemblée départementale de se prononcer sur le cas des mandats sélectifs d'un de ses membres, M. André Grosjean, conseiller général et maire R.P.R. d'Aix-les-Bains. Ce dernier a été condamné en juin 1982 (le Monde daté 20-21 juin) à six mois de prison avec sursis dans le cadre de ses activités de directeur technique d'une société fromagère dont il est le principal actionnaire pour une affaire de contrefaçon de marque. Cette condamnation, qui entraîne son inéligibilité, a été confirmée récemment par la cour d'appel de Chambéry. Mais M. Grosjean s'est aussitôt pourvu en cassation.

Les élus socialistes et communistes entendent « marquer leur réprobation morale » mais aussi interroger les amis politiques de M. Grosjean sur leur soutien à ce dernier. « Dans des cas comme celui-ci, a indiqué M. Cot, il arrive fréquemment que l'intérêt suspende de son propre chef sa participation aux activités politiques ».

Le président du conseil général de la Savoie, M. Michel Baruaier (R.P.R.), a regretté ce qu'il considère comme des attaques personnelles et pré-électorales. M. Cot a proposé la suspension des travaux de l'assemblée en signe de protestation. Le conseil général a repoussé cette proposition à une voix de majorité, celle de M. Grosjean. Communistes et socialistes ont alors quitté la salle, refusant de siéger durant la matinée de lundi. — (Corresp.)

Assainir ou s'endetter

(Suite de la première page.)

La réduction du solde positif des opérations dites invisibles (services et transferts de diverses natures) est due non seulement à des baisses des services (assurances, par exemple) en raison de la récession, mais à la forte augmentation des versements en devises effectués au titre du service de la dette.

Cependant, il ne suffit pas de tenir compte du déficit de la balance des paiements courants pour déterminer, grossièrement, les besoins de financement en devises. Il faut tenir compte du fait que la France, quatrième puissance commerciale du monde, est elle-même un pays appelé à consentir d'importants crédits à l'étranger. En 1982, c'est environ l'équivalent en devises de 60 milliards de francs qui ont ainsi été prêtés à l'étranger. Or ces crédits doivent être eux-mêmes financés par des emprunts puisque la France ne dégage plus un surplus d'épargne susceptible d'être « exporté » à l'étranger.

Bien que le décompte ne soit pas rendu public, c'est entre 13 et 14 milliards de dollars que les entreprises françaises, surtout celles du secteur national, ont emprunté sur le marché international, soit à peu près l'équivalent de 90 milliards de francs. Mais, d'un autre côté, les mêmes entreprises ont dû verser à l'étranger, au titre du remboursement des intérêts d'emprunts antérieurs, l'équivalent en devises de quelque 30 milliards de francs, soit le tiers des capitaux qu'elles se sont procurés à l'étranger pendant l'année. On peut donc considérer qu'aux 60 milliards de crédits à l'étranger correspondant à peu près 60 milliards de francs de recettes nettes provenant des emprunts effectués par les entreprises à l'étranger, il faut ajouter les 30 milliards de francs de dépenses qui doivent être financés par les quelque 77 milliards de francs de déficit de la balance des paiements courants. Si l'on tient compte des quelques entrées de capitaux et du volant de devises disponibles dans les banques, on peut retenir, entre 5 et 10 milliards de francs, le solde net de la balance commerciale à l'étranger.

Quels que soient les éléments du décompte, c'est donc à un politique d'assainissement d'ensemble qu'il devra procéder au cours des prochains mois, sous peine de devoir solliciter les créanciers étrangers. A des conditions qu'il est impossible de déterminer étant donnée l'incertitude qui pèse sur l'évolution du marché international des capitaux.

PAUL FABRA.

EN MILLIARDS DE FRANCS	1979	1980	1981	1982
Balance commerciale	13,5	56,4	54	95
Solde des opérations dites invisibles	+ 35,6	+ 39	+ 28,3	- 17
Balance des paiements courants	+ 22,1	+ 17,4	+ 25,7	+ 78

DES « LEÇONS » POUR L'EUROPE

Le « Guardian » salue les performances de la politique économique française

Dans son éditorial, le journal londonien le Guardian s'est intéressé, samedi 22 janvier, aux performances économiques de la France et aux leçons que les autres pays européens, notamment la Grande-Bretagne, pourraient tirer de l'expérience française. Le journal britannique remarque d'abord que le taux annuel d'inflation, qui était de 12,6 % en mai 1981, a été ramené à 9,4 % en novembre 1982, et qu'il s'agit de 9,7 % sur l'ensemble de 1982 — N.D.R.L. : que le taux de chômage par rapport à la population active est inférieur à la moyenne de l'O.C.D.E. et que le rythme de la croissance a été de 1,5 % l'année dernière, alors que le produit national des pays de l'O.C.D.E. régressait de 0,5 %. Certes le déficit de la balance commerciale a doublé en

1982, mais la faute n'en revient pas totalement au gouvernement de M. Mitterrand, remarque encore le Guardian.

Examinant la deuxième phase de la politique économique socialiste, le quotidien conclut : « Une des leçons, c'est bien sûr, que les contraintes pesant sur l'expansion dans un seul pays sont très fortes et qu'un effort collectif les réduirait, comme le répètent à juste titre les Français. Mais la deuxième leçon est sûrement que les gouvernements peuvent améliorer les résultats de leurs économies, à condition de mener une politique des prix et des revenus et à condition de réduire les coûts plus tôt que de relancer la consommation intérieure ».

POUVOIRS

1983 24

le maire

histoire ailleurs

le recrutement des maires

des fiefs

le politique au village

enquête en banlieue

devenir maire un monarque ?

Paris

souvenirs d'un préfet

statut-pouvoirs

andré tudesq

yves méry

philippe garraud

anne froment-maurice

jean tyron

stéphane dion

michèle seller

leclercq-federer

claudio sorbets

jean-paul granier

peul feuilley

jean-marie becot

Publié avec le concours du C.N.R.S.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

مكتبة

L'AGITATION DANS LES PRISONS

La contagion de l'impatience

L'administration pénitentiaire ne se laissera pas faire, ont averti, ce week-end, les collaborateurs de M. Badinter, en l'absence de celui-ci, en voyage aux Etats-Unis. « Il n'y a pas de réforme possible lorsque les détenus sont sur les toits », nous a ainsi déclaré M. Jean Favard, conseiller technique du garde des sceaux, chargé des prisons. En clair, les réformes annoncées il y a un mois par M. Badinter pourraient être retardées, sinon remises en cause, si des incidents graves comme ceux qui se sont produits samedi aux Baumettes se renouvelaient.

Fermetés donc à l'égard des mutins, mais aussi, malgré tout, conviction que ce n'est pas en faisant appel aux C.R.S. qu'on remédiera au malaise actuel des prisons.

Les causes apparentes de l'agitation tiennent à l'impatience des détenus, qui attendent de l'administration pénitentiaire qu'elle tienne les promesses de réformes du ministre. Annoncées à son de trompe le 13 décembre, ces promesses d'amélioration de la vie quotidienne des détenus ont créé une attente.

Cette annonce était-elle prématurée ? Très vite, en tout cas, l'administration pénitentiaire s'est rendu compte des inconvénients de la situation, les détenus ayant pris pour argent comptant une réforme qui, dans l'esprit de M. Badinter, ne devait s'appliquer que progressivement.

Une circulaire de M. Ivan Zakine, directeur de l'administration pénitentiaire, envoyée le 23 décembre aux chefs d'établissement, témoigne de cet embarras. On y lit que si « en aucune manière l'annonce de décisions, notamment par voie de presse, ne vaut décision au sens juridique et administratif du terme », il est indispensable, « compte tenu de l'espoir engendré auprès de la population pénale par la publicité donnée à ces décisions », que certaines de ces mesures, comme la séparation, en tant que mesure d'ordre, immédiate, des détenus, soient prises.

Cette généralisation des perloirs sans séparation entre les personnes incarcérées et leur famille est une des mesures qui ont effectivement engendré le plus d'espoir parmi les détenus, lesquels n'ont pas hésité, pour accélérer leur mise en place, à se révolter. Cette généralisation, d'une humanité élémentaire, prendra un

certain temps, puisqu'il n'est pas prévu, a dit M. Badinter, de la mener à terme avant « début 1984 » (1). En attendant, les chefs d'établissement ont pour consigne d'en faire bénéficier le plus grand nombre possible de détenus, « lorsque aucun obstacle lié à la sécurité ne s'y oppose impérativement ». Là en particulier où il n'existe pas de portique de détention, l'administration ne veut pas courir le risque d'une nouvelle affaire Hammerlin, cette avocate qui avait apporté une arme à Philippe Maurice, lequel avait grièvement blessé un surveillant en tentant de s'évader.

Des travaux d'aménagement ont été entrepris et parfois menés à bien dans ceux des cent quatre-vingts établissements pénitentiaires où de tels portiques n'existaient pas. Mais l'existence des locaux et la surpopulation pénale ne permettant pas d'étendre le bénéfice de cette mesure à tous les détenus, tant s'en faut. Ainsi, à Fresnes, où existe maintenant une salle de six cabines, une quarantaine de détenus seulement par semaine ont droit, pour l'instant, à un portico libre sur deux mille sept cents.

En admettant même résolu ce problème de locaux, il n'est pas dans les projets de M. Badinter d'aller trop loin. Ainsi, dans les maisons d'arrêt, les chefs d'établissement sont-ils seulement invités à « favoriser, dans la mesure du possible », l'installation de portico libres, cela pour les raisons de sécurité évoquées plus haut, alors que dans les établissements qui accueillent les condamnés à de longues peines, cette mesure doit devenir « le principe, et le portico sans séparation l'exception ». Il n'est donc pas surprenant que des incidents graves aient éclaté à la maison d'arrêt des Baumettes, un de ces établissements où l'extension de tels par-

loirs est laissée à l'appréciation de l'administration pénitentiaire.

Au-delà de cette revendication, l'effervescence actuelle traduit une vérité d'évidence : la prison reste la prison pour ceux qui la subissent. Ce truisme suffit à expliquer l'agitation passée, présente et à venir des prisons, si la V^e République avait su se doter d'établissements qui ne soient pas « les plus vétustes d'Europe occidentale », dit aujourd'hui M. Badinter (2).

Meis la surpopulation et la débâcle des prisons françaises, ainsi que leur inadaptation, ajoutent de manière insupportable à la tension qui règne en permanence, parce qu'il ne peut en être autrement, dans les établissements. C'est le cas aux Baumettes qui accueillent dix-huit cents détenus pour mille places, et à Montpellier, où le ministère dément qu'il y ait eu des incidents, mais où l'on compte deux cent cinquante pensionnaires pour quatre-vingt places. C'est le cas aussi à Fleury-Mérogis, cette métropole carcérale - trois mille cinq cents places - dont M. Payrefitte lui-même reconnaissait qu'elle est « l'exemple de ce qu'il ne faut pas faire ».

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il ne faut pas s'étonner de la contagion de ces derniers jours, contagion que facilitent, selon le ministère, les nouvelles de l'agitation propagées par les journaux et le radio auxquels ont droit les détenus depuis les années 70. Agitation amplifiée parfois, comme c'est le cas à Nice, par certaines radios libres qui, de l'extérieur, soutiennent et encouragent la lutte des « taulards ».

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Interview au quotidien *Libération* du 14 décembre 1982.
(2) Interview à *Dossier familial*, numéro de janvier.

Colère et violences aux Baumettes

Fer de lance de l'agitation actuelle, la maison d'arrêt des Baumettes, résume à elle seule, le malaise des prisons : entassement (mille détenus pour huit cents places), inadéquation des locaux, inadéquation qui rend difficile l'application des promesses d'extension des perloirs libres. Après les manifestations sans incident du mercredi 19 janvier, le mouvement s'est durci samedi 22.

Selon notre correspondant à Marseille, Jean Contrucci, c'est l'annonce par la direction de la prison que les perloirs libres ne seraient accordés qu'aux pensionnaires dont la conduite est irréprochable, qui aurait mis le feu aux poudres.

Après la promenade du matin, trois cent vingt-cinq détenus ont refusé de regagner leur cellule. Montés sur les toits des bâtiments, ils ont déployé une banderole sur laquelle on pouvait lire : « Humaniser les prisons ». Certains manifestants, les bras levés, scandaient : « Pas de violence ».

Sommés de réintégrer leurs cellules, les détenus, contrairement à ce qui s'était passé le mercredi précédent, ont refusé. C'est alors que les représentants de l'administration pénitentiaire ont demandé au préfet de police des Bouches-du-Rhône, M. Bernard Pataut, de faire intervenir les forces de l'ordre.

Les C.R.S., qui avaient pris position dans une cour et sur un toit, ont tiré des grenades lacrymogènes. Commencé à 9 h 15, le mouvement

de protestation a pris fin aux environs de midi.

Il n'y a pas eu de contacts directs entre les C.R.S. dont certains étaient entrés à l'intérieur des bâtiments, et les détenus, le procureur de la République de Marseille, M. Pierre Trucot, présent sur les lieux, s'assurant qu'aucun incident ne se produisait au moment où les manifestants regagnaient leurs cellules, surveillés par leurs gardiens.

Il y avait eu auparavant cinq blessés relativement sérieux. Trois ont été admis dans des hôpitaux de la ville, les deux autres recevant des soins à la prison-hôpital des Baumettes. Le blessé le plus grave s'est cassé la jambe en sautant d'un toit. Outre ces cinq blessés, il y en a eu quelques autres, légèrement atteints, qui ont fait des chutes ou ont reçu des grenades lacrymogènes. Ces blessés ont été soignés sur place.

Venus pour la visite du samedi matin, des familles de détenus, qui assistaient aux incidents, s'en sont prises aux forces de l'ordre. Il y a eu des injures et aussi quelques jets de pierres. Les parloirs ont été annulés pour la journée de samedi, mais les visites ont repris normalement dimanche et il n'y a eu aucun incident ce jour-là.

A la suite du mouvement de protestation de samedi, l'administration pénitentiaire a décidé de supprimer les réductions de peines auparavant accordées pour bonne conduite. Cette sanction a été prise contre tous les détenus qui ont participé à la manifestation.

Cinq attentats en France pendant le week-end

Le week-end, en France, a été marqué par plusieurs attentats d'origines diverses qui n'ont fait aucune victime mais ont causé de nombreux dégâts matériels.

Samedi 22 janvier, vers 12 h 30 (nos dernières éditions), un homme a jeté deux grenades offensives dans le hall de la compagnie Turkish Airlines, 34, avenue de l'Opéra à Paris. Maîtrisé par des gendarmes mobiles en faction dans le quartier, l'homme est arrêté et identifié grâce aux fichiers de la direction de la surveillance du territoire (D.S.T.). Il s'agit d'un militant, d'origine libanaise, de l'Armée secrète pour la libération de l'Arménie (ASALA), Abraham Tannassian, âgé de vingt-huit ans. Il avait été signalé à Beyrouth quelques semaines plus tôt.

Deux heures plus tard, un engin explosif était dé-samorcé dans l'aéroport d'Orly-Sud, à proximité des comptoirs d'enregistrement de vols pour l'Algérie. L'engin contenait 1 kilo de plastique.

L'ASALA, dans la soirée de samedi, n'a revendiqué que le premier de ces attentats, pourtant imputés tous deux à des Arméniens.

En Corse, le week-end a été marqué par deux attentats. La villa - innocuée - de la comédienne Micheline Preste, située sur la commune de Rapale, près de Saint-Florent (Haute-Corse), a été presque entièrement détruite par une explosion, dans la soirée du 22 janvier. La charge, de forte puissance, était reliée à deux bouteilles de gaz.

Dans les premières heures de la matinée de lundi, un attentat a détruit la voiture d'une jeune « continentale ». M^{lle} Catherine Aredu, à Saint-Nicolas, Marie-Sicché (Corse-du-Sud). Déjà la voiture de son père avait explosé en décembre.

A Nice, le consulat d'Espagne a été endommagé, dimanche soir, par un incendie d'origine criminelle. Les enquêteurs ignorent toujours, ce lundi 24 janvier, si cet acte avait un mobile politique.

Ces attentats ont eu lieu alors qu'une convention internationale sur le terrorisme se réunissait à Paris, samedi 22 et dimanche 23 janvier, à l'initiative du Renouveau juif.

L'ASALA et ses extrémistes « déçus »

La menace, pour imprécise qu'elle fut, était donnée pour réelle depuis plusieurs mois. Des policiers français, spécialistes du terrorisme, s'inquiétaient du sort des militants de l'ASALA, après l'évacuation, cet été, de Beyrouth par les combattants libanais. Les signes d'une curieuse agitation étaient relevés entre Libye, la Grèce et Chypre, base de repli supposée des clandestins arméniens.

On craignait la réaction, violente et désespérée, de cette organisation ébranlée par la guerre du Liban, traversée de courants politiques rivaux, et que l'O.L.P., en cessant de l'attenter, ne pouvait plus contrôler. L'attentat revendiqué ce week-end, exécuté par un militant repéré à Beyrouth, ne fait que confirmer des appréhensions déjà anciennes.

Certains spécialistes considèrent, en fait, que l'intervention israélienne au Liban a eu une conséquence négative, du point de vue policier, en mettant un terme au faisceau des pressions exercées par les pays occidentaux sur l'ASALA. De tous les mouvements opérant depuis Beyrouth, l'organisation arménienne était, en effet, la mieux connue, la plus « influenciable » par certains services secrets.

La France surtout, particulièrement visée par des attentats, avait joué en 1981, avec l'aide discrète de certains milieux palestiniens, une

partie éprouvante en tentant, par la négociation, de ramener l'ASALA à de meilleurs sentiments. Le gouvernement socialiste avait cherché, dès son installation, à faire entendre raison à ceux qui, au sein de cette organisation, étaient capotés de reconstruire à des objectifs turcs et de se limiter à des actions en Europe. Mais cette tendance du mouvement arménien, la plus affaiblie par la guerre du Liban, aurait été très vite supplantée par des éléments « ultras », souvent originaires d'Iran, de Syrie ou du Liban. La France, comme d'autres pays occidentaux, avait misé sur les Arméniens d'Europe, et c'étaient des clans destinés moyen-orientaux qui paraissent, dès l'été, incarner vraiment l'ASALA !

Les premières craintes d'un durcissement avaient été ressenties à la fin du mois d'août, quand l'ASALA, dans une lettre adressée au *Monde*, avait menacé de commettre des attentats dans des aéroports français et dans le métro si ses exigences n'étaient pas satisfaites. Heureusement, ces menaces n'avaient pas été mises à exécution, grâce sans doute à de nouvelles médiations. Les exigences de l'ASALA ? Essentiellement la libération des quatre Arméniens emprisonnés en France, depuis le 24 septembre 1981, pour avoir pris en otage le personnel du consulat de Turquie à Paris (le *Monde* du 25 septembre 1981).

PHILIPPE BOGGIO.

Une des formes de la guerre

Le terrorisme est une des formes de la guerre. Au terme de deux jours d'interventions, telle est la conclusion de la convention internationale sur le terrorisme organisée par l'association le Renouveau juif. Une guerre civile, lorsque des hommes, vivant dans une démocratie, s'y livrent. Une guerre tout court, lorsque des agents d'un Etat étranger ou des mercenaires, viennent faire le coup de feu dans un autre pays que le leur. Une guerre de « libération », lorsque des sans-patrie exportent leur combat.

Sans doute le phénomène n'est-il pas nouveau. Tous les intervenants se sont accordés pour dire que le terrorisme est une « vieille histoire ». En revanche, tous ont fait remarquer que les assassinats de personnes n'ayant rien à voir dans un conflit opposant un groupe terroriste à un Etat - sinon « d'opinion publique » - se multipliaient. L'assistant spécial de M^{me} Joanne Kirkpatrick, ambassadeur des U.S.A. à l'ONU, M. Allan Gerson, a ainsi cité un rapport de la

C.I.A. selon lequel 3 336 actes de terrorisme, commis entre 1968 et 1979, ont tué ou blessé près de 10 000 personnes. Toujours selon M. Gerson, 760 actes de terrorisme ont été recensés en 1980, qui ont tué ou blessé 180 000 personnes.

Donc, le terrorisme, c'est la guerre. Comment l'expliquer ? Par un monde qui s'est rétréci, « stratégiquement parlant », a dit M. Ariel Merari, du Centre d'études stratégiques de l'université de Tel-Aviv. Cet homme, qui est aussi conseiller du gouvernement israélien, a constaté que le « recours à la guerre conventionnelle, pour atteindre des objectifs politiques, est de moins en moins possible dans les conflits internationaux ». Dès lors, « le terrorisme et la guérilla remplacent la guerre conventionnelle comme moyen d'acquiescence aux avantages politiques ». C'est là une forme de guerre à l'économie : « En terme d'effectifs, d'équipements et de coût financier ».

regrettant que la France refuse de ratifier la convention de Dublin sur l'extradition entre les pays de la Communauté européenne. Même regret de la part du professeur de droit international David Ruzié et - de toute évidence - de l'assistance nombreuse. M. Jospin, pour sa part, a fait valoir que le septennat précédent n'a jamais ratifié cette convention qui met en cause « l'idée que nous nous faisons du droit d'asile et certaines dispositions de notre souveraineté ». Débat infini, débat politique.

Cette politisation n'intervient qu'après. M. Henri Heidegger, président du Renouveau juif, demandait ainsi, « à quelques semaines des élections municipales », des engagements de la part des partis politiques. Principes, une meilleure coopération européenne, et secondo, l'assurance du gouvernement qu'aucun de ses membres ne rencontrerait M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P. Les réponses, si réponses il y a, ne viendront que plus tard.

LAURENT GRELSAMER.

CARNET

- Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Edith JEAN L'YON, survenue le 15 janvier 1983, 43, avenue Paul-Doumer, 75016 Paris. L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

Anniversaires

- Pour l'anniversaire du décès de M^{gr} Maurice HIRET, ancien chancelier, vicaire général de l'archevêché de Paris, une messe sera célébrée avec le cardinal Lustiger, le vendredi 28 janvier, à 12 heures, en l'église de la Madeleine, Paris-8^e.

- Il y a dix ans disparaissait René MOYSE, journaliste à « l'Equipe ». Une pensée est dédiée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Communications diverses

- Mardi 25 janvier, 20 heures, 6, rue Saint-Bon, 75004 Paris, Connaissance du christianisme : « Don J. Goldstein O.S.B. : Paul, juif et chrétien ». Gratuit, rez-de-chaussée sur rue, à gauche.

Décès

- M. Roger Goetze, gouverneur honoraire du Crédit foncier de France, M. et M^{me} Jean-René Goetze, Christopher et Karen, ont la douleur de faire part du décès de leur épouse, mère et grand-mère

M^{me} Roger GOETZE, née Marcelle Charpentier, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Paris, le vendredi 21 janvier 1983.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Le président de la LICRA Et le comité central ont la douleur d'annoncer le décès de M^{me} Marcelle GOETZE, membre du comité central de la LICRA, officier de Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945.

- On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

M^{me} Jacques GRUSON,

le 20 janvier 1983 à Paris, dans sa soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée

en l'église Saint-Charles de Monceau, 22, rue Legendre, Paris-17^e, sa paroisse, le mardi 25 janvier 1983, à 8 h 30, suivie de l'inhumation le même jour à La Couture-Boussey (Eure), à 14 h 15.

De la part de Catherine et Xavier Desforges, Martine et Claude Lenfant, Christian et Françoise Gruson, Bertrand et Sibylle Gruson, ses enfants,

Nicolas et Corinne Desforges, Elisabeth et Nicolas Caron, Stéphanie et Philippe Berquin, son fiancé,

Valérie, Marie-Aude, Raphaël et Lay Desforges, Jean-Marie et François Lenfant, Agnès-Françoise et Charles-Antoine Gruson,

ses petits-enfants, Alexandre Caron, son arrière-petite-fille,

M^{me} Robert Delattre, Le docteur et M^{me} Maurice Le Sourd, M^{me} André Labouret, M^{me} Pierre Closset, Le contre-amiral Gruson,

M. et M^{me} Gérard Gruson, ses sœurs, belles-sœurs et beaux-frères.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

VU

Pas de clerc

Pas à dire, pendant le week-end l'actualité a pris un malin plaisir à faire la nique à ceux qui nous gouvernent. On ne pouvait pas ouvrir la radio ou la télé sans entendre parler de hold-up, de cambriolages, de badouins, de policiers abattus ou blessés, d'infanticides, enfin l'horreur... Et voilà que samedi soir au journal de 20 heures qu'est-ce qu'on nous balance ? Une manifestation de 20 heures des détenus ne sont pas contents parce que la réforme des prisons décidée en haut lieu n'a pas encore reçu un début d'application. Après ce qu'on a eu du mal à partager cette impatience et cette indignation. On ne comprend, bien sûr, on ne s'en émeut pas.

Quelle idée aussi d'avoir annoncé à cor et à cri un aménagement du régime carcéral alors que les centrales sont surpeuplées et qu'il est impossible d'y procéder ! A quelques semaines des municipales, Badinter a fait là un pas de clerc. En veut bien savoir que dans l'état actuel des choses son projet ne pouvait qu'exciter, sans les satisfaire, les espoirs des prisonniers et agacer, par contrecoup, l'opinion.

Si vous ajoutez à ça l'interview, un rien méprisante, d'un gardien - il a tiré, comme il dit, vingt-cinq ans à Clairvaux - un brave homme qui fait son boulot, un boulot fastidieux, mais utile, mais nécessaire, vous comprendrez notre malaise. Il faudrait tout de même savoir ce qu'on veut. On ne peut pas à la fois supprimer la peine de mort et traiter de haut un malheureux surveillant chargé par la société de garder un oeil sur des condamnés à des peines de longue durée. Ce ne sont pas des enfants de chœur et il est normal de les empêcher de sortir et de récidiver à l'occasion.

CLAUDE GARRAUTE.

SCIENCES

55 EXPLOSIONS NUCLÉAIRES SOUTERRAINES DANS LE MONDE EN 1982

Hagfors (Suède) I.A.F.P.I. - Cinquante-cinq explosions nucléaires souterraines ont été réalisées en 1982, dans le monde, selon un rapport de l'Observatoire militaire suédois de Hagfors, au lieu de quarante-neuf en 1981.

Sur 55 explosions, 31 ont été effectuées par l'U.R.S.S. (soit 10 de plus qu'en 1981), 18 par les Etats-Unis (+ 2), et une zone de la Grande-Bretagne dans la zone de tir américaine du Nevada. La France a procédé à 5 tests nucléaires dans l'atoll de Mururoa (Polynésie), contre 11 en 1981. La Chine n'aurait, selon les experts de Hagfors, procédé en 1982 comme en 1981 à aucun test nucléaire.

Sur les 31 explosions réalisées par l'U.R.S.S., 16 l'ont été en dehors des camps d'entraînement connus et d'ailleurs répertoriés. M^{me} Vail, pour sa part, a admis que « les moyens des pays démocratiques sont limités ». « Il faut être lucide et avoir le courage de le dire », a-t-elle ajouté.

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Du blanc aux revers

Du blanc en trompe-l'œil, - cois, parements et revers, - illumine les tailleurs et les robes strictes de printemps en haute couture et s'inscrit, d'embellie, comme une des tendances fortes de la saison.

Gérard Pipart, chez Nina Ricci, interprète ces thèmes en tailleurs pincés à la taille, garnis de rouge ou de marine sur du blanc. La coiffe turban drapée autour de la tête et ornée d'un pompon de plumes d'autruche au front équilibre les ensembles de vestes et pantalons de marins en laine comme des robes floues, un peu « années folles », en soie légère : marinières blousant aux hanches sur des robes à taille basse et jupes plissées, revisant en mousseline imprimée de fleurs en sens serré.

Pierre Cardin accorde ses visions d'homme-orchestre, menant de front des activités multiples, avec l'ouverture de « Maxim's » à Pékin, en mai complétée d'une « foire » des diverses productions portant son nom au-delà des frontières.

Ses modèles choisis s'allongent en une charmante silhouette taille haute, contrastant le petit spencer à col corolla de piqué blanc avec une jupe tube au motif de filonelle blanche verticalement rayée. Un mini-canotier de paille, bécoté sur le front, com-

plète ce genre de tenue très printemps parisien.

Ligne près du corps chez Jean-Louis Scherrer, très en vogue, qui joue des effets de géométrie variable par les oppositions de noir et de marine avec le blanc. Ainsi de grande revers en allures de queue de ratin noir brillent-ils sur les manteaux, robes ou pyjamas blancs, cainturés à la taille de vernis noir mais sans rideur.

Curieuse idée de Tarrant : la robe à effet chasuble, courts ou longue, qui emprisonne le corps, les bras sortant de manches en forme d'antennaire. Heureusement qu'elle n'oublie pas les tailleurs de robe de lin noirs à boutonnage simple, et carrure épaulée que vient chercher ici M^{me} François Mitterrand et les robes à denser courtes en soie plissée irisée.

Christian Lacroix s'affirme chez Jean Patou avec une collection à l'ampleur « bulle » glissant le long d'une jupe tube, mettant en valeur soit les épaules soit les hanches. C'est particulièrement joli en modèle du soir.

N. MONT-SERVAN

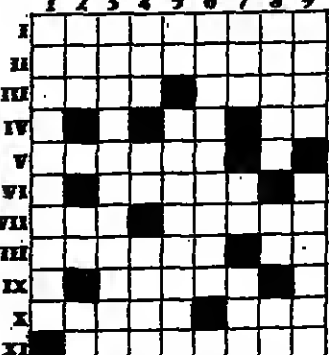


* Croquis de Marcq.

CHRISTIAN DIOR : robe épanchée en fil à fil de blanc gris, avec un empiècement de percale blanche de Boche en trompe-l'œil, taille marquée d'un corset et jupe droite au motif. Le bob de marin, blanc garni de marine, est un thème favori de Marc Bohan.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3370



HORIZONTALEMENT

I. Un homme qui donne la vie. - II. Qui aurait besoin d'être regonflé. - III. Bie dont le battage n'a pas séparé les balles. Quand elle est fine on ne perd rien. - IV. Feu du ciel. Abréviations marquant le début d'une révolution. - V. N'est ni de la soupe ni du rata. - VI. Faire l'appel. - VII. Donna des fleurs à un poète. Évoque une belle taille. - VIII. Parfois mis en vitrine. Difficulté. - IX. Prouvent qu'il y a de grandes dépenses. - X. Peut se mettre en boule. Pas neuf. - XI. Peut-vent marcher avec des béquilles.

VERTICALEMENT

I. Était impatientement attendu par celui qui voulait sa salade. - II. Sans bavures. Ne croit pas (épilé). Fait souvent un pli. -

3. Peut s'attaquer aux vierges. - 4. Possessif. Vieille ville. Traité comme du lio (inversé). - 5. Article. N'est pas chiche quand il est grand. - 6. Pour faire un tour, il ne lui faut qu'une minute. - 7. Est parfois enfermée dans un château. Note. Pas aléatoire. - 8. Ville de France. Coule en Italie. Pronom. - 9. Bien vrai. Ne sont pas des cérémonies bien catholiques quand elles sont noires.

Solution du problème n° 3369

Horizontalement

I. Optomane. Latude. - II. Ravau-deuse. Ut. - III. Étés. Marivaud. - IV. IR. Itinéraire. - V. Lis-sest. Di. Ré. - VI. Lés. Ni. Cannes. - VII. Trisser. Azur. - VIII. Karaté. OZ. FI. - IX. Fin. Ri. Griffé. - X. AL. Lients. Saisi. - XI. Volant. Et. Mixer. - XII. Assigna. Ébène. - XIII. Un. Seo. Dan. En. - XIV. Comard. Mère. - XV. Sasse. Se. Ou.

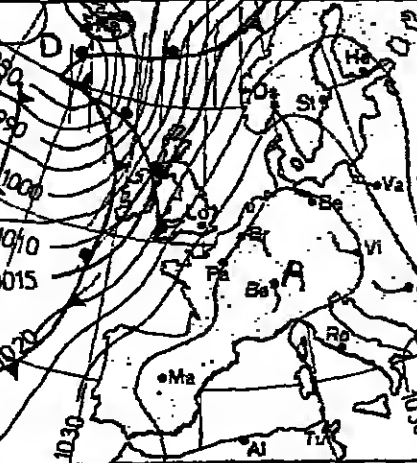
Verticalement

I. Oreille. Faveurs. - 2. Patrie. Kilo. - 3. Jvc. Satan. La. Cs. - 4. Oasis. RR. Lasso. - 5. Mu. Té. - 6. Administration. - 7. Néant. Sein. As. - 8. Eure. Ces. Teadre. - 9. Sirdar. Gstaad. - 10. Levain. Or. - 11. Al. Nazisme. Mu. - 12. Tournesol. Faible. - 13. De. Sulfite. Té. - 14. Due. Riosener. - 15. Érier. Irénée.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 24.1.83 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le lundi 24 janvier à 0 heure et le mardi 25 janvier à minuit.

Les hautes pressions de l'Europe occidentale se déplacent vers l'Est. Le régime ventral se déplace, qui circule des Açores aux îles britanniques, débordant sur nos régions du Nord-Ouest où un temps plus doux s'établira en cours de journée.

Mardi, sur les régions proches de la Manche, des nuages et pluies plus marquées en Bretagne. Il fera de 3 à 5 degrés. De l'Aquitaine au nord-ouest du Massif Central à la Champagne, ciel passagèrement nuageux et températures entre 0 et 3 degrés. Quelques bancs de brouillards hivernaux encore entre la région lyonnaise, le nord des Alpes, le Jura et l'Alsace. Ailleurs, c'est-à-dire sur les régions méditerranéennes, environ 0 degré et un ciel dégagé.

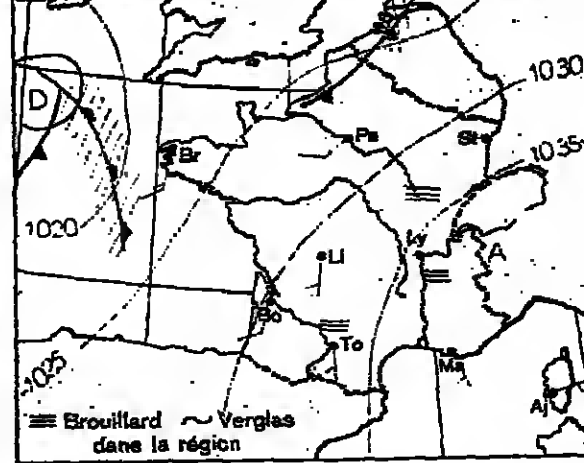
Au cours de la journée, sur la moitié sud, du soleil et des températures très agréables, 7 à 10 degrés. Sur la moitié nord, avec un vent de sud-ouest modéré, ciel couvert et pluie gagnant progressivement vers l'est. Le soir, seule l'Alsace sera égarée. Les températures dans cette zone de temps doux seront de 7 à 8 degrés.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 24 janvier à 7 heures, de 1034,0 millibars, soit 775,6 millimètres de mercure.

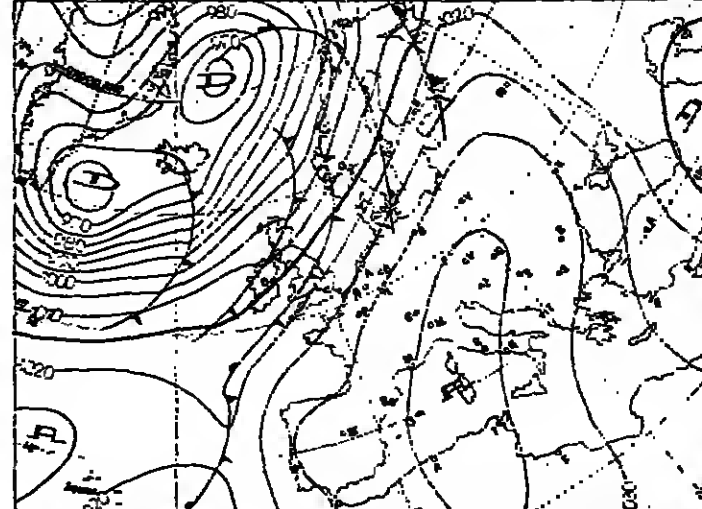
Températures (le premier chiffre indique le maximum, le second, le minimum de la nuit du 23 au 24 janvier) :

Ajaccio, 13 et 2; Biarritz, 16 et 7; Bordeaux, 13 et 2; Bourges, 7 et -4;

PRÉVISIONS POUR LE 25.1 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 25 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



Brest, 5 et 3; Caen, 6 et 0; Cherbourg, 6 et 2; Clermont-Ferrand, 10 et -5; Dijon, -1 et -4; Grenoble, 7 et -4; Lille, 4 et -1; Lyon, -1 et -5; Marseille-Mariquane, 11 et -2; Nancy, 0 et -4; Nantes, 9 et 1; Nice-Côte d'Azur, 13 et 4; Paris-Le Bourget, 7 et -4; Pau, 19 et 1; Perpignan, 12 et 1; Rennes, 5 et -1; Strasbourg, 0 et -2; Tours, 8 et -3; Toulouse, 13 et -1; Pointe-à-Pitre, 29 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 2 degrés; Amsterdam, 5 et -1; Athènes, 13 et 4; Berlin, 5 et 2;

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BREF

BIBLIOGRAPHIE

ROUEN EN PHOTOS. - Guy Pessiot a entrepris de raconter l'histoire de Rouen en photos. Ce deuxième volume couvre la période de 1900 à 1939; d'autres suivront. Huit cents clichés - cartes postales, photographies d'amateurs... - sont ici rassemblés et précieusement commentés.

* Tirage limité : prix spécial de souscription de 215 F. Éditions de l'Éclat, 4, rue de l'École, 76 000 Rouen.

DISTINCTIONS

LE CHATEAU DE NEUVILLE. - Le château de Neuville à Gambais, dans les Yvelines, a été retenu par le jury de « châteaux-couverts » pour la période de 1900 à 1939; d'autres suivront. Huit cents clichés - cartes postales, photographies d'amateurs... - sont ici rassemblés et précieusement commentés.

* Tirage limité : prix spécial de souscription de 215 F. Éditions de l'Éclat, 4, rue de l'École, 76 000 Rouen.

DOCUMENTATION

L'HISTOIRE DE LA RADIO. - Le premier numéro des Cahiers d'histoire de la radiodiffusion est paru. Publié par le comité d'histoire de la radio, présidé par M. Jean Vélut, cette revue présente des articles synthétiques sur de nombreux aspects de la radio (Radio-Cité, les jeunes, les diverses expériences radiophoniques...). On y trouve également un historique de la législation française concernant la radio, le début d'une biographie inédite des « gens de radio » et une bibliographie commentée de la radio.

* Cahiers d'histoire de la radiodiffusion, 35, rue Saint-Denis, 75007 Paris, le numéro : 20 F. Abonnement (quatre numéros par an) : 75 F.

ORIENTATION PROFESSIONNELLE

GUIDE NERET DES CARRIÈRES 1983. - La vingt-huitième édition du Guide Nérét des carrières vient de paraître. Plus de 400 métiers recensés à l'index, les adresses utiles, une information actualisée, un guide des études et une encyclopédie des emplois.

* 376 pages, 81 F. Éa Librairie et aux Éditions et Galdes Nérét, 23, rue de Chabrol, 75010-Paris.

STAGES

LA VOIX. - Des conseillers techniques et pédagogiques de la direction régionale du temps libre, jeunesse et sports d'Ile-de-France organisent, du 4 au 13 février 1983, un stage qui a pour thème la voix. Son objectif est de permettre un approfondissement de la technique et de la maîtrise vocales, tant de la voix parlée que de la voix chantée, grâce à de nombreux exercices individuels et collectifs. Coût du stage : 610 F.

* Tél. : 584-12-05, poste 532.

VIE QUOTIDIENNE

DÉMÉNAGEMENTS PLUS SURS. - M. Jean-Claude Huel, président de la chambre syndicale des entreprises de déménagements et garde-meubles de France a présenté à la presse, le « charte du label professionnel » que vont signer ses adhérents. Cette charte apporte, dit-il, « une sécurité nouvelle de bonne exécution des opérations de déménagement et de garde-meubles ».

En s'adressant à un professionnel signataire de la charte, le client est assuré : d'obtenir une information préalable complète ; un ser-

vice de qualité ; la garantie du règlement des loyers.

* Chambre syndicale des entreprises de déménagements et garde-meubles de France, 49-51, rue d'Alger, 75015 Paris. Tél. : 533-51-24.

VIE SOCIALE

L'EXPRESSION DES SALARIÉS. - Le Centre associatif de données (C.A.D.) vient de mettre au point un dossier sur l'expression des salariés. Il fait partie de la collection « Dossiers d'autoconsommation sur microfilm » du C.A.D., outil permettant de disposer facilement d'informations classées selon différentes rubriques : données générales, données d'entreprises, positions patronales et syndicales, aspects à l'étranger, bibliographie.

* C.A.D. - 59, boulevard Exelmans, 75781 Paris Cedex 16. Tél. : 651-46-23.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 23 janvier :

DES DÉCRETS

● Relatif aux contrats de plan entre l'État et les collectivités territoriales ou des personnes morales autres que les entreprises publiques et privées.

● Relatif à la composition et au fonctionnement des conseils consultatifs de la région de Corse.

UN ARRÊTÉ

● Modifiant un précédent arrêté fixant les obligations sociales d'origine légale afférentes à l'emploi des apprentis relevant du régime de protection sociale agricole.

PHILATÉLISTES

Le Monde des PHILATÉLISTES

OFFICE DE LA PHILATÉLIE

LENTILLES DE CONTACT

La quatre OSIRIS : lentilles 8 et 11^{me} fabricant mondial

Les services OSIRIS : un ensemble de services unique en France

Les prix OSIRIS : 650 F d'adaptation comprise; 495 F sans adaptation

Avec ce bon : ETUI - NECESSAIRE DE DÉPART GRATUIT. Jusqu'au 26.2.83

OSIRIS : LES SPÉCIALISTES FRANÇAIS DES LENTILLES

BORDEAUX : 4, cours Alsace-Lorraine (56) 52.94.26

LILLE : 10 rue du Palais Rihour (20) 54.42.78

LYON 6^e : 4, quai du Général Sarrail (7) 824.12.46

PARIS 1^{er} : 20 quai de la Magisterie (1) 233.00.20

PARIS 5^e : 127 bd St Michel (1) 326.27.97

PARIS 8^e : 21 avenue de Friedland (1) 563.55.99

P.T.T.

LE « GUIDE DU CONTACT » EN 56 PAGES

Les P.T.T., on croit connaître les hommes qui relient les hommes - grâce au courrier et au téléphone. Mais la poste, c'est aussi tout autre chose qu'on ignore trop souvent : grâce à la poste, on peut placer ses économies, envoyer de l'argent de l'étranger, s'assurer sur la vie, transmettre instantanément un document à l'autre bout de la planète, appeler au secours, et même écrire au Père Noël, qui répond à toutes les lettres comportant une adresse complète.

Naissance, mariage, retraite, travail, déménagement, vacances, fêtes : il est en vérité peu d'événements heureux ou moins heureux de la vie qui échappent aux attentions de cette grande maison. Pour le mieux faire savoir, les services de M. Louis Moxendeau viennent d'écrire un « Guide du contact », qui, en 56 pages, accumule les informations pratiques permettant un bon usage de la poste, des services financiers et des télécommunications. Tiré à 3,2 millions d'exemplaires, ce guide sera disponible dans tous les bureaux de poste, agences de télécommunications et téléboutiques, à partir du 20 janvier.

D'autre part, le ministre des P.T.T. édite une publication mensuelle « grand public », Messages des P.T.T., disponible elle aussi dans les bureaux de poste, agences de télécommunications et téléboutiques. Veillez à ce que le guide ne soit pas une ligne de démarcation au-dessus de laquelle on s'interrompt sans se comprendre est l'une des ambitions de ce nouvel organe.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 26 JANVIER

« L'île de la Cité », 14 h 30, 10, rue du Cloître, M^{me} Duhamel.

« Notre-Dame-de-Paris », 15 heures, portail central, M^{me} Bros-

saix.

« La Mosquée de Paris », 15 heures, place du Puits-de-

l'Ermitte, M^{me} Hulot.

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M. Serres.

« Crypte de Notre-Dame », 15 heures, entrée parvis, M. Guiller

(Caisse nationale des monuments historiques).

« Hôtel de Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou (Approche de l'art).

« Fantin-Latour », 15 h 15, Grand Palais (Arts et curiosités de Paris).

« Fantin-Latour », 17 h 30, Grand Palais (M. Bouchard).

« Les primitifs français », 12 h 30, Musée du Louvre (M^{me} Car-

ner).

« Saint-Germain-des-Prés », 15 heures, métro, Mabillon (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« La peinture italienne de Léonard de Vinci au Caravage », 15 heures, musée du Louvre, porte Denon (P.-Y. Jaslet).

« Les plus vieilles maisons de Paris », 14 h 30, 2, rue des Archives (Paris autrefois).

« La Roche », 14 h 30, métro Concorde (Paris pittoresque et insolite).

« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, sortie du métro, côté place Lobau (Paris et son histoire).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Les appartements royaux du Louvre », 15 heures, porte Denon (Tourisme culturel).

« Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue Mabillon (Le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

12 h 30, 7, rue de la Bienfaisance, M. J.-P. Bobichon : « Face à la situation actuelle, des hommes, des femmes, des chrétiens s'interrogent ».

15 heures et 17 heures, 21bis, rue Notre-Dame-des-Victoires, M^{me} C. Thibaut : « Franz Hals et le portrait hollandais ».

19 h 30, amphithéâtre Bechard, Sorbonne, 1, rue Victor-Cousin, Pierre H. Biondi : « Chœur Teilhard de Chardin » (Université populaire de Paris).

20 h 30, 39, rue François-Arago : « Une école nouvelle, en Autriche, pratiquant l'autogestion ».

20 h 30, 60, boulevard Latour-Maubourg, M. Y. Diéna : « Bise-

sexualité de l'esprit ».

Le Monde

culture

THÉÂTRE

« L'OPÉRA DE SMYRNE », de Goldoni, à Antony

Un réveil froid après le Bal

A Venise, du vivant de Goldoni, le théâtre le plus aimé du public n'est pas la commedia dell'arte, mais l'opéra-bouffe et d'autres formes de spectacle musical, chanté.

Carlo Goldoni a écrit près de cent œuvres musicales, souvent avec le même compositeur, Baldassare Galuppi, et cette production allait susciter l'opéra-comique vénitien.

Néanmoins Goldoni, qui déjà luttait contre les libertés et les prérogatives des acteurs de la commedia dell'arte, s'impliquait plus encore de l'empire des chanteurs et chanteuses d'opéra, aussi hieo dans la conduite de la représentation que dans les basards de la vie courante, hors scène.

L'Impresario de Smyrne, représenté à Venise en 1759, constitue une manière de vengeance contre le vedettariat et les exigences des chanteurs d'opéra. Vengeance à vrai dire de peu d'envergure. Goldoni, tout au long de cette pièce, ressassait les démenties de trois cantatrices qui, à l'heure de la distribution, font des pieds et des mains pour décrocher le premier rôle - et ce jeu de scène est drôle une fois, mais pas dix. Méchancetés aussi sur l'âge des artistes vieillissants, sur leur amour-propre lorsque le directeur du théâtre propose les cachets respectifs.

La petite guerre que mène Goldoni, assez mesquine, répétitive, donnerait une œuvre étroite si l'auteur s'alimentait sa comédie, comme d'habitude, par des informations précises et très vivantes, ici sur la vie des acteurs, par des croquis rapides et profonds de tels caractères, de telles frictions de société, et tout simplement par l'allant, la chaleur, de son imagination.

En lorsque les lampes s'allument, à Antony, sur le Théâtre du Campa-

gnol qui propose une mise en scène de cet *Impresario de Smyrne* (rebaptisé *Opéra de Smyrne*), lorsque nous découvrons le décor assez joli - les roulettes de la troupe en tournée, arrivées sur une petite place, - lorsque nous voyons les comédiens du Campagnol traverser avec grâce la scène en chantonnant, nous nous disons que la mise en scène et le jeu vont nous faire toucher la diversité des propos de Goldoni.

Hélas ! tout s'effondre dès que les acteurs du Campagnol ouvrent la bouche, et le sentiment de désastre se prolonge jusqu'à la fin. Criailleries incessantes, voix perchées de personnages qui confinent toute crédibilité, toute portée, aux paroles dites, grimaces excessives, d'un à côté et d'une gaucherie stupéfiante, non-sens des mimiques, des déplacements, et pour tout dire réduction systématique de cette comédie à une siogerie mécanique balourd, à un sinistre radotage : les bras vous tombent, vous n'avez pas vos yeux et vos oreilles, vous vous dites que ces actrices et ces acteurs n'ont jamais pratiqué ni même jamais vu du théâtre, et vous êtes pris de vertige lorsque vous appelez que cette « troupe », à la suite de son triomphe dans son précédent spectacle (muet), le Bal, a été promue au rang de centre dramatique national.

Atteignons sagement la prochaine réalisation du Théâtre du Campagnol, attendons de voir si cette troupe est plus ou moins capable de jouer la comédie, si actrices et acteurs ont plus ou moins l'idée de ce qu'est l'art du théâtre.

MICHEL COURNOT.

★ Centre technique d'Antony, 20 h 30.

Le syndicat national des professionnels du théâtre et de l'action culturelle (SYNPTAL-C.G.T.) a déposé, pour le 28 janvier et le 4 février, deux préavis de grève qui touchent les théâtres nationaux (Opéra, Comédie-Française, Odéon, Châtelet, T.E.P., Théâtre national de Strasbourg).

La représentation de *La Bohème*, qui devait avoir lieu le 28 janvier à l'Opéra, est reportée au 30 janvier à 19 h 30.

MERCREDI

PIERROT. PSI
METRO. MAESTRO
dans des nouvelles aventures

LA REVANCHE DES HUMANOÏDES
ALBERT BARILLE

Des personnages que vous connaissez, que vous aimez.



VARIÉTÉS

GUY BEDOS AU THÉÂTRE DU GYMNASÉ

Depuis que « le diamantaire n'est plus là »

Depuis plus de vingt ans, Guy Bedos « fait » le comique. Un caricaturiste se peut être indifférent à la société dans laquelle il vit, et il évolue avec elle. Récemment pourtant, au cours des années, un satiriste a modifié si profondément son spectacle, a bousculé l'ordre des choses sur une scène de music-hall, s'est mis autant en accord avec les pulsions de la vie, a privilégié la connivence avec le public, a partagé avec celui-ci le rire au lieu de le confisquer à son profit.

Dans le nouveau one-man-show présenté au Gymnase, les sketches (écrits par Bedos et Jean-Loup Dabadie) se fondent dans un spectacle construit un peu comme une comédie en un acte et vingt tableaux, dense, soutenu, avec un fil conducteur et un personnage (la mère) qui surgit brusquement, entre des protagonistes déguisés, solitaires, pathétiques, et les héros défilants d'un monde « piégé entre l'insignifiance et la désespérance ».

Guy Bedos est éblouissant dans ce travail de caricaturiste où le « je » théâtral et le « je » plus à vif se mêlent sans restreindre pour autant la liberté des tiers qui jaillissent de notre univers familial. Tout est superbement structuré - même le fa-

meux espace de liberté où il prend la libre parole - et tout paraît spontané. Les digressions constantes et les interpellations au public développent cette impression.

Bedos met d'abord en scène son enfance et puis Dieu, menacé d'un sondage, SOFRES et des histoires du temps de « l'occupation giscardienne », des coups de folie et des coups de gueule. La mère est un peu de droite. « Bien que personne en France ne s'avoue de droite, sauf Jean Cau et peut-être Alain Delon. Chirac n'est pas de droite : il est de Key Largo. » Et l'autre soir, Guy Bedos a rêvé que cette mère prenait le pouvoir et transformait l'Elysée « en dancing avec les parcs, et De Gaulle comme chanteuse d'orchestre assignée à résidence ».

Depuis que « le diamantaire n'est plus là », certains reprochent à Bedos d'être moins combatif sur le terrain politique : « La droite, dit-il, j'ai déjà donné. Quant à la gauche, que voulez-vous que je dise ? En ce moment, c'est tout ce qu'on a en magasin, faut faire avec. Dès qu'on a du neuf, on se rappelle. » La politique, c'est comme uoc « bouille-

buisse » dans la tête de Bedos.

Dejterre il a bien mérité de prendre sa retraite. Qu'est-ce qu'il attend ? a déploré, Gaston Dejterre au ministère de l'Intérieur, c'était une bonne idée : il connaît les dossiers de l'Intérieur. Quant au chef de l'Etat : « Mitterrand au Bénin dans le costume local, on aurait dit le Poulain dans le Malade imaginaire. C'était pas la peine d'avoir fait tant de frais chez le dentiste. »

Evouant la Pologne, Bedos souligne à toutes fins utiles que dans son humour grinçant, dans son rire destructeur il y a aussi un regard fraternel et donc sans complaisance : « On parle moins de la Pologne, dit-il. On a suspendu l'Etat de guerre au dessus du pays, on a dit aux Solidaires et, en France, on a supprimé les badges (...). Les Polonais, ils ne font pas peur aux communistes. Sauf que, en face d'eux, il y a des communistes. » Et sortant de sa poche un harmonica, Bedos joue maladroitement, mais avec cœur, le Temps des cerises.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Théâtre du Gymnase, 21 heures.

MERCREDI

le plus grand défi

L'OEIL DU TIGRE

ROCKY III



THE END OF THE FILM EYE OF THE TIGER BY SURVIVOR

SORTIE LE 26 JANVIER

GÉRARD LANVIN MICHEL PICCOLI
MARIE-FRANCE PISIER BRUNO CREMER

LE PRIX DU DANGER

UN FILM DE YVES BOISSET

JEAN CURTELIN VLADIMIR COSMA
ANDREA FERREOL GABRIELLE LAZURE CATHERINE LACHENS

Éditions Fugue

Archéologie et urbanisme

(Suite de la première page.)

L'aspect le plus spectaculaire du grand projet élaboré par la municipalité de Rome est évidemment la partie archéologique. Tout a commencé en 1979 avec la constatation, faite par le surintendant à l'archéologie, M. La Regina, des ravages causés par les gaz d'échappement et de chauffage. De là les premières initiatives : certaines colonnes furent « emballées », l'arc de Constantin enfermé sous un gigantesque échafaudage et ses monuments soumis à des traitements particuliers pour sauver les marbres.

En même temps était fermée à la circulation la Via del Foro Romano qui serpente entre les temples de Saturne et de Vespasien, traversant celui de la Concorde. Enfin, toute une partie du Colisée fut soustraite aux vibrations et à la pollution grâce à la fermeture partielle de la rue qui le contourne.

Aujourd'hui, il s'agit de poursuivre le travail commencé. Mais il est vain de vouloir préserver sans supprimer les causes des dommages. D'où le projet de M. La Regina de rénover la « zone monumentale servée », telle qu'elle a été fixée en 1887, dans le secteur sud de la ville (la partie de Rome qui s'étend du Capitole aux murs Auréliens et incluant des portions de la Via Appia et de la Via Latina), mais aussi de repenser l'ensemble du site archéologique, en dégageant les cinq fori encore partiellement enfouis.

Ceux-ci se trouvent en fait dans la zone que Mussolini, dans son délire, avait fait aplanir pour voir le Colisée de son balcon. Assurément, le Duce n'eut pas un grand respect des ruines des fori de César, Auguste ou Trajan, qu'il fit disparaître sous sa Via dei Fori Imperiali. Mais, du moins, c'est, paradoxalement, grâce à lui que, cinquante ans plus tard, la surintendance à l'archéologie de Rome peut, sans autres problèmes à résoudre que ceux de la circulation, les ramener au jour. Mussolini fit en effet raser les quartiers populaires de la Rome de la Renaissance qui s'élevaient édifiés dans cette zone : une opération d'épuration massive, qui, aujourd'hui, avec les lois sur les immeubles et les droits reconnus aux locataires, serait impensable.

Mémoire d'une ville

Que permettront de découvrir les travaux, qui commencent en mars, et dont les Romains et les touristes pourront suivre le déroulement grâce à des passerelles lancées au-dessus des chantiers ? Dès leur première

phase, avec les fouilles sur le forum de Trajan, on peut s'attendre à des découvertes d'importance, souligne M. La Regina. Ce forum fut, en effet, bâti par Apollodorus de Damas, le « Michel-Ange » de ce début du deuxième siècle de notre ère, que Trajan avait fait venir pour construire à sa gloire temples, bibliothèques et marchés.

Le forum de Trajan fait partie de l'ensemble des cinq fori communiquant entre eux, dont le premier fut celui de César qui, revenu de Gaule (cinquante-quatre ans avant Jésus-Christ) avec son riche butin, décida de doter Rome de monuments dignes du prestige de l'Empire. Son forum ne fut pas une place populaire mais une construction de marbre. Puis ce fut Auguste qui, à son tour, fit construire un autre forum dont l'axe était l'axe de la ville, et le plus riche et le plus riche, dont témoignent la colonne Trajane. Les deux autres fori à découvrir sont celui de Nerva et le forum de la Paix.

Pour M. La Regina, il est particulièrement intéressant d'avoir sous les yeux toute une série de palais post-classiques. « Découvrir des ruines, ce n'est pas seulement dégrader des bases de colonnes, c'est aussi essayer de comprendre une époque, essayer de reconstruire la conception urbaine qui fut la sienne, c'est enfin rechercher des informations historiques. »

Les fouilles entreprises permettront peut-être aussi de remonter plus loin : des restes d'un marché existant sous le forum de la Paix, et sous celui d'Auguste se trouverait une nécropole datant de l'âge du fer. L'objectif poursuivi par M. La Regina et son équipe, c'est rétablir une continuité dans le temps (cette assimilation de la Rome antique par celle de la Renaissance qui s'est opérée au cours de l'histoire) et que les grands desseins de Mussolini ont interrompue. Mais c'est aussi reconstruire ces grands itinéraires qui innervent Rome, comme la Via Sacra, celle des « triomphes ». En d'autres termes, révéler la mémoire de la ville, c'est-à-dire faire ressurgir les processus par lesquels elle s'est constituée.

Un grand projet pour lequel la municipalité a déjà prévu un financement de 8 milliards de lire, mais qui soulève aussi bien des polémiques parmi les archéologues et historiens de l'art, qui en contestent la validité et estiment qu'il y a d'autres priorités pour la capitale italienne.

PHILIPPE PONS.

SALLE PLEYEL - 20H30
LUNDI 31 JANVIER

ORCHESTRE DE PARIS

CYCLE DE MUSIQUE DE CHAMBRE

DANIEL BARENBOIM
piano

Solistes de l'Orchestre de Paris
Chœur de l'Orchestre de Paris
Chef du Chœur : Arthur Oldham

BRAHMS - KODALY

LOCATION : SALLE PLEYEL OU 563.07.96



FLOWERS

REPRISE
DU TRIOMPHE DE LINDSAY KEMP
11 représentations seulement
du 20 au 29 janvier.

THEATRE DE PARIS
15, RUE BLANCHE 75009 PARIS. TEL. 280.09.30

COMMUNICATION

VU

Roule routière

Dans certains pays, dans les classes les moins favorisées, la bagnole, faut-il le rappeler, fait encore figure de symbole. Les femmes en particulier y voient un signe de promotion sociale, même si ce n'est pas elle, même si c'est leur mec qui paye l'assurance et les taxes. C'est là qu'on mesure la formidable distance qui sépare encore l'Amérique du Nord des autres continents. Y compris le nôtre. Aux États-Unis, il y a belle lurette que le culte de la voiture ne fait plus recette. C'est un moyen de transport, un point c'est tout. Le temps n'est plus où on la brûlait, où on la pompait à longueur de dimanche, où on la voulait énorme, tape à l'œil couleur pistache ou groseille. Aujourd'hui, on se contente d'une petite japonaise d'occasion et c'est vers le camion, le gros monstre nickelé, aveugle et sourd aux avertisseurs impatients des petites cylindrées qui trépignt

derrière lui sur l'autoroute, que se tournent les yeux extasiés des minorités.

Le routier à son volant incarne l'aventure, la liberté, la solitude, le mystère des grands espaces. Il figure la version moderne d'un vieux mythe : la conquête de l'Ouest. Il s'habille d'ailleurs volontiers en cow-boy, et c'est à lui que s'adressent à longueur d'ondes les vagues successives de musique folk et country. On pourrait imaginer, surtout après avoir vu les inoubliables films qui leur sont consacrés - rappelez-vous ceux de Spielberg et de Wim Wenders - que ces cabanes haut perchées, avec leur tableau de bord grossier et leurs leviers commandant plus de vingt vitesses, seraient le dernier refuge d'une virilité mal lavée et mal rasée. Eh bien, non. Ces poids lourds, les femmes les ont pris d'assaut, et ce sont elles maintenant qui font prime sur le

marché. On ne compte plus, nous racontait-on, dimanche soir sur Antenne 2 (« Roule routier »), les couples ou les tandems, homme-femme, femme-femme, qui se relayent au volant de ces pachydermes bariolés, étincelants de tous leurs chromes, transformés en résidence non pas secondaire mais principale, mais unique avec lit à deux places, télé, bar et toilette.

Je ne saurais trop vous recommander cette série - il y en a encore pour cinq semaines. Elle vous promène sur les routes de l'Inde, de l'Arabie Saoudite, du Gabon et de l'Australie, autorisant ainsi les comparaisons entre les mentalités et les niveaux de vie. Sans oublier, pour les amateurs de cartes postales, des paysages d'une beauté à vous faire tourner la tête et perdre le contrôle de vos 600 chevaux !

CLAUDE SARRAUTE

La tentation du pouvoir ouvrier

(Suite de la première page.)

Aujourd'hui, l'Union est une des rares buttes-éclatées de cette époque, la plupart des grands régionaux ayant, au fil des années, perdu de vue l'engagement de leurs fondateurs, au profit des impératifs de la gestion et du commerce.

Mais les structures originales de l'Union, garantes du pluralisme idéologique, ont en même temps contribué à sa perte.

Pendant de nombreuses années, en effet l'Union a été ce qu'il est convenu d'appeler une « bonne affaire ». Tout le monde alors, à des degrés divers, a participé à la prospérité des salariés soutenus par leurs syndicats (représentés parmi les fondateurs) jusqu'aux six membres du conseil de gérance. Manque d'imagination et de dynamisme ? Les ventes du journal se sont peu à peu tassées et la direction, paralysée en raison de son biogénérité, n'a pas apporté les réponses appropriées. La baisse des recettes publicitaires a suivi le même processus. Enfin, modernisation du matériel de composition et d'impression, avec les investissements que cela entraîne, a délégué le signal d'alarme depuis plus d'un an.

Le conseil de gérance aurait dû trouver rapidement les solutions à ces difficultés financières : on estime en effet à environ 50 millions de francs les sommes nécessaires pour relancer l'entreprise. Le rejet par les associés du plan proposé par M. Gérard Montanier - malgré ses faiblesses - illustre la rivalité interne entre la gauche et la droite. Le plan Montanier était soutenu par le gouvernement, et une partie des associés, à la tête desquels se trouve M. Jean-Louis Schmitter (fils d'un ancien maire de Reims, et numéro deux sur la liste de l'opposition aux prochaines élections municipales, conduite par M. Jean Falala), a préféré laisser partir la situation, en escomptant à terme une prise de contrôle en leur faveur, consécutive par exemple à un dépôt de bilan de l'Union.

Trois logiques

La perspective des élections de mars 1983 a-t-elle poussé la C.G.T. à s'approprier concrètement le pouvoir dans l'entreprise ? C'est possible, car un dépôt de bilan ne pouvait à court terme qu'être défavorable à l'équipe de gauche qui tient actuellement la mairie de Reims, et à son maire, communiste, M. Claude Lambin : l'arrêt momentané du quotidien régional ou son « renflouement » au profit de l'opposition pouvait être un coup dur dans la période pré-électorale.

PARUTION DES DÉCRETS SUR LE FONDS D'AIDE AUX RADIOS LOCALES PRIVÉES

Le Journal officiel daté 22 janvier a publié les décrets fixant les modalités de l'attribution d'une aide financière d'installation aux radios locales privées, autorisées par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle. Cette aide sera prélevée sur un fonds de soutien à l'expression radiophonique locale. Son montant, égal pour tous, sera fixé par une commission paritaire et ne pourra excéder, selon les textes, 100 000 F (le Monde du 25 septembre 1982). Les décrets d'application fixent, d'autre part, les barèmes de la taxe parafiscale instituée en novembre 1982 sur la publicité radiophonique et télévisée, destinée à alimenter le fonds. Ils vont d'un prélèvement de 3 500 F pour un chiffre de publicité radiophonique de 1 million de francs, à 4 millions de francs pour plus de 200 millions de francs de publicité à la télévision.

Toutefois, un simple calcul de politique locale ne peut expliquer un tel putsch et surtout le soutien qui lui apporte au plan national la puissante Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T.

Dans l'état actuel de la législation (1), un journal comporte trois composantes. D'une part une direction, représentant les propriétaires. D'autre part, une rédaction, qui fabrique un produit « intellectuel » très différent des autres produits de consommation : celle-ci est responsable à la fois devant les lecteurs - à l'égard desquels elle exerce une sorte de magistère analogue à celui de l'enseignant - et devant la justice, chaque journaliste conjointement avec le directeur de la publication. Enfin des salariés (techniques, administratifs et commerciaux) qui n'ont ni les responsabilités des décisions de gestion ni celles du contenu informatif.

La révolution ?

A ces trois composantes correspondent trois légitimités et trois logiques. Celles des propriétaires dérivent du droit commercial classique ; dans le cas de l'Union, si on ne peut en constater la propriété, constater la carence dans l'exercice des responsabilités qui en découlent. La légitimité des journalistes devrait être déterminante dans une entreprise de presse, car seule la rédaction peut garantir le contenu du journal ; à l'Union, comme dans la quasi totalité des journaux, ce n'est pas le cas (2). La légitimité des salariés et leur logique, c'est la défense de l'emploi, des conditions de travail, des salaires ; cette légitimité est défendue principalement par les syndicats.

Nous assistons avec l'affaire de l'Union à une tentative de domination de la troisième légitimité sur les deux autres.

Ce n'est qu'en partie étonnant : la C.G.T. a toujours contesté la légitimité du pouvoir journalistique, estimant qu'un journal est une entreprise comme une autre, et que deux forces s'y affrontent : le patron et les salariés.

En revanche, la C.G.T. n'avait encore jamais contesté brutalement, jusqu'à ce jour, la légitimité des propriétaires. La tentative d'insurrection de l'Union, même à titre provisoire, un véritable « pouvoir ouvrier », dans une entreprise de presse de surcroît, est une donnée entièrement nouvelle.

Depuis plusieurs années, des ouvriers reprennent à leur compte, avec l'appui de leurs syndicats, des entreprises en faillite, en général en créant des sociétés coopératives ouvrières de production (SCOP), une forme juridique parfaitement légale et une réponse appropriée à ce type de situation (3). Mais à l'Union, il ne s'agit pas encore de faillite, et donc la prise de contrôle du syndicat, par l'intermédiaire d'une soi-disant « société de sauvegarde » et d'un « directoire », est de nature révolutionnaire. On ne peut manquer de penser au Portugal des années 1970, à la fameuse affaire du journal República.

Mais qu'on sache, la France ne vit pas actuellement une révolution, même « rampante », quoi qu'en disent certains hommes politiques de droite. Il est des lors très aléatoire de sortir ainsi de la légalité républicaine. On peut penser que les dirigeants locaux et nationaux de la C.G.T. ont estimé qu'il fallait profiter de la présence au pouvoir d'une majorité et d'un gouvernement de gauche pour faire avancer leurs solutions. Que le gouvernement, en particulier, allait soutenir une initiative dont il pourrait difficilement à ses yeux désemparer les finalités, si non le procédé employé. Il ne faut pas oublier que la C.G.T. croit dur comme fer au rôle prééminent de l'État-providence, que celui-ci doit

aider les entreprises en difficultés et sauvegarder l'emploi par tous les moyens.

Une telle hypothèse paraît vouée à l'échec. Le gouvernement, en effet, ne peut apporter son concours à une solution mise en place par un procédé illégal. En outre, son intervention est particulièrement délicate, s'agissant d'une entreprise de presse : l'opposition pourrait ensuite à juste titre, crier à la main-mise du pouvoir sur l'information.

Ainsi le « directoire » de la C.G.T. et ceux qui le soutiennent risquent-ils d'être confrontés rapidement à une double réaction : celle des lecteurs de l'Union, qui ont acheté jusqu'à présent un journal d'informations et peuvent penser bientôt qu'il y a tromperie sur la marchandise ; celle des journalistes du quotidien champenois, qui pourraient faire pression par voie de justice la « clause de conscience » et quitter le journal. A moins qu'ils ne se constituent en société de rédacteurs et n'enlèvent des pourpours avec les propriétaires légaux, pour acquiescer une part de capital ; hypothèse peu probable, en raison de la division de la rédaction, et des sommes importantes qu'ils devraient rassembler.

La réponse des propriétaires ne s'est pas faite attendre, puisqu'une plainte pour détournement de fonds a été déposée vendredi 21 janvier par trois des gérants (le Monde daté 23-24 janvier). On ne voit pas comment ils pourraient perdre leur procès. Le coup d'audace de la C.G.T., au contraire, renforce la position des actionnaires proches de l'opposition, qui apparaissent aujourd'hui comme garants de la légalité et dont les solutions sont d'autant plus crédibles. Le syndicat du Livre aurait alors réussi à offrir sur un plateau à ses adversaires ce que ceux-ci n'arrivaient pas à obtenir depuis des mois...

YVES AGNÈS.

(1) Le gouvernement a décidé de reconnaître le statut juridique et économique de l'entreprise de presse, et un groupe de travail se met en place au ministère de la communication.

(2) Le Monde est le seul quotidien français où les journalistes sont les détenteurs principaux, avec 40 % du capital social de l'entreprise.

(3) Certains quotidiens régionaux sont organisés ainsi, notamment le « Courrier Picard (Intens) », où la C.G.T. a une position dominante et où elle s'est opposée par le passé à plusieurs reprises aux journalistes de ce quotidien.

ANTENNE 2 ET « LE PRIX DU DANGER »

Le Prix du danger, le nouveau film d'Yves Boisset, qui sort mercredi 26 janvier sur les écrans, n'a pas eu droit aux deux présentations prévues sur Antenne 2 : Michel Piccoli, le principal interprète, qui devait en parler samedi au journal de la mi-journée, a été décommandé, et l'extrait qui était proposé à l'entrée des artistes, dans l'émission dominicale de Jacques Martin, n'a pas été diffusé.

Le Prix du danger imagine une émission de télévision à base de violences et de meurtres, animée par un présentateur démagogue et cruel. M. Pierre Lescure, directeur de la rédaction d'Antenne 2, a estimé qu'il s'agissait là d'un « bon film d'aventure », mais que « la façon dont il présentait la télévision était trop caricaturale ». Il n'a cependant pas exclu que la deuxième chaîne signale ce film, avec un débat, dans un prochain journal de 23 heures. Pour Yves Boisset, qui a déclaré ne s'être « jamais inspiré ni de la personnalité ni de l'émission de Jacques Martin », l'annulation des deux présentations prévues « ressemble étrangement à une censure ».

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 24 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Téléfilm : Le Crime de Pierre Lacaze. D'après le roman de J. Laborde. Adapt. S. Ganel, réal. J. Delannoy avec R. Hanin, M.-F. Pisier, M. Croton... (2^e épisode). Pierre Lacaze, présumé coupable du meurtre d'une jeune fille, sera innocenté grâce à la perspicacité du juge d'instruction, une femme dont il tombera amoureux.

22 h 51 L'Enjeu. Magazine économique et social de F. de Closets, B. de La Taille et A. Vellier.

Au sommaire : Imprimerie, la fuite en avant : L'homme du mois, George Salomon : La Suisse, un pays, un mythe ; Les grandes prix de l'automobile en pièces détachées.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : La Soupière, de R. Lamoureux, réal. P. Planchon. Avec R. Lamoureux, D. Coccardi, D. Lebrun.

L'once Alphonse vit de beaux jours en compagnie d'une belle soubrette, quand son nerf en veut à son argent... Une comédie légère qui frôle la catastrophe.

22 h 5 Documentaire : Soleil voilé. Réal. D. Lecomte.

Un reportage sur le Gabon d'aujourd'hui : l'économie, la culture, la religion, l'éducation, la santé, etc. Les questions sont directes. Daniel Lecomte a réussi à filmer quelques scènes étonnantes, les femmes battant l'ours de leur main, des cérémonies animées, et une école française, digne de l'époque coloniale ! Un document honnête, plutôt prudent, trop même, avec une tendance à idéaliser le « libéralisme » de ce pays qui n'autorise pas les parties d'opposition.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 15 TF 1 Vision plus.

12 h Météorologie et magazine d'informations.

12 h 30 Atout cœur.

13 h Journal.

13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.

13 h C'est à vous.

13 h 25 Le village dans les nuages.

13 h 50 Histoire d'en rire.

13 h 5 Météorologie.

13 h 20 Émissions régionales.

13 h 45 S'il vous plaît.

20 h Journal.

20 h 30 D'accord pas d'accord.

20 h 35 Théâtre : Un roi qui a des malheurs. De René Farinot ; enregistré au Théâtre La Bruyère à Paris, mis en scène M. Riché avec D. Patruel, M. Luciani, J. Staup, réal. J.-P. Sassy.

Entrée dans une clinique où l'on traite les patients par les plantes. Bergamot rencontre un banquier éthylique, une librairie symphonique, un sébiste déprimé et enfin un écrivain déprimé : une satire de la médecine à la fois...

22 h 35 Variétés : Mégahertz. D'Alain Mancov.

De Mink De Ville à Fillard en passant par The Gogo's, les meilleurs reportages de rock de l'année 1982.

23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.

12 h Journal.

12 h 10 Jeu : L'Académie des neuf.

12 h 45 Journal.

13 h 35 Émissions régionales.

13 h 45 Série : La vie des autres.

14 h Aujourd'hui la vie.

15 h 5 Série : Hunter.

15 h 50 Reprise : La nouvelle affiche. (Diffusé le 23 janvier à 20 h 35.)

16 h 55 Entre vous.

De L. Bériot. (Diplômés sans exil).

Témoignage sur une association d'accueil aux étrangers.

17 h 10 Récré A 2.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 45 Le théâtre de Boulevard.

20 h Journal.

20 h 30 D'accord pas d'accord (I.N.C.).

20 h 40 Film : Viens chez moi, l'habite chez une copine.

Film français de P. Leconte (1980), avec T. Liotard, M. Blanc, B. Giraudan, Anémone, C. Dejoux, G. Legrand.

Sans travail et sans logis, un jeune homme demande asile, pour quelques jours, à un couple d'amis. Mais il s'incruste, se conduit en parasite et trouble la vie de ses hôtes.

D'après une pièce de Luis Rego et Didier Kamenka, une comédie cinématographique style « café-théâtre », satirique et bien jouée.

22 h 10 Mardi cinéma.

Avec Jean Carmet et Pierre Richard.

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.

18 h 55 Tribune libre.

Union démocratique bretonne.

19 h 10 Journal.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 55 Dessin animé.

20 h Les jeux.

20 h 35 Film : Le Soleil en face.

Film français de P. Kael (1979), avec J.-P. Cassé, S. Audrain, A. Stewart, P. Vaneck, B. Bruno, F. Provost.

Un dérivatif de gauche, à l'heure du doute et de l'éclat, s'est retiré dans un village du Portugal. Il découvre - son entourage le lui avait caché - qu'il est atteint d'un

22 h 55 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Film : La Dolce Vita (la Douceur de vivre). Film italien de F. Fellini (1959), avec M. Mastroianni, A. Eubank, A. Aimee, Y. Pannozzi, M. Noël, A. Cury (N. Rediffusion).

Un journaliste, chroniqueur mondain de la presse à scandales, fréquente, à Rome, les milieux du cinéma et les riches viveurs de la haute société.

Célèbre étude de mœurs qui termine la première période dite « réaliste » de l'œuvre de Fellini. Le regard et le style (flamboyant) d'un moraliste qui révèle le vide effrayant d'un monde en décomposition.

23 h 20 Journal.

23 h 50 Magazine de la mer : Thalasse.

Où va la planche à voile ?

0 h 35 Prélude à la nuit.

Concert en ré majeur de G.-P. Telemann, par le quatuor de l'Ilse « Arcadie ».

FRANCE-CULTURE

20 h, Le long de la longue rue, de W. Borchert.

21 h, L'entre-soi en les vivants et les défunts : le sens de l'honneur... l'histoire d'une vertu antique et moderne.

22 h 30, Naïfs magiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert des solistes internationaux ; avec en 2^e partie, L. Isakadze, violon et M. Pletnev, piano. En fin de concert, l'événement vu de Cannes.

23 h, Musique traditionnelle hongroise.

Mardi 25 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 15 TF 1 Vision plus.

12 h Météorologie et magazine d'informations.

12 h 30 Atout cœur.

13 h Journal.

13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.

13 h C'est à vous.

13 h 25 Le village dans les nuages.

13 h 50 Histoire d'en rire.

13 h 5 Météorologie.

13 h 20 Émissions régionales.

13 h 45 S'il vous plaît.

20 h Journal.

20 h 30 D'accord pas d'accord.

20 h 35 Théâtre : Un roi qui a des malheurs. De René Farinot ; enregistré au Théâtre La Bruyère à Paris, mis en scène M. Riché avec D. Patruel, M. Luciani, J. Staup, réal. J.-P. Sassy.

Entrée dans une clinique où l'on traite les patients par les plantes. Bergamot rencontre un banquier éthylique, une librairie symphonique, un sébiste déprimé et enfin un écrivain déprimé : une satire de la médecine à la fois...

22 h 35 Variétés : Mégahertz. D'Alain Mancov.

De Mink De Ville à Fillard en passant par The Gogo's, les meilleurs reportages de rock de l'année 1982.

23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.

12 h Journal.

12 h 10 Jeu : L'Académie des neuf.

12 h 45 Journal.

13 h 35 Émissions régionales.

13 h 45 Série : La vie des autres.

14 h Aujourd'hui la vie.

15 h 5 Série : Hunter.

15 h 50 Reprise : La nouvelle affiche. (Diffusé le 23 janvier à 20 h 35.)

16 h 55 Entre vous.

De L. Bériot. (Diplômés sans exil).

Témoignage sur une association d'accueil aux étrangers.

17 h 10 Récré A 2.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 45 Le théâtre de Boulevard.

20 h Journal.

20 h 30 D'accord pas d'accord (I.N.C.).

20 h 40 Film : Viens chez moi, l'habite chez une copine.

Film français de P. Leconte (1980), avec T. Liotard, M. Blanc, B. Giraudan, Anémone, C. Dejoux, G. Legrand.

Sans travail et sans logis, un jeune homme demande asile, pour quelques jours, à un couple d'amis. Mais il s'incruste, se conduit en parasite et trouble la vie de ses hôtes.

D'après une pièce de Luis Rego et Didier Kamenka, une comédie cinématographique style « café-théâtre », satirique et bien jouée.

22 h 10 Mardi cinéma.

Avec Jean Carmet et Pierre Richard.

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.

18 h 55 Tribune libre.

Union démocratique bretonne.

19 h 10 Journal.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 55 Dessin animé.

20 h Les jeux.

20 h 35 Film : Le Soleil en face.

Film français de P. Kael (1979), avec J.-P. Cassé, S. Audrain, A. Stewart, P. Vaneck, B. Bruno, F. Provost.

Un dérivatif de gauche, à l'heure du doute et de l'éclat, s'est retiré dans un village du Portugal. Il découvre - son entourage le lui avait caché - qu'il est atteint d'un

cancer et décide de « vivre sa mort » jusqu'à sa dernière heure.

Un film grave et pudique sur le refus du mensonge et du compromis, sur une attitude philosophique et humaine. Dans cette œuvre de la maturité, Pierre Kael a recensé tout son cinéma. C'est un chef-d'œuvre.

22 h 15 Journal.

22 h 45 Bientôt outre-mer : Gwendoloupe, Michèle Gervaise, Aurélie et les autres... De M. Colletti.

Quatre jeunes femmes, quatre Antillaises, ont choisi de rompre le silence, de parler de leur vie. Un témoignage sur la condition féminine aux Antilles qui remet en cause le « comportement de l'homme antillais ».

réflexion aussi sur le cadre socio-économique qui favorise certains comportements.

23 h 40, Prélude à la nuit.

« Fantaisie en ré mineur », de W.-A. Mozart par T. Llacuna au piano.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : Norvège, marais bleus et or noir...

8 h, Les chemins de la connaissance : le cubisme ; à 8 h 32, Armand Gueraud, poète et traducteur ; à 8 h 50, la vallée aux Loups.

9 h 14, La nuit des autres : le livre des autres.

10 h 45, Un quart d'heure avec Cécile Berlin : « La Dernière Sonnette ».

11 h 2, Musique : argues comédiens, par J. Merlet (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).

12 h 5, Agora : spécial Aste.

12 h 45, Panorama.

14 h, Sons : Mexico.

14 h 5, Un livre, des voix : « Quand j'étais grande », de D. Guitt.

14 h 45, Les après-midi de France-Culture : le monde sa singularité ; à 15 h 30, Points cardinaux ; à 16 h 30, Micrologie ; à 17 h, Rooftop.

18 h 30, Feminité : les bonnes femmes du XVIII^e siècle.

19 h 25, Jazz à l'ancienne.

19 h 30, Sciences : la théorie des catastrophes, une philosophie scientifique (topologie et linguistique).

20 h, Dialogues : la presse et les pouvoirs, avec J. Fauvet et P. Ysard.

22 h 30, Naïfs magiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musique de maître : œuvres de Beethoven, Chausson, Poulenc.

7 h, Quotidien Médus.

9 h 5, Le matin des musiciens : Du cylindre au laser, histoire de l'enregistrement phonographique ; œuvres de Bizet, Massenet, Verdi, Wieniawski, J.-S. Bach, Wagner, Berlioz, Duparc, R. Strauss, J. Brahms, Gluck, Stravinsky.

14 h 30, Les enfants d'Orphée.

15 h, Premiers regards. Anecdotes des rencontres : disques compacts.

18 h 30, Concert (en direct de la Salle des ambassadeurs à Cannes) : œuvres de Dufort, Tosti, Murail, Masson, par l'Ensemble l'Infiniment ; dir. M. Decoust.

19 h 38, Jazz.

20 h 30, Concert (donné à Strasbourg le 4 août 1954) « Trois trios » (en si mineur, en ut majeur et en mineur) de J. Brahms par E. Fischer, W. Schneiderhan et R. Mainardi.

23 h 30 Jazz-Club : M. Solal, F. d'Andrea et J. Taylor.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 24 JANVIER

- M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., est l'invité de l'émission « Face au public », sur France-Inter à 19 heures.

- M.M. Francine Collomb, secrétaire et maire de Lyon, Gérard Collomb, député P.S. de Lyon, Michel Noir, député R.P.R. de Lyon, participeront au débat organisé par Europe 1, à 19 h 30.

MARDI 25 JANVIER

- M. Bernard Chevry, commissaire général du Midiem est reçu à l'émission « Plaidoyer » sur R.M.C. à 8 h 30.

Le Monde

ECONOMIE

SELON LE C.E.P.I.I.

La crise est d'abord une crise industrielle

Ces dix dernières années ont été le théâtre de bouleversements économiques profonds. Les rapports de forces ont été modifiés. A l'orée des années 70, l'ensemble des pays développés à l'économie de marché enregistraient une baisse relative de leur influence économique.

Ce ralentissement graduel de la croissance de l'économie, d'abord perceptible aux Etats-Unis et dans les grands pays européens, est analysé dans le rapport du C.E.P.I.I. (1), fourni à la

demande du Commissariat général du Plan et récemment présenté par M. Michel Rocard (Le Monde du 20 janvier). On y voit comment la crise monétaire, qui accroît paradoxalement la part du dollar dans les transactions internationales, engendre une économie d'endettement, et comment cette situation est gravement perturbée, au terme de cette décennie, par la politique monétaire américaine. On y voit également comment furent renversées les tendances en matière

énergétique, avec un renchérissement considérable du prix du pétrole, celui-ci étant multiplié par seize en six ans de temps.

Mais à ces causes de rupture si souvent mises en avant par l'actualité, et toujours d'actualité, le rapport du C.E.P.I.I. en ajoute une troisième, qu'il situe même chronologiquement au premier rang : la rupture industrielle qui commence à se dessiner entre 1967 et 1970 et trouve son origine dans les grandes économies occidentales.

« **L**a crise de l'économie mondiale est d'abord une crise industrielle. » Ainsi, de choc pétrolier en difficultés monétaires, on aurait fini par oublier que le tissu industriel des pays les plus avancés, et d'abord des Etats-Unis, avait commencé à se décomposer, et que les effets d'une telle dégradation se sont fait sentir avant même que les pays de l'OPEP n'en viennent à quadrupler le prix de leur pétrole. On a pu suivre avec attention les événements qui ont marqué les ruptures monétaires, comme ceux qui ont marqué les ruptures énergétiques. On a moins prêté l'oreille aux craquements qui s'opéraient dans l'industrie. Ceux-ci s'ont été perçus qu'avec retard, de sorte qu'ils ont souvent été regardés comme des conséquences de la crise quand ils en étaient aussi la cause.

Le rapport du C.E.P.I.I. (1) fait remarquer que les ruptures industrielles commencent à se dessiner entre 1967 et 1971, bien avant donc le premier choc pétrolier de 1973, et concomitamment avec les déréglages monétaires, la déclaration d'inconvertibilité en or du dollar, le 15 août 1971, ne faisant que consacrer une période d'instabilité.

L'interdépendance

Ces ruptures industrielles « trouvent leur origine dans les grandes économies occidentales. S'exprimant d'abord par une réduction du rythme de croissance, qui se diffuse graduellement à l'ensemble du monde, elles incorporent de profondes mutations sectorielles, qui marquent une transition difficile entre la deuxième et la troisième révo-

lution industrielle ». L'analyse des tendances de la production manufacturière mondiale fait apparaître une baisse relative de plus de 60 % à partir des années 70, par rapport au taux de croissance antérieur à la crise. On assiste à l'effondrement de certaines branches, comme le textile, ce qui pouvait se prévoir, mais aussi comme la sidérurgie et la métallurgie, ce qui était moins attendu. « C'est sur les filières métallurgiques que les ruptures apparaissent dans toute leur ampleur (2) : la construction navale, les machines pour industries spécialisées et les machines-outils reculent de l'ordre de 10 points par an en volume » (voir graphique page 19). Inversement, les produits qui résistent à la crise (électronique, matériel de précision) accentuent leur avance.

Ces phénomènes sont révélés de façon contrastée quand on examine le comportement des cinq principaux pays industrialisés : Etats-Unis, Japon, Allemagne fédérale, France et Royaume-Uni. L'importance de ces pays est considérable, puisqu'ils représentent à eux seuls près de 40 % du commerce international. L'évolution de leurs différentes économies est facteur de l'accentuation de l'interdépendance des économies nationales due à la progression des échanges ; elle subit le contrepoint de la redistribution des cartes entre pays industrialisés. Mais ces cinq pays ont en commun de connaître tous un affaiblissement relatif de leur secteur industriel : dans la détermination des prix et des salaires, ce secteur s'est trouvé en position d'infériorité par rapport au reste de l'économie, l'emploi et l'in-

vestissement trouvant, en quelque sorte, refuge dans le secteur tertiaire.

Cependant, chacun des cinq partenaires aura eu des comportements différents au cours de ces dix dernières années. Si en France, en Allemagne et aux Etats-Unis, l'internationalisation des secteurs manufacturiers s'est caractérisée par une progression homothétique des exportations et des importations, le Japon, en revanche, « a réussi à faire croître de manière spectaculaire ses exportations de produits manufacturés sans laisser dans le même temps s'accroître la pénétration de son marché intérieur ». Mais, note sur ce point le rapport, « la faible dotation en ressources naturelles se retrouve systématiquement dans la dépendance à l'importation : d'un niveau de production largement inférieur, l'économie japonaise importe presque autant de produits énergétiques que l'économie américaine ».

Les pôles de compétitivité

Enfin, sachant renforcer ses points forts, selon la formule de Clausewitz, le Japon s'est structuré autour de quelques pôles de compétitivité : cinq catégories de produits (véhicules particuliers, produits sidérurgiques, électronique grand public, véhicules utilitaires, rubes) lui permettent de réaliser un excédent commercial équivalent à 50 % de ses échanges extérieurs. Les Etats-Unis, quant à eux, bénéficient principalement de leurs exportations de céréales.

A l'opposé, « la France se caractérise par l'absence de véritables pôles de compétitivité : contrairement au cas allemand, les industries françaises les plus compétitives n'ont pas su maîtriser leur marché intérieur ; engagées dans une spécialisation interbranches trop fine, à contre-courant des tendances profondes du commerce international, elles ne sont parvenues à structurer le tissu industriel, et leur dépendance excessive à l'importation révèle une grande fragilité ». Bien que s'inscrivant dans un processus de production internationalisée, la France n'a pas su tirer avantage de cette situation. Le poids dans le total des échanges de l'excédent réalisé avec ses cinq meilleurs produits atteint tout juste 11 %, contre, on vient de le voir, 50 % pour le Japon.

Consistant la perte de rentabilité du secteur industriel, le rapport en conclut à l'insuffisance des politiques macro-économiques. Il montre comment le mouvement de désindustrialisation s'est accompagné d'une intervention croissante de l'Etat dans les circuits économiques. « C'est l'Etat qui a pris en charge d'une façon de plus en plus importante le soutien de la demande globale ».

FRANÇOIS SIMON.

(Lire la suite page 19.)

(1) « Economie mondiale : la montée des tensions », rapport du Centre d'études prospectives et d'information internationale (C.E.P.I.I.), éditions Economica, 320 pages, 125 F.
(2) Pour donner un ordre de grandeur, les ventes de la transformation des métaux ont représenté 13 % de la production industrielle totale en France.

Trois objectifs pour la difficile réforme du financement du logement

Cinq ans après son adoption, voici que le loi portant réforme du financement du logement fait à son tour l'objet d'un projet de réforme. Née du Livre blanc des H.L.M., et d'un « rapport Barre », la réforme de 1978 avait connu une « expérimentation » réduite à sa plus simple expression avant d'être généralisée. Bien des voix s'élevaient alors pour regretter le précipitation avec laquelle un projet légiféré. En matière de logement, il est hasardeux de se hâter.

Le système de financement du logement mis en place avait le mérite d'une simplification devenue indispensable. Il avait aussi l'ambition de rendre chaque ménage libre du choix de son logement : localité ou en accession à la propriété, en maison individuelle ou en immeuble collectif, l'aide à la personne se substituant pour ce faire à l'aide à la pierre.

C'était compter sans la hausse frénétique des taux d'intérêt ; sans la montée du chômage, qui rend les ménages peu sûrs du lendemain et les incite à la prudence. C'était compter encore sans la stagnation du pouvoir d'achat des salaires et des revenus.

Au moment où se met en branle un nouveau processus de réforme, le moins qu'on puisse demander aux sages du D.T. Plén qui y réfléchissent est de tenir compte des leçons d'un passé récent.

Au-delà, il semble qu'en pensant à la réforme du logement, on n'ait cessé, depuis des décennies, de mélanger les genres et de confondre objectifs et ressources. Certes, le logement c'est d'abord un sol en béton, de la pierre ou du plâtre du béton - et un toit. Mais le financier, c'est savoir ce que la collectivité nationale doit prendre en compte et à quel titre.

On peut, entre autres, distinguer dans le logement trois grandes séries d'objectifs. La constitution d'un patrimoine privé en est un. Il est logique que l'Etat prenne en compte le désir légitime de nombreux Français d'être propriétaires de leur logement. De plus en plus nombreux sont ceux qui n'en ont pas ou plus les moyens. La question est de savoir jusqu'où il est raisonnable et souhaitable que la collectivité des contribuables intervienne pour aider à la constitution de ces patrimoines privés. Un autre objectif est la possibilité donnée à chacun d'exercer effectivement le droit à un logement décent, et c'est bien sûr la question de l'intervention des fonds publics dans la construction est le moins contestée ; encore faut-il déterminer la part maximum de ses ressources que chacun peut consacrer à se loger et savoir d'après quels critères et jusqu'à quelle limite, l'Etat doit s'engager à intervenir. Enfin, quant au troisième objectif, loger les plus démunis, on peut le considérer comme un devoir social. D'où la question qui se pose de savoir si les crédits qu'il convient de lui consacrer sont de même nature que ceux qui concourent à la construction ou à la réhabilitation de logements. Ne s'agit-il pas plutôt d'aide sociale, d'aide à l'enfance en péril, d'aide à la santé, d'aide à l'éducation, beaucoup plus que de financement du logement ? Chercher à répondre à ces trois objectifs sans les différencier risque fort de rendre inefficace, pour l'un ou l'autre, tout mécanisme nouveau. Or, tout bien compté, la collectivité nationale consacre 80 milliards de francs par an au logement. Il est urgent qu'une masse aussi considérable permette aussi le redémarrage de l'activité de construction.

JOSÉE DOYÈRE.

« L'APRÈS-CRISE EST COMMENCÉE », d'Alain Minc

VOICI un livre (1) consacré à l'analyse de la crise et des moyens pour en sortir - on dirait plutôt des moyens pour s'en sortir - qui est, dans l'ordre de l'économie et du social, un livre poétique au sens étymologique de ce terme. Un livre donc de création, comme s'il s'agissait d'inventer les solutions à la crise dans le même mouvement que cherche à en déterminer les raisons et à expliquer pourquoi, si on reste sur le terrain de l'économie, on se trouve, selon Alain Minc, en présence d'une « équation sans solution ». Cependant, l'inventeur en l'occurrence n'est pas l'auteur. C'est la « société civile », celle qui échappe aux rigidités institutionnelles, une notion dont les sociologues ont usé et abusé et qu'ils abandonnent aujourd'hui mais que, d'après l'auteur, les économistes auraient tout intérêt à reprendre à leur compte.

C'est sur trois plans que se déroulent l'exposé et la démonstration. Le

plan d'abord d'une critique de la science économique telle qu'elle existe aujourd'hui. De cette science économique, l'auteur se plaint à souligner les lacunes sans que ses arguments soient tous d'égale valeur (il a tort, par exemple, de penser que la théorie monétaire est incapable d'expliquer pourquoi les fluctuations de change ne reflètent pas mécaniquement les différentiels d'inflation, comme une analyse rapide du phénomène pourrait le faire penser). Plus convaincante est sa critique des modèles qui « exercent un effet pervers sur l'ensemble de la science économique » parce qu'« ils inhibent la recherche » (en donnant l'illusion de la réalité alors que la recherche suppose l'approximation).

PAUL FABRA.

(1) « L'après-crise est commencée », d'Alain Minc. Gallimard, 245 pages, 62 F.

(Lire la suite page 19.)

UN RAPPORT AU PREMIER MINISTRE

L'interventionnisme de l'administration menace le « programme d'action filière électronique »

M. Philippe Lemoine, conseiller du directeur de la DIEI (Direction des industries électroniques et informatiques) au ministère de la recherche et de l'industrie, a remis ce lundi 24 janvier à M. Pierre Mauroy un rapport intitulé « Technologies d'information, enjeux stratégiques pour la modernisation économique et sociale » (1). Cette réflexion avait été demandée par le premier ministre en septembre dernier afin de préparer un complément « politique d'utilisation » au « programme d'action

filiale électronique » arrêté par le conseil des ministres du 28 juillet 1982 (Le Monde du 30 juillet 1982).

M. Lemoine avait notamment pour tâche de dresser un bilan des actions menées par les différents organismes destinés à promouvoir les nouvelles technologies, d'examiner le rôle joué à cet égard par le ministère des P.T.T., de proposer de nouvelles procédures d'achats publics ainsi qu'une articulation entre la politi-

que industrielle et celle d'utilisation, enfin de suggérer de nouvelles structures administratives. Son rapport souligne les incohérences de l'intervention d'une bonne trentaine d'organismes administratifs ou para-administratifs dans le secteur. L'Etat peut jouer le rôle de catalyseur, mais - et c'est le point fort du rapport - ce n'est pas à lui de déterminer quels sont les produits à fabriquer. Les choix doivent être déterminés par les besoins exprimés par les utilisateurs.

Cette situation met, la France selon Philippe Lemoine, devant un triple risque. Celui d'abord d'écarter, à terme, la compétitivité des industries manufacturières, de créer les conditions sociales d'un refus du progrès et d'un freinage des nouvelles activités qui lui sont liées et, sur un plan culturel, de retarder l'apparition de nouveaux modes de raisonnement ou de représentation. A l'heure où le gouvernement a décidé de faire des industries de la « filière électronique » sa priorité, ni les conditions d'usage d'objets nationaux de la production, avant de prétendre à l'exportation, ni celles de son développement maîtrisé par les utilisateurs, ne sont réunies.

Par quels biais les pouvoirs publics peuvent-ils prendre le contre-pied ? Quels principes légitimeraient quel type d'actions ? Ce n'est pas le moindre mérite du rapport que d'apporter à ces éléments de réflexion sur un problème de fond le plus souvent esquivé. Jusqu'à présent, observe Philippe Lemoine, l'intervention de l'Etat a consisté soit à interdire, réglementer, faire, expérimenter ou faire faire. De toutes ces attitudes, c'est la dernière qui aurait la préférence de l'auteur parce que la moins dirigiste. Mais, « faire faire quoi à qui » ? Autrement dit, jusqu'à quel point appartient-il à l'Etat d'intervenir dans les applications de la technologie ?

ERIC ROME.

(Lire la suite page 20.)

(1) A paraître au mois de février à la Documentation Française.

la Règle à Calcul distributeur agréé IBM

ordinateur personnel

IBM

votre deuxième petit écran

La Règle à Calcul 65/67 Bd St-Germain 75005 PARIS Tél. 325 68 88 Téléc 220064 F ETRAV 1303 RAC

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

Les nouvelles dispositions de la loi de finances 1983 pour les contribuables et les entreprises

Tranche d'imposition à 65 % pour les revenus des particuliers, majoration exceptionnelle de 7 % applicable aux revenus élevés, abatement de 5 000 F par an sur le revenu des obligations, allègement et simplification de l'impôt sur les plus-values, création de comptes d'épargne en actions : la loi de finances pour 1983 publiée au Journal officiel du 30 décembre 1982 contient de très nombreuses mesures fiscales intéressant les particuliers et les entreprises.

Nous avions signalé au fur et à mesure, à l'automne dernier, les principales modifications apportées par les députés et sénateurs au projet gouvernemental lors de son examen au Parlement. Lorsqu'elle fut publiée au Journal officiel, le Monde avait donné, dans ses éditions du 1^{er} janvier, les principales dispositions fiscales de la loi de finances. Nous publions aujourd'hui une analyse plus complète de cette loi.

ARTICLE 2 : une tranche à 65 % dans le barème

L'innovation est la création d'une tranche d'imposition à 65 % dans le barème applicable en 1983 aux revenus de 1982 (paragraphe 1 de l'article 2) (voir tableau 1 ci-contre).

Le paragraphe 2 étend aux conjoints justifiant d'un emploi à plein temps la possibilité - réservée jusqu'ici aux célibataires, veufs et divorcés - de déduire de leurs seuls revenus professionnels les frais de garde d'enfants de moins de trois ans. Deux conditions à cette déduction : que l'intégralité du revenu imposable du couple (après les déductions et abattements) soit inférieure au plafond de la neuvième tranche du barème, soit 185 940 F ; que la déduction ne dépasse pas 3 000 F par enfant.

La perte de recettes entraînée pour l'Etat par cette mesure est compensée par l'imposition au taux majoré de la T.V.A. (33,3 %) des achats et des importations de fourrures (le mouton et le lapin échappent à cette augmentation).

Le paragraphe 111 porte de 7 500 F à 8 450 F par demi-part la réduction d'impôt maximum résultant de l'application du quotient familial (16 900 F pour deux demi-parts...). Ce plafond s'ajoute au nombre de parts suivant : une part pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs ; deux parts pour les contribuables mariés. (Rappelons qu'aucun plafonnement n'est pratiqué sur les deux parts des contribuables mariés.) L'abat-

ment sur le revenu accordé aux contribuables pour leurs enfants mariés quand ceux-ci sont rattachés au foyer fiscal - cas de certains étudiants - est porté de 12 500 à 13 000 F.

Le paragraphe 1V relève les limites d'application de la décade (réduction d'impôt) pour les contribuables disposant d'une part (personnes seules) et d'une part et demie (personnes seules invalides, personnes seules ayant un ou plusieurs enfants majeurs). L'impôt sera réduit s'il ne dépasse pas 3 200 F (au lieu de 2 600 F en 1982) pour les premiers et 1 100 F (au lieu de 800 F) pour les seconds.

Les limites déjà fixées par la loi à la déduction de 10 % applicable aux revenus professionnels élevés (supérieurs à 510 000 F) restent fixées à 50 900 F. La limite au-delà de laquelle la déduction de 20 % n'est plus applicable pour les salariés et pour les adhérents aux centres de gestion et associations agréées reste fixée à 460 000 F de revenus nets. Le paragraphe VI, qui fournit ces précisions, note que désormais le plafond de déduction de 20 % sera relevé chaque année dans la même proportion que le plafond de la déduction forfaitaire de 10 %.

La majoration exceptionnelle de 10 % de l'impôt sur le revenu instituée fin 1981 dans le budget de 1982 pour financer une partie du déficit de l'assurance-chômage est reconduite sous une forme modifiée. Le taux de la majoration est ramené de 10 % à 7 %. Celle-ci ne s'appliquera qu'à la partie de l'impôt dépassant 28 000 F avant déduction du crédit d'impôt, de l'avoir fiscal et des prélèvements non libératoires. A la différence de l'année dernière, la majoration s'applique à la cotisation nette après plafonnement des effets du quotient familial.

La notion de chef de famille disparaît du code général des impôts à partir de 1983. Les époux sont soumis à une imposition commune qu'ils doivent signer tous les deux (paragraphe 8). En cas de mariage dans l'année, trois impositions différentes seront faites : une imposition commune pour la période postérieure au mariage, deux impositions différentes pour la période antérieure.

Le paragraphe IX concerne les contribuables invalides ayant un ou plusieurs enfants à charge. Dans le cas d'un veuf, divorcé ou célibataire, il est accordé une demi-part supplémentaire. Un invalide veuf ayant trois enfants à charge bénéficiera de 4,5 parts. Un invalide divorcé ou célibataire ayant trois enfants à charge de 4 parts.

Le paragraphe X fixe les limites de chiffres d'affaires ou de recettes

qui donnent droit à l'abattement accordé aux adhérents des centres de gestion et associations agréées : 2 804 000 F pour les entreprises agricoles, commerciales et artisanales, lorsque celles-ci ont pour objet la vente de marchandises ou de logements (846 000 F pour les prestataires de services) ; 1 011 000 F pour les membres des professions libérales et les titulaires de charges et offices. La déduction accordée est de 20 % comme pour les salariés, jusqu'à 165 000 F de bénéfice (conjoint 150 000 F en 1982). Au-delà et jusqu'à 460 000 F, l'abattement n'est plus que de 10 %.

ARTICLE 6 : l'épargne longue favorisée

L'impôt de Bourse sur les obligations est supprimé. L'abattement de 3 000 F par an et par foyer fiscal sur le revenu des obligations est porté à 5 000 F (pour les intérêts perçus à compter du 1^{er} janvier 1983).

Le taux du prélèvement libératoire est porté à 45 % pour les bons et titres émis à partir du 1^{er} janvier 1983, si le bénéficiaire des intérêts fournit à l'établissement payeur son identité et son adresse, et à 30 % s'il ne le fait pas. Les autres placements (crédits et comptes courants) sont soumis au taux de 45 %. En revanche, les revenus des obligations bénéficient toujours du prélèvement libératoire de 25 %.

ARTICLE 7 : allègement de l'impôt sur les plus-values

La notion de plus-value spéculative disparaît pour les particuliers avec la suppression de l'article 35 A du code général des impôts. Le régime fiscal des plus-values est simplifié et allégé : à partir de la troisième année de détention, toutes les reventes de biens immobiliers bénéficient, dans le calcul de la plus-value, d'une correction tenant compte de la hausse des prix de détail d'une part, de la durée de détention d'autre part (5 % par an pour les immeubles et 3,3 % pour les terrains à bâtir). L'exonération est totale après vingt-deux ans de détention pour les immeubles et trente-deux ans pour les terrains à bâtir.

La revente d'une résidence secondaire n'est pas soumise à l'impôt sur les plus-values si son propriétaire ne possède pas sa résidence principale, si elle est réalisée au moins cinq ans après l'acquisition ou l'achèvement. L'exonération de plus-value n'est pas applicable - sauf cas très particuliers - si la vente de la résidence secondaire survient dans les deux ans après celle de la résidence principale.

Les plus-values boursières sont, quant à elles, imposées forfaitairement à 15 % pour les cessions supérieures à 214 200 F par an (exonération en dessous de cette somme).

ARTICLE 9 : allègement de la taxe sur les salaires pour les associations

La taxe sur les salaires due par les associations régies par la loi de 1901 et par les syndicats professionnels et leurs unions à raison des rémunérations versées à compter du 1^{er} janvier 1983 n'est payable que pour la partie de son montant dépassant 3 000 F par an.

Les collectivités locales peuvent réduire de moitié la taxe professionnelle pour la plupart des entreprises de spectacle.

ARTICLE 13 : la T.V.A. étendue aux professions juridiques et judiciaires

Le champ de la T.V.A. est étendu aux professions juridiques et judiciaires, sauf pour les activités spécifiques exercées par les avocats, les notaires au Conseil d'Etat et la Cour de cassation et les avoués d'appel. (Ainsi pour un avocat, une plaidoirie ne sera pas soumise à T.V.A.)

mais un conseil juridique qu'il donnera le sera).

ARTICLE 16 : relèvement des limites de l'impôt sur la fortune

Les taux du barème de l'impôt sur la fortune sont maintenus. Mais les limites de tranches sont relevées pour tenir compte de l'inflation (voir tableau 2 ci-contre).

(Les limites des tranches du tableau 2 sont augmentées de 2 200 000 F lorsque le contribuable comprend des biens professionnels d'une valeur d'au moins 2 200 000 F.)

Ce barème s'appliquera aux fortunes évaluées au 1^{er} janvier 1983, la déclaration devant être faite dès le 15 juin (et non plus en octobre comme en 1982, année du lancement de l'impôt).

(Les dispositions concernant l'exonération ou le report de l'impôt sur les grosses fortunes concernant les biens professionnels sont contenues dans la loi de finances rectificative pour 1982 - article 9 publié au Journal officiel du 31 décembre 1982. Cet article prévoit, rapporté à la date du 15 juin 1983 le paiement de l'impôt pour les biens professionnels.)

ARTICLE 17 : hausse comprise entre 6 % et 20 % pour la vignette auto

Les tarifs de la vignette applicable en décembre prochain sont ceux indiqués dans le tableau 3 ci-contre.

ARTICLE 19 : aide aux petits producteurs d'eau-de-vie

L'allègement du droit de consommation dû par les petits producteurs d'eau-de-vie est porté de 500 à 700 F (cet allègement avait été institué par la loi de finances pour 1982).

ARTICLE 24 : suppression de la réduction des droits de mutation pour les donations par contrat de mariage

La réduction de 25 % des droits de mutation en faveur des donations par contrat de mariage (dot) est supprimée (applicable à partir du 1^{er} octobre 1982).

ARTICLE 66 : création de comptes d'épargne en actions

Les contribuables domiciliés en France peuvent bénéficier chaque année d'une réduction de leur impôt sur le revenu égale à 25 % des achats nets de valeurs mobilières françaises effectués entre le 1^{er} janvier 1983 et le 31 décembre 1987 dans le cadre d'un compte d'épargne en actions ouvert chez un intermédiaire agréé.

Cette réduction est réservée aux contribuables qui ne sont pas redevables de l'impôt sur les grandes fortunes pour l'année au titre de laquelle la réduction est demandée.

Les achats nets annuels (aide entre achats et ventes) qui bénéficient de cette réduction sont limités à 7 000 F pour les personnes célibataires, veuves ou divorcées et à 14 000 F pour les couples mariés. Les valeurs qui peuvent être achetées dans le cadre d'un C.E.A. sont les actions des sociétés françaises cotées, les actions de SICAV dont l'actif net français est au moins 60 %, les actions de sociétés françaises non cotées, les parts de S.A.R.L. souscrites à l'occasion d'une opération de placement ou d'augmentation de capital, les parts de fonds communs de placement dont l'actif est composé d'actions françaises pour 75 % au moins, les parts de fonds communs de placement à risque.

La réduction d'impôt dépend de certaines conditions. La première est un effort d'épargne durable. (Si, au cours d'une année, les ventes d'actions dépassent les

TABLEAU 1

Taux en %	Barème 1983	Rappel du barème 1982
	Fraction du revenu imposable (pour deux parts)	
0	Nécessaire pas 25 240 F	Nécessaire pas 22 480 F
5	de 25 240 à 26 380 F	de 22 480 à 23 480 F
10	de 26 380 à 31 280 F	de 23 480 à 27 880 F
15	de 31 280 à 49 480 F	de 27 880 à 41 880 F
20	de 49 480 à 63 680 F	de 41 880 à 56 680 F
25	de 63 680 à 79 940 F	de 56 680 à 71 180 F
30	de 79 940 à 96 720 F	de 71 180 à 86 120 F
35	de 96 720 à 113 500 F	de 86 120 à 99 360 F
40	de 113 500 à 135 940 F	de 99 360 à 125 360 F
45	de 135 940 à 155 720 F	de 125 360 à 152 720 F
50	de 155 720 à 182 500 F	de 152 720 à 189 360 F
55	de 182 500 à 244 000 F	de 189 360 à 266 400 F
60	de 244 000 à 300 000 F	de 266 400 à 300 000 F
65	Au-delà de 300 000 F	Au-delà de 300 000 F

TABLEAU 2

FRACTION DE LA VALEUR NETTE TAXABLE DU PATRIMOINE	TARIF APPLICABLE
Nécessaire pas 3 200 000 F	0
Comprise entre 3 200 000 F et 5 300 000 F	0,5
Comprise entre 5 300 000 F et 10 000 000 F	1,5
Supérieure à 10 000 000 F	2,5

TABLEAU 3

	Inférieur à 1 CV	De 1 CV à 1 CV 50	De 1 CV 50 à 2 CV	De 2 CV à 2 CV 50	De 2 CV 50 à 3 CV	Supérieur à 3 CV
Véhicules dont l'âge n'excède pas cinq ans	170	320	760	940	1 600	2 400
Véhicules ayant plus de cinq ans mais moins de vingt ans d'âge	85	160	380	470	800	1 200
Véhicules ayant plus de vingt ans mais moins de dix ans d'âge	76	76	76	76	76	76

achats sur le compte d'épargne, l'administration impose au contribuable un remboursement des avantages qui lui ont été consentis. Ce remboursement diminue au fur et à mesure que l'on s'éloigne de l'année où les reventes d'actions ont dépassé les achats. A partir de la sixième année, il n'y a plus rien à rembourser. Ainsi, un contribuable marié qui a acheté pour 10 000 francs d'actions dans le cadre d'un C.E.A. en 1983 et a bénéficié d'une réduction d'impôt de 2 500 francs devra rembourser cette somme à l'Etat s'il revend pour 10 000 francs de ses actions en 1984. Ce remboursement viendra s'ajouter aux impôts dus au titre de l'année 1984.

Si le contribuable revend pour 10 000 francs d'actions en 1985, il ne devra rembourser que 20 % de la réduction d'impôt obtenue en 1983, soit 500 francs. Cette proportion tombe à 60 % (6 000 francs) en 1986, 40 % (4 000 francs) en 1987, 20 % (2 000 francs) en 1988. A partir de 1989, aucun remboursement n'est à effectuer, la réduction d'impôt étant acquise définitivement.

De plus si l'ouverture d'un compte d'épargne en actions intervient en 1983 ou en 1984, le porteur de l'acte d'ouverture doit être maintenu au niveau qu'il atteignait au 1^{er} janvier 1982, ou au 1^{er} janvier précédent l'ouverture du compte, si celle-ci intervient en 1985, 1986 ou 1987.

Aucun remboursement n'est effectué en cas d'invalidité, de décès, de départ à la retraite ou de licenciement du contribuable ou de son conjoint.

L'article 66 prévoit également le calcul par les intermédiaires agréés des soldes trimestriels des opérations de titres de l'épargne, C.E.A. inclus. Ces soldes sont constatés au premier jour de trimestre pour les particuliers et au premier jour de trimestre séparant la date à laquelle ils sont constatés de la fin de l'année. Cela pour tenir compte de la date du désinvestissement.

ARTICLE 67 : création d'un crédit d'impôt « recherche »

Les entreprises (industrielles et commerciales) imposées au réel peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt pour la recherche. Celui-ci représente 25 % de l'excédent des dépenses de recherche engagées une année par rapport à l'année précédente (l'événement monétaire est pris en compte). Ce crédit d'impôt s'applique aux dépenses de recherche engagées au cours des années 1983 à 1987. Il est plafonné à 3 millions de francs et s'impute sur l'impôt dû par l'entreprise (impôt sur le revenu ou l'impôt sur les sociétés). Les excédents éventuels sont restitués à l'entreprise.

ARTICLE 68 : déclaration obligatoire des revenus des obligations

La déclaration annuelle d'impôt doit faire apparaître à titre informatif le montant des produits des placements à revenu fixe (obligations) soumis, à compter du 1^{er} janvier 1983, au prélèvement libératoire et pour lequel le contribuable a renoncé à l'exonération. La déclaration doit également faire apparaître le montant des profits de constructions réalisées à compter de la même date et soumis au prélèvement libératoire de 50 %.

Les sommes non déclarées sont passibles d'une amende égale à 5 % de leur montant.

ARTICLE 69 : déductibilité des dividendes pour encourager les fonds propres des entreprises

Le régime prévoyant la déductibilité des dividendes distribués - pour le calcul du bénéfice imposable - dans le cas de sociétés se créant ou augmentant leur capital est reconduite pour cinq ans (du 1^{er} janvier 1983 au 31 décembre 1987). Le dispositif est modifié. La déduction pourra être faite pendant les dix exercices ayant suivi la création de la société ou l'augmentation du capital. La déduction n'est pas autorisée lorsque les dividendes sont versés à une société étrangère.

ARTICLE 70 : exonération de la taxe sur les frais généraux

Les frais soumis à la taxe sur les frais généraux au titre des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 1983 sont réduits en proportion du chiffre d'affaires réalisé à l'exportation.

ARTICLE 71 : possibilité d'amortissement exceptionnel pour les entreprises

Les entreprises qui acquièrent des biens d'équipement entre le 1^{er} janvier 1983 et le 31 décembre 1985 peuvent pratiquer un amortissement exceptionnel : celui-ci est de 40 % appliqué à la première annuité d'amortissement pour les biens d'une durée d'utilisation inférieure ou égale à neuf ans et de 42 % pour une durée d'utilisation de dix ans (pour un amortissement dégressif de 30 % la première année, le taux passe à 32 %). La règle du prorata-temporis est appliquée. La date retenue est le transfert de propriété. La déduction pour investissement est supprimée.

ARTICLE 72 : comptabilité super-simplifiée

Il est institué un système de comptabilité super-simplifiée. Les contribuables relevant de l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices agricoles et bénéfices non commerciaux dont le chiffre d'affaires ou les recettes sont inférieures aux limites de l'évaluation administrative, qui ont opté pour un mode réel d'imposition et qui ont adhéré à un centre de gestion ou à une association agréée bénéficient d'une réduction d'impôt égale aux dépenses engagées pour la tenue de la comptabilité et éventuellement pour l'adhésion au centre ou à l'association. Cette réduction est plafonnée à 2 000 F par an.

ARTICLE 74 : amendes et prison

L'article 1741 du code général des impôts qui porte sur les peines encourues pour fraude fiscale prévoit des amendes et des peines d'emprisonnement (alors que, jusqu'à maintenant, le fraudeur encourait ou bien une amende ou bien la prison).

Consulter établi par ALAIN VERNHOLLES.

MACHINES A BOIS

S'UNIR POUR CONQUERIR

Conquérir le marché intérieur, conquérir des marchés à l'exportation. Conquérir la confiance de vos clients en leur proposant plus que des machines, des systèmes appuyés sur des créations de services, des conseils. Conquérir par l'esprit d'innovation, par la réflexion sur ce que sera demain l'univers de la machine à bois. Conquérir en proposant des lignes de produits complémentaires. Conquérir en mettant en commun expérience, volonté. Groupe 1 est le nouveau souffle de la machine à bois française au nom de la qualité et du service rendu. Groupe 1, né de la volonté de 3 grands de la machine à bois, réfléchir pour appliquer. Groupe 1 est ouvert à tous. Le mot clé pour y participer : dynamisme.



LUREM
GUILLIET
LYONFLEX

BUSINESS ENGLISH

3 CYCLES

21 février : 90 heures - 15 semaines
5 mars : 117 heures - 13 semaines
11 avril : 20 heures - 10 semaines

pour entraîner les participants à l'utilisation de l'anglais des affaires.

ISSEC

Institut Supérieur des Sciences Economiques et Commerciales

Etablissement de Formation Continue Privé

233-21-88

35, boulevard de Sébastopol, 75001 PARIS
(Centres à Paris et à Cergy-Pontoise)



Un rapport du C.E.P.I.I. sur la crise

(Suite de la page 17.)

En France, comme en Allemagne fédérale, au Royaume-Uni et au Japon même, les dépenses des administrations publiques, calculées en pourcentage du PIB, ont augmenté d'environ 12 points de 1960 à 1980. « D'ores et déjà, c'est l'état qui comble l'incapacité chronique de l'investissement privé à assurer un niveau d'activité suffisant. » On connaît la suite, serait-on tenté d'écrire, en se référant au présent, où tout se paie, chômage contre déflation, déséquilibre des échanges contre relance.

Pour une coopération internationale

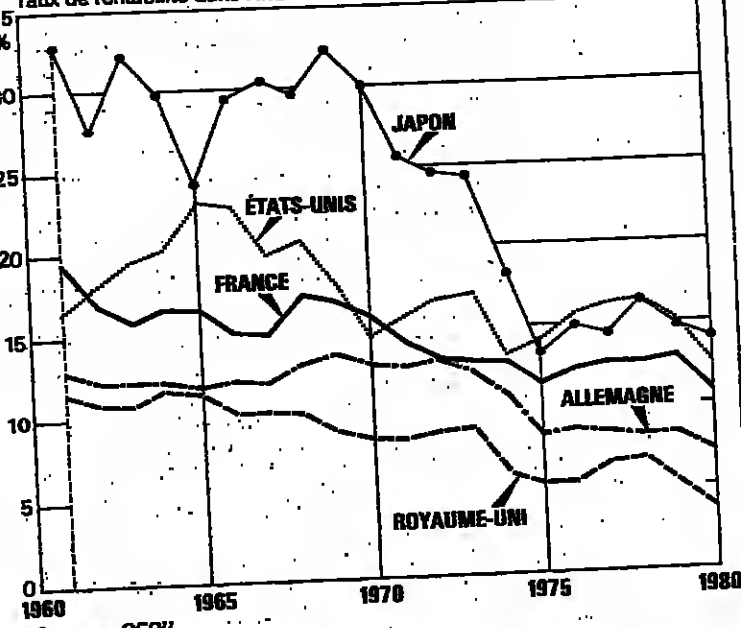
Les remèdes ne vont pas de soi. Chacun voit bien que la solution passe par la concertation internationale, mais c'est bien là que réside tout le problème, chaque pays étant plus soucieux d'exporter ses difficultés que de collaborer à une harmonisation des politiques. Plus réaliste, le C.E.P.I.I. préconise de balayer devant sa porte et de rechercher d'abord la coopération euro-

péenne, sans cesse invoquée, jamais réalisée. Au moins l'Europe devrait-elle se demander si elle désire vraiment garder son rang. Si oui, il lui faut créer un pôle d'équilibre entre le Japon, qui va devenir le leader de la troisième révolution industrielle, et les Etats-Unis, qui sont loin d'avoir perdu tout leur lustre.

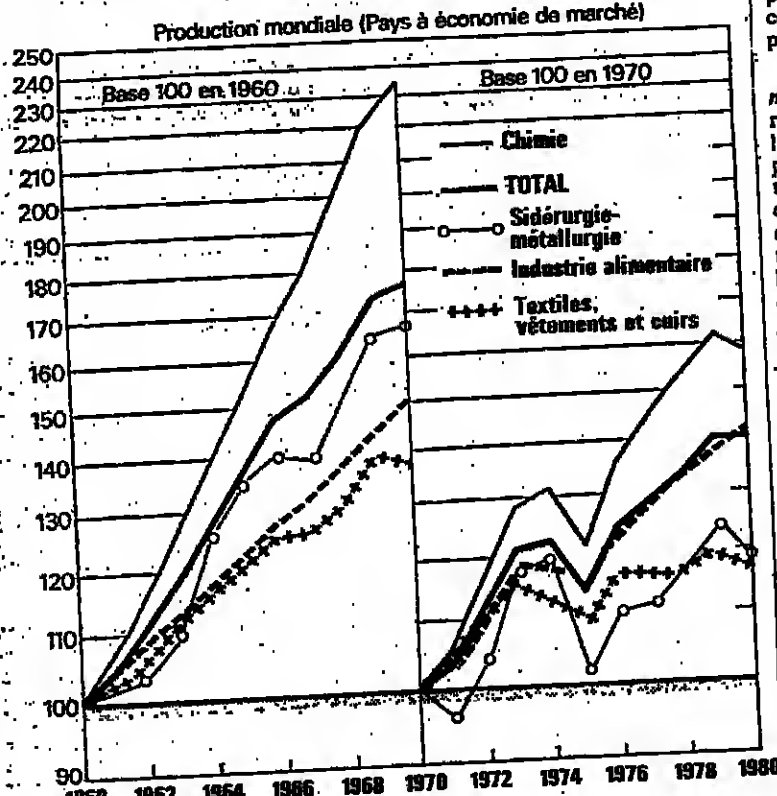
Cependant, la volonté communautaire ne saurait suffire tant que subsisteront les incertitudes financières et monétaires. L'assainissement financier reste la condition préalable à tout redressement de la situation. Une hypothèque qui doit être levée, mais qui ne peut l'être, à l'heure, que par la coopération internationale. Après quoi, il conviendra de rappeler la prépondérance des politiques structurelles. La conclusion du rapport, qui semble ne s'adresser qu'à l'Europe, vaut en réalité pour l'ensemble des économies mondiales : « Les politiques monétaires les plus judicieuses ne peuvent jamais être que des politiques d'accompagnement. Maîtriser la monnaie est nécessaire, mais pas du tout suffisant pour maîtriser la crise. »

FRANÇOIS SIMON.

Taux de rentabilité dans l'industrie manufacturière



Source : CEPIL.



Source : Calcul C.E.P.I.I. à partir de données de l'ONU.

« L'APRÈS-CRISE EST COMMENCÉE », d'Alain Minc

(Suite de la page 17.)

Fidèle à tout courant de pensée qui s'est notamment épanoui en Allemagne au siècle dernier, Alain Minc voit la régénération de la réflexion économique dans l'histoire. Son maître est Braudel, Braudel, pour qui le marché, pas nécessairement lié au capitalisme, est un « état de nature ».

Le deuxième plan sur lequel se situe l'auteur est normatif. Il vise à faire œuvre d'éducation, et plus précisément d'éducation de la gauche à laquelle il appartient, et qui, cela est bien connu, ignore souvent les contraintes économiques. D'où l'importance des développements donnés à ce qu'il appelle le « déficit de la balance des comptes ». Animé par le désir de convaincre, l'auteur pousse peut-être trop loin son argument. Selon lui, il est en fait fait que toute politique de croissance trouve vite sa limite dans un déficit extérieur considérable du fait que tout point de croissance se traduit par un accroissement plus que proportionnel des importations.

L'auteur ne oublie les justes critiques qu'il vient d'adresser aux modes économétriques, lesquels ont montré tout particulièrement leur impuissance à prédire dans le domaine du commerce extérieur. Le déficit extérieur est plus justement le reflet des déficits intérieurs (distributions de pouvoir d'achat sans contrepartie du côté de la production) : il est donc éminemment réversible, comme l'expérience de 1959 et des années suivantes (après la mise en application, pourtant partielle, des recommandations du plan Poincaré) semble l'attester.

On serait tenté de discuter la notion même de contrainte appliquée à ce problème : qualifie-t-on de contrainte le fait que l'homme doive, sous peine de perdre la vie, respirer ? En s'ouvrant largement au commerce international, la France respire mieux. Si elle limitait ses échanges avec le monde extérieur, le résultat à terme serait moins et non pas plus d'activité et de prospérité, comme on le voit dans les pays qui pratiquent plus ou moins l'autarcie.

Quant à la « contrainte mini-male », à laquelle l'auteur s'intéresse (et dont il dit qu'elle est appelée à devenir de plus en plus pressante), c'est celle qui est constituée par l'impossibilité, en période de faible croissance et de chômage, de continuer à augmenter les prestations sociales de toute nature. D'où l'idée féconde qui est proposée et qui va à l'encontre de tant de préjugés de la part non seulement des hommes et des femmes de gauche, mais de la plupart des Français, pour qui les modes de distribution non marchands et éducatifs paraissent politiquement et éthiquement supérieurs : dans l'avenir, on ne pourra sauver l'essentiel des fonctions aujourd'hui remplies par l'État-providence que si celui-ci accepte de confier à des mécanismes de marché le soin de distribuer une partie des avantages qui lui sont attachés. Il faudrait d'abord abandonner le principe, en réalité générateur d'inégalité d'égalitarisme devant les prestations sociales. Pourquoi les allocations familiales sont-elles versées à toutes les familles sans considération du niveau de revenus ? On dériverait ensuite, pour ceux qui peuvent payer les primes correspondantes, recréer des circuits d'assu-

rances, de retraites par capitalisation, etc. Si l'auteur a peut-être tort de penser que l'arrêt de la croissance est destiné à durer très longtemps, on lui saura gré, lui qui fut avec Simon Nora l'auteur d'un célèbre rapport sur l'information, de mettre en garde ses lecteurs contre les illusions d'un nouveau « miracle » technologique venant dopper l'appareil productif et relancer toute l'économie dans un nouveau cycle de longue durée Kondratieff.

On en arrive au plan de l'invention sociale. C'est dans une société « état-libertaire » que se trouve le salut. D'un côté, l'État ne peut conduire ni l'économie ni les entreprises, mais partout il leur donne le moyen de « trier avec le marché » (pour survivre dans la guerre économique), tout en s'adaptant à lui. Les nationalisations françaises, loin de constituer nécessairement une rupture avec l'économie de marché, ne seront une réussite que si, au contraire, elles introduisent plus de concurrence. Mais, d'un autre côté, les mécanismes de marché, cet état de nature, prêt main-forte aux solutions que la société civile, revivifiée par le désir universel d'affirmer son « droit à la différence », invente spontanément (il faut par exemple « blanchir » le travail noir, nous dit Alain Minc. La confiance faite par lui aux aspirations de la société civile (ou aux interprétations qui leur sont données) est justifiée dans la mesure où ces aspirations apparaissent comme autant de manifestations de rejeter les solutions artificielles et inefficaces de l'État bureaucratique. Mais ce qu'on appelle les « nouvelles valeurs », les « nouvelles relations au travail », ne sont-elles pas aussi le signe d'un décalage diffus provenant de l'incapacité à proposer de nouvelles formules d'organisation ? La solution, serait-elle pas dans une séduisante fuite en avant à l'épave d'une « société civile » dont on définit mal les contours, mais dans un renouveau de la réflexion économique et politique.

PAUL FABRA.

EXPRESSION ORALE & MAÎTRISE DE SOI

documentation sans engagement
COURS LE FÉAL
387 25 00
30, rue des Dames Paris 17^{ème}

TOURNOI DES 5 NATIONS RUGBY

Match IRLANDE-FRANCE
A DUBLIN, le 19-2-1983

2 890 F

Comprendant : Vol aller-retour ; hôtel luxe ; entrée stade ; assurance

airecom (S.E.T.I.)

25, rue La Boétie 75008 PARIS

Tél. : 268.15.70

LA COTE D'AZUR INDUSTRIELLE ET SCIENTIFIQUE

CERAM-E.S.C.NICE
SOPHIA ANTIPOLIS

apprendre à gagner

Demain, les places seront chères. Mettez toutes les chances de votre côté.

L'ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE NICE appartient au Groupe CERAM, associé à H.E.C. - Cette dynamique doit vous armer pour vaincre.

UN AXE INTERNATIONAL IMPORTANT :

Des échanges avec des Universités étrangères de management : PENN STATE aux USA, LAVAL et CONCORDIA au CANADA, BATH en Grande-Bretagne.

Une ouverture sur le Bassin Méditerranéen avec le Programme international de Management Méditerranéen, en coopération avec Sup de Co Paris.

DES MOYENS INFORMATIQUES EXCEPTIONNELS : Le même ordinateur que la Maison Blanche et le M.I.T.

DES PROFESSEURS PERMANENTS, une PÉAGOGIE et des OPTIONS tournées vers l'opérationnel.

CERAM-E.S.C.NICE : DES MOYENS POUR GAGNER

CERAM-E.S.C.NICE
SOPHIA ANTIPOLISCentre d'Enseignement et de Recherche Appliqués au Management
BP 20 - Sophia Antipolis - 06561 Valbonne Cedex - France
Tél. (93) 33.95.95

Faites des rencontres intéressantes pour votre carrière

Quand un institut de formation continue atteint la réputation nationale et internationale, ce qu'il apporte va au-delà du simple perfectionnement des connaissances.

L'ISSEC, c'est un lieu d'échanges entre professionnels et professeurs conseils en entreprises, qui sont en relation avec d'autres pays et cultures.

C'est aussi un club qui organise des débats sur des sujets d'actualité, et des groupes de travail permettant à des professionnels d'échanger leurs expériences sur des problèmes précis.

C'est enfin 80 programmes de formation permettant à chacun de bâtir son itinéraire personnel de développement professionnel.

ISSEC
partenaire de votre carrière

PRINTEMPS 1983

Veuillez m'envoyer la brochure présentant les programmes :

- Programmes pour dirigeants
- Management général
- Diriger une P.M.I.
- Les crédits de perfectionnement
- Personnel et formation
- Marketing, commerce international
- Gestion des produits agro-alimentaires
- Comptabilité, contrôle de gestion
- Finance
- Logistique et production
- Organisation, planification
- Informatique de gestion
- Secrétariat général, gestion juridique
- Création d'entreprises
- Langues

M.

Fonction

Adresse pers./prof.

A retourner à : ISSEC

35, boul. de Sébastopol, 75001 PARIS

Tél. 233-21-88

Etablissement de formation continue privé



APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL ONATRA 1399 F2-29

Le DÉPARTEMENT DES TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS de la République du Zaïre, représenté par l'OFFICE NATIONAL DES TRANSPORTS « ONATRA », lance, sur financement de la Banque Mondiale - IDA à Washington, de la Banque Africaine de Développement - BAD à Abidjan et de la Caisse Centrale de Coopération Économique - CCCE à Paris, un appel d'offres international pour la fourniture de :

- Lot N° 1 : Quatre chariots élévateurs à prise frontale de 2,5 tonnes (liés à la France).
- Lot N° 2 : Trois engins sur pneus pour la manutention des bois en grumes.
- Lot N° 3 : Trois véhicules anti-incendie (45 tonnes sous crochet, 35 tonnes sous spreader) sur rails et une grue portuaire.
- Lot N° 4 : Un pontique à conteneurs (45 tonnes sous crochet, 35 tonnes sous spreader) (liés à la France).
- Lot N° 5 : Cinq tracteurs agricoles (45 tonnes sous crochet) (liés à la France).
- Lot N° 6 : Huit remorques routières pour conteneurs de 20 pieds et deux remorques routières pour conteneurs de 40 pieds (liés à la France).

La participation est ouverte à toutes les firmes techniquement valables des pays membres de la BIRD, de la Suisse et de l'Allemagne, sauf pour les lots indiqués comme liés à la France pour lesquels seuls les offres émanant de firmes françaises seront prises en considération. Les firmes intéressées peuvent obtenir un ou plusieurs dossiers intéressants le lot de leur choix, sur demande :

- Soit au BUREAU CENTRAL D'ÉTUDES POUR LES ÉQUIPEMENTS D'OUTRE-MER - 15, square Max-Hymans - 75741 PARIS CEDEX 15, contre versement de la somme de QUATRE CENTS FRANCS FRANÇAIS par dossier de - 75741 PARIS CEDEX 15 - 00210 0313858 de la B.N.P. Maine-Montparnasse, ou par chèque bancaire au nom du B.C.E.O.M. en mentionnant : « Appel d'Offres International ONATRA 1399 F2-29 ».
- Soit à l'OFFICE NATIONAL DES TRANSPORTS au Zaïre - Boulevard du 30 juin, 177 - B.P. 98 à Kinshasa, contre versement de la somme de QUATRE CENTS ZAIRES par dossier de lot, au compte N° 901473/74 de la B.C.Z. - Boulevard du 30 juin à Kinshasa, en mentionnant : « Appel d'Offres International ONATRA 1399 F2-29 ».

La date limite de rentrée des offres sera le mardi 15 mars 1983, à 15 heures, heure de Kinshasa, sous double enveloppe cachetée :

Elles devront être adressées, suivant la forme indiquée dans l'appel d'offres, sous double enveloppe cachetée : OFFICE NATIONAL DES TRANSPORTS PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES ADJUDICATIONS BUILDING ONATRA - 7^{ème} étage - Local 707 Boulevard du 30 juin, 177 - B.P. 98 KINSHASA 1 (République du Zaïre).

L'enveloppe extérieure, qui ne devra comporter aucune indication permettant d'identifier le soumissionnaire, devra porter, en plus de l'adresse sus-mentionnée, le numéro et l'objet du dossier concerné. Les offres pourront également être remises au Président de la Commission, en début de séance d'ouverture.

Les ouvertures publiques auxquelles il est loisible aux soumissionnaires d'assister auront lieu dans la Salle de Conférences de la Direction Générale - Building ONATRA - 7^{ème} étage - Local 711 - Boulevard du 30 juin, 177, à Kinshasa, le mardi 15 mars 1983, à 15 heures, heure de Kinshasa.

LE DEUXIÈME MARCHÉ BOURSIER

Un marche-pied pour les P.M.E.

PREPAREE depuis de longs mois, la création d'un second marché, destiné à remplacer le compartiment spécial du marché hors cote, est officielle depuis le 1^{er} janvier 1983. Mais ce n'est que le 1^{er} février prochain que ce nouveau marché boursier destiné aux petites et moyennes entreprises sera véritablement inauguré à l'occasion d'un forum organisé par la Compagnie des agents de change sur le thème suivant : « La Bourse au service de l'entreprise : le second marché ».

Directement inspiré de la manifestation qui avait déjà marqué le lancement des « 5 000 francs Monory » en 1979, ce « show », qui se déroulera à la salle Pleyel, devrait permettre de célébrer la coopération des « forces vives » (patronales), représentées par M. Guy Brana, l'un des vice-présidents du C.N.P.F., avec les professionnels du marché. M. Yves Flornoy, qui vient d'être reconduit pour un an dans ses fonctions de syndic de la Compagnie des agents de change.

Les autorités boursières seront encore présentes en la personne de M. Bernard Tricot, président de la Commission des opérations de Bourse (COB). M. Jacques Mayoux, le président de la Société générale a été choisi pour représenter les intermédiaires financiers, sans doute en hommage à son établissement — et à une équipe — qui s'est distingué en assurant certain nombre d'introductions en Bourse au cours des dernières années.

En tout bien tout honneur, le ministre de l'économie et des finances, M. Jacques Delors, présidera ce fo-

rum, au cours duquel on s'attend à ce que M. Delors présente l'expérience de l'Unlisted Securities Market (U.S.M.), ce second marché londonien qui fonctionne maintenant avec un succès croissant depuis deux ans et qui constitue un exemple type pour la pièce financière parisienne.

Ce second marché (1) répond à une préoccupation essentielle : offrir aux petites et moyennes entreprises françaises une structure d'accueil qui soit à mi-chemin entre la cote officielle (où les conditions d'accès sont à la fois coûteuses et contraignantes) et le hors-cote, trop souvent considéré comme un marché de seconde zone. Ce « réceptacle » existait déjà sous la forme d'un compartiment spécial du marché hors cote, créé en novembre 1977, mais la formule avait abouti à un échec, le principal obstacle étant l'obligation faite aux sociétés inscrites sur ce compartiment spécial de passer à la cote officielle dans un délai de trois ans, sous peine d'être rétrogradées au hors-cote.

Fort de cette expérience, les autorités boursières et les pouvoirs publics ont prévu des conditions beaucoup plus souples tant au niveau du capital mis à la disposition du public (10 % seulement sur le second marché au lieu de 25 % à la cote officielle) que de la liberté laissée à la société de rester aussi longtemps qu'elle le souhaite « en transit » ou de passer au marché officiel à l'issue d'un délai de trois ans après avoir fait ses preuves.

Aucun autre droit d'entrée n'est donc exigé, sinon sous la forme

d'une recommandation, la nécessité pour les sociétés candidates d'avoir une capitalisation boursière « réelle ou estimée de quelques dizaines de millions de francs plutôt que de quelques millions ». En revanche, ces entreprises, qui pourront faire appel à l'épargne publique, doivent savoir qu'elles devront se conformer à la réglementation traditionnelle propre à ce type d'opération.

Combien de sociétés peuvent être intéressées par ces nouvelles dispositions ? A priori, toutes les entreprises de petite ou moyenne dimension qui souhaitent ouvrir leur capital, de même que les créateurs d'entreprise qui préfèrent céder une partie de leurs actions au public plutôt qu'à se vendre à un grand groupe.

Le chubx sera finalement restreint : au départ, on table sur une centaine d'entreprises. Mais ce sera avant d'être gagné pour la qualité. D'ores et déjà, Zodia, le leader mondial des batteries pneumatiques, a fait savoir qu'il est sur les rangs. Il ne sera pas seul à essayer les pilotes dès le 7 février puisque les vingt-quatre sociétés qui sont actuellement cotées sur le compartiment spécial du marché hors cote (vingt et une françaises et trois étrangères) seront passées dès le 1^{er} février sur le second marché.

SERGE MARTI.

(1) Dont l'organisation et la fonctionnement viennent de faire l'objet d'un avis de la Chambre syndicale des agents de change (Le Monde des 23 et 24 janvier 1983).

UN MÉMORANDUM DE LA COMMISSION DE LA C.E.E.

Une réduction substantielle du temps de travail devrait s'accompagner d'une « compensation salariale strictement limitée »

Alors que la Communauté économique européenne comptait à la fin de décembre 1982, suivant les statistiques d'Eurostat, 12 035 000 chômeurs (10,8 % de la population active), la réduction concertée de la durée du travail pourrait revenir à l'ordre du jour. Parallèlement au prochain conseil des chefs d'Etat et de gouvernement européens — les 21 et 22 mars à Bruxelles — la confédération européenne des syndicats (CES) tiendra un « sommet syndical ». Au cours de la « tournée » des gouvernements européens qu'il effectue actuellement, M. Georges Debenne, président de la CES, a clairement souligné qu'à l'occasion de ce conseil une directive européenne sur la réduction de la durée du travail soit adoptée.

Dans une certaine mesure, ce souci syndical rejoint la préoccupation de la Commission des com-

munités européennes qui, dans un mémorandum présenté au conseil en décembre 1982, souligne, les réticences n'étant plus de mise, que « parmi les réponses à apporter au problème du chômage, il y a un besoin urgent d'adopter une approche nouvelle qui tienne compte de la contribution positive que la réduction et l'aménagement du temps de travail peuvent aujourd'hui lui apporter ». Ainsi, « il est grand temps d'aborder de façon plus positive la question du temps de travail comme instrument de la politique de l'emploi » même si « une réduction du temps individuel de travail ne peut en aucun cas résoudre à elle seule la crise de l'emploi ». Les études présentées, qui concernent plusieurs pays de la C.E.E. (mais ni la France, ni l'Italie, ni l'Irlande, ni le Luxembourg), paraissent pourtant bien contestables.

EN Allemagne de l'Ouest, le professeur Heineke a examiné, pour le compte de l'Office fédéral du travail, les résultats de quatre politiques individuelles à une réduction individuelle en une fois de 5 % de la durée du travail, suivant différentes hypothèses. L'étude est fondée sur un accroissement annuel de la productivité de 4 %, un accroissement de la main-d'œuvre de 2,6 % entre 1978 et 1985, une augmentation annuelle de 10 % du prix des importations de matières premières, etc. Les résultats sont quelque peu inattendus : « Une réduction de 5 % de la durée du travail non assortie de compensation accroît l'emploi de 3,6 % ; si une compensation salariale de 100 % y est associée, l'emploi augmente de 4,4 % ». Mais, une compensation salariale intégrale risquerait d'accroître l'inflation, la progression de l'emploi pourrait s'en trouver ralentie, « de sorte que, à long terme, les effets sur l'emploi d'une stratégie de compensation intégrale au, au contraire, d'absence de compensation ne devraient pas être très différents ».

En Belgique, où la durée hebdomadaire de travail oscille de 36 à 39 heures suivant les conventions collectives, le bureau du Plan a retenu l'hypothèse d'une diminution du temps de travail hebdomadaire de 3 % par an de 1983 à 1986 pour arriver, cette année-là, à environ 34,5 heures. Dans ce modèle économique Maribie, « les salaires sont supposés évoluer parallèlement à la productivité horaire en l'absence de compensation salariale initiale ». En 1983, l'emploi progresserait de 0,9 % et augmenterait faiblement en 1984. Mais « en 1985 et en 1986, la réduction du temps de travail suffirait à peine à compenser la compression des effectifs prévue par le modèle de référence », et « n'aboutirait pas à une création nette d'emploi ». Dans un tel schéma, les salariés seraient amenés à redistribuer, en termes réels, « de 1 à 1,5 % de la croissance prévisible de leur rémunération ».

Au Danemark, le ministre des finances a fait tourner le modèle macro-économique Adam pour analyser les effets d'une diminution de la durée hebdomadaire d'une heure en 1983 sur la période 1983-1987, en partant du quart variable, avec ou sans compensation salariale, avec ou sans perte de capacité de production. Il en résulte que « la meilleure combinaison pour accroître l'emploi serait une politique de maintien de l'utilisation des capacités et de non-compensation salariale » (+ 24 000 emplois en 1983, + 30 000 en 1985

et + 35 000 en 1987). Dans un tel modèle, le cumul d'une perte de capacité et d'une non-compensation amènerait une réduction du revenu réel disponible de 4 % en 1983 (0,75 % en 1987), l'augmentation salariale étant moins forte (0,75 %) dans le cas où il n'y aurait pas de perte de capacité.

Le Conseil économique danois s'est livré à d'autres simulations à l'horizon 1990 en maintenant en avant deux objectifs : l'équilibre de la balance des paiements et la réduction du chômage à 2 % de la population active (contre 9,8 % en 1982).

En supposant, note l'étude, que la réduction de la durée hebdomadaire du travail sera compensée de 30 % par un gain de productivité, le scénario envisageait une compensation salariale intégrale aboutissant à une durée hebdomadaire du travail de 30 heures environ en 1990. Toutefois, l'emploi resterait de 8 % inférieur à ce qu'il est dans le scénario de référence, alors que la production de l'économie privée diminuerait de plus de 20 %.

Plus ambitieux, M. Hasekryk a réalisé en 1981 une étude sur les effets sur l'emploi « d'une action concertée de tous les Etats membres de la C.E.E. » pour réduire la durée du travail. Première variante : le temps de travail est diminué de

2,5 % en 1982 avec une baisse correspondante des salaires par personne. Dans ce cas, « les effets d'une action coordonnée ne pires que ceux d'une action individuelle, en raison surtout d'une régression de la demande et d'une accélération de l'inflation, qui est exportée en raison du niveau élevé des échanges intercommunautaires ». Deuxième variante : mêmes hypothèses que la première et diminution de 2,5 % du temps de production. Cela se traduit par le fait que des « effets négatifs sur la production des différents pays sont obtenus en raison du développement des échanges commerciaux bilatéraux, ce qui aboutit à une meilleure utilisation des capacités et favorise les investissements ». Enfin, une troisième variante, fondée sur une compensation salariale intégrale, a comme résultat « une poussée en hausse sur le niveau de la production et de l'emploi, mais aussi sur l'inflation ». Au vu de ces résultats, la Commission a constaté « avec une certaine surprise que l'effet sur l'emploi est faible, qu'il y ait ou non compensation salariale ». D'où une conclusion logique : « Il n'y a pas de solution toute faite (...) ».

Cependant, en dépit du caractère hautement discutable de ces « simulations » et écartes, la Commission ne se prive pas d'adresser au Conseil quelques « conclusions et recommandations ». Elle souligne que « la politique de réduction et de réorganisation du temps de travail doit s'intégrer dans une stratégie globale de relance de l'économie », en tenant compte de la nécessité de « promouvoir la compétitivité de l'industrie communautaire ». Estimant que les modalités de cette réduction « devraient être déterminées au niveau des branches d'activité ou des entreprises, en ayant pour objectif principal la création d'emplois viables », elle préconise, au niveau de la Communauté, « un objectif large en vue d'une réduction substantielle du temps individuel de travail, si possible sous forme d'une fourchette de pourcentages », « d'importantes variations » devant rester possibles d'Etat à Etat. Elle recommande aussi un allongement du temps d'utilisation des équipements et une « compensation salariale strictement limitée », le but étant de créer de l'emploi, en considérant que « même là où il y a des gains de productivité ceux-ci devraient, surtout dans un premier temps, contribuer à des créations d'emplois, et ne devraient donc pas être absorbés par des hausses de salaires ».

MICHEL NOBLECOURT.

Des conditions plus souples d'admission

La bourse est bouillie. Après la parution au Journal officiel du 4 janvier dernier de la loi Delors sur le développement des investissements et la protection de l'épargne, le lendemain, par deux arrêtés portant, l'un, sur la modification du règlement de la Compagnie des agents de change et, l'autre, sur l'homologation de la décision générale de la Commission des opérations de Bourse (COB) portant création du « second marché », ce nouveau marché financier a été véritablement mis sur les rails par l'instruction d'application, que vient de publier la COB. Dans une première partie consacrée aux modalités d'accès à la cote du second marché, la COB précise que trois sortes de « clients » sont visés :

« Les actions de sociétés françaises justifiant que 10 % de leur capital sont déjà répartis dans le public (ou le seront dès le premier jour de leur inscription à la suite d'une opération financière). Un simple engagement stipulant qu'un ou plusieurs actionnaires ont confié à un intermédiaire financier le soin de diffuser ce pourcentage minimal de 10 % du capital peut suffire ».

« Les obligations françaises représentant des emprunts de faible montant et ayant fait l'objet d'une note d'information lors de l'émission ou encore des emprunts réservés à des investisseurs institutionnels dès leur lancement ».

« Les valeurs étrangères qui ont habituellement un niveau de développement important et disposent déjà d'un marché dans leur pays d'origine pour les titres proposés à l'introduction ». Cette admission au second marché « qui doit « conserver pour ces sociétés un caractère temporaire » reste naturellement subordonnée aux autorisations ministérielles nécessaires pour ce type d'opération.

Avant pris connaissance de ces conditions, la société qui désire être inscrite sur le nouveau marché doit simplement adresser une lettre au COB à la Commission des opérations de Bourse accompagnée des documents suivants :

— Les statuts de la société ;
— Les deux derniers rapports annuels ;
— Une note simplifiée décrivant l'activité de l'entreprise (marchés, moyens d'exploitation,

perspectives...) indiquant la répartition de son capital et, éventuellement, le nom de l'intermédiaire financier chargé de créer et d'animer le marché des titres qui vont être proposés au public ;

— Une lettre par laquelle la société atteste la régularité des titres à inscrire à la cote du second marché » et s'engage à fournir à la Chambre syndicale des agents de change tous les documents nécessaires à son information, notamment les procès-verbaux d'assemblées générales extraordinaires.

Après s'être assurée, en liaison avec les professionnels, que les conditions d'admission sont réunies, la COB décide l'inscription à la cote du second marché et émet sa décision à la société tandis que la Chambre syndicale publie de son côté un avis d'inscription à la cote officielle.

La société qui est alors officiellement admise au second marché n'est pas tenue, contrairement à l'inscription à la cote officielle, de publier une note d'information en bonne et due forme. Une simple notice publiée au Bulletin des annonces légales obligatoires (BALO) suffit, à charge pour la société d'organiser ensuite sa présentation au public et aux spécialistes. Toutefois, les sociétés étrangères resteront astreintes à l'élaboration d'une note d'information.

Quant à la désignation de la place de la cotation (Bourse de Paris ou places de province), celle-ci interviendra en fonction des « éléments caractéristiques de la société traduisant son attachement à une région boursière déterminée : siège, principaux établissements, clients, actionnaires... ». Précise l'instruction d'application de la COB.

Une fois cotée au second marché, la société est tenue à trois sortes d'obligations :

1) Assurer la diffusion des 10 % de son capital dans le public, prévus lors du dépôt de sa candidature ;
2) Fournir périodiquement une information conforme aux dispositions législatives et réglementaires applicables aux sociétés faisant appel public à l'épargne ;
— Déposer au greffe du tribunal de commerce le bilan, les comptes de pertes et profits et le compte d'exploitation générale.

Publier au BALO les avis de réunion et de convocation d'assemblées d'actionnaires, les notes requises en cas d'émission d'actions ou d'obligations, les avis prévus en cas de rachat de ses propres actions par la société en vue de la réduction de son capital, en cas de fusion et de scission, les notes d'information visées par la COB en cas d'augmentation de capital, d'émission d'emprunt ou d'offre publique d'achat (OPA) ou d'échange (OPE).

3) La société doit également faire paraître au BALO les résultats financiers (chiffres d'affaires trimestriels et comptes annuels de la société et de ses filiales, une réserve étant faite pour les comptes annuels des filiales qui peuvent être insérés au rapport annuel, voire être simplement tenus à la disposition des personnes qui en feroient la demande.

Une fois admise au second marché, la société est mise au « banc d'essai » pendant trois ans, par les autorités boursières qui passeront au crible la qualité de l'information diffusée, les procédures de contrôle des comptes et d'intervention des commissaires aux comptes, le degré de diffusion des actions de cette entreprise et l'existence d'un réel marché sur ses titres au vu de la fréquence des négociations et du volume de transactions enregistrées.

Que se passera-t-il à l'issue de cette période de trois ans ? Plusieurs possibilités peuvent alors être envisagées :

« La maintien pur et simple des actions de la société à la cote du second marché », auquel cas l'entreprise n'a pas à publier d'information particulière ;

« La radiation du second marché » si la société ne satisfait plus aux conditions fixées à son inscription ou si l'entreprise présente elle-même une demande de radiation (les titres deviendront alors négociables sur le marché hors-cote) ;

« L'admission à la cote officielle si la société a diffusé 25 % de son capital dans le public (une procédure simplifiée est alors prévue pour la note d'information soumise au visa de la Commission des opérations de Bourse).

S.M.

Les difficultés du « programme d'action filière électronique »

(Suite de la page 17.)

Pour Philippe Lemoine, les limites de son pouvoir sont contenues dans la nature de ses responsabilités. L'idée-force du rapport est qu'il ne peut y avoir d'autres utilisations que celles déterminées par les utilisateurs eux-mêmes. Il appartient donc à l'Etat de « déloger des pouvoirs » en s'abstenant d'imposer ses vues sur le contenu des produits. Il doit faire en sorte que ces volontés puissent s'exprimer compte tenu des intérêts nationaux.

Le problème de la diffusion des outils modernes dans la société comme celui de l'adaptation de l'appareil de soutien trouvent en conséquence leur réponse dans une réorganisation en profondeur des

structures administratives et l'adoption de nouvelles méthodes d'intervention consacrant une politique résolument offensive.

La clef de voûte de l'édifice imaginé est un « commissariat aux technologies de l'information ». « Tierce-lieu », à l'image de ce que fut le Commissariat au Plan de Jean Monnet, qui d'aurait « rien à vendre » sous l'autorité nationale. Sa vocation lui conférerait néanmoins un pouvoir opérationnel à l'image de celui de la DATAR. Sa tâche consisterait à stimuler les initiatives et la demande ainsi qu'à nourrir une réflexion stratégique qui puisse servir de référence à tout en cohérence avec la politique industrielle de la « filière électronique ».

Des mécanismes détaillés en étudiant les articulations. La tutelle du commissariat, notamment serait exercée par le Comité interministériel de la filière qui préside le premier ministre ou, par délégation, le ministre de la recherche et de l'industrie.

L'action du commissariat s'appuierait sur quatre établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) constitués à partir des principaux organismes existants rattachés (2).

Un « comité stratégique » composé des ministères concernés et de représentants des centrales syndicales, ainsi que d'organisations d'utilisateurs, assisterait dans ses choix. « Un haut conseil des technologies d'informations dans l'administration », mettant également à « base » le « sommet », en serait le pendant pour le secteur public. Celui-ci aurait à connaître et à débattre d'une politique d'équipement débranchée des antiques procédures réglementaires et budgétaires. Enfin, une structure autonome mais rattachée au commissariat, et proposée pour le secteur spécifique du médico-social.

Le rapport suggère en outre un recentrage clair du service public des P.T.T. sur des activités d'infrastructures dont l'exploitation devrait désormais davantage prendre en considération les besoins que les utilisateurs (notamment du câble) exprimeraient au travers le relais du commissariat.

C'est donc un remaniement complet, qui fait déjà grincer des dents, qu'invite le rapport Lemoine, afin de permettre ces « aller-retour rapides » entre le pays réel et l'Etat, sans lesquels l'auteur estime que la France risque de rater le coche du progrès.

On pourra certes remarquer qu'il y a une manière de paradoxe à vouloir tout à la fois donner un essor aux initiatives venant « d'en bas » et créer un lieu de cohérence « en haut ». Mais que penser d'un contenu où il n'y aurait ni l'un ni l'autre ?

ERIC RONDE.

(2) Il s'agirait d'une Agence des systèmes d'information des administrations (ASIA), d'une Agence de la production et de l'information dans les P.M.I. (API-P.M.I.), d'une Agence des grandes entreprises et des services techniques (AGREST), et d'une Agence des technologies d'éducation et de communication (ATEC).

LE VIDEOTEX OPERATIONNEL

Un séminaire conçu et organisé par l'INSTITUT RECHERCHES

24-25 FEV. 1983

Un séminaire conçu et organisé par l'INSTITUT RECHERCHES

24-25 FEV. 1983

Un séminaire conçu et organisé par l'INSTITUT RECHERCHES

24-25 FEV. 1983

حکومت اسلامی

TENNIS

APRÈS LA « RETRAITE » DE BORG ET LA DÉFAITE DE McENROE

L'année Lendl

New-York. — En deux heures huit minutes et trois secondes (6-4, 6-4, 6-2), Ivan Lendl a battu dimanche 23 janvier au Madison Square Garden, le numéro un mondial John McEnroe en finale de tournoi des Maîtres et a gagné le chèque de 100 000 dollars assortissant cette victoire. Tenant du titre, le Tchecoslovaque avait éliminé en demi-finale Jimmy Connors (6-3, 6-1), tandis que McEnroe avait sorti Guillermo Vilas (6-3, 6-3).

Ces quatre joueurs, qui sont en tête du classement mondial, n'ont pas été pleinement satisfaits de la

nouvelle formule du tournoi des Maîtres. Dispensés du tour préliminaire dans ces tableaux de douze, ils ont regretté d'avoir à rencontrer, à froid, des adversaires qui avaient un match de régate. Toutefois, cette formule a permis à Lendl d'être incontestablement le « maître », puisqu'il n'a subi de défaite tactique en poule de classement comme cela avait été le cas pour certains de ses prédécesseurs, Nastase (1973 et 1975), Connors (1977) et Borg (1980).

De notre envoyé spécial

dire break pour leur troisième match consécutif. L'Américain a connu une assez bonne réussite avec son service (sept aces et douze services gagnants sur quarante-sept points), mais il fit peu de points gagnants (seul en coup droit et sept en revers) et beaucoup de fautes directes (huit en coup droit et sept en revers).

Toutefois, les chiffres ne donnaient pas la mesure de l'ascendant psychologique pris par Lendl sur le numéro un mondial. Le McEnroe qui jonglait avec sa raquette, apostrophait les photographes, opérait un roulement, faisait mine de se commander du tournoi sur le bord du court, ce « Big Mac », là où était pas le joueur « furibard » dont les poussées d'adrénaline permutaient de mieux en mieux point. C'était un joueur qui doutait de lui-même, qui aurait volontiers préféré être ailleurs. Ce fut donc le service était un mystère pour la plupart des grands joueurs voyant, hier, revenir la balle comme une fusée une fois sur deux. Il y avait de quoi être perturbé.

Vilas, c'est par là. Agé aussi de trente ans, l'Argentin a laissé filer à Roland-Garros sa dernière chance sérieuse de faire une « double levée du grand chélon ». Son lift sculé n'impressionne plus les meilleurs.

McEnroe, c'est le doute. Après avoir perdu ses titres de Wimbledon et de Flushing Meadow, il a conservé la première place mondiale en 1982 en remportant quatre tournois en fin de saison. Agé de vingt-trois ans, le héros de la Coupe Davis, dont la cheville gravement blessée début 1982 semble guérie, paraît cependant avoir des difficultés à rester motivé au plus haut niveau.

Une place à prendre

Bref, la première place du tennis mondial est à prendre dans les mois à venir. Ivan Lendl, l'enfant d'Ostrava, âgé de vingt et un ans, saisira-t-il sa chance ? La manœuvre dont il s'est imposé pour la deuxième année consécutive aux « Maîtres » montre qu'il en a les moyens. Face à Yannick Noah, le numéro trois mondial a démontré ses progrès en enlevant sa première victoire sur surface synthétique. Face à Jimmy Connors, le Tchecoslovaque a franchi un seul psychologique en s'assurant avec son service et son coup droit l'Amérique qui l'avait inhibé en finale de Flushing Meadow. Face à John McEnroe, Lendl a confirmé, par un septième succès consécutif, qu'il possédait la clé du jeu du gagnant new-yorkais.

Les statistiques de leur finale en trois sets (6-4, 6-4, 6-2) en donnent la confirmation mathématique. Lendl, engagé quatre-vingt services sur quatre-vingt-quatre points, a eu dix services gagnants, dix en coup droit et dix en revers, et commis seulement six fautes directes, trois sur son coup droit et trois sur son revers. Il prit quatre fois le service de McEnroe, qui n'arriva pas à faire le moins

LAMAR HUNT ATTAQUE LE GRAND PRIX

New-York. — La guerre des deux tennis vient d'entrer dans sa phase procédurière. Le milliardaire texan, Lamar Hunt, qui patronne le circuit W.C.T., vient d'annoncer des poursuites contre la Fédération internationale de tennis, le Conseil professionnel et l'Association des joueurs professionnels pour violation de la loi « anti-trust ». Cette nouvelle escalade qui risque d'entraîner les deux parties dans des frais judiciaires considérables, a été provoquée par une modification de la réglementation des sanctions décidée par le Conseil professionnel pour 1983.

Déormais, les joueurs ayant eu 7 500 dollars d'amende pour mauvaise conduite sur le court pendant une période de douze mois, seront suspendus six semaines ou seulement trois semaines s'ils ne participent à aucune manifestation professionnelle pendant les trois premières semaines de leur peine. C'était un moyen détourné d'empêcher les joueurs interdits de Grand Prix d'aller se procurer sur les circuits parallèles et notamment la W.C.T. Le Grand Prix comprenant quatre-vingt-quatre tournois d'au moins trente-deux joueurs, est doté de 17 millions de dollars. Le circuit W.C.T., comprenant vingt et un tournois d'au moins seize joueurs, est doté de 7 millions de dollars. A. G.

AUTOMOBILISME Bolomqvist (Audi Quattro) en tête du Rallye de Monte-Carlo

De notre envoyé spécial

Monte-Carlo. — Le Suédois Stig Blomqvist prendra dans la nuit de lundi 24 au 25 janvier le départ en tête de l'étape commune Monaco-Vals-les-Bains-Gap-Monaco du 51^e Rallye de Monte-Carlo.

Pour la première expérience dans le célèbre Rallye qui a réuni deux-cent cinquante équipages au départ, samedi 22, Stig Blomqvist, au volant d'une Audi Quattro, plus à l'aise sur les routes escarpées que sur les parcours secs, a mis à profit les cinq premières épreuves spéciales parfois verglées pour devancer le Français Guy Féquelin et l'Allemand Walter Rohrl, au terme de l'étape de classement Grenoble-Monaco dont l'arrivée a été jugée ce lundi en début de matinée. La sixième épreuve spéciale a été annulée pour des raisons de sécurité.

Après les cinq premières « spéciales » disputées depuis le départ, les écarts sont déjà sensibles. Blomqvist compte 10 sec. d'avance sur Guy Féquelin qui court cette année sous les couleurs d'Opel aux côtés des deux Finlandais, Ari Vatanen et Henri Toivonen, aux côtés des deux Finlandais, Ari Vatanen et Henri Toivonen, qui il rejoint le Finlandais Markku Alen et Jean-Claude Andruet. La Finlandaise Hanna Mikkola qui a gagné le dernier Rallye de Grande-Bretagne et Michèle Mouton, tous deux sur Audi Quattro, occupent respectivement la sixième et septième place, à 2 min. 53 sec. et 3 min. 3 sec. de leur camarade d'écurie.

Jean-Luc Thierier, qui avait fait des débuts prometteurs en gagnant dans la Chartreuse la première spéciale, a abandonné après avoir cassé la boîte de vitesses de son véhicule.

GILLES MARTINEAU.

SKI ALPIN Tir groupé des Français à Kitzbühel

Sur les pentes abruptes du stade de slalom de Kitzbühel, les jeunes skieurs de l'équipe de France ont enfin obtenu un groupement d'ensemble digne de l'époque glorieuse où leurs aînés, Jean-Noël Augert, Patrick Russel et Alain Penz, dominaient les épreuves slalomistes : cinq Français dans les quinze premiers, un résultat satisfaisant obtenu, dimanche 23 janvier, dans le slalom spécial à retardement, qui avait pour cadre la station tyrolienne au lieu et place de Wengen.

Le temps ensoleillé et la neige dure permirent à Stenmark de remporter avec la victoire devant l'Autrichien Christian Orlowski et l'Américain Phil Mahre. Classement des Français : Daniel Fantoine, huitième ; Michel Canac, neuvième ; Michel Vion, onzième ; Daniel Mongel, treizième ; Didier Bonnet, quatorzième. La célèbre piste de la Streif, après avoir été longtemps le fief des skieurs autrichiens et particulièrement de Franz Klammer, est devenue le terrain élu des fonceurs canadiens. Après Ken Read (1980), Steve Podgorski (1981-1982), c'est leur compatriote inépuisable Todd Brooker, 24 ans, qui a deviné le célèbre tabagisme en emportant sur le Suisse Urs Ruedi, le « revenant » Ken Read et les deux autres Suisses Peter Müller et Silvano Melli.

Dans cette descente du Hahnenkamm, comme samedi, les Français avaient été décevants : Vernet, vingt-deuxième ; Rambaud, vingt-sixième ; Pongnet, trente-et-unième.

Une nouvelle slalomuse s'est imposée dimanche parmi les skieuses : Carole Merle, dix-neuf ans, de Barcelonnette. Dans le slalom géant disputé sur les pentes de Batez-Saint-Gervais et gagné par l'Américaine Tamara McKinney, Carole Merle a réussi à souffler la troisième place à Fabienne Serret, l'autre Américaine, Christine Cooper, devançant les Françaises en prenant la deuxième place.

L'A.S. Saint-Étienne en position de barragiste descendant

Pour la première fois depuis leur épopée européenne des footballeurs de l'Association sportive de Saint-Étienne (A.S.S.E.), n'ont pas rempli les tribunes du Parc des Princes, samedi 22 janvier, à l'occasion de la vingt-deuxième journée du championnat de France. Trente-six mille spectateurs étaient venus, partagés entre l'envie d'encourager le Paris Saint-Germain (P.S.G.) dans sa lutte pour obtenir une place en coupe de l'U.E.F.A. la saison prochaine et celle de mesurer de visu la débâcle des « verts ».

La résistance stéphanoise dura une mi-temps, malgré un premier but de Toko (18^e minute). Après le

deuxième but, de Fernandez, marqué dès la reprise, les « verts », par manque de rigueur et de solidarité, ont donné l'impression de céder quelque peu au découragement, permettant à Dabiel (56^e minute) et à Susic (66^e minute) d'aggraver le score. Malgré un ultime sursaut et un but de Javini (83^e minute), le dernier rescapé de l'épopée, les Stéphanois se retrouvent, pour la première fois sans doute depuis plus de vingt ans, au dix-huitième rang du classement.

Si le championnat s'arrêtait là, ils devraient disparaître des barrages pour sauver leur place en première division.

Les « verts » ne font plus recette

Les clubs français ont tous au moins une bonne raison de déplorer les malheurs de l'Association sportive de Saint-Étienne : les « verts » ne font plus recette et leur rendement est en chute libre. Ainsi, depuis plusieurs saisons, les déplacements des Stéphanois dans la capitale remplissent systématiquement le Parc des Princes avec plus de quarante mille spectateurs et surtout les caisses du Paris-Saint-Germain : 3 626 570 F pour la saison 1980-1981 ; 4 576 641 F (record absolu du championnat) le 16 janvier 1982. Sur cette dernière somme, la part des Stéphanois s'élevait seulement à 210 420 F.

Un an plus tard, samedi 22 janvier, la venue des « verts » à Paris n'a déplacé que 36 224 spectateurs pour une recette légèrement supérieure à 2 800 000 F, dont 181 120 F pour les Stéphanois. D'une saison à l'autre, l'A.S.S.E. a donc perdu sur cette rencontre 29 300 F alors que le manque à gagner du P.S.G. doit avoisiner 3 300 000 F, charges et taxes déduites.

LES CRITIQUES DU PRÉSIDENT DE LAVAL

(De notre correspondant)

Laval. — La subvention de 1 million de francs apportée aux « verts » par la Ligue nationale du football reste en travers de la gorge de M. Bisson, président du club de Laval. Membre du conseil d'administration de la Ligue, M. Bisson, cloué au lit par une angine, n'a pas participé à la décision. « Je me serais élevé contre elle avec fermeté », a-t-il, depuis, déclaré. Et de s'interroger : « A-t-on volé au secours de Valenciennes ? Reims aussi était un monument de notre football. L'o-t-on aidé ? ».

Quand je pense que nous, au Stade lavallois, nous comptons sur son soutien, que nous faisons des prouesses pour essayer d'équilibrer un budget de plus en plus lourd, je trouve aberrant et injuste cette aide aux Stéphanois. Il y a, en outre, deux poids et deux mesures. On vole au secours des gens coupables de mauvaise gestion et coupables d'avoir mené leur club à la ruine, les autres, les petits, les gens sérieux comme nous, se débrouillent avec leurs propres moyens. » Plus sévère, le président Bisson a eu cette critique : « Après tout, n'est-ce pas eux (les Stéphanois) qui ont jeté le fustier dans le football français ? ».

ALAIN GIRAUDO.

Aides et économies

Au début de la semaine dernière, l'Association sportive de Saint-Étienne se trouvait dans la situation d'un club qui doit déboursier plus de 2 millions de francs par mois avec des recettes très inférieures. Ainsi la venue de Laval, quatrième du championnat, n'a attiré, le 16 janvier, que 8 457 spectateurs, qui ont laissé aux quichets 241 672 F. Or, ce période hivernale, le club ne dispute que deux rencontres de championnat à

Les résultats

Football CHAMPIONNAT DE FRANCE PREMIÈRE DIVISION

(Vingt-deuxième journée)
*Brest et Nancy 1-1
*Bordeaux et Nancy 3-2
*Bastia b. Lens 4-0
*Laval b. Monaco 1-0
*Paris S.-G. b. Saint-Étienne 2-1
*Auxerre b. Lille 1-1
*Strasbourg et Sochaux 3-2
*Metz b. Rouen 1-1
*Toulouse et Tours 7-3
*Lyon b. Mulhouse 4-1
Classement. — 1. Nantes, 34 pts ; 2. Bordeaux, 30 ; 3. Lens, 27 ; 4. Paris Saint-Germain, Laval, 26 ; 5. Metz, Brest, 24 ; 6. Auxerre, 22 ; 7. Metz, Lille, Strasbourg, 21 ; 12. Sochaux, 20 ; 13. Saint-Étienne, 19.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

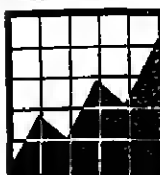
(Dix-septième journée)
*Stade français b. Orléans 90-88
*Le Mans b. Mulhouse 83-72
*Antibes b. Reims 91-82
*Nancy b. Vichy 80-55
*Avignon b. Monaco 85-77
*Villeneuve b. Caen 88-68
*Limoges b. *Tours 98-87
Classement. — 1. Limoges, 45 pts ; 2. Le Mans, 43 ; 3. Antibes, 42 ; 4. Orléans, 40 ; 5. Mulhouse, 38 ; 6. Reims, 37 ; 7. Nancy, 36 ; 8. Vichy, 35 ; 9. Avignon, 34 ; 10. Villeneuve, 33 ; 11. Caen, 32 ; 12. Tours, 31 ; 13. Saint-Étienne, 30 ; 14. Strasbourg, 29 ; 15. Metz, 28 ; 16. Brest, 27 ; 17. Lille, 26 ; 18. Sochaux, 25 ; 19. Saint-Étienne, 24 ; 20. Nancy, 23 ; 21. Orléans, 22 ; 22. Metz, 21 ; 23. Caen, 20 ; 24. Vichy, 19 ; 25. Avignon, 18 ; 26. Villeneuve, 17 ; 27. Limoges, 16 ; 28. Strasbourg, 15 ; 29. Brest, 14 ; 30. Lille, 13 ; 31. Sochaux, 12 ; 32. Saint-Étienne, 11 ; 33. Nancy, 10 ; 34. Orléans, 9 ; 35. Metz, 8 ; 36. Reims, 7 ; 37. Vichy, 6 ; 38. Avignon, 5 ; 39. Villeneuve, 4 ; 40. Caen, 3 ; 41. Tours, 2 ; 42. Saint-Étienne, 1 ; 43. Strasbourg, 0 ; 44. Metz, 0 ; 45. Lille, 0 ; 46. Sochaux, 0 ; 47. Brest, 0 ; 48. Caen, 0 ; 49. Vichy, 0 ; 50. Avignon, 0 ; 51. Villeneuve, 0 ; 52. Limoges, 0 ; 53. Nancy, 0 ; 54. Orléans, 0 ; 55. Metz, 0 ; 56. Reims, 0 ; 57. Vichy, 0 ; 58. Avignon, 0 ; 59. Villeneuve, 0 ; 60. Caen, 0 ; 61. Tours, 0 ; 62. Saint-Étienne, 0 ; 63. Strasbourg, 0 ; 64. Brest, 0 ; 65. Lille, 0 ; 66. Sochaux, 0 ; 67. Saint-Étienne, 0 ; 68. Nancy, 0 ; 69. Orléans, 0 ; 70. Metz, 0 ; 71. Caen, 0 ; 72. Vichy, 0 ; 73. Avignon, 0 ; 74. Villeneuve, 0 ; 75. Limoges, 0 ; 76. Strasbourg, 0 ; 77. Brest, 0 ; 78. Lille, 0 ; 79. Sochaux, 0 ; 80. Saint-Étienne, 0 ; 81. Nancy, 0 ; 82. Orléans, 0 ; 83. Metz, 0 ; 84. Reims, 0 ; 85. Vichy, 0 ; 86. Avignon, 0 ; 87. Villeneuve, 0 ; 88. Caen, 0 ; 89. Tours, 0 ; 90. Saint-Étienne, 0 ; 91. Strasbourg, 0 ; 92. Brest, 0 ; 93. Lille, 0 ; 94. Sochaux, 0 ; 95. Saint-Étienne, 0 ; 96. Nancy, 0 ; 97. Orléans, 0 ; 98. Metz, 0 ; 99. Caen, 0 ; 100. Vichy, 0 ; 101. Avignon, 0 ; 102. Villeneuve, 0 ; 103. Limoges, 0 ; 104. Strasbourg, 0 ; 105. Brest, 0 ; 106. Lille, 0 ; 107. Sochaux, 0 ; 108. Saint-Étienne, 0 ; 109. Nancy, 0 ; 110. Orléans, 0 ; 111. Metz, 0 ; 112. Caen, 0 ; 113. Vichy, 0 ; 114. Avignon, 0 ; 115. Villeneuve, 0 ; 116. Limoges, 0 ; 117. Strasbourg, 0 ; 118. Brest, 0 ; 119. Lille, 0 ; 120. Sochaux, 0 ; 121. Saint-Étienne, 0 ; 122. Nancy, 0 ; 123. Orléans, 0 ; 124. Metz, 0 ; 125. Caen, 0 ; 126. Vichy, 0 ; 127. Avignon, 0 ; 128. Villeneuve, 0 ; 129. Limoges, 0 ; 130. Strasbourg, 0 ; 131. Brest, 0 ; 132. Lille, 0 ; 133. Sochaux, 0 ; 134. Saint-Étienne, 0 ; 135. Nancy, 0 ; 136. Orléans, 0 ; 137. Metz, 0 ; 138. Caen, 0 ; 139. Vichy, 0 ; 140. Avignon, 0 ; 141. Villeneuve, 0 ; 142. Limoges, 0 ; 143. Strasbourg, 0 ; 144. Brest, 0 ; 145. Lille, 0 ; 146. Sochaux, 0 ; 147. Saint-Étienne, 0 ; 148. Nancy, 0 ; 149. Orléans, 0 ; 150. Metz, 0 ; 151. Caen, 0 ; 152. Vichy, 0 ; 153. Avignon, 0 ; 154. Villeneuve, 0 ; 155. Limoges, 0 ; 156. Strasbourg, 0 ; 157. Brest, 0 ; 158. Lille, 0 ; 159. Sochaux, 0 ; 160. Saint-Étienne, 0 ; 161. Nancy, 0 ; 162. Orléans, 0 ; 163. Metz, 0 ; 164. Caen, 0 ; 165. Vichy, 0 ; 166. Avignon, 0 ; 167. Villeneuve, 0 ; 168. Limoges, 0 ; 169. Strasbourg, 0 ; 170. Brest, 0 ; 171. Lille, 0 ; 172. Sochaux, 0 ; 173. Saint-Étienne, 0 ; 174. Nancy, 0 ; 175. Orléans, 0 ; 176. Metz, 0 ; 177. Caen, 0 ; 178. Vichy, 0 ; 179. Avignon, 0 ; 180. Villeneuve, 0 ; 181. Limoges, 0 ; 182. Strasbourg, 0 ; 183. Brest, 0 ; 184. Lille, 0 ; 185. Sochaux, 0 ; 186. Saint-Étienne, 0 ; 187. Nancy, 0 ; 188. Orléans, 0 ; 189. Metz, 0 ; 190. Caen, 0 ; 191. Vichy, 0 ; 192. Avignon, 0 ; 193. Villeneuve, 0 ; 194. Limoges, 0 ; 195. Strasbourg, 0 ; 196. Brest, 0 ; 197. Lille, 0 ; 198. Sochaux, 0 ; 199. Saint-Étienne, 0 ; 200. Nancy, 0 ; 201. Orléans, 0 ; 202. Metz, 0 ; 203. Caen, 0 ; 204. Vichy, 0 ; 205. Avignon, 0 ; 206. Villeneuve, 0 ; 207. Limoges, 0 ; 208. Strasbourg, 0 ; 209. Brest, 0 ; 210. Lille, 0 ; 211. Sochaux, 0 ; 212. Saint-Étienne, 0 ; 213. Nancy, 0 ; 214. Orléans, 0 ; 215. Metz, 0 ; 216. Caen, 0 ; 217. Vichy, 0 ; 218. Avignon, 0 ; 219. Villeneuve, 0 ; 220. Limoges, 0 ; 221. Strasbourg, 0 ; 222. Brest, 0 ; 223. Lille, 0 ; 224. Sochaux, 0 ; 225. Saint-Étienne, 0 ; 226. Nancy, 0 ; 227. Orléans, 0 ; 228. Metz, 0 ; 229. Caen, 0 ; 230. Vichy, 0 ; 231. Avignon, 0 ; 232. Villeneuve, 0 ; 233. Limoges, 0 ; 234. Strasbourg, 0 ; 235. Brest, 0 ; 236. Lille, 0 ; 237. Sochaux, 0 ; 238. Saint-Étienne, 0 ; 239. Nancy, 0 ; 240. Orléans, 0 ; 241. Metz, 0 ; 242. Caen, 0 ; 243. Vichy, 0 ; 244. Avignon, 0 ; 245. Villeneuve, 0 ; 246. Limoges, 0 ; 247. Strasbourg, 0 ; 248. Brest, 0 ; 249. Lille, 0 ; 250. Sochaux, 0 ; 251. Saint-Étienne, 0 ; 252. Nancy, 0 ; 253. Orléans, 0 ; 254. Metz, 0 ; 255. Caen, 0 ; 256. Vichy, 0 ; 257. Avignon, 0 ; 258. Villeneuve, 0 ; 259. Limoges, 0 ; 260. Strasbourg, 0 ; 261. Brest, 0 ; 262. Lille, 0 ; 263. Sochaux, 0 ; 264. Saint-Étienne, 0 ; 265. Nancy, 0 ; 266. Orléans, 0 ; 267. Metz, 0 ; 268. Caen, 0 ; 269. Vichy, 0 ; 270. Avignon, 0 ; 271. Villeneuve, 0 ; 272. Limoges, 0 ; 273. Strasbourg, 0 ; 274. Brest, 0 ; 275. Lille, 0 ; 276. Sochaux, 0 ; 277. Saint-Étienne, 0 ; 278. Nancy, 0 ; 279. Orléans, 0 ; 280. Metz, 0 ; 281. Caen, 0 ; 282. Vichy, 0 ; 283. Avignon, 0 ; 284. Villeneuve, 0 ; 285. Limoges, 0 ; 286. Strasbourg, 0 ; 287. Brest, 0 ; 288. Lille, 0 ; 289. Sochaux, 0 ; 290. Saint-Étienne, 0 ; 291. Nancy, 0 ; 292. Orléans, 0 ; 293. Metz, 0 ; 294. Caen, 0 ; 295. Vichy, 0 ; 296. Avignon, 0 ; 297. Villeneuve, 0 ; 298. Limoges, 0 ; 299. Strasbourg, 0 ; 300. Brest, 0 ; 301. Lille, 0 ; 302. Sochaux, 0 ; 303. Saint-Étienne, 0 ; 304. Nancy, 0 ; 305. Orléans, 0 ; 306. Metz, 0 ; 307. Caen, 0 ; 308. Vichy, 0 ; 309. Avignon, 0 ; 310. Villeneuve, 0 ; 311. Limoges, 0 ; 312. Strasbourg, 0 ; 313. Brest, 0 ; 314. Lille, 0 ; 315. Sochaux, 0 ; 316. Saint-Étienne, 0 ; 317. Nancy, 0 ; 318. Orléans, 0 ; 319. Metz, 0 ; 320. Caen, 0 ; 321. Vichy, 0 ; 322. Avignon, 0 ; 323. Villeneuve, 0 ; 324. Limoges, 0 ; 325. Strasbourg, 0 ; 326. Brest, 0 ; 327. Lille, 0 ; 328. Sochaux, 0 ; 329. Saint-Étienne, 0 ; 330. Nancy, 0 ; 331. Orléans, 0 ; 332. Metz, 0 ; 333. Caen, 0 ; 334. Vichy, 0 ; 335. Avignon, 0 ; 336. Villeneuve, 0 ; 337. Limoges, 0 ; 338. Strasbourg, 0 ; 339. Brest, 0 ; 340. Lille, 0 ; 341. Sochaux, 0 ; 342. Saint-Étienne, 0 ; 343. Nancy, 0 ; 344. Orléans, 0 ; 345. Metz, 0 ; 346. Caen, 0 ; 347. Vichy, 0 ; 348. Avignon, 0 ; 349. Villeneuve, 0 ; 350. Limoges, 0 ; 351. Strasbourg, 0 ; 352. Brest, 0 ; 353. Lille, 0 ; 354. Sochaux, 0 ; 355. Saint-Étienne, 0 ; 356. Nancy, 0 ; 357. Orléans, 0 ; 358. Metz, 0 ; 359. Caen, 0 ; 360. Vichy, 0 ; 361. Avignon, 0 ; 362. Villeneuve, 0 ; 363. Limoges, 0 ; 364. Strasbourg, 0 ; 365. Brest, 0 ; 366. Lille, 0 ; 367. Sochaux, 0 ; 368. Saint-Étienne, 0 ; 369. Nancy, 0 ; 370. Orléans, 0 ; 371. Metz, 0 ; 372. Caen, 0 ; 373. Vichy, 0 ; 374. Avignon, 0 ; 375. Villeneuve, 0 ; 376. Limoges, 0 ; 377. Strasbourg, 0 ; 378. Brest, 0 ; 379. Lille, 0 ; 380. Sochaux, 0 ; 381. Saint-Étienne, 0 ; 382. Nancy, 0 ; 383. Orléans, 0 ; 384. Metz, 0 ; 385. Caen, 0 ; 386. Vichy, 0 ; 387. Avignon, 0 ; 388. Villeneuve, 0 ; 389. Limoges, 0 ; 390. Strasbourg, 0 ; 391. Brest, 0 ; 392. Lille, 0 ; 393. Sochaux, 0 ; 394. Saint-Étienne, 0 ; 395. Nancy, 0 ; 396. Orléans, 0 ; 397. Metz, 0 ; 398. Caen, 0 ; 399. Vichy, 0 ; 400. Avignon, 0 ; 401. Villeneuve, 0 ; 402. Limoges, 0 ; 403. Strasbourg, 0 ; 404. Brest, 0 ; 405. Lille, 0 ; 406. Sochaux, 0 ; 407. Saint-Étienne, 0 ; 408. Nancy, 0 ; 409. Orléans, 0 ; 410. Metz, 0 ; 411. Caen, 0 ; 412. Vichy, 0 ; 413. Avignon, 0 ; 414. Villeneuve, 0 ; 415. Limoges, 0 ; 416. Strasbourg, 0 ; 417. Brest, 0 ; 418. Lille, 0 ; 419. Sochaux, 0 ; 420. Saint-Étienne, 0 ; 421. Nancy, 0 ; 422. Orléans, 0 ; 423. Metz, 0 ; 424. Caen, 0 ; 425. Vichy, 0 ; 426. Avignon, 0 ; 427. Villeneuve, 0 ; 428. Limoges, 0 ; 429. Strasbourg, 0 ; 430. Brest, 0 ; 431. Lille, 0 ; 432. Sochaux, 0 ; 433. Saint-Étienne, 0 ; 434. Nancy, 0 ; 435. Orléans, 0 ; 436. Metz, 0 ; 437. Caen, 0 ; 438. Vichy, 0 ; 439. Avignon, 0 ; 440. Villeneuve, 0 ; 441. Limoges, 0 ; 442. Strasbourg, 0 ; 443. Brest, 0 ; 444. Lille, 0 ; 445. Sochaux, 0 ; 446. Saint-Étienne, 0 ; 447. Nancy, 0 ; 448. Orléans, 0 ; 449. Metz, 0 ; 450. Caen, 0 ; 451. Vichy, 0 ; 452. Avignon, 0 ; 453. Villeneuve, 0 ; 454. Limoges, 0 ; 455. Strasbourg, 0 ; 456. Brest, 0 ; 457. Lille, 0 ; 458. Sochaux, 0 ; 459. Saint-Étienne, 0 ; 460. Nancy, 0 ; 461. Orléans, 0 ; 462. Metz, 0 ; 463. Caen, 0 ; 464. Vichy, 0 ; 465. Avignon, 0 ; 466. Villeneuve, 0 ; 467. Limoges, 0 ; 468. Strasbourg, 0 ; 469. Brest, 0 ; 470. Lille, 0 ; 471. Sochaux, 0 ; 472. Saint-Étienne, 0 ; 473. Nancy, 0 ; 474. Orléans, 0 ; 475. Metz, 0 ; 476. Caen, 0 ; 477. Vichy, 0 ; 478. Avignon, 0 ; 479. Villeneuve, 0 ; 480. Limoges, 0 ; 481. Strasbourg, 0 ; 482. Brest, 0 ; 483. Lille, 0 ; 484. Sochaux, 0 ; 485. Saint-Étienne, 0 ; 486. Nancy, 0 ; 487. Orléans, 0 ; 488. Metz, 0 ; 489. Caen, 0 ; 490. Vichy, 0 ; 491. Avignon, 0 ; 492. Villeneuve, 0 ; 493. Limoges, 0 ; 494. Strasbourg, 0 ; 495. Brest, 0 ; 496. Lille, 0 ; 497. Sochaux, 0 ; 498. Saint-Étienne, 0 ; 499. Nancy, 0 ; 500. Orléans, 0 ; 501. Metz, 0 ; 502. Caen, 0 ; 503. Vichy, 0 ; 504. Avignon, 0 ; 505. Villeneuve, 0 ; 506. Limoges, 0 ; 507. Strasbourg, 0 ; 508. Brest, 0 ; 509. Lille, 0 ; 510. Sochaux, 0 ; 511. Saint-Étienne, 0 ; 512. Nancy, 0 ; 513. Orléans, 0 ; 514. Metz, 0 ; 515. Caen, 0 ; 516. Vichy, 0 ; 517. Avignon, 0 ; 518. Villeneuve, 0 ; 519. Limoges, 0 ; 520. Strasbourg, 0 ; 521. Brest, 0 ; 522. Lille, 0 ; 523. Sochaux, 0 ; 524. Saint-Étienne, 0 ; 525. Nancy, 0 ; 526. Orléans, 0 ; 527. Metz, 0 ; 528. Caen, 0 ; 529. Vichy, 0 ; 530. Avignon, 0 ; 531. Villeneuve, 0 ; 532. Limoges, 0 ; 533. Strasbourg, 0 ; 534. Brest, 0 ; 535. Lille, 0 ; 536. Sochaux, 0 ; 537. Saint-Étienne, 0 ; 538. Nancy, 0 ; 539. Orléans, 0 ; 540. Metz, 0 ; 541. Caen, 0 ; 542. Vichy, 0 ; 543. Avignon, 0 ; 544. Villeneuve, 0 ; 545. Limoges, 0 ; 546. Strasbourg, 0 ; 547. Brest, 0 ; 548. Lille, 0 ; 549. Sochaux, 0 ; 550. Saint-Étienne, 0 ; 551. Nancy, 0 ; 552. Orléans, 0 ; 553. Metz, 0 ; 554. Caen, 0 ; 555. Vichy, 0 ; 556. Avignon, 0 ; 557. Villeneuve, 0 ; 558. Limoges, 0 ; 559. Strasbourg, 0 ; 560. Brest, 0 ; 561. Lille, 0 ; 562. Sochaux, 0 ; 563. Saint-Étienne, 0 ; 564. Nancy, 0 ; 565. Orléans, 0 ; 566. Metz, 0 ; 567. Caen, 0 ; 568. Vichy, 0 ; 569. Avignon, 0 ; 570. Villeneuve, 0 ; 571. Limoges, 0 ; 572. Strasbourg, 0 ; 573. Brest, 0 ; 574. Lille, 0 ; 575. Sochaux, 0 ; 576. Saint-Étienne, 0 ; 577. Nancy, 0 ; 578. Orléans, 0 ; 579. Metz, 0 ; 580. Caen, 0 ; 581. Vichy, 0 ; 582. Avignon, 0 ; 583. Villeneuve, 0 ; 584. Limoges, 0 ; 585. Strasbourg, 0 ; 586. Brest, 0 ; 587. Lille, 0 ; 588. Sochaux, 0 ; 589. Saint-Étienne, 0 ; 590. Nancy, 0 ; 591. Orléans, 0 ; 592. Metz, 0 ; 593. Caen, 0 ; 594. Vichy, 0 ; 595. Avignon, 0 ; 596. Villeneuve, 0 ; 597. Limoges, 0 ; 598. Strasbourg, 0 ; 599. Brest, 0 ;

	Le Monde	Le Monde
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	Le Monde	Le Monde
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Commercial international Ingénieur de surcroît

Pour animer notre équipe commerciale, 70 personnes environ travaillant en France et à l'export, notre localisation à un peu plus d'une heure de Genève est parfaitement adaptée.

La Direction Commerciale que nous proposons à un ingénieur ayant déjà une bonne expérience de la vente et du marketing de biens d'équipements, à l'étranger comme sur le territoire national, est celle d'une société de 200 millions de C.F.A., leader dans sa branche en France et comptant parmi les grands de la profession dans le monde. Dans un métier en expansion.

Elle a la volonté d'accentuer son développement international. Et les moyens aussi. Son appartenance à un groupe industriel, aussi puissant que prestigieux, en est le garant. De même que c'est pour tout cadre de valeur rentrant chez elle la perspective de pouvoir y poursuivre une belle carrière.

La nouvelle équipe de direction qui se met en place est jeune et motivée. Tous sont de formation technique et il leur paraît indispensable que telle soit bien celle au départ, doublée si possible d'un M.B.A., du directeur commercial.

Mais il lui faudra aussi avoir l'expérience de l'animation d'équipe de vendeurs, de l'administration des ventes, export surtout, de la maîtrise de l'après-vente. Et bien sûr en anglais. L'allemand peut-être... Les consultants du cabinet CLEAS nous présenteront les candidatures. Ecrivez leur sous réf. 10 I.M. en précisant le nom des groupes auxquels vous ne souhaitez pas que votre dossier soit communiqué.

CLEAS

6 Place de la République Dominicaine - 75017 PARIS.

ETABLISSEMENT FINANCIER SPECIALISE DANS LE CREDIT IMMOBILIER AUX PARTICULIERS

recherche

DIRECTEUR DE LA PRODUCTION

Dans ce poste à caractère financier et commercial, vous aurez en charge la surveillance des engagements et l'animation du réseau (7 Délégations Régionales couvrant l'ensemble du territoire).

Poste basé à PARIS. Réf. 821

DIRECTEUR DE LA GESTION

Dans ce poste à caractère administratif et financier, vous aurez à superviser le service chargé de la gestion des crédits à partir de leur autorisation (relations avec les clients, les banques, les notaires, les constructeurs).

Poste basé en PROVINCE. Réf. 822

Directement rattachés au Directeur Général, ces deux postes conviennent à des candidats dynamiques, ayant une solide expérience en matière de CRÉDIT IMMOBILIER et ayant assumé des responsabilités d'encadrement.

Assurées d'une absolue discrétion, les candidatures détaillées, précisant la référence du poste choisi, sont à adresser, sous référence générale 50051 à HAVAS CONTACT-1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

Entreprise de fabrication de produits textiles techniques (250 MF de CA), leader sur son marché, filiale d'un important groupe français, nous recherchons notre

Directeur marketing international

240 000

Elaborant avec la direction générale, dont il dépend, la stratégie de la société, il maîtrisera parfaitement les techniques de mise en œuvre d'études de marché en France et à l'étranger et les moyens permettant le lancement de produits nouveaux.

Pour cette fonction, nous attendons une réussite prouvée d'au moins une dizaine d'années auprès d'une clientèle de consommateurs.

Outre sa compétence dans les domaines techniques et commerciaux, nous attachons beaucoup de prix à sa capacité à animer les directeurs de filiale notamment et à son goût pour les relations publiques.

Son sens du contact facilite son insertion au sein des équipes Développement et Production. Anglais indispensable. Allemand souhaité. Poste basé à Lille.

Bernard Julhiet Psychom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 92678M, 1 rue de Berr - 75008 Paris.



**Bernard Julhiet
Psychom**

Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

directeur administratif et financier

Midi Méditerranéen

Filiale d'un groupe industriel international leader mondial dans son domaine, la société a obtenu 100 millions de F - se développe rapidement et se structure.

Rattachée directement au Président, la personne recrutée aura en charge l'ensemble des fonctions de gestion, comptabilité générale et analytique, contrôle de gestion, reporting, trésorerie, informatique, secrétariat général, gestion du personnel. Il animer une équipe comportant 2 cadres.

Le candidat idéal aura une formation supérieure complétée par quelques années d'audit ou d'organisation dans un cabinet international. Il recherche une position très opérationnelle et polyvalente.

Il peut également être une personne plus confirmée, maîtrisant l'anglais et l'informatique qui occupe un poste similaire.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé sous réf. 7910-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Leader Européen Second-OEuvre Bâtiment

recherche pour sa Société Française fortement implantée sur le marché

et en constante expansion son futur

DIRECTEUR COMMERCIAL

Le candidat, âgé d'environ 35 ans, sera diplômé d'une grande école commerciale (HEC ou équivalente).

Responsable des différentes agences régionales et d'un groupe de trente cinq personnes, il aura à se déplacer fréquemment sur l'ensemble du territoire, et à veiller à l'application de la politique de diffusion « produits ». Il traitera directement avec les prospects les plus importants (M.O., réseaux « négoce » nationaux).

Pragmatique, il devra justifier d'une expérience réussie de la vente de produits du second-œuvre bâtiment, ainsi que de la direction, animation et gestion d'une équipe.

Ce poste implique un très grand engagement professionnel.

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser C.V. détaillé, photo d'identité récente et niveau de rémunération actuel à : N° 8301, Monsieur Guy 16, avenue de Friedland 75008 PARIS (qui transmettra).

Optyl Lunette mode internationale

Sous l'autorité du directeur de notre filiale française de distribution, à PARIS, vous serez responsable :

- des services comptables
- de l'établissement et du suivi des budgets
- de l'organisation administrative
- du développement des applications informatiques (IBM 34)
- de l'administration et de la gestion du personnel

directeur administratif et financier

220 000 F +

Profil souhaité :

- avoir dans les domaines finances, gestion, administration, une formation supérieure et une expérience réussie.
- être rompu aux méthodes de gestion des groupes internationaux et aux traitements informatiques.
- connaître parfaitement l'anglais, l'allemand étant apprécié.
- être âgé de 30 ans minimum.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo), à la Direction Générale d'OPTYL-SELLER - 33 rue Chanzy 75011 Paris.

S.C.R.L.

Leader sur le marché de la prévention, de l'information économique et du recouvrement des créances, recherche pour son siège à LYON, son

DIRECTEUR REGIONAL

Il assure la direction et le suivi des prestations de services à l'échelon Rhône Alpes en termes de qualité, délais, suggérant toute innovation possible.

Il a la responsabilité de la gestion humaine, comptable et administrative de son service (40 personnes).

Agé de 30 ans minimum, le candidat aura une solide formation économique, financière et comptable (Sciences économiques, E.S.C., D.E.C.S...) et si possible l'expérience de l'analyse financière et de l'animation d'un service.

Merci d'écrire, en joignant C.V. détaillé et en précisant la rémunération actuelle, sous réf. 302 M à Denis JOUSSET

plein emploi

10, rue du Mail - 75002 PARIS

Conseils en ressources humaines.



directeur d'usine

220.000 +

Filiale d'un groupe industriel international leader mondial dans son domaine, la société a obtenu 100 millions de F - se développe rapidement et se structure.

Elle recherche le Directeur d'une de ses usines, de création récente, effectif actuel 40 personnes. Sa responsabilité couvre l'exploitation, le développement technique des produits et produits, la gestion économique et sociale de l'établissement, les relations extérieures.

Le candidat idéal, ingénieur Mécatronicien, 30 ans minimum, a déjà réussi dans une direction de production. Il a l'expérience de la transformation de métaux en feuilles et si possible des plastiques et des fabrications de grande série.

Autonome, animateur, c'est un patron moderne à fort potentiel. Anglais très apprécié.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé sous réf. 7909-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Importante Usine de Chimie Organique fine en cours d'installation en Grande Banlieue Parisienne recherche

DIRECTEUR D'ETABLISSEMENT

Docteur ingénieur chimiste diplômé d'une Grande Ecole ou de l'Enseignement Supérieur, âgé de 40 ans ou moins, il assurera la responsabilité de la gestion, de la production et des relations sociales au sein d'une usine devant atteindre 500 personnes.

Ce sera un homme d'expérience, de caractère et de décision ayant le goût de l'action et celui du travail en équipe.

Anglais nécessaire en raison du caractère international de la société. Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo sous référence 244 à R.S.C.G. Carrières 48, rue St. Ferdinand 75017 PARIS qui transmettra.

Importante société française leader sur le marché des jeux pour jeunes enfants

250.000 F

Directeur bureau d'études et création artistique nouveaux produits

HF

Rattaché au Président Directeur Général pour travailler en étroite liaison avec le marketing et les usines. Traduire techniquement les spécifications des nouveaux produits. Effectuer les études de faisabilité, réaliser les prototypes en relation avec des sous-traitants techniques ou artistiques - suivre l'évolution des nouveaux produits jusqu'à la fabrication.

Expérience dans une fonction Recherche et Développement de 3 à 5 ans dans les produits plastiques (conditionnement - petits biens d'équipement, etc.) appréciée.

Formation technique supérieure demandée.

Bonne connaissance de l'anglais pour cette fonction dynamique nécessitant des déplacements (visites sous-traitants - salons nationaux et internationaux).

Ce poste peut être indifféremment basé en Région Parisienne ou Rhône-Alpes.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé sous référence 20006 à :

MRI conseil

Danièle Chapuis

13, rue Madeleine Michéris - 92522 Neuilly

Directeur général adjoint

BRETAGNE

Important groupe agro-alimentaire, leader dans notre secteur d'activité, nous souhaitons intégrer, à notre équipe dirigeante, un adjoint au directeur général.

Le candidat, 30 ans minimum, de formation supérieure, possède déjà une expérience de quelques années acquise à un poste de finances ou de gestion. De bonnes connaissances en informatique ainsi que des problèmes juridiques et fiscaux seraient un très sérieux atout.

Il devra seconder le D.G. dans l'intégralité de ses fonctions et être apte à prendre en charge rapidement une part importante des responsabilités de la société.

Il possède une certaine personnalité, tout en étant souple et adaptable, est prudent et mesuré et sait prendre du recul. C'est également un homme de confiance, adroit et honnête, diplomate et bon négociateur, à fort potentiel qui pourra accéder par la suite à des fonctions plus importantes au sein du groupe.

La rémunération est à négocier en fonction de l'expérience du candidat retenu.



Ecrivez nous avec CV et prétentions, sous la réf. M 126 DS, si vous pensez correspondre à ce profil. S.D. Consultants, 33 rue Fortuny 75017 Paris. Réponse et discrétion assurées.

مكتبة

REPRODUCTION INTERDITE

	La semaine	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	82,00	81,87
AUTOMOBILES	82,00	81,87
AGENDA	52,00	81,87
PROP. COMM. CAPITAUX	181,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La semaine	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,80	39,85
AUTOMOBILES	33,80	39,85
AGENDA	33,80	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

Si vous vendiez en RFA, du chloroformiate d'isopropyle ?

et 100 autres produits intermédiaires de synthèse pour la pharmacie, la phytopharmacie, les colorants et la chimie organique. Des produits sur stocks ou à la demande. Pour le compte de la division chimie d'une importante société industrielle. Un département de jeunes qui réalisent les 2/3 de leur CA à l'exportation dans les pays industrialisés, en compétition avec tous les grands de la chimie mondiale.

Vous rejoindrez une équipe de français, sans complexes, sûrs d'eux-mêmes, conscients des ressources de leur société (le centre de recherche et les sept usines). Vous commencerez par une zone Europe, de la Suisse à la Finlande. En appui à des agents ou à la filiale allemande. Puis vous évoluerez en fonction de vos réussites, des opportunités, voire de vos goûts. Rien n'est figé.

Vous avez bien compris qu'une formation d'ingénieur chimiste de premier plan est nécessaire, ainsi qu'une première expérience de la vie industrielle. Tout comme la capacité à travailler en anglais, voire en allemand. 40 % de votre temps en dehors du bureau parisien pour des courts voyages. Du punch commercial, beaucoup de vigueur intellectuelle, le sens de l'équipe, le soutien nécessaire pour des séquences de ventes nécessitant longues et enfin la classe pour traiter à tous niveaux.

Merci d'écrire aux Conseils de SIRCA qui nous aident dans ce recrutement, sous la référence 894 850M.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

Ingénieur commercial

Groupe International, nous sommes un des leaders mondiaux sur le marché de l'équipement du laboratoire (analyseurs automatiques, informatiques...). Nous cherchons, pour notre département EXPORT un nouvel ingénieur commercial. Il sera chargé de développer, sur l'ensemble du territoire algérien, les ventes de tous nos produits (appareils, réactifs, consommables) aux organismes de santé, aux universités et aux sociétés industrielles. Il viendra renforcer les structures commerciales et techniques existantes dans un marché en forte expansion et prioritaire pour notre entreprise. Ce poste peut intéresser un jeune diplômé d'études supérieures en **MEDICINE, PHARMACIE, BIOCHIMIE, BIOLOGIE**, désireux d'acquiescer ou parfaire rapidement et d'une manière très enrichissante une première expérience commerciale. Une bonne connaissance du milieu hospitalier et du laboratoire est fortement souhaitée. La rémunération est très motivante et de nombreux avantages sont à prévoir sur le territoire national algérien. Une formation complémentaire approfondie facilitera l'adaptation du candidat retenu à ses nouvelles fonctions. Adresser lettre man. + C.V. + photo sous réf. 3037/M à CL. FERRY-CLEMENT, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE CEDEX.

Sélé CEGOS

Chef d'entreprise avant 30 ans

INGENIEURS DEBUTANTS
Ponts - Mines - Centrale - E.S.T.P. - A et M

Notre position au premier rang du B.T.P. et la large décentralisation de notre structure d'exploitation, nous permettent de vous offrir un avenir d'entrepreneur au sein de notre Groupe.

Après une solide formation sur le terrain, nous vous proposons de prendre l'entière responsabilité (commerciale, technique, humaine, administrative) de la gestion d'une unité d'exploitation en France ou à l'étranger selon votre choix (nous avons 100 Centres ou Agences de Travaux en métropole et sommes implantés dans 42 pays).

- 80% des ingénieurs que nous recrutons sont débutants et choisissent pour la plupart de faire carrière chez nous. C'est pourquoi, l'intégration, la formation, nous savons ce que cela veut dire.

- La décentralisation de notre Groupe en fait une fédération d'entreprises à taille humaine où les hommes se connaissent. Votre place

chez nous, vous la trouverez au sein d'une équipe de travail constituée et solide.

- Chaque Centre ou Agence s'intègre à son environnement physique, économique et humain : participer à la vie d'une région, être en prise directe avec ses habitants, c'est une autre satisfaction qui apporte notre métier.

Ces principes qui font notre spécificité valent pour la France comme pour l'étranger, où vous pouvez partir en famille avec une couverture sociale complète et bien-sûr tous les avantages classiques.

Faisons le point : si vous vous reconnaissez comme un homme de terrain, d'action, de contact, et si vous êtes mobile géographiquement, alors vous avez de bonnes raisons de penser que vous réaliserez votre projet d'entrepreneur chez nous.

Notre recrutement est permanent, vous pouvez nous contacter quelle que soit votre date de disponibilité. Transmettez votre dossier de candidature (lettre, C.V., et photo) au Service du Recrutement - 39, rue du Colisée 75008 PARIS.

... nous parlons sur votre esprit d'initiative.

Ingénieur soudeur en Extrême Orient

constructeur français
d'ensembles industriels clés en mains, à vocation internationale,
nous recherchons un

ingénieur expérimenté

pour assister et conseiller notre client dans la construction d'ensembles électro-nucléaires.

Nous vous confierons :

- le choix et l'homologation des procédés,
- le suivi des problèmes de construction et des contrôles en atelier et sur chantier,
- la rédaction des procédures et les rapports de fabrication.

Après cette mission en Extrême-Orient, une réinsertion en France ou à l'Etranger sera assurée.

Possibilité d'expatriation en famille.

Anglais indispensable.

Pour ce poste merci d'adresser votre candidature sous référence 2094 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMPLANTÉE EN AFRIQUE NOIRE
FRANCOPHONE
Fabrication et commercialisation de produits de grande consommation
LEADER DANS SON SECTEUR
recherche SON FUTUR

RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE GENERALE

Cette société, filiale d'un groupe français implanté dans différents pays d'Afrique, recrute le collaborateur direct du directeur financier, pour assurer la responsabilité de l'établissement du bilan et des questions fiscales. Dans un premier temps (2 à 3 ans), il exercera la fonction de contrôleur comptable des exploitations, chargé de la gestion et de la réforme des procédures de contrôle et de l'entretien d'une équipe de contrôleurs au siège et dans les agences.

Agé de 35 ans environ, de formation O.E.C.S. au minimum, le candidat retenu devra justifier : outre ses capacités d'organisateur et de formateur - une expérience d'au moins 5 ans de comptabilité générale et analytique d'un cabinet d'expertise-comptable.

La rémunération nette d'impôts annuelle de départ pourrait être de 10,5 à 12,5 millions de F.C.F.A. avec prise en charge du logement par la société. Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae et photo sous réf. C 241 à :

COFINOR
49, boulevard de Courcelles - 75008 PARIS

RESPONSABLE MATERIEL T.P. EXPORT OCEAN INDIEN

Entreprise de TRAVAUX PUBLICS, recherche pour l'un de ses chantiers situés dans l'OCEAN INDIEN, un gestionnaire de matériel, chargé de l'ordonnement et de la gestion budgétaire d'un important parc de matériel (approvisionnement et gestion des pièces détachées, prix de revient, planification, entretien préventif...).

Une première expérience acquise sur un chantier de T.P. est souhaitée.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier sont garantis par notre Conseil.

Merci de lui envoyer votre C.V. sous la référence 1118 M

Jean-Claude Maurice S.A.

397 1er. rue de Valenciennes - 75015 PARIS

CAST the leading independent container shipping company on the North Atlantic has an opening for a general sales manager for its European headquarters to be located in Antwerp.

The General Sales Manager will be assisting the French sales force in their container sales efforts. He will report directly to the Vice-President in Antwerp.

The ideal candidate will:

- ☐ have significant experience in the container shipping industry;
- ☐ be in the 30 to 40 age group;
- ☐ be fluent in French and English; and
- ☐ be an aggressive self-motivated senior manager.

Please send your c.v. and handwritten application to:

Mr. P. Briggs, Vice-President Administration
Cast Europe n.v., Noorderlaan 147, bus 8
2030 Antwerpen, Belgium

CAST

A Division of European Container Shipholdings Limited
THE BLUE BOX SYSTEM OF CONTAINER SHIPPING

GABON recrute PROFESSEURS DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET TECHNOLOGIQUE

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE DE LA REPUBLIQUE GABONAISE recherche pour la rentrée 1983-1984

Professeurs d'enseignement technique et technologique titulaires d'un des diplômes suivants :

- Ingénieurs, B.P. + expérience, B.T.S., D.U.T., C.A.E.C.E.T., C.A.P.E.T., expérience professionnelle ou pédagogique de 3 ans minimum dans les spécialités :
- Construction métalliques ;
- Mécanique automobiles ;
- Mécanique entretiens ;
- Electromécanique ;
- Construction mécanique (dessin industriel) ;
- Dessin du bâtiment ;
- Froid-climatisation ;
- Electronique ;
- Plomberie-installation sanitaire (B.P. + expérience) ;
- Secrétariat (B.T.S. minimum).

Pour enseignement dans lycées et collèges, capitale et provinces.

Avantages pour tout personnel : Logement assuré, soit hôtel tout confort, soit appartement meublé, suivant possibilités, avantages familiaux, voyages vacances tous les ans.

Salaire mensuel brut pour ancienneté d'exercice de 5 ans après diplôme (tous pays) le plus élevé, état des services officiels à l'appel :

• B.P.	Indice 195 = 2.872 F.
• B.T.S. ou D.U.T.	Indice 325 = 4.285 F.
• C.A.E.C.E.T.	Indice 350 = 4.535 F.
• C.A.P.E.T.	Indice 665 = 7.685 F.

Adresser candidatures avant le 15 mars 1983 au Service Culturel, Ambassade du Gabon, 26 bis, avenue Raphaël, 75016 Paris. (compréhension des diplômes, c.v., copie certifiée conforme, état de service officiels ou certificats d'exercice, extrait de casier judiciaire, fiche familiale d'état civil, fiche individuelle pour collation, certificat médical, copie certifiée (recto-verso) de la carte d'identité, copie du diplôme de baccalauréat certifiée conforme).

Tous les dossiers sont à fournir en double exemplaire.

N.B. - Tout dossier non strictement conforme à l'annonce ou incomplet sera retourné à l'expéditeur.

مكتبة

	la ligne	la ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIERS	52,00	61,57
AUTOMOBILES	52,00	61,57
AGENDA	52,00	61,57
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	la ligne	la ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIERS	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Ingénieurs confirmés

Entreprise de plus de 350 MF de C.A., 1 000 personnes, recherche pour son établissement de la région d'ANNECY (Haute-Savoie) :

Responsable méthodes fabrication

Ingénieur Grande Ecole, justifiant d'une première expérience industrielle en méthodes fabrication.
Mission (sous la responsabilité du Directeur de Production) :
- met en place et développe les méthodes de fabrication au sein de l'unité de production,
- assure la gestion technique des procédés de fabrication, étudie les améliorations possibles et les réductions de coût y afférentes,
- intervient comme support technique dans la phase de développement et d'industrialisation des nouveaux produits, en liaison avec les différentes fonctions concernées,
- assure la mise en production des procédés concernant les nouveaux produits (réf. 203/LM).

Ingénieur projet

Ingénieur Grande Ecole, justifiant d'une première expérience industrielle dans la conduite de projets liés à ce type d'activité (mécanique de précision).
Mission (sous la responsabilité du Chef de Service Développement) :
- participe à la définition des nouveaux produits,
- propose les solutions techniques et les moyens appropriés,
- réalise le développement et l'industrialisation (étude de faisabilité proto-série...),
- assure la planification (méthode P.E.R.T.) et la gestion complète du développement du projet (coût, délais, qualité) (réf. 25/LM).

Chef du service industrialisation

Ingénieur mécanicien confirmé (A. & M., E.N.S.M.).
Mission (sous la responsabilité du Directeur Développement et Industrialisation) :
- étudie et réalise les moyens nécessaires à la fabrication des nouveaux produits et à la mise en place des nouveaux procédés,
- élabore et assure l'exécution du plan d'investissement,
- traite l'ensemble des problèmes technologiques liés à nos fabrications,
- propose tout aménagement des produits, équipements, procédés visant à améliorer la production,
- étudie et réalise les travaux neufs et gros travaux d'entretien (réf. 101/LM).

S.T. Dupont
ORFÈVRES A PARIS

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae photo et prétentions à :
C. GAYDT - S.T. DUPONT - Usine de Viuz - 74210 FAVERGES.

L'Office public d'H.L.M. de la ville de Lorient recrute sur titre d'aptitude ou par voie de mutation un attaché de formation comptable et financière. Candidatures à adresser à : R.P.C. H.L.M. de Lorient, 8.P. 403, 56022 Lorient Cedex. T. : (02-97) 21-08-86.

Quotidien régional Ouest recherche pour **SECRÉTARIAT DE RÉDACTION JOURNALISTE** confirmé, libre rapidement.

Envoie MAIRIE LIBRE, 28, place de l'Éperon, 72000 LE MANS.

URGENT Ense. privé sous contrat cherche

PROF. DE MATHS

Temps complet, collège, lycée.

Téléphone : (01 85 1-85-42).

ASS. SOCIO-CULTURELLE

recrute

ANIMATEUR

spécialité technique

En. Ass. Rydon, du château d'eau, av. d'Épernay, 51100 Reims.



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

CGEE ALSTHOM
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ÉLECTRIQUES

recherche pour sa Filiale du MAROC

UN INGENIEUR ELECTRICIEN

(Diplômé Grande Ecole, expérience 2 à 3 ans entreprise électrique).

Pour prendre en charge les affaires d'équipement de Pompes.

Le poste est à pourvoir dans les plus brefs délais.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à No 58.564, Contesse Publicité 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

POUR SÉJOUR DEUX ANS DANS UN ÉTAT D'AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE

ÉCONOMISTE GÉNÉRAL ET INDUSTRIEL

- Contrôle et orientation de la gestion des entreprises publiques ;
- Constitution de dossiers de projets, pilotage de leur montage financier ;
- Définition d'une politique industrielle et d'industrialisation ;
- Elaboration et mise en place des outils pour une maîtrise et un pilotage de l'économie nationale.

- Formation et expérience confirmées sur les plans technique, gestion d'entreprise, économie nationale ;
- Connaissance des administrations et des économies africaines à haut niveau exigé ;
- 40 ans minimum.

Poste à niveau élevé offrant de réelles perspectives d'avenir pour candidat de valeur.

Envoyer C.V., photo et prétentions à RÉGIE-PRESSE, sous N° 037 973 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

STÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE (effectif actuel 630 personnes) filiale d'un groupe industriel de taille internationale recherche pour

AFRIQUE CENTRALE ingénieurs informaticiens

- 2 à 6 ans d'expérience
- connaissances bancaires et/ou IBM 34 appréciées
- saire attractif, avantages.

Adresser C.V., photo et prétentions à N. 2707 PUBLICITÉS RÉUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

GABON recrute PROFESSEURS ET INSTITUTEURS

LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE recherche pour la rentrée 1983-1984

PROFESSEURS :

P.E.G.C., licenciés, maîtres et certifiés pour enseignement 2^e degré général et technique en mathématiques, physique-chimie, sciences naturelles, enseignement manuel et technologique, français, espagnol dans lycées et collèges, capitale et province. Aucune candidature reçue en anglais, philosophie, histoire et géographie.

INSTITUTEURS :

Titulaires de C.A.P. primaire pour enseignement 1^{er} degré, capitale et province.

Avantages pour tout personnel : Logement assuré, soit hôtel tout confort, soit appartement meublé, suivant possibilités, avantages familiaux, voyage vacances tous les ans.

Salaire mensuel brut pour ancienneté d'exercice de 5 ans après diplôme (tout pays) le plus élevé, état des services officiels à l'appel.

- Instituteurs indice 325 = 4.285 F
- P.E.G.C. indice 350 = 4.535 F
- Licenciés indice 325 = 4.285 F
- Maîtres indice 515 = 6.185 F
- Certifiés indice 665 = 7.685 F

Adresser candidatures avant le 15 mars 1983 au Service Culturel, Ambassade du Gabon, 26 bis, avenue Raphaël, 75016 Paris (comprenant lettre manuscrite, 2 photos, C.V., copie certifiée conforme état de service officiels ou certificats d'exercice, copie certifiée conforme des diplômes, extrait de casier judiciaire, fiche familiale d'état civil, fiche individuelle pour les célibataires, certificat médical, copie certifiée (recto-verso) de la carte d'identité, copie du diplôme du baccalauréat certifiée conforme).

Tous les dossiers sont à fournir en double exemplaire.

N.B. - Tout dossier non strictement conforme à l'annonce ou incomplet sera retourné à l'expéditeur.

PETROCONSULT E.T.T. recherche pour l'étranger MOYEN-ORIENT et AMÉRIQUE DU SUD

INGÉNIEURS ÉLECTRICITÉ

B.T. - M.T. TÉLÉCOM pour supervision travaux et mise en route. Bilingue anglais-espagnol. Téléphoner ou écrire : 28, rue Jean-Giraudoux, 75118 PARIS. T. 720-85-75.

Frank. Fortsetzungsinform. mit deutschen Sprachkenntnissen AB 1-4-83 fuer Deutschland gesucht. Senden Sie Ihre Bewerbungsunterlagen mit 2 Bildern an: FOTOCATELIER BRANDNER, Gumpertstr. 44, D-7252 Weil der Stadt. Tél. : 19-48-7033-20-00.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES 296-15-01

CROUZET recrute

deux ingénieurs électroniciens "composants"

Notre division "Aérospatial" souhaite compléter son équipe de spécialistes des composants en intégrant deux ingénieurs débutants ou disposant de quelques années d'expérience.

Nous leur proposerons d'intervenir sur tous les aspects de l'utilisation des composants (prospective, technologie, évaluation, standardisation, aide au choix).

Les trois axes d'activité de cette équipe de spécialistes sont :

- les composants destinés aux activités de télécommunication et aux applications industrielles
- les composants spéciaux (circuits intégrés à la demande et semi à la demande)
- les composants destinés aux activités aéronautiques et spatiales.

Postes à pourvoir à VALENCE

secteurs de pointe... haute technologie... qualité... fiabilité... 6 000 personnes...

Crouzet

Merci d'envoyer votre lettre de candidature, C.V., photo, sous référence 3417 à Crouzet S.A. Direction du personnel 26027 Valence Cedex.

Brüel & Kjaer France

Instruments de mesure en Acoustique et Vibrations recherche

JEUNE INGENIEUR

Diplômé Grande Ecole avec Formation Electronique

pour poste TECHNICO-COMMERCE

Agence de LYON-BRON

Formation technique assurée en France et complétée par stages au Danemark.

Nous demandons aux candidats :

- Bonne culture scientifique.
- Connaissances souhaitables en acoustique et mécanique des vibrations.
- Dynamisme et aisance contacts humains.
- Liberté O.M.

Rémunération : Fixe + % C.A. + voiture.

Envoyer C.V. détaillé avec photo et prétentions :

38, rue Champoreux 91540 MENECY.

UNICEM ORGANISME PROFESSIONNEL proche du BATIMENT et des TRAVAUX PUBLICS recherche pour sa structure régionale à LYON son

SECRETAIRE GENERAL

En position d'adjoint, nous accueillons un jeune diplômé de l'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (DROIT, GESTION, COMMERCE). Sa mission sera d'assurer sur place les travaux d'une équipe administrative, de prendre en charge les problèmes posés par les entreprises adhérentes, de trouver les solutions adaptées et d'animer des réunions professionnelles. Ce poste permettra une évolution vers des fonctions plus importantes au niveau régional ou national. Ecrire au CABINET GATIER, 32 Rue Bahrème 69006 Lyon, sous réf. M 630.

Cabinet Gatier

IMPORTANTE SOCIÉTÉ AGRO-ALIMENTAIRE LYONNAISE recherche

RESPONSABLE CONTROLE DE GESTION INDUSTRIEL

de formation type SUP de CO ou équivalente. Expérience demandée : 3 à 5 ans dans un service de contrôle de gestion. La fonction requiert l'aptitude à l'animation d'une équipe de 4 personnes.

Envoyer C.V. détaillé, prétentions et photo sous réf. 10304 à Contesse Publicité, 74, rue Béchervaise 69363 Lyon Cedex 9

OPPORTUNITÉ POUR UN JEUNE RÉVISEUR COMPTABLE

Il arrive qu'après avoir passé quelques années dans un cabinet à préparer l'expertise, certains stagiaires, par tempérament, découvrent qu'ils se sentent plus engagés dans l'entreprise qu'ils ne le sont dans les autres, et de façon durable.

C'est ce qu'offre le poste de DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET COMPTABLE de notre PME connue, si elle potentielle ouverte, elle-même rattachée à un Groupe régional performant.

Si vous aimez la responsabilité, adressez sous identification A691 (portée sur l'enveloppe) votre C.V. (avec référence photo) scellée et cachetée au :

PAE BRETAGNE SUD

CEIP Conseil d'Entreprises 5, Avenue de Lyon - 29200 MORLAIX

REPRODUCTION INTERDITE



emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DU
SECTEUR BOIS
recherche

2 CHEFS D'ENTRETIEN

Pour usines situées dans L'EST de la France.

a) Ingénieur mécanicien ou électromécanicien

ayant une bonne expérience dans le domaine de la maintenance. Sa compétence devra lui permettre d'assurer la responsabilité d'une importante chaufferie.

b) Ingénieur mécanicien

ayant une bonne expérience dans le domaine de la maintenance. Sa large compétence dans le domaine mécanique, hydraulique, électrique et de régulation lui permettra d'être efficace dans tous les secteurs concernés. La pratique courante d'une langue étrangère (allemand ou anglais) est nécessaire.

Ils devront posséder capacité d'organisation et aptitude au management des hommes pour pouvoir animer cet important service d'une chaîne de fabrication en continu.

Pour chacun de ces postes, les candidats outre les fonctions de chefs d'entretien, devront assurer l'engineering et l'entretien des investissements courants du site.

Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo (renseignée) à AXIAL Publicité (réf. 18171) - 27, rue Teibout - 75009 Paris, qui transmettra.

Rhône-Alpes

5 INGENIEURS

Filiale de l'un des premiers groupes multinationaux français avec 4 000 personnes 5 usines en Europe. L'axe (USA) nous sommes le premier fabricant européen de matériel mondial dans notre spécialité : produits industriels destinés aux industries des matières plastiques et du textile.

INGENIEUR CHIMISTE FORMULATION

Pour mettre au point avec son équipe de recherche (7 personnes) des formulations pour les produits nouveaux (réf. M 5428 B).

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé d'une grande école de chimie (Paris, Strasbourg, Bordeaux, Nancy) pour le poste de formulation, une thèse de doctorat de troisième cycle dans le domaine des revêtements de surface ou des études d'interface.

INGENIEUR DE RECHERCHE PROCÉDES

Il anime une équipe de 3 à 4 personnes chargée des études de base du procédé afin d'améliorer le procédé, et une équipe de 3 à 4 personnes chargée de la conception puis des méthodes de fabrication des produits nouveaux.

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs diplômés ou ayant une première expérience industrielle plus particulièrement orientée vers les problèmes de mesures physiques et/ou vers des problèmes de thermique.

INGENIEUR CHIMISTE POLYMERES

Il est chargé de la mise au point des produits nouveaux : études de formulation adaptées à chaque application (polymères nouveaux synthétiques) (réf. M 5428 C).

INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT PROCÉDES

Il sera responsable de la mise au point au stade pilote des procédés nouveaux et de la transmission de ces procédés dans les diverses usines du groupe (réf. M 5428 E).

INGENIEUR ELECTRICIEN/ELECTRONICIEN

Il est chargé au sein du centre de recherche et de développement, de la conception des prototypes de machines et de nouvelles installations. Il prend en charge l'automatisme et l'informatique de processus y compris l'instrumentation des procédés.

Pour 5 postes d'ingénieurs, l'anglais est nécessaire et la connaissance de l'allemand sera un atout supplémentaire. Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous pli fermé, à :

EGOR RHONE-ALPES
Tour Châtaigniers - 124 rue Servant
69431 LYON CEDEX 3

EGOR INDUSTRIE
63 rue de Pontlieux 75008 Paris.

egor
PARIS LYON TOULOUSE MILANO PÉRIEUX LONDRES NEW YORK MONTREAL MADRID

Filiale d'un groupe industriel français, notre client, spécialisé dans la fabrication et la commercialisation de produits mécaniques de grande série, recherche le

Responsable des services comptables

180-200 000 F Périgord

Directement rattaché au Directeur financier, il :
- est garant de la fiabilité des chiffres et supervise les comptabilités de 3 sociétés ;
- participe à l'informatisation en temps réel du système comptable et à la réorganisation du service avec le chef comptable ;

- forme le personnel au travail sur écran ;
- met en place un système de gestion de trésorerie rationnel ;
- maîtrise la comptabilité générale et analytique ;
- transmet à date fixe les informations comptables demandées par le Groupe.

Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 32 ans, Diplômé d'une école supérieure de commerce (option finances-comptabilité) ou titulaire du DECS, il justifie d'une expérience similaire réussie dans un groupe industriel utilisant le système de reporting anglo-saxon. Il a participé à la mise en place d'un outil informatique en temps réel et l'utilise, possède des aptitudes à la formation et à l'animation des hommes. Une période dans un cabinet d'audit et la connaissance de la langue espagnole seraient appréciées.

Sylvie CATHELAÏN vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement sous la référence 5054/LM.



argos Département Conseil en Recrutement
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 227.96.49

cadre comptable et financier

Secteur para-pétrolier

Cette filiale française d'un important groupe américain du secteur para-pétrolier recherche un jeune cadre financier pour assurer avec l'aide d'une équipe de 7 personnes le reporting comptable et financier et le contrôle budgétaire de ses succursales en France. De formation type ESSEC, ESCA, complétée par un DECS, il posséderait, si possible, une expérience de 2 à 3 ans de la fonction dans une multinationale, une bonne connaissance de l'outil informatique et une parfaite maîtrise de l'anglais.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 10062 M à Arlette Biebuyck, Sema-Sélection - 64 bis, rue d'Alsace 31000 TOULOUSE



sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse



Ingénieur Informaticien et/ou Electronicien

Notre Imprimerie (300 personnes), située dans une ville agréable du Centre Ouest, dans le cadre de sa restructuration, recherche son RESPONSABLE PREPARATION Forme Imprimante.

Il sera l'homme de base du développement de l'imprimerie vers des techniques nouvelles, responsable des services photo-composition, photogravure, animation 100 personnes.

Il aura des aptitudes d'organisateur et de créativité doublées de bon sens. Si vous êtes intéressés par ce challenge dans une entreprise qui a su se donner les moyens de sa compétitivité, envoyez votre lettre manuscrite, CV sous référence 83704 M à Madame Claude FAVEREAU qui vous assure de sa discrétion.



13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

SOCIÉTÉ LEADER DU VÊTEMENT DE SPORTS

établie à TROYES recherche

adjoint au responsable du magasin stockage et expédition

Nous souhaitons un JEUNE INGENIEUR (ou équivalent) à fort potentiel. Nous recherchons un ingénieur (rigueur et méthode).
• Expérience de l'organisation industrielle (rigueur et méthode).
• Compétences et goût pour l'animation d'équipes (effectif total 130 pers.).
• Intérêt pour les techniques relatives à la logistique.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. 60 AM à :



Hervé Le Bault-Consultants
11, rue La Boétie-75008 PARIS Tél. : 265.38.39

RÉGION

recherche

SON RESPONSABLE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

pour créer et animer, sous l'autorité du Directeur Général du service, le secteur de la formation professionnelle pour lequel LA REGION veut de recevoir compétence.

Ce futur collaborateur devra posséder une formation supérieure et justifier d'une expérience de haut niveau de plusieurs années.

Une excellente connaissance des mécanismes de la formation professionnelle est indispensable.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé et rémunération actuelle et prétentions sous pli fermé à : Régie-Press, 86 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Pyrénées Presse QUOTIDIENS DÉPARTEMENTAUX PALOIS

recherche des

journalistes : SECRÉTAIRES DE RÉDACTION CONFIRMÉS

DANS LA PHOTOCOMPOSITION

Discrétion assurée. Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo au Directeur de l'Information PYRÉNÉES PRESSE, 40, rue Emile-Guibert, 64000 PAU.

notre responsable informatique en région Rhône-Alpes

Établissement bancaire, nous regroupons les études informatiques, l'exploitation et le système et cherchons l'animateur de ce service informatique (30 p.), afin d'intégrer en douceur le télétraitement et de tirer parti au mieux de notre nouveau DPS 8/GECOS avec TDS, TSS et IDS2.

Vous avez dépassé la trentaine, votre formation supérieure (d'ingénieur par exemple) et votre expérience diversifiée sur un site comparable au nôtre, ou vous êtes frotté à la conduite des hommes et d'un outil de production, vous permettant de viser plus de responsabilités et d'être à la tête d'un service informatique en mutation.

Notre consultant, D. MARTINDON, vous remercie de lui écrire à Lyon (réf. 83D LM) à « Carrières de l'Informatique ».

chef du service achats sous-traitance mécanique grande ville du Centre

Nous sommes une bonne affaire française et fabriquons, en sous-traitance, des ensembles mécaniques pour plus de 100 MF par an. A 30 ans au moins, vous avez un BTS en fabrication mécanique ou un DUT et une bonne expérience des achats acquis, de préférence, dans une affaire d'usinages mécaniques.

A la tête de votre service, vous menez des négociations avec nos fournisseurs (nous achetons pour plus de 25 MF de matières premières et d'outillages), gérez nos stocks (d'une valeur de 20 MF) et animez votre équipe. Vous êtes le collaborateur direct de notre directeur financier.

Notre consultant, A. LEROUX, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 4267 LM) à « Carrières d'Ingénieurs ».



ALEXANDRE TIC SA
10, rue Royale - 75008 PARIS
7, rue Servant - 69003 LYON

MEMBRE DE SYNTec



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



LEADER DE L'ALIMENTATION PRÉPARÉE POUR ANIMAUX FAMILIERS
FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL

Nous vous proposons de rejoindre une équipe de 970 personnes dont 240 Cadres, répartie dans 3 Usines récentes et hautement automatisées, installées à proximité d'Orléans (siège), Blois, Strasbourg pour participer et contribuer à notre Développement dans un marché en progression rapide en prenant une des fonctions suivantes à St-Denis de l'Hôtel (proximité Orléans).

4 FONCTIONS FINANCE - COMPTABILITÉ

FISCALITÉ - GESTION DES RISQUES

130 000 F + (réf. 100)

Mission

- Optimiser la Gestion Fiscale courante de l'Entreprise.
- Coordonner la Gestion des risques de l'Entreprise.

Profil

- Formation Supérieure : ESC, Licence en Droit.
- Expérience de 3 à 5 ans en Service Juridique Fiscal d'Entreprise ou Cabinet Conseil.
- Pratique de l'Anglais indispensable.

CONTRÔLE DE GESTION

140 000 F + (réf. 101)

Mission

- Élaborer et mettre à disposition des Responsables Opérationnels l'information nécessaire au contrôle et aux prévisions des activités Achats, Logistique et Production.

Profil

- Formation Supérieure : ESC, Licence ou Maîtrise Option Finance/Comptabilité.
- Connaissances informatiques.
- Débutants ou avec une première expérience en Comptabilité Analytique ou Contrôle de Gestion.

TRÉSORERIE

140 000 F + (réf. 102)

Mission

- Animer le Groupe Comptabilité Bancaire.
- Gérer le budget Frais Financiers.
- Réaliser les analyses financières nécessaires au pilotage des activités opérationnelles.
- Assurer la mise en place d'un système de Gestion de Trésorerie court terme automatisé.

Profil

- Formation Supérieure : ESC ou Université.
- Expérience minimum de 2 ans en Gestion de Trésorerie dans un Groupe International.
- Pratique courante de la Langue Anglaise.

RECOUVREMENT CRÉDIT

140 000 F + (réf. 103)

Mission

- Animer le Groupe Comptabilité Clients.
- Assurer la Gestion des Risques Clients.
- En relation avec les Départements Ventes et Distribution Physique rechercher l'optimisation de la rentabilité des opérations de distribution.

Profil

- Formation Supérieure ESC ou DUT avec expérience de 3 à 5 ans dans les domaines Comptables et Juridiques.

2 FONCTIONS LOGISTIQUE

TRANSPORTS

140 000 F + (réf. 104)

Mission

- Assurer le choix et la disponibilité des moyens de transport Matières Premières et Produits Finis au meilleur niveau Qualité/Prix.

Profil

- Formation Logistique/Transport DUT ou équivalent.
- Expérience minimum de 3 ans en Service Trafic/Affrètement.

ÉTUDES LOGISTIQUES

110 000 F + (réf. 105)

Mission

- Assurer l'analyse et le contrôle des budgets logistique.
- Réaliser les études ad hoc nécessaires à l'optimisation et à l'évolution de l'activité logistique.

Profil

- Formation Scientifique BAC + 2 DUT Logistique ou équivalent.
- Débutant ou première expérience en Contrôle de Gestion ou Logistique.

Que vous soyez débutant ou expérimenté vous trouverez :

- Une pratique poussée de la délégation des Responsabilités dans un système de Gestion décentralisé.
- Des pratiques de Gestion des Ressources Humaines avancées.
- Des possibilités de développement individuel basées sur :
 - La qualité de votre performance.
 - La formation permanente considérée comme une des priorités de l'Entreprise.
 - Les opportunités d'évolution dans des fonctions variées dans une structure d'organisation évolutive en France et à l'étranger.

Au-delà de votre formation et de votre expérience, votre force de caractère, vos qualités de communication, votre volonté de réussir et de progresser seront les atouts déterminants pour vous joindre à nous.

Vous êtes intéressé(e) envoyez-nous lettre manuscrite, CV et photo à : UNISABI SA - Département du Personnel (PS) - BP N° 7-45550 SAINT-DENIS-DE-L'HÔTEL - en précisant la référence du poste choisi.

CANIGOU - PAL - FROLIC - LOYAL - KITEKAT - RONRON - WHISKAS

La Filiale Française d'un Groupe International nous a demandé de rechercher son

responsable informatique

pour lui confier l'ensemble de l'activité Informatique de la Société (études et exploitation).

La personne recrutée devra assurer l'exploitation des applications existantes et le développement d'un nombre important de nouvelles applications (logicielles et matérielles). Elle dépendra directement du Directeur Financier et supervisera une équipe de 8 personnes.

Pour ce poste sont nécessaires : une formation supérieure en informatique et une expérience de 5 à 7 ans dont 2 ans dans une fonction similaire. La connaissance du matériel ICL (MIE 291) et de la langue anglaise serait très appréciée.

Le poste est à pourvoir à Limoges.

Envoyez votre C.V. à MARIE-JO MARTIAL sous réf. 2113-M au 4, avenue Marceau 75008 Paris, en indiquant votre salaire actuel et un numéro de téléphone.

Sup. de Co., DECS,...

Nous sommes une Importante Entreprise de Travaux Publics dont la structure est solidement ancrée en France et à l'étranger.

Notre réussite est due en partie à la qualité des hommes qui concourent à notre développement.

Aussi pour assurer notre expansion, nous offrons à de JEUNES DIPLOMÉS de l'enseignement supérieur des postes de CADRES ADMINISTRATIFS

Après une période de formation de 6 à 8 mois durant laquelle vous apprendrez votre métier, vous rejoindrez l'une de nos exploitations en France ou à l'étranger.

Adressez lettre manuscrite, c.v. et photo sous référence 1640 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui tr.

Société française appartenant à un puissant Groupe International spécialisé dans la mécanique de précision, nous occupons une place de leader dans notre domaine d'activité

responsable méthodes

BAS RHIN

Chargé de diriger un service de 50 personnes, vous serez particulièrement responsable :

- de l'élaboration des prix de revient,
- de la coordination des services Méthodes avec les différents services internes à l'entreprise,
- des relations avec les autres services Méthodes des usines du Groupe,
- de la recherche de l'évaluation des technologies dans notre domaine d'activité.

Ingénieur A. et M. ou équivalent vous possédant une expérience d'une dizaine d'années acquise dans un poste de Responsable Méthodes ou sein d'une entreprise industrielle de taille internationale.

Vous posséderez une bonne connaissance de la fabrication en grande série.

La maîtrise de la langue allemande est impérative.

Envoyez adressez lettre manuscrite + C.V. + photo sous référence 8903-EM à MGP, 65, avenue des Vosges - 67000 Strasbourg.



management
gestion du personnel
PARIS STRASBOURG

CABINET JURIDIQUE SUD-OUEST

recherche pour son service P.M.E.

RESPONSABLE DE PROJET

Formation supérieure en comptabilité, fiscalité et droit.
2 ans de pratique.
Dynamique, sens du contact.
Travail en équipe.
Poste d'avenir.

Adr. C.V. av. photo et lettre manuscrite s/n° T037894 M, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

MERLIN GERIN

15000 personnes, 35 filiales, en France et dans le Monde. Chiffre d'affaires 82 : environ 5 milliards, en progression de plus de 30%, réalisé pour près de 50% à l'exportation.

Nos forces de vente française et étrangère développent leur action appuyées par le service publicité et promotion qui recherche le

CORRESPONDANT PRESSE TECHNIQUE

Chargé d'assurer la présence de MERLIN GERIN dans la presse technique nationale et internationale, il participe à la définition des plans d'actions média, coordonne et centralise toutes les actions concernant la presse.

Le poste convient à un journaliste de formation scientifique, ayant une expérience en milieu industriel, motivé par une carrière dans un groupe performant.

Le poste est à pourvoir à GRENOBLE, la connaissance de l'anglais est indispensable.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. MTM 206 à MERLIN GERIN Service GCE 38050 GRENOBLE Cedex.

MICADO GRENOBLE

recherche

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE ÉLECTRONIQUE

Expérience de quelques années en CAO Micro-électronique pour travailler dans équipe de recherche de haut niveau. Disponible immédiatement.

C.V. + lettre manuscrite à adresser à : MICADO 21st chemin du Pré-Carré, 38240 MEYLAN.

STÉ ÉQUIPEMENT AÉRONAUTIQUE

recherche POUR RÉGION OUEST

CHEF SERVICE TECHNIQUE

Ingénieur 30 ans minimum.

Expérience au moins 5 ans en technique électrique, machines tournantes et électromécanique.

Ses fonctions seront :

- organisation et suivi budgétaire du service,
- réalisations et essais techniques,
- assistance et soutien aux autres services.

Anglais indispensable.

200.000 F +

Envoyer sous réf. 324/M à SWEETS, B.P. 269, 75424 PARIS Cedex 09, qui transmettra.

مكتبة الشامل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	La région	La région T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	81,32
IMMOBILIER	22,80	27,04
AUTOMOBILES	52,00	61,87
AGENDA	52,00	61,87
PROP. COMM. CAPITAL	161,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La région	La région T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Débutant, vous voulez acquérir de fortes compétences techniques en informatique

Jeune ingénieur ou titulaire d'un diplôme équivalent

Nous vous offrons cette possibilité au sein de notre Groupe de Distribution, **UNIDIS MAJOR** à Bourges : 1 800 personnes, 48 supermarchés, un C.A. de 1,7 milliard de F en 1982, un taux d'expansion de 35 % par an en moyenne depuis 12 ans.

Nous procédons à des développements informatiques importants en utilisant les outils IBM les plus récents : deux 4331-2 sous OOS/VM dans un environnement OB/DC. Nous travaillons également avec le concept INFO-CENTRE. Vous rejoignez notre équipe Système et, après une période de formation, vous assurez le rôle au point technique des nouvelles applications de pointe de la Société, en particulier celles concernant l'emploi, dans les magasins, de caisses enregistreuses à scanner.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/560, à Nicole DOGNIN qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI 49, av. de l'Opéra
75002 Paris



Les Régions Nord et Est se développent et créent les postes de

Chef d'agence

basé à LILLE - réf. 101

Ingénieurs commerciaux

basés à ARRAS réf. 102 à MULHOUSE réf. 202
basés à NANCY réf. 203 à STRASBOURG réf. 204

Nous avons une gamme motivante de produits généralisés (comptabilité, paie, facturation, etc...) en informatique répartie (micro-ordinateurs connectables) et en télématique, parfaitement adaptée au marché des Entreprises et des Cabinets Comptables.

Vous êtes ambitieux, dynamique, diplômé d'une école de commerce ou titulaire du O.E.C.S., avec une expérience dans la vente aux Entreprises et aux Cabinets Comptables.

Nous vous proposons, après une période de formation à nos produits et à nos méthodes de vente, de rejoindre nos équipes où vous serez motivé par des responsabilités et une rémunération en conséquence. Ecrivez avec C.V., photo et prétentions à L. BAUVIN, Directeur de Région, SLIGOS, B.P. 451 - 62028 ARRAS CEDEX. Discretion assurée.

Compagnie Internationale de services appliqués à l'industrie pétrolière, nous recherchons pour notre centre d'études et de fabrication implanté en région Rhône-Alpes, un

INGENIEUR responsable de notre centre de calcul scientifique

Il sera chargé de son exploitation et de son développement tant hardware que software. Il dirigera une équipe de haut niveau et procèdera expertise, assistance et formation en informatique scientifique pour tout le centre. Il connaîtra parfaitement le matériel DIGITAL, ses logiciels de base, ses pro-

phéniques ainsi que ses outils logiciels dans les domaines graphiques, bases de données et traitement de texte. Une expérience de quelques années dans une activité similaire est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. L.281 à Média-System, 93 rue Edouard Herriot, 69002 Lyon, qui transmettra.

sepro LA-ROCHE-SUR-YON (Vendée)

Constructeur d'équipements industriels pour l'automatisation du travail de la tôle et des plastiques.

N°1 français dans sa spécialité, recrute pour son secteur **ROBOTIQUE**.

Ingénieur d'affaires

Electromécanicien, A.M., INSA ou équivalent

Expérience 3 ans environ. Après une période de formation, assurée par nos soins, il sera chargé :

- d'analyser les besoins des clients,
- de présenter les devis,
- de participer directement à la mise en service des équipements,
- d'assurer le suivi en clientèle.

Ce poste essentiellement technique, comporte de nombreux contacts en clientèle et des déplacements de courte durée en France et en Europe.

Adresser C.V., manuscrit, photo et prétentions sous réf. 1067M à DIRECTION DU PERSONNEL - SEPRO - 87 X - 85002 LA-ROCHE-SUR-YON CEDEX



GRUPE THOMSON

Leader dans l'équipement des cuisines professionnelles recherche pour une Unité de Fabrication à VILLEFRANCHE-SUR-SAONE (69)

un cadre responsable des achats
130000 F Age 30/35 ans

Sous l'autorité du Directeur des Achats il doit :

- négocier les conditions de prix, de réception, de paiement;
- proposer aux services techniques et de production de nouveaux fournisseurs et de nouveaux produits.

Seront particulièrement appréciées :

- une formation technique, niveau Ingénieur ou BTS;
- quelques années d'expérience comme acheteur dans l'industrie métallurgique;
- les capacités de négociation : diplomatie et ténacité;
- la facilité des contacts à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise (déplacements fréquents);
- la pratique de l'Anglais.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 8301 à INCA CONSEIL EN RECRUTEMENT - 20, Côte des Chapeliers - 26000 VALENCE.



Sud du Jura

Entreprise transformation plastiques, 1 000 personnes, 5 unités de production offre une opportunité de carrière dans la fonction

Finances Administration Générale

Rattaché immédiatement au Directeur Général, membre d'un staff dans une entreprise caractérisée par sa jeunesse et son esprit de concentration, en contact étroit avec les conseils extérieurs, il exercera ses fonctions dans les domaines suivants :

- finances : animation des services comptables, analyse des comptes d'exploitation, relations bancaires en liaison avec la direction générale;
- administration : contentieux, assurances, relations avec organismes et partenaires divers;
- contrôle permanent des procédures et des titres.

Ce poste nécessite une formation supérieure type ESC ou similaire, de bonnes connaissances financières et une expérience vécue en milieu industriel.

Les candidatures précisant la rémunération souhaitée seront étudiées avec la plus grande discrétion, sous réf. 102, par Josette Vanden Bone

v.d.b conseil
Chamandre - 01340 Foissat



OKAL
Europa grösster Fertighaushersteller
sucht für seine französische Filiale
einen erfahrenen.

VERKAUFSLEITER/KAUFMANNISCHEN LEITER

Mehrjährige Praxis im Bereich Kosten/Controlling ist ebenso erforderlich wie Verantwortungsbewusstsein, Kontaktfähigkeit, und Durchsetzungsvermögen für die erfolgreiche Durchführung der Vertriebspolitik. Damit verbunden sind auch gelegentliche Reisen ins Ausland.

Die Beherrschung der deutschen und französischen Sprache ist Voraussetzung sowie eine gute Vertriebsausbildung und Praxis.

Wenn Sie dieses Angebot interessiert, so senden Sie Ihre aussagefähigen Unterlagen für eine erste Kontaktaufnahme an :

FDAL

11, rue Silbermann, 67000 STRASBOURG.

Arjomari Isère

INGENIEUR LABO-PRODUCTION

Arjomari, l'un des plus importants groupes de l'industrie papetière française (3 milliards de CA, 4 500 personnes) crée le poste d'ingénieur laboratoire de fabrication.

Intégré totalement à l'équipe de direction, son rôle est de favoriser le progrès technique et la qualité de papier spécifique fabriquée à l'usine. Pour cela, il analyse les appels d'offre, établit un cahier des charges, évalue la faisabilité des nouveaux papiers, programme les essais, assiste la fabrication et organise le contrôle qualité. Nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur débutant (formation EEP si possible). Homme de terrain, disponible, il est profondément motivé par la qualité en production. Outre ses compétences techniques (chimie organique, macro-moléculaire, techniques du papier...), il possède de réelles qualités humaines : d'adaptation et de dialogue, qui favoriseront son évolution au sein de l'usine. Les conditions offertes, l'ambiance de travail et les perspectives de carrière sont de nature à intéresser un candidat de valeur. Le poste est basé à l'usine de Charvonnay (Isère). Une possibilité de logement existe.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 6453 O.

EGOR RHONE-ALPES

Tour Cadix Lyon
129 rue Servient 69431 Lyon Cédex 3.

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL MADRID



LES LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES
DELANDE
Usine de Quetigny-la-Dijon
recherche :

2 PHARMACIENS pour département CONTROLE

le D.E.P.S. contrôle physico-chimique des médicaments

- Ou le D.E.S.S. méthodes physico-chimiques d'analyses et de contrôle des médicaments est nécessaire.

pour département PRODUCTION

- Il participera à la gestion d'une ligne de produits (fabrication et conditionnement).

Adresser c.v. et photo aux : Laboratoires DELANDE, 6, boulevard de l'Europe, 21800 QUETIGNY.

Développer la fonction méthodes

Assurer la fonction méthodes dans son sens le plus large (étude du processus, d'organisation, intégration des développements futurs, études de postes...); élaborer le processus de maintenance, d'entretien préventif, jusqu'aux besoins de formation; prendre en charge la totalité des actions d'engagement en rapport avec les services techniques (choix du matériel, études économiques, suivi et contrôle financiers...); animer la fonction sécurité de l'établissement (objets, actions...).

C'est la mission que vous propose la filiale d'un des tout premiers groupes français pour une de ses usines de fabrication (600 personnes) située en Bourgogne. Vous êtes ingénieur généraliste, de formation et votre expérience confirmée de la fonction méthodes s'est déroulée dans un secteur industriel de grande série. Homme de rigueur et de développement, vous souhaitez valoriser cet acquis en saisissant une véritable opportunité.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite sous réf. M 115 B à OC Conseil, 91, rue du Faubourg Saint Honoré, 75008 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

air industrie

Filiale du Groupe

SAINT-GOBAIN
recherche

Pour sa Division Conditionnement d'Air
dans les Transports

UN INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT

Mission : Négocier des projets d'équipements de conditionnement d'air auprès de constructeurs internationaux.
Profil : • Ingénieur diplômé.
• Expérience confirmée du commerce international de biens d'équipements industriels.
• Anglais indispensable, seconde langue appréciée.

(réf. 10/85)

Pour sa Division Dépollution,
spécialiste de l'anti-pollution

DEUX INGENIEURS D'AFFAIRES

Mission : Gérer d'une manière complète une ou plusieurs affaires pour en assurer la réalisation depuis les études jusqu'à la réception.
Profil : • Ingénieur diplômé.
• Première expérience de la conception technique d'ensembles industriels.
• Capacités de gestion et d'animation.
• Anglais indispensable.

(réf. 1A/85)

Pour ces 2 postes à pourvoir à COURBEVOIE, adressez votre dossier de candidature, en précisant la référence du poste choisi, à :
Mme MICHEL - Service Emploi Formation
19 Avenue Dubonnet - 92411 COURBEVOIE Cedex.

Conjuguez votre pratique comptable avec votre savoir-faire en mini-informatique.

Après une formation de style Sup' de Co + DECS, venez valoriser votre double compétence acquise en 5 à 7 ans en devenant

notre responsable informatique et comptabilité.

Nous sommes une affaire de bonne taille (2000 p., 900 MF, 10 centres régionaux). A notre siège parisien, vous animez nos services comptables (20 p.), supervisez la préparation du budget, des plans de financement et de trésorerie et établissez bilans et CE.

Vous mettez en place une informatique conversationnelle autour d'un PDP 11/44 installé depuis peu.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4046LM) à «Carrières de l'Informatique».



Promodès notre futur responsable à Caen INFOCENTRE

Nous sommes un grand de la distribution: CONTINENT et CHAMPION... et nous avons réalisé un CA de 17 000 MF en 1982. Nous disposons d'une informatique dédiée aux applications de la direction du groupe mais voulons aller plus loin en créant pour commencer un INFOCENTRE autour d'un IBM 4331.

Sous l'autorité du responsable des études informatiques du siège, vous lancez et animez cette fonction et vous consacrez à la formation et au conseil auprès des gestionnaires utilisateurs du siège et des principaux établissements régionaux.

Après votre formation supérieure, vous avez acquis, en 5 ans ou plus, dans l'industrie ou la grande distribution, une solide compétence de chef de projet et, peut-être, pris déjà le virage INFOCENTRE; venez apprendre à nos utilisateurs à tirer le meilleur parti de l'outil informatique.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4286 LM) à «Carrières de l'Informatique».



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

adjoint au directeur des engagements

BANQUE DE DEPOT PRIVEE

Nous sommes l'une des premières banques privées Françaises avec un effectif de 190 personnes et un total de bilan proche du milliard de francs. Notre développement conduit notre Directeur des Engagements à créer un poste d'Adjoint. Ce nouveau collaborateur sera associé aux différentes phases de l'étude des dossiers d'engagement, mais prendra plus particulièrement en charge les aspects juridique, immobilier et contentieux. Ce poste convient à un homme de 30 ans minimum, de formation supérieure (Droit ou Sciences Eco.) ayant acquis une première expérience dans un service engagements d'une banque. Nous serons attentifs au potentiel du candidat car le poste est évolutif.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous réf. 234.83 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTec



emplois régionaux

IMPORTANT ORGANISME REGIONAL SITUÉ SUR LE LITTORAL NORD-PAS-DE-CALAIS recherche POUR SON DÉPARTEMENT DÉVELOPPEMENT

un(e) Adjoint(e) ou un(e) Substitut(e)
diplômé(e) de l'Enseignement Supérieur.

En tant que collaborateur direct du Responsable de ce département, sa mission comportera la conduite d'études économiques variées, intéressant en particulier les activités portuaires; le recueil des informations requises à cet effet auprès des sources concernées; l'entretien de relations et de communications efficaces auprès des instances socio-économiques régionales, nationales et internationales. La maîtrise de l'anglais, parlé et écrit, est donc indispensable ainsi que les qualités d'analyse et de contact.

La rémunération, très satisfaisante, sera évolutive et fonction de l'expérience de départ.

Prière d'adresser curriculum vitae manuscrit à
MAP CONSEIL
33, rue Linné - 75005 PARIS.



ÉTABLISSEMENT FINANCIER TOUR MAINE-MONTFARNASSE

recherche
pour son département

CRÉDIT

LE RESPONSABLE DE SA CELLULE « ANALYSE FINANCIÈRE »

35 ans environ.

Diplômé de l'enseignement supérieur commercial (E.S.C.A.E. Maîtrise de Gestion, etc.) et justifiant de 5 ans minimum d'expérience en tant que CRÉDIT-MAN au sein d'un établissement de type bancaire ou financier.

Il devra prouver son aptitude aux contacts de haut niveau, sa psychologie, sa créativité, ainsi qu'une forte capacité de direction et de décision.

Il encadrera une équipe d'environ 5 collaborateurs.

Adressez curriculum vitae et photo à :
FACTOFRANCE HELLER
Service des Personnels - Tour-Maine-Montfarnasse
75734 PARIS CEDEX 15.

Chef de Service Informatique

IBM 34 puis 43 XX

220 000 F

Notre Association, loi de 1901, regroupe un nombre très élevé d'entreprises. L'informatisation de sa gestion administrative (pala, bilan social, gestion des adhérents), est en cours et comprend de très gros fichiers. Equipés d'une IBM 34, 256 K, qui fonctionne en temps réel et en télétraitement, nous allons évoluer vers un matériel plus puissant. Nous cherchons le responsable capable d'optimiser le fonctionnement du service actuel, de concevoir le nouveau plan informatique puis de le mettre en place, et de diriger le service qu'il aura restructuré. Ce poste basé à Neuilly, convient à un ingénieur grande école ou universitaire, informaticien confirmé dans la gestion d'un service ou dans la direction de projets informatiques.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous réf. 23652/M à M.J. FOURNIAT, Tour Chénod, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.



TYMSHARE NETWORK SYSTEMS CONSULTING (TNSC)

Filiale de Tymshare, leader mondial dans le domaine des réseaux de transmission de données, constructeur du réseau TYMNET recherche des

Ingénieurs logiciel

ayant acquis une expérience des applications de téléinformatique, au niveau système chez un constructeur d'ordinateurs, de terminaux ou de processeurs frontaux, dans une SSSI ou chez un utilisateur.

La connaissance de procédures de transmission est appréciée.

TNSC offre :

- Une formation aux techniques de pointe dans le domaine de la commutation de paquets, des réseaux à valeur ajoutée et de la télématique.
- Une ambiance de travail favorisant les prises de responsabilités.
- Des possibilités réelles de carrière dans un secteur en pleine expansion.
- Des déplacements de courte durée en Europe et aux USA (California).

Envoyer C.V. détaillé photo et rémunération actualisée sous référence 1037M à TNSC, 210 bureaux de la Cotline 92213 SAINT-CLOUD - Tél. 771-91-15.

WANG

LEADER DANS LES DOMAINES DU TRAITEMENT DE TEXTE ET DE LA MINI-INFORMATIQUE DE GESTION C.A. mondial 1982 : 1,2 Milliard de \$ - 20.000 personnes

recherche dans le cadre de l'expansion de son Service de Maintenance

INSPECTEURS DE MAINTENANCE

- Titulaires du BTS/DUT ou équivalent, vous avez une expérience de 3 à 4 années dans le service après-vente de systèmes informatiques.
- Vous désirez être autonome à l'intérieur d'un secteur géographique dans lequel vous assurerez la maintenance d'une gamme étendue de matériels.
- Nous vous offrons une formation approfondie sur nos produits et à moyen terme une possibilité d'évolution vers des responsabilités de supervision.

Les candidats motivés par une telle opportunité sont priés d'envoyer lettre manuscrite et C.V. à :
Brighton RICHARD, Direction du Personnel
WANG-FRANCE S.A. - 78/05, Avenue Gallieni - 93174 BAGNOLET CEDEX

GIRATEV GROUPE EX ORIF

Dans le cadre du développement de l'AUDOUVILLE, Giratev Informatique du Groupe EX ORIF, acquiescé de matériels puissants et variés IBM 3031/4, MAGNUS (jusqu'à 180 terminaux), 8100 à 2000 - Mira 6 - Multia 4000 - Solor 10, occupe son potentiel d'études en informatique de gestion (complexité d'architecture distribuée, micros, minis, télécom) et en ingénierie des technologies audiovisuelles nouvelles (télématique en particulier).

• Pour cela il recherche pour son service industrialisations et méthodes

CADRE INFORMATICIEN

MAGE ou équivalent
Indispensable : expérience d'un an minimum comme analyste et études sur IBM 370, goût pour les méthodes soignées : connaissance en PLI
Salaire de 140.000 à 164.000 F selon expérience.

PROGRAMMEUR

DUT ou équivalent
Expérience souhaitée 1 an minimum dans un environnement IBM à poste en PLI
Salaire de 110.000 à 133.000 F selon expérience.

Merci d'adresser CV manuscrit et photo en précisant le poste souhaité à Europe Informatique, Sélection 12, rue Godot de Mauroy 75009 Paris.

CADRES INFORMATIQUES D'ETUDES

Détachés ou de préférence ayant 2 ans d'expérience MAGE ou équivalent
La connaissance de PLI, PL/1, et/ou du PL/1 et du matériel IBM est souhaitable.
Salaire de 130.000 à 164.000 F selon expérience.

PROGRAMMEUR APL expérimenté

DUT ou équivalent
Expérience minimum en APL 2 ans. Aptitudes nécessaires aux contacts pour conseil et formation des clients.
Salaire de 140.000 à 164.000 F selon expérience.
Pour l'ensemble de ces postes plan de formation complète mensuelle assurée par le groupe.
Avantages sociaux d'un grand groupe.

Europe Informatique Sélection



INDUSTRIE LAITIÈRE

INGENIEUR D'AFFAIRES A L'EXPORTATION

ENSIA, ENSA, INSA

Alfa Laval est un grand fournisseur international des industries alimentaires. Notre branche Export est responsable pour le Groupe des marchés d'Afrique francophone. Nous renforçons notre équipe et souhaitons rencontrer un ingénieur ayant une première expérience dans la vente d'équipements et procédés laitiers. Vous serez responsable de la prospection et de la négociation. Avec l'aide des services techniques vous suivrez vos réalisations.

Le poste basé à notre siège des Clayes sous Bois (Ouest de Versailles) nécessite de nombreux déplacements à l'étranger.
La connaissance de l'anglais est indispensable.
Merci d'adresser votre CV et prétentions sous réf 588 à :
B. LEGRAND Directeur du Personnel Alfa-Laval BP 16 78340 Les Clayes sous Bois.



Analystes organiques

IBM 34 puis 43 XX

Association loi 1901, exploitant un IBM 34, 256 K, en temps réel et en télétraitement, nous gérons de très gros fichiers d'adhérents qui vont nécessiter l'introduction d'un 43-31. Peu structuré, notre service informatique offre de sérieuses perspectives d'évolution à des analystes programmeurs, hommes et femmes confirmés en GAP II Interactif, ayant l'expérience des applications de gestion administrative. Lieu de travail : NEUILLY.
Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous référence 23652/M à M.J. FOURNIAT qui étudiera votre dossier en toute discrétion à 584-CEGOS, Tour Chénod, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**Anticorrosion
Déformation des métaux
CHEF DE PRODUITS**

Cette Société, filiale d'un groupe international de la pétrochimie, fabrique et distribue des lubrifiants et produits chimiques industriels. Elle crée un poste de Chef de Produits anticorrosion et déformation des métaux.
Sous l'autorité du Directeur Commercial, il prend en charge l'étude, le suivi et le développement de produits s'adressant aux marchés du traitement de surface, de l'anticorrosion et de la déformation des métaux. Il assure la liaison avec les laboratoires de recherche et apporte une assistance technique au réseau de vente.
Pour ce poste à responsabilité, nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Chimiste ou un diplômé de l'Enseignement Technique Supérieur. Il a déjà acquis une solide expérience dans l'un des domaines mentionnés.
Poste basé en Banlieue-Ouest.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 11475 H à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Pontlieu 75008 Paris

egor
PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL MADRID

**Second-Oeuvre Bâtiment
RESPONSABLE ADMINISTRATION
DES VENTES**

Cette société, filiale d'un important groupe industriel français, est spécialisée dans la distribution de tubes, raccords et accessoires.
Elle s'adresse à une clientèle industrielle et du bâtiment : plomberie, chauffage, sanitaire, frigoristes en direct ou par des réseaux de négociants et revendeurs. Elle Elle souhaite renforcer l'assistance de son équipe commerciale et créer un poste de responsable administration des ventes.
Rattaché à la direction commerciale, il a pour mission d'assurer la force de vente et d'assurer un suivi efficace de la clientèle. Il a la responsabilité du traitement des commandes (enregistrement, préparation de la facturation, suivi des expéditions), de la correspondance et des relations téléphoniques avec la clientèle : tarification, documentation, litiges... outre l'animation d'une équipe de sept personnes, ce poste implique des contacts réguliers avec les chefs de produits, les représentants, ainsi que les services comptable et informatique.
Nous souhaitons rencontrer un homme de 30 ans minimum, justifiant d'une expérience significative de cette fonction acquise de préférence dans le domaine du second oeuvre bâtiment ou de la quincaillerie industrielle. Le poste est basé en proche banlieue Nord-Est.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et salaire actuel, sous réf. M 2494 D, à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Pontlieu 75008 Paris

egor
PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL MADRID

De la technique à l'exploitation

JEUNE INGENIEUR

Pour exercer de véritables responsabilités industrielles incluant un commandement sur les hommes et de larges délégations de gestion, il faut d'abord parfaitement connaître la spécificité de l'industrie concernée.

Un des premiers Groupes industriels français vous propose d'acquies cette connaissance dans une de ses usines (850 personnes) située en région parisienne (94).
Rattaché au Responsable des fabrications, cet ingénieur se secondera pour tout ce qui concerne les développements technologiques en cours (machines, outillages, procédés nouveaux, produits...). Ensuite, il évoluera, à moyen terme, vers un poste plus large d'exploitation car il en connaît alors les exigences.

Pour tenir ce poste évolutif, nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur électromécanicien (AM, ENI, INSA, HEL...) ayant acquis une première expérience industrielle. Les développements de carrière, nombreux et variés, se feront soit dans cette usine, soit dans une des autres unités industrielles du Groupe en France ou à l'étranger.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 4197 AH à :

EGOR INDUSTRIE
63 rue de Pontlieu 75008 Paris

egor
PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL MADRID

Contrôle Bailey

GRUPE CGEE ALSTHOM recrute

DEVELOPPEMENT
réf. 3RD14

INGENIEURS ELECTRONICIENS

pour développement de systèmes de Process Control industriels pour les domaines suivants :

- automates industriels (matériel, logiciel et redondance)
- réseau de communication à bus rapide haute sécurité
- conception L.S.I. pour transmission haute vitesse.

Parfaite connaissance micro-processeurs exigée.

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
réf. 3IA23

INGENIEURS INFORMATIENS

Temps réel
pour système appliqué au Process Control
Connaissance SOLAR souhaitée.

DOCUMENTATION TECHNIQUE
réf. 3DC43

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Très expérimenté en rédaction de manuels techniques électroniques.
Langue anglaise indispensable.

Adresser C.V. détaillé à **CONTRÔLE BAILEY** - Direction du Personnel en précisant la référence du poste choisi
B.P. 210 - 92142 CLAMART Cedex.

Banque Clientèle Privée

Un gestionnaire oui, mais un promoteur. 150 / 200 000 F

Paris
Nous sommes une banque de dépôts étrangers. Notre responsable clientèle privée, véritable chef de produits, élabore la politique marketing de produits financiers pour une clientèle de particuliers, anime les relations avec les investisseurs institutionnels et développe un chiffre d'affaires personnel.

30-35 ans, une formation supérieure et/ou une expérience comparable, anglais courant, vous permettront de négocier au mieux votre collaboration (banque classe V).

Adresser lettre manuscrite + CV + coord. tél. sous référence 11910 au

CNPG CONSEIL EN RECRUTEMENT 105 av. Victor Hugo 75116 Paris

Des Leaders pour un Leader

N° 1 français de la franchise en reprographie rapide, nos ambitions sont grandes : 25 franchises en 1983, 50 en 1984. Pour structurer notre développement, nous recherchons :

Responsable de l'Animation franchise 150 000 F +
réf. 123441

en étroite relation avec le PDG, il développe et coordonne l'assistance auprès des franchiseurs : formation, négociation, organisation, recrutement, marketing terrain...

HEC, ESSEC, SUP de CO... 28/30 ans, une expérience dans le commerce associé où la franchise est un atout. animateur doublé d'un organisateur, sa mission réussie lui ouvre des responsabilités très significatives.

Responsable de la Gestion Financière 130 000 F
(réf. 123445)

du contrôle de gestion dont il met en place les procédures à la gestion de trésorerie où il introduit un nouveau système, il conseille et assiste le directeur général ainsi que les franchiseurs dont il négocie les dossiers de crédit.

HEC, ESSEC, ESC... 2/3 ans d'expérience d'un service ou organisme financier ont affiné ses techniques et développé son sens de la négociation. Il réalise ses objectifs... et satisfait ses ambitions.

Adresser lettre manuscrite + CV + coord. tél. sous référence choisie au

CNPG CONSEIL EN RECRUTEMENT 105 av. Victor Hugo 75116 Paris

Attaché(e) à la Direction Générale...

De notre organisme de couvertures sociales (200 personnes) situé à Paris. «Agent double», vous aurez deux missions : **ETUDES** car vous analyserez et réaliserez différentes statistiques, tenez les tableaux de bord, préparez les dossiers de conseils... **RELATIONS PUBLIQUES** car vous assurez les contacts extérieurs avec nos entreprises adhérentes.

Pour ce poste, une formation supérieure en mathématiques (de préférence orientée vers l'ACTUARIAL ou les statistiques), des connaissances juridiques et le goût des contacts sont nécessaires.

Adresser lettre manus. + CV + prétentions + coord. tél. sous réf. 11172 au

CNPG CONSEIL EN RECRUTEMENT 105 av. Victor Hugo 75116 Paris

contrôler

BIENS D'EQUIPEMENTS INDUSTRIELS
BANLIEUE OUEST 250.000 F+

Notre client est une société qui fabrique et commercialise des biens d'équipements industriels. Elle emploie près de 2500 personnes en France et elle est leader sur l'ensemble de ses lignes de produits en Europe.

Nous recherchons le Contrôleur de cette entreprise afin de lui confier l'ensemble des fonctions de contrôle de gestion et de comptabilité. Dans ce poste, il dirige et anime une vingtaine de personnes et a la responsabilité fonctionnelle des activités comptables et budgétaires dans les usines. Nous recherchons une personne âgée de 30 ans au minimum, diplômée de l'enseignement supérieur (expertise comptable agréée) possédant une expérience réussie soit dans une direction financière d'une société américaine, soit dans un cabinet d'audit international. Une excellente maîtrise des méthodes de contrôle budgétaire et de comptabilité générale et industrielle (anglais-souffisant) est donc nécessaire ainsi qu'une bonne connaissance de la langue anglaise. Le dynamisme de l'entreprise, son activité et l'importance du Groupe auquel elle appartient offrent de réelles possibilités de développement de carrière pour une personne compétente sachant communiquer à tous les niveaux de direction. La plus grande discrétion dans l'examen des dossiers est garantie.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 7940-M à L.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS



SYSIN S.A.
Société d'Informatique
78370 PLAISIR

- Systèmes temps réel
contrôle de process
et télétransmission -

RECHERCHE

1 INGÉNIEUR LOGICIEL

- Niveau DEA, 2 ans d'expérience minimum ;
- Il devra avoir une très grande faculté d'adaptation ;
- Il sera amené à prendre la totale responsabilité de projets.

Envoyer C.V. prétentions à SYSIN B.P. 43 78370 PLAISIR.

IMPORTANT ORGANISME DE GESTION IMMOBILIÈRE

recherche pour PARIS

JEUNE CADRE chargé du PERSONNEL

Sous l'autorité du secrétaire général il devra assurer toutes les fonctions habituelles de la gestion du personnel de cet organisme, propriétaire et exploitant d'un très important parc de logements locatifs.

Pour être candidat, il faut, après une solide formation en droit et en psychologie, avoir acquis une première expérience concrète (3 à 5 ans) dans un service du personnel.

BELLES PERSPECTIVES D'AVENIR



Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 18, rue de la Paix, 75002 PARIS.
(sous référence 2.475)
DISCRETION ET RÉPONSE ASSURÉES.

Project Engineer climatisation

Un groupe de Sociétés Américaines très important a étudié un système de régulation de l'énergie (climatisation, fluides, transport) dans les immeubles et édifices de grande dimension. Les premières opérations sont en cours de réalisation.

Pour assurer le succès de ce projet, il recherche un ingénieur parlant couramment l'anglais, ayant acquis une expérience en automatisation - régulation (en particulier les chaudières) et si possible de l'informatique.

Une formation spécialisée en partie aux États-Unis sera assurée.

Lieu de travail : Région Parisienne avec déplacements en province.

Possibilités d'évolution très importantes au sein du Groupe en France et aux États-Unis.

247 à SODERHU

11, rue La Boétie - 75008 PARIS

A Paris du 21/1 - 22, rue St-Augustin - 75002 PARIS

membre de Syntec

Soderhu

JURISTE HF

BLOIS

Nous sommes une jeune société filiale d'un groupe spécialisé dans le second oeuvre bâtiment (2000 personnes). Nous offrons à un jeune licencié en droit public/et/ou privé, droit des affaires, de devenir notre juriste d'entreprise mais aussi l'adjoint du secrétaire général.

Nous vous confierons les missions suivantes : rédaction - mise au point - contrôle - suivi - aussi bien des contrats (clients/fournisseurs) que des polices d'assurances ou litiges.

Votre avis concernant tous problèmes administratifs ou juridiques sera important, de même que l'information que vous transmettrez aux collaborateurs de la société concernant le droit social, fiscal, etc...

Adresser sous votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) à LAURENT BOUILLET Mail Pierre Charlot BP 25 41003 BLOIS CEDEX

Laurent Bouillet Ingénieur

Cii Honeywell Bull

Dans le cadre de son Réseau Commercial France recherche

INGENIEURS COMMERCIAUX CONFIRMES

Diplômés de l'enseignement supérieur, vous avez une bonne expérience de la vente en informatique. Femme ou homme d'affaires avisés, vos talents de négociateur et votre imagination sont vos atouts. Vous voulez donc mettre vos compétences au service d'un grand constructeur qui a pour mission d'être un pôle de développement de l'informatique nationale. Nous savons vous offrir des garanties de réussite, une solide implantation, une gamme étendue de produits, un marché porteur.

Vous désirez travailler à Paris ou en Province. Si nos intérêts se rencontrent, adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 204 M à Cii Honeywell Bull - PC 0G021C - 94, av. Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

NOUS VOUS PROPOSONS UN AVENIR AUJOURD'HUI.

SPI - SOCIÉTÉ POUR L'INFORMATIQUE, filiale de PECHINEY UGINE KUHLMANN

est, dans le domaine en pleine évolution des sociétés de service et de conseil en informatique, une référence de premier ordre. Notre centre de traitement, exceptionnel par sa taille (équipé IBM - 3081 et 3033), l'importance de son réseau (plus de 1000 terminaux et 10.000 télex), la variété de ses applications, constituent un environnement à peu près unique. SPI, c'est aussi 300 collaborateurs compétents, dont une forte proportion de Codres et Ingénieurs. Fidèles à leur entreprise, ils vous proposent de les rejoindre aujourd'hui pour participer à leur succès de demain.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

X, CENTRALE, MINES, SUPÉLEC, INP Grenoble - Toulouse

quelle qu'il été votre formation en Grande École, vous avez une place chez nous. À l'issue d'une période de formation personnalisée, nous vous confierons très rapidement des responsabilités (réalisation, conception, développement) accompagnées de perspectives vous permettant d'envisager une carrière à votre dimension.

Nous sommes ouverts aux idées neuves, nous aimons l'ambition et savons apprécier la compétence : pour bâtir notre avenir et garantir notre succès, nous comptons sur vous.

Faites-nous part de vos aspirations et motivations, en adressant votre candidature au Service des Affaires Sociales No 1 - SPI - 98, bd Victor Hugo - 92115 Clichy - PECHINEY UGINE KUHLMANN



HITACHI DIASONICS

Une croissance de 50% dans L'IMAGERIE MÉDICALE: Ultrasons, Radiographie Digitale, Résonance Magnétique Nucléaire, recherche

directeur de division radiographie digitale

35 ans minimum, de formation supérieure, il aura pour mission: définir la politique de vente, prospecter et suivre les Clients, manager les revendeurs locaux, organiser les congrès et les "trainings", former les acheteurs et encadrer le service technique.

Anglais courant - Voyages fréquents aux U.S.A.

La Société vous fournira une très grande autonomie d'action et, si vous réussissez, votre rémunération sera très élevée. Frais réels. Vantage de fonction.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite (CV, photo et prétentions) à Pierre SEGUY, Directeur Général de SONOTRON S.A. - BP 66, Z.A. de Courtabœuf 91942 LES ULIS.

Gérer des portefeuilles d'obligations...

C'est ce que vous propose un des premiers établissements financiers d'Europe. Si vous êtes un professionnel averti dans ce domaine, dont l'expérience rapide et positive demande une personnalité ambitieuse et pouvant prouver les résultats obtenus. Vous appliquerez la politique de gestion qui est fixée, mais dans une grande autonomie d'action, sur le marché obligataire français. Si vous avez une formation supérieure et des connaissances solides en informatique, prenez contact avec nous confidentiellement. Envoyer CV, photo, salaire et prétentions sous ref. 9815 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra.

NOUS VOUS ATTENDONS



Vous êtes diplômé (MAGE, ESCA, INGENIEUR, MAITRISE SCIENCES...). Vous êtes débutant : nous vous formerons. Vous avez une première expérience : ce sera un plus.

Nous vous proposons des postes d'Analystes en Informatique car nous sommes de gros utilisateurs d'informatique de gestion (3 IBM 43-41, 500 terminaux en France).

Nous sommes une des premières mutuelles françaises, l'une des plus dynamiques aussi : 3 milliards de chiffre d'affaires, 2.300 salariés. Des postes d'informaticiens sont à pourvoir à Rouen-Belbeuf et à Paris.

Ecrivez-nous pour faire connaissance : Mutuelles Unies - Mme Meuhourat 3037 X - 76029 ROUEN CEDEX.

mutuelles unies

chef d'agence



NORSK DATA fabrique et commercialise une gamme complète d'ordinateurs minis et super-minis 16 bits et 32 bits. Dans le cadre de son expansion, la filiale française recherche le chef de son agence de Paris.

Directement rattaché à la Direction Générale, il devra développer, en Ile de France, les ventes de matériels et de systèmes informatiques : il assurera la gestion commerciale et financière de l'agence, avec détermination des objectifs et suivi des résultats. Il dirigera, animera et motivera une équipe de 6 ingénieurs commerciaux et il participera à l'élaboration de la politique commerciale de la société.

Le candidat, âgé d'au moins 35 ans, connaît bien l'informatique et il peut justifier d'une expérience réussie à la tête d'une équipe commerciale, si possible chez un constructeur d'ordinateurs. Une formation est prévue sur les matériels Norsk Data. Déplacements en France et à l'étranger. Poste évolutif pour un candidat de valeur. Anglais courant.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 13064 M à B. Brannan, Sema-Selection Centre Matro, 16 - 1B, rue Barbes 92126 MONTRouGE

sema, selection

IMPORTANT GROUPE DE PUBLICITÉ recherche

UN AUDITEUR INTERNE SENIOR

Diplômé de l'enseignement supérieur, il aura acquis un minimum de 3 années d'expérience dans les domaines de l'Audit, de la Révision ou du Contrôle de Gestion, si possible dans les sociétés de services.

Après une période de formation, il se verra confier des missions de contrôle et d'assistance, tant en France qu'à l'étranger. Le poste proposé offre de très larges possibilités d'évolution à l'intérieur du Groupe.

Une bonne connaissance de la langue anglaise est souhaitable.

Les candidatures avec CV complet sont à adresser à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal 75001 PARIS sous ref. 31985.

Ingénieurs

Confirmés ou 1 à 3 ans d'expérience. Rejoignez une équipe d'ingénieurs spécialisés temps réel ! et contribuez à notre développement dans les domaines suivants :

- CONTRÔLE DE PROCESSUS.
- TELE-INFORMATIQUE.
- LOGICIEL DE BASE.
- CFAO.

Adresser C.V. et prétentions à :



9, boulevard Jean Jaurès - 92100 BOULOGNE.

1 technico-commercial

Pour la vente de ses produits sur le secteur Est de la France.

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur électronique, électrotechnique ou BTS, DUT. Il est demandé 3 à 5 ans d'expérience dans la vente de produits industriels de contrôle, régulation, mesure de grandeurs physiques.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 5776/JR à AMP 40, rue Clément de Sorres - 75015 PARIS (qui transmettra).

AÉROPORT DE PARIS

recherche COMPTABLE (HOMME ou FEMME)

pour animer son service de comptabilité analytique (5 personnes) BTS - DUT - DECS. Expérience d'un an minimum en entreprise ou cabinet.

Il (ou elle) sera chargé (e) du contrôle de la comptabilité analytique.

Adresser lettre et C.V. à : M. CARRIÈRE 291, Bd Raspail, 75014 PARIS ou téléphoner : 320-15-00

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE (1.000 personnes)

recherche

POUR LE POSTE D'ADJOINT AU DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT JURIDIQUE ET FISCAL

Juriste d'entreprise

(environ 35 ans)

ayant acquis au moins 5 années d'expérience du DROIT DES AFFAIRES, notamment dans les domaines suivants :

- contrats commerciaux, nationaux et internationaux,
- études de gestion des contrats d'assurance,
- propriété industrielle,
- droit social,
- contentieux.

Ce poste nécessite une solide formation juridique (I.E.P., Maîtrise de Droit-DESS, DEA ou Doctorat), la pratique de l'anglais, le sens des responsabilités et une grande aisance dans les contacts.

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence 1435 à

SOURCES

16 rue Jean-Jacques Rousseau 75001 Paris (qui transmettra)

jeune ingénieur électromécanicien AM - INSA - SUDRIA

Implantée en proche banlieue Est de Paris, notre Société leader sur son marché dans le domaine agro-alimentaire, recherche un JEUNE INGÉNIEUR ÉLECTROMÉCANICIEN pour assurer la mise au point, l'optimisation et les études de matériels nouveaux de fabrication et de conditionnement.

Dépendant directement du Directeur de la Production, il assurera les liaisons avec le service Expédition pour la réalisation et le suivi des travaux demandés.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur, débutant ou non, ayant outre ses compétences techniques, le goût des contacts, du travail en équipe, de l'innovation et de la responsabilité.

De larges possibilités d'évolution et une rémunération motivante existent pour un candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions sous ref. 7932-M à I.C.A. 3, rue d'Hauteville - 75010 Paris - qui transmettra.

I.C.A.

International Classified Advertising NEW YORK PARIS

مكتبة الشامل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



**crédit
foncier
de france**

LE CREDIT FONCIER DE FRANCE
organisé à PARIS
les 14 et 15 Mars 1983
un concours
pour le recrutement
d'ATTACHÉS
(options : Juridique -
Financière - Mathématique)

Ce concours, ouvert aux candidats possédant la nationalité française ou celle d'un autre Etat membre de la Communauté Economique Européenne, masculins ou féminins, âgés de plus de 20 ans et de moins de 32 ans au 1er Janvier 1983, est accessible notamment aux :

- titulaires :
- d'une maîtrise ou d'une licence en droit, sciences économiques, lettres ou sciences, gestion ou économie appliquée,
- du diplôme d'études complètes supérieures,
- anciens élèves diplômés de certaines Grandes Ecoles, des Instituts d'Etudes Politiques ou du Centre d'Etudes Supérieures de Banque,
- notaires,
• clercs de notaires justifiant d'une ancienneté professionnelle de 5 ans ou moins et de la possession du baccalauréat de l'enseignement secondaire ou de la capacité en droit,
• architectes ou géomètres experts, diplômés par le Gouvernement.

Sous réserve que les candidats obtiennent au moins la moyenne de 12 à la fin des deux séries d'épreuves, le nombre des places offertes au concours est fixé à 18 postes se répartissant normalement à raison de 9 postes en option juridique, 7 postes en option financière et 2 postes en option mathématique.

Les candidats admis au concours seront appelés à être affectés, en fonction des vacances de postes, dans un des Services de la Société à PARIS ou en PROVINCE, où ils devront exercer des fonctions exigeant des connaissances approfondies soit dans le domaine juridique, soit en gestion comptable, financière, administrative ou commerciale, soit en matière d'expertise immobilière.

Les inscriptions seront reçues du 24 janvier au 11 février 1983 inclus

Renseignements complémentaires et documentation peuvent être obtenus au CREDIT FONCIER DE FRANCE - Service du Personnel
19, rue des Capucines - BP 55 - 75050 Paris cedex 01 - Tél. 244-50-66 - 244-50-67

UIE
GROUPE AMREP

recrute pour
**GRAND PROJET
EXPORTATION**

Base proximité immédiate PARIS (78), avec missions
ponctuelles EXTREME-ORIENT

un chef de projet (project manager) réf. LM/1

• Expérience conduite complète d'un très grand projet chez engineering internationaux indispensable. • Organisation et coordination des groupes d'études, d'achats, de supervision locale. • Liaisons avec clients, fournisseurs, sous-traitants.

un responsable achats réf. LM/2

Ingénieur d'affaires parfaitement rompu au suivi des commandes dans un engineering international ou grande entreprise.

un ingénieur assurance-qualité réf. LM/3

Possédant bonne pratique de l'assurance-qualité sur grand projet récent.

un ingénieur électricité/instrumentation réf. LM/4

Expérience de grands projets de type pétrochimique et pétrolier.

jeunes ingénieurs (A.M., E.N.S.I. ou G.M.) réf. LM/5

Les candidatures sans pratique courante de l'anglais ne seront pas retenues. Adresser lettre, C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à UIE - Service Recrutement, 32, avenue Hoche, 75008 Paris.

WANG

LEADER DANS LES DOMAINES DU TRAITEMENT
DE TEXTE ET DE LA MINI-INFORMATIQUE DE GESTION
C.A. mondial 1982 : 1,2 Milliard de \$ - 20.000 personnes
recherche

UN TECHNICIEN DE LABORATOIRE

- Après une formation approfondie sur nos produits le titulaire du poste assurera le dépannage en laboratoire de systèmes de produits informatiques intégrés.
- Si vous avez une formation BTS, DUT ou équivalent ainsi qu'une expérience de 3 à 4 années dans la maintenance de systèmes informatiques.
- Si vous possédez un bon niveau d'anglais et des connaissances de Basic, alors vous devez proposer votre candidature (lettre manuscrite avec C.V.) à :

Brigitte RICHARD - Direction du Personnel
WANG FRANCE S.A. - 78/80, Avenue Gallieni, 93174 BAGNOLET CEDEX

GROUPE GUERBET

Groupe pharmaceutique français, en expansion, 450 personnes,
200 MF de CA, crée un poste de :

**chef de laboratoire
de recherche**

Ce poste est à pourvoir au sein du service analyses chimiques. Il s'adresse à un ingénieur chimiste ayant de solides connaissances en chimie organique et en analyse physicochimique. Une expérience de quelques années dans ces domaines est indispensable.

Dans sa partie technique, la fonction concerne essentiellement l'étude analytique (structure, technique de contrôle...) de principes actifs nouveaux ou éprouvés, dans le but d'assurer leur développement.

Ce poste comporte la responsabilité de l'animation d'une petite équipe. Il convient à un cadre soucieux de développer de bonnes communications avec son environnement.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé et photo + prétentions sous réf. DB 24183 à :



guerbet s.a.

BP N° 15,
93601 AULNAY SOUS BOIS Cedex.

LA GUILDE INTERNATIONALE DU DISQUE
Société spécialisée dans la vente par correspondance
de produits d'édition et de loisirs

recherche

pour son DÉPARTEMENT MARKETING à EVREUX

**CHEF DE SERVICE
PLANNING**

qui devra assurer avec une équipe de cinq personnes les fonctions suivantes :

- Lancement et suivi des opérations publicitaires.
- Coordination entre l'agence de publicité, l'informatique et le mailing.
- Contrôle de la qualité des messages ainsi que des délais d'exécution de parution presse ou de postage.

Ce poste s'adresse de préférence à un jeune professionnel de la V.P.C. ou de la publicité, possédant de bonnes connaissances en fabrication d'imprimés, désirant poursuivre son évolution dans un poste opérationnel où il pourra mettre en avant sa personnalité, son énergie et son goût des contacts. L'anglais sera un atout supplémentaire.

Envoyer dossier de candidature complet avec photo et prétentions au Département des Relations Sociales,
Boite Postale 1.000, 27001 EVREUX CEDEX.

**GROUPE
SLIGOS**

**Division Moyens de Paiement
De l'informatique
à la monétique**

SLIGOS assiste l'ensemble des professions de la banque et de la distribution dans l'élaboration et la mise en place des nouveaux moyens de paiement électronique (cartes magnétiques et à mémoire, terminaux point de vente, autorisation en temps réel, systèmes d'autorisations multi-cartes, mise en place de « home banking », ingénierie de cartes de paiement à l'exportation, etc.). L'expérience acquise depuis 12 ans lui a permis, non seulement de devenir le leader européen incontesté dans ces domaines, mais aussi d'acquiescer une réelle maîtrise dans les techniques les plus avancées, tant informatiques que de télécommunications. Pour faire face au développement rapide de cette activité, SLIGOS est amenée à renforcer ses équipes et à rechercher des

**Ingénieurs expérimentés et Ingénieurs débutants
X, Télécom., Centrale, Mines, Ponts...**

pour concevoir et développer des systèmes originaux faisant appel à
des techniques avancées.

Destinés à prendre rapidement des responsabilités dans le cadre de projets importants, ils participeront dans un premier temps :

- à la définition globale des nouveaux systèmes en liaison avec de nombreux intervenants, à leur développement et à leur mise en place,
- à la définition des mécanismes qui devront assurer l'utilisation, la sécurité et la logistique.

Le développement des logiciels qui supporteront ces systèmes. Ces systèmes sont destinés à être mis en place, soit en France, soit à l'étranger. Certains postes conviennent à des ingénieurs débutants, d'autres seront confiés à des ingénieurs ayant acquis une expérience de 2 à 5 ans, chez un constructeur, un utilisateur ou une SSCI, dans l'un des domaines suivants : applications bancaires sur gros systèmes, réseaux et télétransmission, mini et micro-informatique (logiciels et/ou matériels).

Pratique courante de l'anglais technique ; connaissance d'une autre langue appréciée. Une formation aux techniques spécifiques de l'activité sera assurée. Lieu de travail : PUTEAUX. Nous avons demandé à Mme CLERE de nous aider à étudier les candidatures. Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée s'il y a lieu, 73655/M à Mme CLERE, Tour Chenonceaux, 204, Rd-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE.

Centre
inffo

Le Centre pour le développement de l'information
sur la Formation Permanente

recherche

UN(E) CHARGÉ(E) D'ÉTUDES

SA MISSION :

- Réalisation d'études et Réduction de documents d'information sur l'offre de formation professionnelle continue.
- Animation d'actions de formation et d'assistance technique.

PROFIL :

Niveau Maîtrise ou 3^e cycle en Sciences Sociales, Sciences de l'Éducation, Économie ou Sociologie du Travail. Expérience professionnelle 5 ans minimum de conseil en formation ou en matière d'emploi et de qualification.

Adresser C.V. détaillé et prétentions M. J.-M. LUTTRINGER,
CENTRE INFO - TOUR EUROPE, LA DÉFENSE 2,
33, place des Corolles, 92400 COURBOVOIE.

sopalin s.a.

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL,
MARQUES : SOPALIN - KLEENEX - FREEDOM

recherche pour sa division
GRANDE CONSOMMATION

ASSISTANT CHEF DE PRODUITS

Vous apprendrez votre métier de chef de produits au contact de professionnels pratiquant un marketing rigoureux. Une formation commerciale supérieure est demandée. La pratique de l'anglais est nécessaire. Ce poste est à pourvoir immédiatement à PARIS.

Vous - vous joindre à votre courrier le récit, maximum une page, d'une de vos expériences (stages ou autres) mettant en évidence vos aptitudes pour ce poste.

Envoyer votre candidature (CV + photo) à Monsieur François ROBERT - SOPALIN S.A.
Bureaux de la Colline - 92213 ST CLOUD - Discretion totale et réponse de rigueur.

RESPONSABLE D'EXPLOITATION

PARIS

180 000 +

Filiale d'une importante société de diffusion spécialisée dans le roulage, recherche son nouveau collaborateur. Sous l'autorité du Directeur de cette filiale, il aura pour mission d'organiser et de gérer l'exploitation de deux ateliers. Ses responsabilités porteront principalement sur : l'ergonomie, les investissements (implantation, recherche de nouveaux matériels), l'amélioration des gains de productivité, la formation du personnel. Agé de 30 ans minimum, il aura été formé dans une école d'ingénieurs (A.M., I.C.A.M., I.N.S.A., E.N.I., etc.) et reçu une formation complémentaire en gestion (I.A.E., I.C.G.) et informatique. Homme de terrain, il sera également un très bon gestionnaire dans la maîtrise des techniques et de l'animation des hommes. Ce poste, comportant des responsabilités très importantes, ne pourra être confié qu'à une personnalité très affirmée qui, en plus de sa compétence, apportera à l'entreprise une grande disponibilité d'esprit et de temps. Après la période d'essai, qui sera fonction du degré d'adaptation du candidat aux techniques de la société, la fonction évoluera vers celle de Directeur d'exploitation.

Adresser C.V. + photo sous réf. 71097 A

SEGE

Jean WEBRECHER
11, allée de la Robertsau
67000 STRASBOURG
DÜSSELDORF - LONDRES - MADRID - PARIS

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

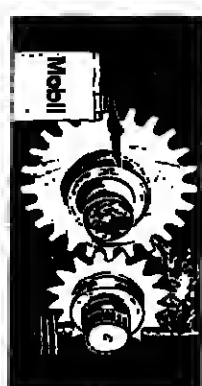
OFFRES D'EMPLOIS

Mobil

Ingenieurs généralistes, débutants ou 1^{re} expérience, rejoignez les équipes d'ingénieurs d'application et inspecteurs commerciaux de Mobil. Vous appliquerez sur le terrain vos compétences acquises dans les domaines mécanique, génie chimique ou thermique... Votre forte technicité sera valorisée par la formation Mobil.

Ingenieur application

Vous prenez en charge la promotion et l'application de nos produits dans les grandes entreprises industrielles (lubrifiants, produits d'usinage, combustibles...). Vous développez en clientèle des actions variées telles que programmes de graissage rationnel, préconisation de produits de haute technicité, formation des spécialistes d'entretien, bilan économique de vos actions. Vous participez à l'établissement des objectifs de votre unité, en liaison avec les commerciaux, ainsi qu'à l'évolution de notre gamme de produits et de nos méthodes de vente. C'est dire que vous êtes un homme d'action et de relation, autant que de technique.



Inspecteur commercial

Vous assurez, dans le secteur dont vous avez la charge, l'importante responsabilité de la prospection et du suivi des marchés pétroliers : lubrifiants, produits spéciaux, combustibles. Vos clients sont : l'industrie, les travaux publics, les transports... Vos interlocuteurs : des techniciens bien sûr, mais aussi les services achats et les directions générales des sociétés industrielles. Cette variété dans les contacts va de pair avec le goût de la mobilité, le sens des responsabilités exercées à tous niveaux chez vos clients et prospects.

Ces postes concernent de jeunes généralistes. Ils sont à pourvoir à Paris et en Province.

Pour plus d'informations, adressez-nous une lettre avec votre C.V. plus photo sous réf. 58341 à MOBIL OIL FRANÇAISE - service central recrutement - Tour Septentrion - 92081 PARIS LA DEFENSE Cedex 9.

Le spécialiste de la lubrification

ANALYSTE MIAGE ou équivalent

2 à 3 ans d'expérience.

Notre organisme gère un très important parc de terminaux (plus de 250) reliés à des compatibles IBM (SIEMENS 7875 et NASCO 7031).

Nous réalisons de nombreuses applications nécessitant une solide expérience tant en COBOL qu'en TELETRAITEMENT (CICS exigé). PAC apprécié. Le développement est assuré par des équipes très autonomes de taille humaine (4 à 5 personnes). Les carrières que nous proposons dans un environnement technique du meilleur niveau sont assorties d'avantages divers.

Faites-nous part de vos motivations en nous adressant votre candidature, CV, photo et prétentions, à CTICEP - Les Mercuriales - 40, rue Jean Jaurès - 93176 BAGNOLET CEDEX.

Centre Technique Informatique
de la Caisse d'Epargne de Paris

INTERNATIONAL CONSULTING FIRM
HEADQUARTERED IN UNITED STATES
is looking for their

EUROPEAN COMPTROLLER

Reporting to the European manager, based in Paris, he will be responsible for :
- accounting of the European parent and subsidiary companies,
- the treasury function,
- budgeting and planning,
- all internal and external reporting including consolidations,
- financial and operational audits of European Companies,
- Corporate Secretariat for European Companies including fiscal aspects.

The successful candidate should hold a recognised business or accounting qualification and/or degree and will demonstrate a minimum of 5 years experience in auditing, consulting and/or comptrolling.

The position would best suit a young, dynamic and diplomatic EEC national, fluent in English and French and willing to travel a substantial part of his time.

Remunerations is motivating and in line with responsibilities and experience.

Applications should be made to writing accompanied by a detailed curriculum vitae to : PIERRE LICHAU S.A. - réf. 2225
B.P. 220 - 75063 PARIS Cedex 02 - who will forward.

Jeunes ingénieurs

L'ingénierie : tremplin des responsabilités

Entrer dans une grande société d'ingénierie, c'est se donner la chance d'évoluer en fonction de ses goûts et de son tempérament. SERETE, en particulier, offre à chacun l'occasion de construire une carrière riche et variée, car ses domaines d'activités sont multiples (pétrochimie, énergie, industries de transformation, bâtiment, techniques avancées...) et son évolution est permanente.

Jeunes ingénieurs de grandes écoles, débutants ou ayant une première expérience, nous vous proposons un métier passionnant, à la mesure de votre curiosité d'esprit, de votre sens des responsabilités, de votre désir de réaliser, de construire.

Au départ, vous vous intégrez dans l'une de nos équipes de spécialistes dans l'un des domaines suivants :

- informatique industrielle
- CAO, bureautique
- mécanisation et logistique industrielle
- génie climatique
- électricité
- thermique

Rapidement, nous vous conférons la responsabilité d'un lot technique au sein d'une équipe de projet. Par la suite, nous adaptons ensemble, vous et nous, votre évolution de carrière selon votre personnalité : ingénieur de projet, ingénieur spécialiste, technico-commercial.

Cette opportunité vous intéresse, adressez rapidement lettre de candidature et CV détaillé sous réf. 618 à Joel Ollieux, SERETE, 86 rue Regnault 75640 Paris Cedex 13.

serete
ingénierie

APPUYER LE DÉVELOPPEMENT DE NOS DIRECTIONS RÉGIONALES

La Direction Commerciale de l'ENTREPRISE INDUSTRIELLE (8000 personnes, 2,5 milliard de chiffre d'affaires) souhaite renforcer son équipe basée au siège à PARIS et recherche un

INGÉNIEUR COMMERCIAL (INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES INDUSTRIELLES)

De préférence diplômé d'une Grande École (ESE, INSIEG, ENSEIHT, ENSEM...) il possède une solide expérience des Chantiers de cette nature. Son rôle d'Assistance et de Conseil auprès des Directions Régionales (aménager à établir et développer des relations avec l'ensemble des protagonistes du marché des Installations Électriques Industrielles (Grandes Entreprises Publiques, semi publiques, ou privées, maîtres d'œuvre) et à faciliter l'obtention et le suivi des contrats.

Une très bonne connaissance de ce marché est donc nécessaire. Des compétences en automatique, régulation et informatique industrielle seront appréciées. Une carrière évolutive est possible pour un élément de valeur.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez à l'attention des Conseils en Recrutement de la Société EUREQUIP réf. 8.705 M

EUREQUIP
Département Recrutement
15, avenue d'Eylau - 75116 PARIS Tél: 553.84.73

SITB

Parmi les premières SSCI françaises leader dans le secteur BANQUES-FINANCES, recherche :

Chef de projet

De formation supérieure et possédant une expérience informatique de quelques années acquise au sein d'une Banque ou d'une Société de Services, il a mené à bien de grands chantiers et sait animer une équipe.

Ace professionnel de l'informatique Bancaire, nous proposons de devenir l'interlocuteur privilégié de certains de nos clients en prenant en charge le conseil et l'organisation de l'ensemble des applications informatiques de ces Banques.

Ce poste sera basé à Paris Centre dans nos Divisions Etudes.

(Sur demande écrite, une documentation de notre Société vous sera expédiée).

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à M^{me} PERONNIN, SITB, 38, rue des Jeûneurs 75002 Paris.

PUBLICITÉ CINÉMA

Nous sommes une société de production, jeune mais expérimentée, nous créons un nouveau département et nous proposons un poste d'avenir

en

Vous avez une solide formation de base littéraire et artistique.

Vous avez une première expérience d'assistant de réalisateur ou d'assistant de directeur de production.

Vous êtes dynamique, ambitieux et vous avez une forte personnalité de négociateur et de créateur.

Vous devrez dès vos débuts :

- rechercher des sponsors
- bâtir les canevas des films
- négocier leurs budgets

A ce poste attractif (fixe + intéressement) vous participerez à la création du département.

Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et salaire actuel à N. 2701 PUBLICITÉS RÉUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

Société chimie fine pharmaceutique

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS recherche

2 JEUNES INGÉNIEURS CHIMISTES EN SYNTHÈSE ORGANIQUE

Le premier poste : en recherche (synthèse organique à visée thérapeutique) conviendrait à un jeune docteur-ingénieur ou à un jeune diplômé d'un E.N.S.C., ayant acquis une première expérience en laboratoire de recherches.

Le deuxième poste : au sein du département développement, est axé sur des applications en synthèse organique (mise au point et optimisation de synthèse et de procédés labo. + pilotes), ayant acquis une première expérience de labo. en synthèse organique.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo), sous n° T 037.899 M, à RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Presque un DG

Vous prenez la responsabilité d'un centre de profit de 110 personnes : une usine de 75 personnes et un secteur de ventes de 26 départements sur la façade Atlantique. Vous dirigez des résultats positifs. Tout cela dans le cadre d'une multinationale américaine implantée en France depuis longtemps. Les méthodes de management, de budget et de reporting sont éprouvées. Vous pouvez ainsi faire du travail de qualité comme vos deux collègues qui se partagent le reste du territoire. Vous coopérez avec le DGA mais aussi avec les fonctionnaires du siège parisien.

Une opportunité intéressante pour un généraliste capable d'animer un encadrement de production et une force de ventes bien au fait de leurs métiers. Une implantation en Ile de France. Un personnel qui ne demande qu'à bien faire. La succession d'un collègue récemment promu dans la société. Des moyens industriels et budgétaires bien adaptés aux objectifs d'expansion. Un traitement qui ne manque pas d'intérêt.

Une dizaine d'années d'expérience, si possible dans des métiers comme l'aménagement, l'électro-ménager pour connaître la clientèle. Une bonne formation de gestionnaire et suffisamment d'ouverture d'esprit pour se mettre à des problèmes techniques accessibles à quelqu'un de cultivé. Beaucoup de sens prévisionnel et de rigueur et aussi la capacité de créer l'enthousiasme du personnel, de l'usine et des vendeurs.

Si vous vous reconnaissez dans cette esquisse, écrivez aux Conseils en recrutement de SIRCA sous la référence 134 859M, en toute confidentialité.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

	Le jour	Le jour T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	81,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROF. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	Le jour	Le jour T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Degressif selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

1er emploi pour jeune diplômé (ESC, SUP de CO...)

Si vous vous sentez la vocation d'un commercial « homme de terrain », fasciné par la finance et la bourse, doté d'un acharnement certain, vous intéressez notre société d'Agents de Change, une des toutes premières de la place de Paris.

Après une année d'approfondissement des techniques boursières, votre fonction consistera à gérer des portefeuilles de particuliers et à conseiller des institutions financières françaises et étrangères pour leurs investissements. Nous vous proposons une formation solide, une rémunération motivante et si vous êtes ambitieux une carrière à votre mesure dans une société en plein développement.

Si ce poste vous intéresse, veuillez adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence 2618 à notre conseil chargé de la sélection :

ID IMPACT DEVELOPEMENT
Monceau Commercial Building
38, rue de Lisbonne 75008 PARIS

Une agence de publicité internationale à Paris, créée et vous propose un poste responsable des relations humaines

En collaboration étroite avec le Président et le Directeur Général, participer à l'élaboration de la politique humaine et sociale de l'entreprise, et la gérer.

Assurer l'administration classique d'une fonction personnel, suivre l'évolution de la législation sociale et la faire appliquer.

Ce futur collaborateur sera sensibilisé aux problèmes humains et naturellement attiré vers la fonction personnelle où il aura pu affirmer sa compétence pendant au moins 7 années.

L'Agence : classée parmi les 12 premières en France, elle a connu une expansion de 51% en deux ans ; son effectif compte actuellement 115 personnes.

Merci d'écrire, sous référence 459 H, à Marcelline BISESTI, Conseil de Direction, qui vous assure de son entière discrétion. 16 bis, rue des Plantes 75014 PARIS.

INSTRUMENTATION
SCIENTIFIQUE

Filiale d'une société internationale, nous comptons parmi les entreprises les plus performantes de l'instrumentation scientifique de mesure et contrôle en chimie, biochimie et physique. Nous recherchons 2 ingénieurs :

TECHNICO-COMMERCIAL 180.000 F an + voiture LYON ou PARIS

Sur un secteur déterminé, il aura la responsabilité des ventes et de la promotion d'une gamme de produits à haute valeur technologique et en évolution constante.

Agé d'environ 30 ans le candidat idéal aura une formation supérieure en physique-chimie et une expérience similaire à ce poste.

L'anglais technique est indispensable.

Réf. 1027 M

Envoyer votre CV en précisant la référence du poste choisi aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discretion absolue et réponse assurée.

Membre de la Chambre Syndicale nationale des Conseils en Recrutement.
350, rue de Vaugirard 75015 Paris

S.A.V.

160.000 F an + voiture
PARIS

L'installation, la mise en route, la formation du client et la mise au point de programmes, telles seront les principales tâches à remplir.

Pour cela, nous souhaitons rencontrer des spécialistes âgés en moyenne de 30 ans, bénéficiant d'une formation supérieure en physique-chimie et témoignant d'un acquis professionnel dans un domaine équivalent.

L'anglais technique est indispensable.

Réf. 1028 M

Envoyer votre CV en précisant la référence du poste choisi aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discretion absolue et réponse assurée.

Membre de la Chambre Syndicale nationale des Conseils en Recrutement.
350, rue de Vaugirard 75015 Paris

ÉLECTROMÉCANICIENS

170.000 F + INTÉRESSEMENT

FUTURS CHEFS DE PRODUITS PARIS

Notre évolution technologique nous amène à rechercher les cadres responsables de nos deux nouvelles lignes de produits :

Les connecteurs industriels et électronique et l'outillage industriel.

Nous leur confierons l'entière responsabilité du lancement des produits.

Ces postes intéressent des candidats ayant au minimum un B.T.S. ou un D.U.T. et une expérience commerciale, ou maintenance, ou B.E., ou production.

L'Allemand perfectible est indispensable.

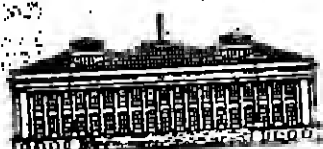
Adresser lettre manuscrite + curriculum vitae sous réf. 01/82.164/87 à Monsieur Philippe JAY, Conseiller en recrutement

apec

8, rue Duret - B.P. 803-16
75783 PARIS CEDEX 16.

Jeune ingénieur grande école débutant (E.C.P., X...)

BOURSE DE PARIS



CENTRE INFORMATIQUE

Nous vous remercions d'écrire, sous la référence M/514, à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

Vous rejoignez notre Centre Informatique : 140 personnes, deux IBM haut de gamme reliés à une trentaine de mini-ordinateurs et à une centaine de terminaux.

Après une période de formation, vous participez aux développements très importants de nos systèmes de gestion : mise en place d'une informatique répartie à l'usage des professionnels et du public, emploi de techniques avancées (TRANSPAC, VIDEOTEX...). Vous concevez et réalisez les applications dans un contexte Temps Réel, Bases de Données, en évoluant vers des fonctions de Chef de Projet.

SERTI
SELECTION

49, av. de l'Opéra
75002 Paris

GOULD S.E.L.

Constructeur de calculateurs 32 BITS de haute performance, destinés aux applications Temps Réel et scientifiques, recherche

responsable de la formation logiciel

INGENIEUR SYSTEME de 2 à 3 ans d'expérience.

Il sera capable d'évoluer vers la responsabilité du service formation de notre Société.

ingénieurs et techniciens de maintenance

de formation BTS ou DUT

Possédant au moins 2 années d'expérience chez un constructeur. Après une formation complémentaire sur notre matériel, ces personnes seront affectées en fonction de leur expérience, soit au service de maintenance clientèle, soit au support technique.

technicien de laboratoire

de formation BTS ou DUT

Possédant une bonne connaissance de l'électronique et des micro-processeurs. Ce poste fixe est à pourvoir au sein de notre équipe, chargée de la réparation de l'ensemble des produits de notre parc européen.

Merci de bien vouloir nous envoyer Curriculum-Vitae, photo à l'attention de Catherine JOUDRIER, ou de lui téléphoner au 462.62.32, pour étudier l'opportunité de votre candidature.

GOULD S.E.L. INFORMATIQUE s.a. 28, rue de Noisy - 78870 Bailly



STÉ DES SUPERMARCHÉS DOC 30 MAGASINS EN RÉGION PARISIENNE

recherche pour sa branche

HYPERMARCHÉS

CHEFS DE DÉPARTEMENTS CONFIRMÉS

- PRODUITS FRAIS
- BAZAR
- TEXTILE

RESPONSABLES DE CAISSES

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à SMD Service du Personnel, 17, avenue de la Résidence, 92160 Antony.

VOUS AVEZ 25 A 30 ANS

Vous venez d'acquies une première expérience professionnelle en dirigeant la mise en place d'un système de contrôle de gestion dans un environnement informatique.

VOUS AVEZ VOTRE DECS

Vous souhaitez renouveler et multiplier vos expériences en tant que conseil au service des PME.

Nous sommes un Cabinet d'Expertise comptable de dimension nationale, Conseiller d'entreprises.

Nous recherchons pour la Haute-Normandie des candidats ayant votre profil.

Ecr. s/s n° 7.610
« le Monde » Pub.
Services ANNONCES CLASSEES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Société Nouvelle Logabax

recherche pour
SON CENTRE TECHNIQUE D'EVRY

INGENIEURS CONFIRMES

POSITION II
(ESE ou équivalent)

Leur mission consistera à prendre la responsabilité du développement de tout ou partie d'un produit informatique à base microprocesseurs 8 et 16 bits. De ce fait, ils auront de 3 à 5 années d'expérience en conception et industrialisation de matériel micro, mini et péri-informatique. Ayant de bonnes capacités de dialogue avec l'industriel, ils seront sensibilisés aux contraintes de planning et de coûts. Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée.

AGENTS TECHNIQUES ELECTRONICIENS CONFIRMES

(DUT - BTS avec 2-3 ans d'expérience)

Les candidats retenus seront intégrés, dans un premier temps, dans les équipes existantes pour se former et contribuer à la mise au point des matériels en cours d'étude. Ils évolueront, en fonction des besoins et de leurs capacités vers le développement de matériels nouveaux.

Une base solide en électronique digitale et micro-processeurs 8-16 bits est requise.

Une expérience sur les contrôleurs de périphérie sera un atout majeur.

Connaissance de l'anglais souhaitée.

Adresser C.V. et prétentions à Société Nouvelle LOGABAX, Direction du Personnel - 79, avenue Aristide Briand - 94115 ARCUEIL CEDEX.

CHASSEUR DE TÊTE recherche Routiers de l'Informatique

pour conduire importants projets.
Rémunération élevée dans P.M.I. performantes.

Adresser votre CV sous référence - M2 Michel Muller - OBJECTIFS CONSEIL
160, rue de Bagnolier 75020 PARIS

Handwritten signature or stamp.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Prenez la tête avec l'informatique NCR



Nous sommes le troisième constructeur mondial de systèmes informatiques, avec un C.A. de 5 3,5 milliards et entendons le rester en consacrant plus de 5 200 millions au budget Recherche. Notre nouvelle division systèmes de télécommunications/réseaux (COMTEN) recrute

jeunes ingénieurs commerciaux

Diplômés de l'enseignement supérieur, ils doivent être des vendeurs de haut niveau, ambitieux et motivés, soucieux du développement d'un marché à long terme. Une expérience de 2 à 3 ans chez un constructeur ou une SSCI est indispensable. Une formation sur les produits sera assurée en France et à l'étranger. La rémunération sera composée d'une partie fixe et d'un intéressement. Merci d'adresser lettre, C.V., photo et rémunération sous la référence M 84 à M. Bernard Bablon, NCR France, Tour Neptune, 92086 Paris La Défense Cedex 20, qui vous garantit discrétion de rigueur et réponse rapide.

Vendre nos produits électroniques grand public

Entreprise de premier plan dans le domaine de l'électronique, nous commercialisons auprès du grand public une gamme de produits performants, instruments de pédagogie active et d'amélioration des connaissances : jeux éducatifs, calculatrices, micro-ordinateurs portables, ordinateurs familiaux (TI 99/4A) ; produits qui connaissent aujourd'hui un développement remarquable.

Après une formation intensive, vous serez responsable de la diffusion de ces produits auprès de tous les circuits de distribution à PARIS ou STRASBOURG

Etre diplômé d'une GRANDE ECOLE SCIENTIFIQUE ou COMMERCIALE est le préalable à notre rencontre. Ce sera aussi pour les candidats retenus le point de départ d'un développement de carrière rapide dans un groupe solide et structuré qui reconnaît et privilégie les performances individuelles.

Monique Nivet vous prie de lui adresser votre candidature sous référence ECD0183/M - TEXAS INSTRUMENTS France 8/10, avenue Morane Saulnier - 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY



TEXAS INSTRUMENTS FRANCE



L'AIR LIQUIDE

recherche

ACHETEURS

Matériaux, équipement, chaudronnerie, recherche des fournisseurs, négociation des prix, établissement, suivi des commandes, suivi gestion des stocks.

- Formation commerciale.
- Anglais apprécié.

COMPTABLE

Chargé (e) d'analyser les postes du bilan. Contrôler les centres de production, contrôle physique et comptable des stocks magasins, immobilisations.

- Formation BTS.
- Expérience 2 à 3 ans souhaitée.
- Débutant accepté.

Adresser C.V. à :

S.R.P.

57, Avenue Carnot - 94500 CHAMPIGNY
Tél. : 881.11.11 (poste 985)



Le leader
de la transformation
des systèmes informatiques



née de l'accord entre CISI et RAND INFORMATION SYSTEMS Inc, leader incontesté de la transformation des systèmes informatiques, recherche des spécialistes, pour la conception de méthodes et d'outils de génie logiciel et pour la conduite de projets importants de migration et de développement d'applications informatiques.

- INGENIEURS SYSTEMES (30 ans environ, Ing GE, splic, IBM / MVS-QJOS/DLI, CI-HB-IDS/JOS-DPS7/DPS8) (Rif. 212061 AM)
- CHEFS DE PROJETS (30 ans environ, Ing GE, contextes transactionnels IBM / CI-HB-conduite de projets) (Rif. 212061 BM)
- CHEFS D'EQUIPE (25 ans environ, formation type JUI-conduite d'équipes de réalisation) (Rif. 212061 CM)
- ANALYSTES PROGRAMMEURS (23 ans environ, formation type JUI-réalisation) (Rif. 212061 DM)

Si vous êtes intéressés par le génie logiciel, ce message vous concerne. Les rémunérations sont motivantes, les postes sont basés à PARIS, mais nécessitent une certaine mobilité. Merci de nous adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence choisie (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

115, rue du Bac 75007 PARIS - Tel. 544.38.29.

ORGANISME PROFESSIONNEL

RECHERCHE

JEUNE ASSISTANT

PROFIL SOUHAITE : - Licence en Droit. Candidat masculin libéré des obligations militaires.

EXIGE :

DÉBUTANT ACCEPTÉ

(toute lettre recevra une réponse de nos services).

Envoyer curriculum vitae, photo et lettre manuscrite à :

U.S.R.T.L. à l'attention de Monsieur BECUWE, 28, rue de Châteaudun, 75442 PARIS CEDEX 09.

L'export, tout de suite.

Vous êtes de ceux qui n'ont pas d'hésitation quant à leur vocation professionnelle. Peut-être avez-vous été élevé dans un environnement cosmopolite, en tout cas l'hexagone vous apparaît étranger, votre citoyenneté des pays et des gens est instable, et puis ce serait trop bête de ne pas valoriser vos compétences linguistiques. Aussi avez-vous naturellement orienté votre formation vers le commerce international.

Mais peu de postes dans ce domaine sont ouverts aux débutants. Or vous souhaitez généralement d'abord faire vos preuves ailleurs. Cette importante société industrielle (3 000 personnes), filiale d'un puissant groupe français, est prête à vous donner votre chance. Elle exporte 50% de sa production, est présente sur tous les continents à travers un réseau de filiales et de distributeurs. Des biens d'équipement durables, donc une vente construite, à caractère technique.

Vous serez coopté par une équipe jeune, performante, exigeante. Des relations directes, informelles, un climat stimulant et porteur. Vivacité, rigueur, souplesse : le triple gagnant qui vous permettra de suivre le rythme et d'apporter votre contribution efficace à la poursuite de l'expansion du département. Vous serez chargé de missions ponctuelles dans le monde entier, avant de prendre la responsabilité d'un secteur géographique. Basé à Paris, vous voyageriez environ 30% de votre temps. Un anglais impeccable s'impose, l'espagnol peut avoir été moins pratiqué tout en étant de bon niveau. So, quickly, write your first letter to SIRCA Consultants. Please, indicate reference 253 853M, join CV, photo, expected salary and... be convincing.



Sirca

64, rue La Boétie - 75008 PARIS

AGENCE DE SYNTHE

Un des plus importants
Cabinets de Brevets de PARIS
recherche

3 JEUNES INGENIEURS

diplômés grande école ou université

Chimie réf. A
Mécanique réf. B
Electronique réf. C

souhaitant faire carrière
dans la propriété industrielle.

Nous proposons :

- une intégration professionnelle,
- ou sein d'une équipe de haut niveau,
- en relation avec une clientèle nationale et internationale.

Anglais indispensable, allemand apprécié.

Forte curiosité intellectuelle requise.

Adresser lettre de candidature et CV en précisant la référence du poste choisi à :

BAILLY CONSEIL

40, avenue Hoche
75008 PARIS

BANQUE

Recherche pour PARIS et BANLIEUE
EXPLOITANTS CONFIRMES

pour postes à responsabilité en Agence.

Bonne connaissance des PME/PMI et maîtrise du diagnostic de ces entreprises.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous référence 58592 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.



L'Etablissement AMX-APX est chargé au sein du G.I.A.T (groupement industriel des armements terrestres) de l'étude et de la maîtrise d'œuvre de systèmes d'armes complexes.

LE DEPARTEMENT OPTIQUE
recherche 2 ingénieurs

INGENIEURS ETUDES

Réf. TOX Chargé du développement de MATÉRIELS OPTIQUES ET OPTRONIQUES (systèmes inertiels), débutant ou ayant déjà une première expérience, ce jeune ingénieur aura une formation en ELECTRO-MECANIQUE ou MICRO-MECANIQUE et sera intéressé par l'automatique et l'électronique.

Réf. TOY INFRA-ROUGE THERMIQUE-OPTRONIQUE, un domaine, des matériels à étudier, pour un jeune ingénieur (ESO - ENSI - Universitaire...).

Placés sous la responsabilité du Chef de Département, ils assisteront les ingénieurs expérimentés.

Envoyer lettre, C.V., photo et prétentions en précisant la réf. à l'Etablissement AMX-APX - Service Personnel Route de la Minière SATORY RP 1342 - 78013 VERSAILLES Cedex

Centre d'Etudes
d'un grand Groupe Industriel
recherche

INGENIEUR
ELECTRONICIEN
confirmé
Grande Ecole

pour conception et suivi de laboratoire au minimum 5 ans expérience, bonnes connaissances en «analogiques», expérience microprocesseur (matériel et logiciel), intérêt pour électronique de puissance.

Anglais et/ou Allemand souhaité
Lieu de travail : Proche banlieue Nord Paris.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 58745 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui trans.

BANCA NAZIONALE DEL LAVORO

recherche

UN AIDE-CAMBISTE

- 25 ans environ.
- Anglais indispensable.

2 TELEXISTES

Donn un avec expérience SWIFT.
Anglais indispensable.

Adresser exclusivement C.V. et prétentions à :
BANCA NAZIONALE DEL LAVORO.
Service du Personnel
26, Champs-Élysées
75008 PARIS.



GSI/ALCATEL/CGE

Les prestations de haute technicité de notre Division Conseil couvrent tous les aspects s'étendant de l'architecture et de la conception de Systèmes au développement de Logiciels complexes. Domaines d'application : Télécommunications, Bureautique, Télématique, Systèmes industriels, Génie Logiciel.

Nous recherchons des ingénieurs informaticiens

RESPONSABLES
DE PROJET LOGICIEL

Profil souhaité :

- Ingénieurs et Universitaires de haut niveau avec spécialisation informatique de type industriel.
- 4 à 8 ans d'expérience acquise dans un environnement Recherche ou Développement (Constructeur - SSCI - Institut spécialisé).
- Aptitudes à exercer des missions de Conseil dans un environnement d'utilisateurs compétents et légitimement exigeants.

Vous trouverez à TECSI :

- Une société de dimension humaine dans un grand groupe industriel.
- Une ambiance naturellement motivante.
- Une compétence reconnue.
- Des ingénieurs de haut niveau, y compris des experts internationaux.

Les candidatures sont à adresser à TECSI-SOFTWARE
29, rue des Pyramides 75001 Paris.

Important Organisme Financier
recherche

Ingénieur d'Exploitation Bâtiment
spécialisé Fluides (climatisation-électricité)

expérimenté dans la conduite et la maintenance des équipements techniques des bâtiments du tertiaire
une bonne connaissance des systèmes de gestion technique centralisée de l'environnement de l'information est souhaitée.

Le candidat réentendra la responsabilité de plusieurs immeubles. Il superviser les sociétés exploitantes et gèrera les contrats correspondants.

Lieu de travail : Banlieue Ouest.

Envoyer CV, photo, salaire et prétentions sous réf. MAF 9816 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra

مكتبة الشرف

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANT GROUPEMENT DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

COMMISSAIRES AUX COMPTES

résidence à PARIS, LYON, NANCY
CLERMONT-FERRAND, LILLE
Situation d'avenir - Position cadre

Ecrire avec C.V. à n° 7 607 Le Monde pub.
service ANNONCES-CLASSEES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Ingenieurs débutants de grandes écoles

2 Assistants contrôleurs de gestion

CECA S.A., filiale de l'un des plus importants groupes pétroliers français, exerce son activité dans le domaine de la chimie de spécialités. Largement représentée par ses filiales à l'étranger, elle réalise plus de 50 % de son C.A. à l'exportation. Elle recherche 2 assistants contrôleurs de gestion. Leur mission consistera à effectuer le contrôle de certaines de ses usines. Cette fonction permettra à des ingénieurs débutants diplômés d'une grande école : Centrale, Mines... de mettre en pratique les connaissances qu'ils auront acquises tant dans le domaine technique que financier. Lieu de travail : siège social à Vélizy (78). Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo en précisant la référence M/24 à CECA S.A. - 11, avenue Moraine-Saulnier - 78140 VELIZY.

LE LABORATOIRE NATIONAL D'ESSAIS

recherche :

1 INGÉNIEUR ANALYSES DE GAZ

Pour études appliquées et essais industriels

Possédant des connaissances théoriques et pratiques confirmées dans ce domaine et une expérience de 5 à 10 ans dans un laboratoire central d'analyses industrielles ou de recherches appliquées.

LE CANDIDAT DEVRA POSSÉDER :

- le sens de l'organisation et des réalisations concrètes ;
- une grande rigueur et un esprit de synthèse ;
- le sens des contacts et une forte motivation ;
- une bonne connaissance de l'anglais.

Envoyer C.V., prétentions et photo (retournée) :
1, rue Gaston-Boussier - 75015 PARIS
sous réf. 83/DREC/01.



Fromageries BEL
recherche

RESPONSABLE FORMATION

- Collaborer étroitement avec le Directeur du Personnel et des Relations Humaines pour définir et faire connaître la politique de formation et d'information de la Société. Cette fonction revêt des aspects juridiques financiers et surtout pédagogiques.
- Assurer personnellement l'animation de certains stages « Relations Humaines ».

Ce poste conviendrait à un cadre de formation supérieure ayant une bonne pratique de l'animation en milieu industriel et capable de gérer dans le cadre de la législation un budget d'environ 3500 KF.

Basé à PARIS, ce poste nécessite de fréquents déplacements.

Envoyer C.V. photo et rémunération souhaitée,
Service du Recrutement Fromageries BEL,
4, rue d'Anjou - 75008 PARIS.

LA FILIALE FRANÇAISE D'UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ ALLEMANDE, cherche :

JEUNE JURISTE

NIVEAU MAÎTRISE

Pour son Département Juridique et Audit Interne.

Après une formation en France et en RFA, il pourra prendre des responsabilités importantes dans ce département.

QUALIFICATIONS :

- Formation juridique
- Expérience en administration et/ou organisation
- Dynamique
- Connaissance de la langue allemande indispensable.

Agé environ 30/35 ans.

Envoyer C.V., photo et prétention, à N° 58552
Caisse Publique 20, avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



Attaché commercial

Proche banlieue nord

Biens industriels de consommation - Cette société (chiffre d'affaires de l'ordre de 800 millions de francs-équivalents approximatifs de 1.400 personnes) qui fabrique et commercialise des emballages métalliques pour produits industriels et alimentaires, recherche pour le département "conserves alimentaires" un attaché commercial basé au siège social à Clichy, rattaché à la direction commerciale, ce cadre aura pour tâche principale, dans un contexte de relation personnalisée avec la clientèle, d'assurer le développement des ventes et la diffusion des produits de la société pour un secteur professionnel donné. Il interviendra d'autre part auprès des services compétents tant pour l'exécution des commandes que pour faire aboutir toute information ou innovation susceptible d'améliorer le produit ou le service. Ce poste s'adresse à un candidat, âgé d'au moins 28 ans, diplômé d'une école supérieure de commerce (ou équivalent), possédant une expérience convaincante de quelques années dans la vente en milieu industriel. En outre, une disponibilité réelle pour les déplacements s'avère nécessaire. La formation sera assurée par la société et la rémunération sera fonction de l'acquis professionnel. Ecrire à J. HAZAIRE.

Réf. A/2341M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en précisant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.

3, rue Gravière - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Marseille - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

UN GROUPE FRANÇAIS IMPORTANT offre au sein de sa Direction Finances et Comptabilité à un

EXPERT COMPTABLE CONFIRME

diplômé d'une grande école de commerce
l'opportunité d'accéder rapidement à des responsabilités de haut niveau.

La candidate retenue, outre ses compétences dans le domaine finances et comptabilité, devra posséder des qualités de rigueur et d'initiative lui permettant d'être un interlocuteur privilégié de la Direction Générale. La connaissance de l'anglais sera appréciée.

Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae accompagné d'une photo sous référence 3163 M à PUBLIPANEL
20 rue Richer 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

Saint Cobain Vitrage

propose à

JEUNES HEC, ESSEC, SUP. DE CO. ...

POSTES D'AVENIR

Dans le cadre de sa politique de développement, SAINT-COBAIN VITRAGE recrute un certain nombre de jeunes H.E.C., ESSEC, SUP. de CO. ... pour des postes d'avenir dans la Société ou le groupe.

Avant d'accéder à ces postes, les personnes recrutées devront, pendant quelques années, faire leurs preuves dans la vente sur le terrain en province.

Pour être candidat, il n'est pas nécessaire d'avoir déjà travaillé, mais une première expérience de commercialisation de produits techniques sera appréciée.

Env. C.V., détail, lettre manuscrite, photo récente et prétention au
Département Recrutement du
COMES, 19, rue de la Paix,
75002 PARIS,
(sous référence 2.477)

DISCRETION ET RÉPONSE
ASSURÉES.

Banque étrangère quartier Opéra

1 CHEF DE SERVICE ENGAGEMENTS CLASSE V

pour assurer le montage et la gestion de crédit particulier et entreprise.
Niveau L.T.R. minimum. Excellents techniques.
Ecrire lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions à T.D.,
Port de la Conférence, 75008 PARIS.

ETABLISSEMENT FINANCIER PARISIEN leader dans son domaine :

Financement de créances commerciales
gestion des comptes Clients de Société
recherche

jeunes cadres contrôleurs

chargés de courtes missions d'audit
Formation comptable niveau D.E.C.S.
Expérience Cabinet Comptable appréciée.
Evolution rapide du poste vers des fonctions de gestionnaire (Financement de Sociétés, responsabilité d'un Service d'une vingtaine de personnes).

Envoyer Curriculum vitae, photo et prétentions sous réf. 5738/JR à :
A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres - 75015
PARIS (qui transmettra).

LCT

Laboratoire Central de Télécommunications

recherche

ingénieurs grandes écoles

ESE - ENST - ENSIEHT - ECP - ENSERG

pour participer à ses études dans le domaine de la télématique et des réseaux locaux pour téléphonie et données.

ingénieurs électroniciens

débutants ou quelques années d'expérience en étude de circuits analogiques ou logiques, utilisation des technologies LSI et des microprocesseurs.

ingénieurs logiciel temps réel

débutants ou quelques années d'expérience dans la programmation de systèmes à microprocesseurs.

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) à LCT
BP 40 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY cedex.



heuliez

recherche pour sa société

HEULIEZ CARROSSERIE

CARROSSERIE AUTOMOBILE - EMBOUTISSAGE

Deux ingénieurs rattachés à la direction industrielle

INGÉNIEUR TRAITEMENT DE SURFACES

Sa mission consistera dans un premier temps à superviser le montage d'une chaîne de traitement « Cotophorèse » et les différentes mises au point de démarrage avec le constructeur. Il sera ensuite entièrement responsable de l'exploitation de la chaîne dans le cadre des différents cycles de fabrication. Ce poste devrait intéresser un très bon technicien, connaissant parfaitement ce procédé, et ayant une expérience d'une dizaine d'années dans le traitement de surfaces de l'industrie automobile ou connexe. (Réf. 902 LM)

INGÉNIEUR ROBOTIQUE

La stratégie de la société exige la mise en œuvre de moyens modernes de production parmi lesquels s'intègrent des robots visant à optimiser des lignes de fabrication. Un spécialiste robotique aura mission de répondre à cet objectif de développement.

La fonction s'adresse à un jeune ingénieur de formation électro-mécanique, possédant au minimum trois ans d'expérience dans un service méthodes de fabrication ou dans l'implantation de robots entrant dans des cycles de production mécanique. (Réf. 903 LM)

Seuls des hommes de terrain ayant une forte personnalité peuvent réussir dans ces deux fonctions.

Adresser confidentiellement C.V., photo et courte lettre manuscrite en précisant la référence, à notre Conseil,
J. AUMONT, 47 bis, avenue Hoche, 75008 PARIS.

COMPAGNIE FRANÇAISE DE PRODUITS INDUSTRIELS
C.A. 600 millions de francs - effectif 900 personnes dont 170 cadres
recherche

SPECIALISTE DU RECRUTEMENT souhaitant élargir son expérience

Rattaché au Directeur des Relations Humaines, il prendra en charge :
- le recrutement des cadres de toute la société et du personnel du siège,
- la formation : analyse des besoins, élaboration et suivi des plans,
- l'information : animation des communications et suivi de l'organisation de l'expression du personnel.

Lieu de travail GENNEVILLIERS

Si vous avez plus de 30 ans, une formation supérieure et une bonne expérience du recrutement des cadres, adressez lettre manuscrite avec C.V. détaillé et photo s/réf. 1615 à :
CFPI - Direction des Relations Humaines
28, boulevard Camélinat
92233 Gennevilliers.



مكتبة

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,00	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,42
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,80	39,85
AUTOMOBILES	33,80	39,85
AGENDA	33,80	39,85

* Dégrèvements selon services ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



L. E. R. S.
Société de Recherche du Groupe
SYNTHELABO

recherche pour son Département de Biologie un

CHEF DE PROJET HF

qui sera affecté au Groupe SYSTÈME NERVEUX CENTRAL.
Le candidat retenu pour ce poste devra :
• assurer la direction du screening primaire et du screening secondaire ;
• développer de nouvelles techniques en neuropharmacologie ;
• s'occuper de la recherche des mécanismes d'action des médicaments et de la base neuropharmacologique des modèles de la neuropathologie.
Il devra posséder une formation de haut niveau :
• Doctorat d'Etat ou équivalent et avoir travaillé plusieurs années dans l'industrie pharmaceutique et dans le domaine de la neuropharmacologie.
Une compréhension de la relation structure-activité des neuropsychotropes est souhaitable.
Lieu de travail : banlieue proche Paris Sud.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement et devront être adressées au :
L.E.R.S. Direction Administrative et Technique, 58-60 rue de la Glacière 75013 Paris.



BANQUE POPULAIRE FEDERALE DE DEVELOPPEMENT
recherche pour PARIS

TRESORIER

MISSION :
— Instaurer un système de prévisions de trésorerie en collaboration avec le contrôleur de gestion.
— Envisager à partir de ces prévisions, les possibilités de couverture des besoins de trésorerie en décaissant.
— Assurer la mise en place pratique et le suivi des opérations d'emprunt et de placement de trésorerie.
— Effectuer toutes études à caractère financier.

PROFIL :
— Jeune diplômé d'une grande école commerciale (HEC, ESSEC, ESCP) option finances.
— Première expérience dans une banque ou établissement financier de 1 à 2 ans si possible au sein d'un service trésorerie.
— Qualités : créativité et rigueur.
Position CADRE et STATUT BANCAIRE.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :
Eric DURAND Direction des affaires générales et sociales B.P.E.D.
78 rue Olivier de Serres 75738 PARIS Cédex 15.



les solutions de progrès

11 000 personnes dont 28% à l'étranger - 22 Usines en France - 6 Usines à l'étranger - Filiales Commerciales dans 28 pays - C.A. 3,5 milliards en 1981

Un des leaders européens des composants pour automates industriels utilisant des techniques avancées dans les domaines :

ELECTROTECHNIQUE - ELECTRONIQUE - AUTOMATISME - PNEUMATIQUE
recherche au sein de sa Direction Recherche et Développement (NANTERRE).

TECHNICIEN PHYSICO-CHIMISTE

pour un laboratoire de mise en œuvre et d'essais de matériaux conducteurs céramiques ou plastiques à usage électronique.
Niveau demandé :
BTS/DUT. Mesures physiques ou physique-chimie. Connaissance langue anglaise indispensable.
réf. 1F83.01

TECHNICIEN CHIMISTE

pour un laboratoire d'analyses chimiques et d'études de procédés électro-chimiques.
Niveau BTS chimiste souhaité.
Connaissance langue anglaise
réf. 1F83.02

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo en précisant la référence à la Direction du Personnel des Directions Fonctionnelles
TELEMECANIQUE ELECTRIQUE
33bis, avenue Maréchal Joffre B.P. No 204
92002 NANTERRE.

Importante société d'ingénierie - La Défense - recherche

BTS - DUT METALLURGIE OU SCIENCE DES MATERIAUX

Au sein de l'équipe chargée du suivi de la fabrication de matériel mécanique normalisé (code de construction), vous serez chargé :
• de suivre la mise en place et l'application des procédés de fabrication ;
• de participer à l'analyse des incidents et de faire appliquer les actions correctives éventuelles ;
• de collaborer aux analyses effectuées sur les matériaux de base utilisés.
Ce poste implique des contacts avec les constructeurs et nécessite des déplacements de courte durée en France.
Un dossier de candidature est à adresser sous référence 50053 à HAVAS CONTACT
1, place du Palais-Royal
75001 PARIS.



NORD-FRANCE
INTERPRETISE

RESPONSABLE PERSONNEL EXPATRIE

Le Groupe NORD-FRANCE (bâtiment et génie civil) C.A. : 1 100 MFC 3 000 personnes en forte progression à l'exportation, recherche pour sa Direction des Relations Humaines.
Ce poste s'adresse à un cadre de personnel ayant acquis une solide expérience dans le domaine des grands chantiers à l'étranger. Il assurera ses fonctions avec une réelle autonomie.
Basé à LONGPONT SUR ORGE (banlieue Sud de Paris) il pourra effectuer des déplacements de courte durée à l'étranger - assurer le recrutement, la gestion et le suivi du personnel expatrié.
Bonne maîtrise de l'anglais indispensable.
Mérite d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) à NORD-FRANCE ENTREPRISE - Direction des Relations Humaines S.P. N° 25 - 91310 MONTLHERY.

Organisation et Informatique

Vous première expérience en informatique de gestion, après l'obtention de votre diplôme d'ingénieur ou d'une Grande École Commerciale il y a trois ou cinq ans, vous avez permis d'acquies une autonomie suffisante dans l'élaboration des projets informatiques. Vous souhaitez maintenant diversifier cette expérience en vous consacrant à l'organisation administrative. D'autre part, vous désirez intégrer un Groupe de dimension internationale susceptible de vous offrir une carrière dans votre spécialité. Nous recherchons un collaborateur pour le Service Organisation et Informatique du Département Administration du Personnel. Intégré à une équipe, il participera à l'organisation administrative, à l'élaboration des projets informatiques, et à la mise en place des applications.
Si ces perspectives vous intéressent, veuillez adresser une lettre manuscrite + C.V. + photo sous la référence 5-802-82 à TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES - Service Recrutement - 5 rue Michel Ange, 75781 Paris Cedex 16.



Compagnie Française des Pétroles

organisateur

Banque Informaticien

Paris - Pour faire face au développement de son informatique (IBM 4341, réseau de terminaux, bases de données...) cet organisme bancaire en pleine expansion recherche un organisateur informatique.

Dépendant directement du Directeur de la Production, et en liaison avec les chefs de service et les chefs de projet, il participera à l'élaboration des cahiers des charges, ainsi qu'aux analyses fonctionnelles. Il concevra et mettra en place les nouvelles procédures, et interviendra dans la formation des utilisateurs.

Ce poste convient à un candidat de formation École de Commerce ou Sciences Économiques ou à un informaticien formé à la gestion, possédant au moins une expérience de 2 ans dans un poste analogue et maîtrisant bien les techniques d'organisation et les procédures informatiques.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 13062/M à B. Bouchard - Service Sélection - Centre Mera, 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE

sema selection

SOCIÉTÉ CHIMIE ORGANIQUE FINE

Filiale d'un important groupe industriel français. (Proche banlieue Nord Paris) recherche

1 TECHNICIEN (NE) CHIMISTE D'ANALYSE

POUR SON SECTEUR DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL
Ce poste de laboratoire en synthèse organique conviendrait à un candidat titulaire d'un BAC + 2 et justifiant d'une exp. de 2 ans en contrôle analytique ou analyse chromatographique pourcentage (C.F.G. - R.P.L.C.).
Nous vous remercions d'adresser votre candidature, C.V., prétentions et photo à :
SEMA S.P. 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Collège sous contrat d'Association d'Enseignement

PROF. de FRANÇAIS

Exp. enp. 763-45-35.

INSTITUT FORMATION

recrute

FORMATEURS MATHS CONFIRMES

Pour stages jeunes 16/18 ans. Contrat durée indéterminée. Position cadre.

NE PAS TELEPHONER

Envoyer C.V. à INFERP

14, rue Falguère, 75015 Paris.

NOVELERG

Société spécialisée dans le domaine des ÉCONOMIES D'ÉNERGIE et des ÉNERGIES DE SUBSTITUTION recherche pour le développement de son activité RENOVATION THERMIQUE dans les bâtiments existants.

INGENIEUR

25 ANS MINIMUM
Bonnes connaissances du bâtiment et des installations thermiques.
Bonnes notions d'informatique appliquée.
Adresser CV avec prétentions à l'attention de Monsieur JOLY - NOVELERG
124, Boulevard Haussmann - 75008 Paris

Chimie

350 personnes à gérer

• Nous sommes la filiale distribution d'un groupe international qui compte 8 sociétés en France.
• Chaque filiale est responsable de la gestion de son personnel dans le cadre d'une coordination au niveau national.
• Vous êtes jeune et avez une expérience de la gestion du personnel, et souhaitez dans un environnement anglo-saxon. Anglais indispensable.
Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 532-02 à :

ONOMA

25 rue de Berri 75008 Paris

(Confidentialité absolue)

JEUNES INGENIEURS COMMERCIAUX

"câbles spéciaux"

Notre entreprise est une câblerie importante et réputée. Elle souhaite renforcer son équipe de vente sur le marché des industries électroniques et informatiques.
Les candidats retenus, de formation technique, connaîtront, grâce à quelques années d'expérience, le produit "câble".
Lieu de travail : Paris.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et prétentions sous référence 2644/GM à :



ORES MEDIA
4, rue Quentin Bauchart
75008 PARIS

JEUNES INGENIEURS COMMERCIAUX

Composants Electroniques
120 / 160 000 F

Une société française leader sur son marché et spécialisée dans la fabrication de composants électroniques, recherche de jeunes INGENIEURS COMMERCIAUX. Au sein de la direction commerciale et en liaison avec les services techniques, ils seront chargés de promouvoir les ventes de semi-conducteurs auprès d'une clientèle du secteur électronique. Ils analyseront les besoins de cette clientèle et ils proposeront des solutions capables d'y répondre avec établissement de devis. Ils négocieront les contrats et ils veilleront au respect des délais de fabrication. Ils suivront l'évolution du marché et de la concurrence. Ces postes pourraient convenir à des jeunes possédant une formation supérieure technique ou scientifique (écoles d'ingénieurs ou université) débutants ou ayant un à trois ans d'expérience de la vente de produits industriels de haute technicité fabriqués en grande série. La connaissance de l'anglais serait particulièrement appréciée. Ecrire sous référence 558/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

Pourquoi pas du conseil à la vacation ?
Vous pensez être « très pointu » dans l'un de ces domaines : financier, fiscal, organisation, ressources humaines, marketing, dom. ressources techniques... et vous avez la possibilité de production... et vous êtes ingénieur conseil indépendant.
Nous pouvons vous proposer des interventions de conseil dans votre domaine de compétence.
Adresser-nous votre C.V. à :
ADVISEURS S.A. 11 bis, rue du Colisée 75008 PARIS

IMPORTANT CABINET recherche pour PARIS

Conseil en Politique du Personnel
Pour suivre une clientèle d'entreprises industrielles et commerciales de bon niveau.
Formation universitaire et expérience en entreprise nécessaires.
Ecrire avec C.V. sous référence 9900 M (à mentionner sur l'enveloppe) APLIBERTS 48 avenue Trudaine 75009 PARIS (tel. transverse).

COMITÉ D'ACCUEIL

FONDATION DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

recherche

ANGLICISTES GERMANISTES HISPANISANTS

PROFES. OU ÉTUDIANTS 24 ANS MINIMUM

Résident région parisienne. Connaissance du pays indispensable pour enseignement, séjours linguistiques. ANGLETERRE, ALLEMAGNE, ESPAGNE, ÉTÉ 1983.

Pour connaître dossier candidat, écrire : COMITÉ D'ACCUEIL, Tour Pasteur, 17, av. de Châtelet, 75649 Paris Cedex 13. Téléphone : 584-12-66.

ÉCOLE AU CENTRE DE PARIS recherche

PROFESSEURS DE FRANÇAIS LANGUE ÉTRANGÈRE

Langue maternelle française. Niveau : bachelier, baccalauréat, et exp. en français langue étrangère (Anglais, esp.) à 3 niveaux pour adultes. Au courant recherche méthodologiques. Adresser C.V., photo sous réf. T 037-794 M. REGIS-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2.

Importante Sd Commerce international cherche, maîtrise première, enseignement anglais, Paris 1^{re} rech. pour services autour J.M. (20/25 ans) libéré O.M. Anglaise courant. Pratique documents bancaires. Travail administratif. Séries références morales exigées. Adresser lettre manuscrite + C.V. sous réf. 407 à DAG, 85, rue de Rivoli, 75001 PARIS, qui transmettra.

مكتبة الشوق

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le sem./col.	Le sem./lg. 11 C
OFFRES D'EMPLOI	43,48	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENCEA	33,60	39,85

* Déduites selon surtaxe ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Chef comptable

ETABLISSEMENT FINANCIER, filiale du Credi-Lyonnais, recherche un **CHEF COMPTABLE**.

Rattaché au Directeur Administratif et Financier,

- assure la supervision des opérations comptables,
- participe à l'élaboration et au suivi du budget,
- contribue à la mise en place de la comptabilité analytique et du système de gestion informatisée de la trésorerie.

Ce poste s'adresse à un cadre de 30 ans, possédant une formation comptable DECS ou équivalent, et ayant une expérience confirmée de 3 à 5 ans.

Il est familiarisé avec les méthodes anglo-saxonnes et la gestion informatique.

Il connaît le français et parle anglais.

S
SLIFAC

Adressez C.V. et prétentions à
SLIFAC
Service du Personnel
23, rue Garibaldi
75018 PARIS

مكتبة المجلد

OFFRES D'EMPLOI	La ligne*	La ligne T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	91,32
IMMOBILIER	22,80	27,04
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de périodes.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Secrétaire du P.D.G.
150.000 F

Dans ce poste nécessitant une forte personnalité, vous pourrez faire preuve de tout votre professionnalisme. Disponible, autonome, responsable, vous offrirez le sens de l'organisation et de la coordination au goût de l'efficacité et du contact.

Portefeuille bilingue anglais, âgée de 25 à 35 ans, vous souhaitez rejoindre une entreprise dynamique et performante spécialisée dans la location de matériel BM. Formation supérieure souhaitée. Lieu de travail : Champs-Élysées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo récente) à François Fabre, ECS, 118 Champs-Élysées 75008 Paris.

GIRATEV GROUPE EX-O.R.T.F.

Dans le cadre de l'ALLOCATION, Giratev informe les candidats du groupe EX-O.R.T.F. équipés de matériels puissants et variés (BM 3033/N, MVS-IMS (jusqu'à 180 km/h), 8100, R 2000, Mini 4, Motta 6000, Salar 16, Motta 626, occupe son potentiel d'études en informatique de gestion (contrôle d'architecture distribuée, micros, mini, télécom) et en ingénierie des technologies audio-visuelles nouvelles (télévision en portables). Pour cela, il recherche plusieurs :

INGENIEURS INFORMATIENS

Professionnels expérimentés ou ingénieurs même débutants issus des Grandes Ecoles ou des Ecoles Supérieures, ils auront :

- concevoir et développer de nouveaux projets et en assurer la maintenance;
- animer des équipes de réalisateurs (analyses et programmeurs);
- assurer les relations des sociétés actuelles et à naître du Service Public Audiovisuel.

Plan de formation, complémentarité personnelle assurée.

Salaire de 160 000 à 185 000 F selon expérience. Avantages sociaux d'un grand groupe.

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions à EUROPE INFORMATIQUE SELECTION, 12, rue Godot de Mauroy 75009 Paris.

Importante société spécialisée dans le transport maritime des ensemble industriels (coils lourds) recherche pour son bureau à PARIS son

DÉLÉGUÉ COMMERCIAL

- En liaison avec le siège social, son action se situe au niveau d'une clientèle très spécialisée (transitaires et industriels).
- Le niveau des contacts et la réalité du terrain de mandant des qualités à la fois commerciales et techniques.
- Une expérience coils lourds sera très appréciée. Anglais indispensable.

Les dossiers de candidature seront expédiés sous références, et seront traités confidentiellement.

Ecrire à : 7571 Le Monde Pub, SERVICE ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

IMPORTANT SOCIÉTÉ
INDUSTRIES GRAPHIQUES
proche banlieue Nord-Est

recherche :

UN RESPONSABLE
DE SERVICE ADMINISTRATIF
pour DÉPARTEMENT COMMERCIAL
de PRODUITS pour industries graphiques. Position cadre. Parfait anglais et français. Peut-être anglais et français.

SECRÉTAIRE STENOGRAPHE
pour DÉPARTEMENT COMMERCIAL
Parfait anglais et français. Peut-être anglais et français.

UN AGENT ADMINISTRATIF
pour service PRODUITS pour industries graphiques. Parfait anglais et français. Peut-être anglais et français.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions à : M. M. 54.039 St. 17, rue Labat 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

URGENT. LTP St Nicolas recherche

PROFESSEUR
Temps complet pour enseignement professionnel en fabrication mécanique. Niveau : Technicien supérieur et de 1^{re} technique. Mécanique et 3 ans d'expérience. Professeur. Tél. : 222-83-80.

POUR IMPORTANTE SOCIÉTÉ INGENIEURS INFORMATIENS
Diplômé, 25 à 35 ans. Expérience, tempérament, esprit d'initiative. SALAIRES MOTIVANTS. Tél. pour r.v. : INTER-COMPUTER, 906-60-00.

CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE MACHINES A L'ASSEMBLER
recherche

TECHNICIEN SUPERIEUR
d'APRÈS-VENTE ayant : C.V.T. : 1^{re} à 1^{re} S. une bonne expérience dans le domaine de l'électronique, des systèmes à micro-processeur. Ce technicien supérieur de 25 ans minimum sera rattaché à notre service après-vente. Membres d'équipes techniques en France, stages à l'étranger. Anglais nécessaire. Candidats expérimentés ou débutants, nous pourrions leur proposer un poste de technicien ou de technicien adjoint. Préférences : LASER-OPTRONIC. Tél. : 17, rue Labat 94307 Vincennes Cedex.

BANQUE FRANCAISE
Filiale Groupe International

recherche

CHEF DU SERVICE PORTEFEUILLE EXPERIMENTE

- Pour encadrer et dynamiser le service comprenant 6 personnes et regroupant principalement les opérations suivantes : prêts moyen et long terme, escompte et encaissement, crédit acheteur et fournisseur.
- Pour conseiller le département marketing si nécessaire.

Spécialisé dans le portefeuille, des connaissances complémentaires en Réglementation des changes / Statistiques B de F et/ou en comptabilité / Transferts Francs - Océans et/ou en crédit documentaire, seraient appréciées. Connaissance de l'anglais lu et écrit, bons contacts, expérience d'encadrement indispensables.

Poste à pourvoir à PARIS centre

Nous vous remercions d'adresser votre candidature manuscrite, CV, prétentions. Les candidatures seront traitées confidentiellement.

RECOR Services Recrutement
91, rue du Faubourg St-Honoré 75008 PARIS

Importante Société de Services (concessionnaire de service public) 5 300 personnes C.A. 1 milliard 1/2 en raison de l'évolution de carrière de ses Cadres

recherche

CADRE JURIDIQUE

H ou F
32 ans minimum
150 000 +
Quartier République

Envoyer lettre manuscrite avec CV, 4, rue Amiral Courbet 75116 Paris s'inf. 58121

UNE FILIALE D'UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL

recherche

TRÉSORIER (H/F)

- Le candidat aura un B.T.S. ou un D.U.T. de comptabilité et impérativement une expérience de 3 à 5 ans soit dans une banque, soit dans un service trésorerie.
- Le poste à pourvoir est situé dans la proche banlieue Nord-Ouest de Paris, dans un cadre agréable.

Adresser C.V. photo et prét. n° 57.488 CONTEXTE Publicité - 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex qui transmettra.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE COSMETIQUE

recherche

UN RESPONSABLE TECHNIQUE

INGENIEUR CHIMISTE DIPLÔMÉ D'UNE GRANDE ÉCOLE

La candidate devra obligatoirement posséder l'anglais couramment et avoir une expérience en cosmétologie-partumaria fabrication-technologie.

Adresser C.V. et prétentions à : REVOLUTION TECHNICAL, CENTRE BOITE POSTALE 130, 61944 LES LUIS CHENX.

Notre société, filiale d'un groupe important et spécialisée dans la fabrication de cosmétiques de haute technologie, destinés à l'automatique, l'informatic, l'électronique, la médecine, dans le cadre de nos développements nous recherchons un poste d'ingénieur technique, pour conception de circuits nouveaux nous recherchons :

INGENIEUR DIPLOME

(mécanique - électrique) 5 ans expérience souhaitée, débutant possible. Connaissance en transmission appréciée, anglais indispensable.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à : S&P-PROTEX BP 1, 91210 Davel.

UN INGENIEUR

disposent d'une expérience de plusieurs années dans la conception des véhicules de transport routier de marchandises et de voyageurs, afin de lancer et suivre des programmes d'innovation visant à améliorer les consommations spécifiques de ces véhicules.

Les candidatures sont à adresser à : A.F.M. Services Transport 27, rue Louis-Vaut 76015 PARIS.

S.D.I.

Service de Développement Informatique

recherche

INGENIEURS GRANDES ECOLES UNIVERSITAIRES

HARO-GOFT pour réalisation sur micro-processeurs et mini-ordinateurs. Spécialisation : Informatique, automatique, électronique.

Ecrire ou téléphoner à : 70-80, avenue Gallieni Tour Gallieni 93174 BAGNOLET Cedex 360-13-54/89/95.

Magazines sont spécialisés en grand public recherchant :

- 2 Journalistes généralistes pour travaux sur sujets sociaux, vie moderne, psyché, vidéo photo, télé, etc.

Nous recherchons un homme ou une femme ayant le goût des enquêtes, report, etc.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 223.718 M. 1^{re} 15, rue de Valenciennes 95120 PALAISEAU.

CABINET DE CONSEILS EN BREVETS D'INVENTION A PARIS

Intervenant dans importantes opérations internationales d'acquisition et de défense de la propriété industrielle pour clientèle française et étrangère recherche pour accroître son équipe un

INGENIEUR DIPLOME GRANDE ECOLE ou NIVEAU EQUIVALENT

- Orientation technique, électrique, électronique ou physique.
- Connaissant très bien anglais, allemand lu.
- De préférence possédant diplômes complémentaires droit ou sciences économiques (licence, C.E.I.P.I.).
- Connaissant déjà la propriété industrielle ou motivé par le droit de l'innovation.
- Ayant capacités d'analyse, de synthèse, de rédaction et d'argumentation.
- Souhaitant s'intégrer dans une équipe de conseillers d'entreprises après formation appropriée.
- Travaux très variés. Ambiance dynamique, nombreux contacts.
- Poste de confiance à caractère évolutif.
- Salaire prévu 130 à 260.000 F/an selon expérience et qualification.

Envoyer C.V., manuscrit, prétentions et références. S/N° 1103 M à PARAPHE, 45 rue de Richelieu 75002 PARIS (discrétion assurée).

FILIALE INDUSTRIELLE D'UN DES PREMIERS GROUPES MONDIAUX D'EMBALLAGE ET DE CONDITIONNEMENT (C.A. 250 MILLIONS DE FRANCS)

Recherche un

CHEF DE MARCHÉ

responsable de la gestion du marché leader, et de la recherche de nouveaux produits.

- Vous êtes diplômé d'une grande école de Commerce ou Ingénieur + formation Marketing, avec 2 ou 3 ans d'expérience, et vous pratiquez l'anglais.
- Vous êtes imaginatif et vous maîtrisez l'analyse.
- Nous vous offrons une fonction intéressante et motivante dans le cadre d'une société en forte expansion.

Ecrivez-nous avec C.V. + photo + rémunération sous n° 7037.880 M RÉGIE PRESSE 85 bis, rue Réaumur, Paris 2^e

VILLE DE ST-DENIS (93) recherche

- DIRECTRICE DE CRECHE
- INFIRMIERE O.E.
- PUERICULTRICE

POUR CRECHE COLLECTIVE

Expérience souhaitée. Adr. cand. et C.V. à M. Le Maine 2, place Victor-Hugo.

SOCIÉTÉ DE PRESTATIONS DE SERVICES

recherche pour sa filiale CONSEIL EN RECRUTEMENT

CONSULTANT COMMERCIAL H/F

Région parisienne. Salaire basé sur un fixe + commissions sur CA réalisé.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 35.208 à DES'S - 140, rue de Courcelles - 75017 Paris, qui transmettra.

ACTIS
(Cabinet Rel. Publiques)

recherche

UNE CHARGÉE DE DOSSIERS

Formation universitaire. 5 ans exp. R.P. minimum.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : ACTIS 78 av. Raymond-Poincaré 75116 Paris.

P.S.I. PHOTON SCIENCE INSTRUMENTS

Nouveau leader dans le domaine Spectro-optique

INGENIEUR TECHNIQUE COMMERCIAL

Adjoint au directeur commercial, aura responsabilité de la production et de la vente des produits.

- traitement de clients et détection
- filtres optiques
- bilingue anglais

Le poste demande des compétences en électro-optique, micro-optique mais peut convenir à un ingénieur débutant.

Stage de formation aux U.S.A., Angleterre, etc. Allemagne.

Certains évoluent pour passer de valeur

Envoyer C.V., photo et prét. à : P.S.I. 85-87, rue de Valenciennes 91120 PALAISEAU.

TECHNICIENS SUPERIEURS

Toutefois d'un des diplômés suivants :

- BTS option électronique
- Diplôme de technicien en IUT, option électronique.
- Diplôme d'études supérieures techniques délivré par le CNAM.

Expérience maintenance audio-vidéo ou vidéo-télévision, optique, ligne d'âge 18 à 35 ans. Durée de 2 mois, salaire 10/45 ans. Candidats expérimentés ou débutants, nous pourrions leur proposer un poste de technicien ou de technicien adjoint. Préférences : LASER-OPTRONIC. Tél. : 17, rue Labat 94307 Vincennes Cedex.

UN INGENIEUR

pour travaux d'analyse et de programmation en informatique de gestion sur matériel mini / A. Répondre sous n° 112 PS, division des personnes, 20, rue Barbet-de-Serres, 75015 PARIS.

G.C.A.M.

Société d'Etudes et de Conseil en informatique du Groupe des filiales de la Caisse des Dépôts et Consignations crée un poste pour un

JEUNE ASSISTANT DE GESTION

Profil : Le candidat recherché sera si possible, diplômé grande école (HEC, Sup de Co ou équivalent) et possèdera de solides compétences en comptabilité.

Mission : Il devra participer à la préparation et au suivi des budgets, s'assurer de la cohérence des procédures comptables et budgétaires et réaliser des consolidations.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 182 à Marie-Françoise Aletti - G. CAM - Tour Maine-Montparnasse - Boite Postale B 75155 Paris Cedex 15.

Entreprise de traitements thermiques spéciaux, sous atmosphères et sous vide spécialement adaptés aux pièces de turbines à gaz et réacteurs aéronautiques - située en banlieue ouest. 65 personnes - cherche à intégrer un jeune

Ingénieur
formation INSA, IDN...

débutant ou au maximum 2 ans d'expérience pour assumer d'abord des responsabilités purement techniques de production, puis des responsabilités technico-commerciales en France et à l'étranger pour des techniques de pointe.

Une parfaite maîtrise de l'anglais est exigée pour ce poste qui s'adresse à un ingénieur à fort potentiel.

Veuillez écrire sous réf. 2014

INTERCARRIÈRES
5 rue du Helder 75009 Paris

ORGANISME PROFESSIONNEL QUARTIER ÉTOILE

recherche

JEUNE CADRE

Pour gérer la documentation économique

INTD (option scientifique) ENSAE (division des cadres de gestion) ou équivalent.

1^{re} expérience souhaitée

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à : M. 53.029 BLEU 17, rue Labat 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

Importateur matériel de nettoyage recherche

AGENT ADMINISTRATIF pour service Achats. Libre de suite, expérience souhaitée, libéré des obligations militaires, anglais parlé, écrit. Qualités d'organisation et de méthode souhaitées. Poste d'avenir.

Envoyez C.V. avec photo à Groupée/Mabie S.P. 83, 78501 Sartrouville Cedex.

Labo recherches Universitaire ORSAY demande

DESSINATEUR

(Pointe CNRS). Travailler BTS spécialisés cartographie, Conn. en dessin géométrique et construction ardoise.

Envoyer C.V. et photo sous réf. 201 UN à : PIERRE LUCHAU S.A. - 116 rue Edmond Rostand 13006 MARSEILLE qui transmettra

STANDARDISTES BILINGUES

FRANÇAIS - ESPAGNOL

pour standardiser IBM 1750 54 lignes et 600 pages de service.

Une expérience de 5 à 10 ans est indispensable dans un poste équivalent.

Les candidatures de personnes parlant également l'anglais seront étudiées avec la plus grande attention.

Poste stable. Restaurant d'entreprise. Avantages sociaux.

Adresser lettre manuscrite C.V., photo et prétentions sous réf. 2.185 à Mada System 194, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

UN INGENIEUR

pour travaux d'analyse et de programmation en informatique de gestion sur matériel mini / A. Répondre sous n° 112 PS, division des personnes, 20, rue Barbet-de-Serres, 75015 PARIS.

ACTIS
(Cabinet Rel. Publiques)

recherche

UNE CHARGÉE DE DOSSIERS

Formation universitaire. 5 ans exp. R.P. minimum.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : ACTIS 78 av. Raymond-Poincaré 75116 Paris.

P.S.I. PHOTON SCIENCE INSTRUMENTS

Nouveau leader dans le domaine Spectro-optique

INGENIEUR TECHNIQUE COMMERCIAL

Adjoint au directeur commercial, aura responsabilité de la production et de la vente des produits.

- traitement de clients et détection
- filtres optiques
- bilingue anglais

Le poste demande des compétences en électro-optique, micro-optique mais peut convenir à un ingénieur débutant.

Stage de formation aux U.S.A., Angleterre, etc. Allemagne.

Certains évoluent pour passer de valeur

Envoyer C.V., photo et prét. à : P.S.I. 85-87, rue de Valenciennes 91120 PALAISEAU.

Le Monde

régions

ILE-DE-FRANCE

Les projets pour la création d'un parc à La Villette

Encore un scandale de La Villette ? Plusieurs commentateurs n'ont pas manqué d'accrocher à nouveau ces deux termes, après la proclamation tout-à-fait, le 13 décembre dernier, du non-résultat du concours international pour la création d'un parc sur le terrain des anciens abattoirs : neuf lauréats au lieu d'un ; des explications confuses ; un second tour improvisé.

Fébrilement attendu par une profession fragile et douloureusement renouée, les paysagistes, à la remorque des architectes, le débat de fond a tourné

court. Masqué par de justes polémiques à propos de cette procédure-surprise, il risque aussi de décourager le grand public, qui devrait être le premier intéressé. Les occasions sont rares de créer un parc de 30 hectares dans Paris. La question n'a pas été posée depuis Haussmann, il y a cent ans.

Après avoir sérieusement travaillé la question et rédigé un programme complexe qui prétendait tout concilier (la nature et la culture, la détente et l'animation, la jour et la nuit, la fusion sociale ethnique

et tout, et tout) après avoir dépouillé à grande traite (quarante personnes pendant un mois ; deux groupes de travail et une commission technique assidue) les quatre cent soixante-dix projets reçus, l'établissement public du parc de La Villette se trouve frappé de surdité.

La situation est particulièrement scabreuse : une exposition ouvre au Centre Pompidou dans quelques jours (le 28 janvier), sur le thème des « Jardins dans la ville ». Frère pour montrer à tous les résultats de concours, et illustrer le débat actuel, elle va être

complètement laquée. On y verra des dispositions de tous les projets non prisés ; une présentation explicite des vingt et une propositions remarquables et récompensées par le jury ; et, sans commentaire, les neuf projets lauréats ; le tout accompagné de nombreux extraits des textes initiaux fournis par les concurrents. L'exposition sera fermée trois jours avant la réunion du jury prévue les 24 et 25 mars pour examiner les compléments de réponses des « lauréats », et choisir... enfin.

Du gazon dans une jungle

Jusqu'à-là, silence officiel à propos des « neuf », pas de contact avec les équipes qui vont recevoir les appréciations du jury. Les événements ayant pris ce tour, l'attitude du maître d'ouvrage est logique. Mais on avouera qu'elle entraîne un véritable sabotage. Pourquoi un tel délai entre l'échec du premier tour (6 au 12 décembre) et cette séance de ratissage.

Immédiatement conscient du problème, le président de la République avait demandé, en recevant le jury dans la matinée du 13 décembre, qu'on « fasse vite ». Les fêtes de fin d'année, d'un côté, les élections municipales, de l'autre, et le souci des aménageurs de trouver le temps de compléter leurs dossiers ont abouti à ce calendrier distendu et un peu absurde.

On en est là. Le débat sur les procédures obscures à la discussion à propos des projets. Or, les deux sont légitimes et nécessaires.

Alors que plusieurs consultations internationales sont lancées et attirant de nombreux architectes de tous les pays (M. Jack Lang en a compté quatre mille), il est légitime de s'interroger sur le bon usage des concours internationaux (sauf celui du ministère des finances), anonymes (en principe), ouverts à tous, leur réussite dépend aussi de la composition du jury et de sa capacité à dialoguer, puis à aboutir.

Il est navrant que le seul jury auquel était reconnue, a priori, une souveraineté de choix, n'ait pas cru bon de s'en montrer digne. Vingt et une personnes, de culture et de préoccupations très diverses (des fonctionnaires, des paysagistes, des architectes, des artistes, des élus), présidées par un homme respectable, M. Roberto Burle Marx, paysagiste de Brasilia, qui n'a pas su maîtriser la dynamique de groupe, se sont livrées, selon plusieurs témoignages, à un vaste psychodrame pendant une semaine.

Libéralisme ou faiblesse, personne n'a su canaliser les énergies et les préférences : les architectes, amateurs de construction et d'ordre, s'opposaient, dit-on, aux paysagistes, aux « naturalistes », mais pas toujours. Des majorités se sont formées, pas assez nettes toutefois pour emporter l'adhésion. Epouillés, les jurés auraient été fort soulagés de ne pas choisir, de reporter à plus tard cette terrible décision : de vingt à cinq ou à deux projets suivant les moments, ils ont élargi leur sélection finale à neuf, mêlant des réponses « travaillées » et subtiles à des propositions schématiques et bâclées.

L'anonymat, question délicate. Destinée à protéger les inconnus, à éviter qu'ils soient éliminés d'office, ou tenus en laisse, l'anonymat n'est jamais complet. Soit parce que cer-

tains, sont « signés », typés. Soit parce que les membres du jury acceptent de voir des projets amis, à charge de revanche. « L'anonymat sert seulement à donner bonne conscience au maître d'ouvrage », note un jeune architecte. Il peut dire : je ne savais pas, et cela permet aux jurés d'avoir la paix dans la vie courante.

Le fait que des réponses de qualité très inégale aient été finalement sélectionnées serait-il, alors, le signe de la rouerie du jury, voulant atténuer la présence au palmarès de plusieurs chefs de file des elans français, dont on ne voit pas toujours comment ils auraient émergé si l'anonymat avait été total ?

Faudrait-il, après chaque jugement, instituer une commission d'enquête, savoir qui a voté pour qui et pourquoi, exiger une transparence complète ? On ne peut, en tout cas, s'en remettre sur ce point au seul représentant de l'Union internationale des architectes : comment M. François Lombard, architecte français, qui fit partie des programmeurs du Centre Pompidou et qui est présent à divers titres dans les projets en cours, pourrait-il assurer avec une totale indépendance cette lourde mission ?

Jury « incapable »

Faut-il déclarer ce jury « incapable » au sens du code civil, et le remplacer ? Faut-il incriminer un programme trop complexe, trop achevé par certains aspects (des équipements divers, thermes, ateliers, lieux d'animation y sont prévus : 30 000 mètres carrés, couverts, 32 000 mètres carrés abrités), tandis que les objectifs, mêlant les utopies post-soixante-huitardes (la rencontre des cultures et des ethnies) et la volonté farouche d'être moderne, de réaliser le « parc du vingt et unième siècle » ?

Si on interrogeait le bon peuple, les réponses seraient sans doute simples : un parc dans Paris, vingt et unième siècle ou pas, c'est une grande pelouse, des arbres, du calme, de l'espace. Certains ont, semble-t-il, nié beaucoup sur cette attente, poussant la simplicité jusqu'au vide, comme l'équipe de Bernard Lassus qui propose une grande prairie en pente douce jusqu'au canal, tandis que les constructions sont reportées en bordure, vers le boulevard périphérique.

Dégagant elle aussi une grande « plaine » de 23 hectares (l'équivalent de l'esplanade des Invalides), l'équipe d'Alexandre Chemetoff l'a encadrée d'un front bâti et de jardins clos et encaissés qui illustreraient le passé semi-agricole de la banlieue proche. Le parc se « con-

struit » dans la station de métro et grimperait au-dessus des boulevards extérieurs pour jeter des passerelles vers Pantin. Une composition stricte qui lie bien les deux importants édifices existant sur le site (le musée des sciences au nord, la Halle du dix-neuvième siècle au sud). Un autre lauréat, Jacques Gourvenec, a lui aussi, l'idée de la géométrie en plaçant une pyramide de verdure au milieu des vides. Sans convaincre.

Cet inachèvement contraste avec la proposition de l'équipe de Gilles Vexlard (où figure Duiart, déjà lauréat du concours organisé par la Ville de Paris en 1976) d'un « rendu » très spectaculaire et sans doute un peu trompeur, qui croise une composition « classique » de massifs boisés (légèrement oblique, pour séduire l'époque) avec une grande structure de mail couverte, qui accueillera tous les équipements, du nord au sud.

Les propositions de M. Andreu Arriola (Espagne) — un éventail d'allées maigrelettes à partir du rond-point des canaux — et de S. Andersson (des collines artificielles pour arrêter le bruit du boulevard périphérique), simples ébauches, semblent figurer comme repoussoirs. Il est difficile d'admettre que la participation étrangère (et notamment les soixante-dix équipes japonaises) n'ait pas fait mieux.

Côté « intellos », le parc du vingt et unième siècle apparaît en filigrane dans les projets de Bernard Tschumi (Français installé à New-York), qui a planté tous les 100 mètres des petites « folies » reliées par de grandes espaces purement géométriques, et surtout dans celui de Rem Koolhaas (Néerlandais installé à Londres). Ce dernier a étudié le principe d'une grille double : des bandes de nature, alternées comme sur une toile bayadère, croisées avec un éparpillement de petits édifices météoriques qui trouveraient, suivant l'endroit où ils tombent, une ambiance différente. Un projet difficile à lire, exprimé en graphisme punk et riche de tous les rêves électroniques des années 80.

L'annonce qui consiste à présenter en quelques lignes de propositions complexes, ou même simplistes, parfois indéchiffrables (le plan ne dit pas tout, les croquis de détail sont trompeurs, les textes obscurs), est particulièrement périlleux. Ni le rapport de la commission technique ni les observations du jury ne sont publics pour l'instant et nous ceux qui ont longtemps analysé les projets sont réduits au silence. Devant ce gaspillage d'énergies, d'intelligences, les bras tombent. A l'exposition du Centre Pompidou, débâche codes d'images et de mots, il manquera bien des sous-titres.

MICHÈLE CHAMPENOIS.

Paroles d'architectes

Pour éclairer un débat complexe, nous avons recueilli quelques points de vue contrariés sur l'« affaire ».

C'est une bonne solution, estime Vittorio Gregotti, architecte à Milan, membre du jury, d'avoir un second degré pour obtenir des projets plus approfondis. D'ailleurs, je suis hostile aux compétitions où on ne connaît pas les noms.

« Oui », le jury était trop nombreux ; au-delà de dix personnes, les personnalités culturelles d'origine très différentes, il est difficile de construire un langage commun. Sur le fond, les réponses des concurrents montrent la grande difficulté qu'il y a à définir ce que doit être un parc urbain à notre époque. Il était intéressant d'avoir une confrontation directe entre les paysagistes, qui ont une tradition plus forte, plus académique, et les architectes.

Pierre Dauvergne, paysagiste, président de la Fédération française de paysage, membre du jury, estime de son côté qu'il est « trop tôt » pour se prononcer sur la fin. Pour répondre au programme très complexe qu'on avait voulu tout mettre, tous les gadgets, toutes les idées à la mode, sont choisis, les concurrents couraient le risque de se perdre en voulant tout résoudre, ou de se mettre partiellement hors programme, faisant des choix. Les réponses font apparaître des faiblesses.

d'attitude des parties, et près d'un siècle des projets sont en outre, marqués par les angoisses de l'époque : catastrophes, cataclysmes, tremblements de terre, guerres atomiques...

On pouvait craindre une concurrence assez vive, rappelle M. Dauvergne, de nations qui ont une tradition paysagère continue, comme l'Allemagne, l'Angleterre, les Pays-Bas. Or la participation française a produit des résultats solides qui témoignent du renouveau de l'école française, des projets qui structurent fortement l'espace et jouent, à plusieurs échelles, avec l'architecture, l'élément végétal étant alors qu'un élément parmi d'autres.

Selon Alexandre Chemetoff, architecte-paysagiste, il est difficile d'écarter des neuf équipes lauréates.

L'embaras du jury s'explique, il existe pas de critères de référence sur quoi fonder un jugement. On a l'habitude de lire et d'interpréter des bâtiments et on imagine plus facilement des aménagements architecturaux. C'est plus difficile pour un projet de jardin. D'ailleurs, on voit bien sur une photo aérienne à quoi se résument les jardins : le Luxembourg par exemple, c'est une grande clairière. Les Buttes-Chaumont, cela ne ressemble à rien. L'abstraction est très grande. Souvent, les parcs anciens, les jardins de référence, ont été dessinés après avoir été créés.

Michel Corajoud, paysagiste (projet primé), se déclare, « comme tout le monde, frustré ». Les concurrents sont en deuil de leur projet, car le débat de fond qui devrait avoir lieu sur le paysage est occulté par la polémique sur les procédures. La première exigence serait de voir tous les projets, d'en faire une analyse complète. Certains membres du jury ont dit qu'il n'y avait rien dans les 470 propositions ; alors, ils ont choisi trois fois rien. Le jury a été souverain, estime-t-il, jusqu'au point de faire des béates.

« Dans un pays qui a laissé la profession de paysagiste dans un tel marasme pendant si longtemps, était-il opportun, le jour venu, pour une opération d'urgence, de faire un concours international ? »

Un jeune architecte-paysagiste (projet primé), Jean Magerand, explique quant à lui : « Cela fait un siècle que le « paysage » est à la recherche des architectes. Au niveau mondial, c'était le désert. Les paysagistes ont cherché une revanche, tenté de mettre en valeur ce qui était spécifique dans leur métier. La décision est grande : nous pensions que le parc de La Villette serait l'occasion de porter le débat au niveau international. Or il n'y a aucune garantie que le maître d'œuvre désigné pourra réaliser ses trente hectares. Il y a un gros problème financier. Derrière chaque projet, il y a dix architectes qui vont réaliser des bâtiments pendant dix ans. Le parc va décaler en mort-croix. La maîtrise d'œuvre sera hachée par petits bouts. »

Salon du des Jeunes Diplômés 1er Emploi

du 22 au 25 mars 1983

17, boulevard Saint-Jacques 75014 PARIS
organisé sous l'égide
de la CONFÉDÉRATION DES BUREAUX D'ÉLÈVES

PROGRAMME GENERAL

Inauguration du Salon à 14 h 30
Table ronde animée par Monsieur Charles VIAL (« LE MONDE »)
« DES JEUNES DIPLOMÉS POUR QUOI FAIRE ? »
Participants : Ministère de l'Emploi,
Confédération des Bureaux d'Élèves des
Grandes Écoles.

Deux animations « LE MONDE »
Déjeuner-débat avec 40 participants (Chefs du personnel de grandes entreprises, élèves, directeurs d'écoles ou présidents d'université) sur le thème :

« QUELLE FORMATION POUR QUELS EMPLOIS ? »
Table ronde publique avec quelques grands patrons d'industrie et des élèves sur le thème :

« QUELLE PLACE POUR LES CADRES DANS LES ENTREPRISES DE L'AN 2000 ? »
(problèmes de la production et de la recherche, effets de l'informatisation, rôle de la formation permanente, etc.)
Les animateurs en seront Serge BOLLOCH de la rubrique « Éducation » et Jean-Pierre DUMONT de la rubrique « Social » du MONDE.

Présentation par HAVAS CONTACT d'une enquête visant à déterminer les critères de choix des entreprises par les jeunes diplômés et à dégager une image de l'entreprise idéale telle qu'ils la conçoivent.

Journée « LE MONDE DE L'ÉDUCATION »
Table ronde animée par Jean-Michel CROISSANDEAU de 10 h 30 à 12 h 30 avec participation d'universitaires, d'élèves des Grandes Écoles, de patrons de cabinets de recrutement et de chefs d'entreprises ou de chefs du personnel sur le thème :

« LE RECRUTEMENT DES JEUNES CADRES »
(méthodes de sélection, tests, contacts entre entreprises et élèves, défections, rédaction des annonces, prospection, etc.)

COCKTAIL DE CLÔTURE

Animations particulières par les entreprises participantes : conférences, présentations d'entreprises, projections, déjeuners, cocktails, prise en charge de visites et de déplacement de promotions de Grandes Écoles de province, etc.

RENSEIGNEMENTS ET RÉSERVATIONS
HAVAS CONTACT 1, place du Palais-Royal 75001 PARIS

Tél. : 296.12.92

ou : LA DOCUMENTATION PRATIQUE, 13, galerie Vivienne, 75002 Paris. Tél. 261.50.87

CHACQUE SEMAINE

FAITES VALDER VOS BULLETINS CHEZ TOUS LES DEPOSITAIRES PORTANT L'ENSEIGNE LOTO

LOTO

c'est facile, c'est pas cher, ça peut rapporter gros.

مكتبة القاهرة

Le Monde

économie

ÉTRANGER

En Italie

Ebauche d'un pacte social

En 1983, les salaires augmenteront d'un pourcentage qui sera au maximum celui de la hausse des prix

Gouvernement, patronat et syndicats italiens sont arrivés samedi 22 janvier vers minuit à une ébauche de « pacte social » concernant notamment la question extrêmement délicate de l'échelle mobile (indexation des salaires sur les prix). Une négociation difficile, après, qui, jusqu'au dernier moment, fut au bord de la rupture, mais qui, finalement, a été conclue, sous le signe d'un terme à dix-huit mois de polémique. L'accord

conclu implique qu'en 1983 les salaires augmenteront d'un pourcentage qui, au maximum, sera celui de la hausse des prix. Des hausses de salaires sont programmées jusqu'en 1985 (100 000 lire maximum pour les trois années, soit environ 500 F), compatibles avec une hausse des prix de détail de 13 % en 1983 et de 10 % en 1984.

De notre correspondant

Rome. — Le président du conseil avait fixé impérativement au 20 janvier la fin de ces négociations. Des possibilités d'accord étant en vue, le ministre du travail, M. Scotti, artisan de la médiation entre patronat et syndicats, avait demandé une poursuite des tractations « à pendule arrêtée ».

Le long protocole d'accord rédigé par le ministre du travail, qui a négocié à table séparée avec les deux parties afin d'éviter d'accroître les divergences, constitue en fait un élément important de la politique économique du gouvernement. Il tient compte en effet des objectifs de réduction de l'inflation (13 % pour 1983 et 10 % pour 1984) ainsi que de ceux visant à remédier au chômage. Il s'agit en fait d'une manœuvre globale touchant non seulement au coût du travail (échelle mobile et contrats), mais aussi aux horaires, à certaines dispositions fiscales et aux prestations en matière de santé, afin de parvenir à un équilibre entre les exigences des deux parties — les syndicats obtiennent sur le plan de la fiscalité ou des prestations sociales des concessions compensant les compromis qu'ils acceptaient en matière de désindexation des salaires.

Sur le plan politique, l'habile activité de médiation du ministre du travail contribue assurément à donner une meilleure assise au gouvernement Fanfani : « C'est avant tout le gouvernement qui sort victorieux de cette négociation », écrit *il Manifesto* (extrême gauche). Il reste que c'est en dernière analyse, l'Etat, c'est-à-dire le contribuable, qui fera les frais de cet accord par lequel les finances publiques, pourtant gravement déficitaires, s'engagent à de nouveaux sacrifices. L'Etat, mécanisme de l'indice des prix en Italie, introduit après la guerre, repose sur un budget type par famille, calculé en fonction de l'établissement trimestriel d'un indice national des prix. A chaque variation en pourcentage de l'indice correspond une augmentation d'un point de l'indemnité, dont la valeur a été unifiée en 1975 pour toutes les qualifications professionnelles. D'instrument de maintien du pouvoir d'achat, l'échelle mobile était devenue un moyen d'augmenter les salaires réels et de favoriser les rémunérations les plus basses.

Selon les syndicats, pourtant, le jeu de l'indexation des salaires permettait de compenser 80 % seulement de la hausse des prix. Pour le patronat, il s'agissait, en fait, d'une « machine infernale » inflationniste et qui accroissait les coûts de production des entreprises ; l'indexation créait, en outre, des rigidités excessives dans les mécanismes économiques par l'institution d'échéances automatiques de hausses des salaires. Lorsqu'en juin dernier l'accord de 1975, qui unissait le point de référence de l'échelle mobile au niveau le plus élevé de la qualification, c'était en espérant récupérer le contrôle d'une partie de la détermination du salaire, qui lui avait échappé. Cette dénonciation de l'accord de 1975 décidée par l'industrie privée a paralysé toutes les négociations déjà en cours sur le renouvellement des contrats de travail. Mais la décision de l'industrie privée n'a pas été entièrement suivie (certains entrepreneurs publics ont notamment refusé de dénoncer l'accord). En outre, les fédérations des dirigeants de l'agriculture, du commerce, des P.M.E. et de l'artisanat s'étaient démarquées de la position du grand patronat.

Sans remettre en cause le principe d'une indexation des salaires, qui est établi par la loi, le patronat entendait, en fait, ralentir la progression de l'augmentation automatique des rémunérations, et demandait

au départ de réduire de moitié la « sensibilité » du mécanisme de détermination des augmentations salariales.

Les principaux points du « pacte social » à l'italienne sont les suivants. Il comporte d'abord un préambule : la reconnaissance par les forces sociales (patronat et syndicats) et le gouvernement du caractère impératif des objectifs de réduction de l'inflation. Tous les calculs et prévisions doivent être menés à l'intérieur des limites fixées (13 % en 1983 et 10 % en 1984), ce qui n'a pas sans poser quelques problèmes. En ce qui concerne l'échelle mobile (indexation des salaires), il a été retenu une diminution de 15 % de sa progression afin que celle-ci soit compatible avec les « plafonds » fixés en matière d'inflation : avec le système de calcul actuel, la progression des salaires aurait été, cette année, de 14,5 %, soit un 1,5 point de plus que l'inflation, soit autant en augmentation que la variation en pourcentage de l'indice des prix qui a été diminué de 15 %. Il ne s'agit donc pas d'une réduction de 15 % du pouvoir d'achat, mais seulement de ramener l'augmentation des salaires au maximum à la hausse des prix. S'ajoutera une nouvelle pondération des produits constituant le « panier » servant au calcul trimestriel de l'indice des hausses des prix, qui devrait freiner un peu plus les hausses de salaires.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base	+ base	+ base	+ base
SE.U.	7,0625	7,0625	+ 200	+ 230
DM	5,6310	5,6310	+ 75	+ 110
Yen (100)	2,9830	2,9830	+ 150	+ 165
DM	2,8325	2,8325	+ 170	+ 190
Flm	2,5880	2,5880	+ 170	+ 185
F.R. (100)	14,5150	14,5150	+ 310	+ 335
F.S.	3,4685	3,4685	+ 310	+ 335
L. (1 000)	4,3340	4,3340	+ 310	+ 335
E.	10,5175	10,5175	+ 80	+ 100

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 1/4	9 5/16	9 1/4	9 3/8	9 1/2	9 5/8
SE.U.	9	9 1/4	9 5/16	9 1/4	9 3/8	9 1/2
DM	5 1/2	5 5/8	5 11/16	5 9/16	5 11/16	5 11/16
Flm	4 7/8	5 1/8	4 7/8	5 1/8	4 7/8	5 1/8
F.R. (100)	12 1/2	13 1/4	14 3/4	14 1/4	15 1/4	15 1/4
F.S.	11 1/2	12 1/4	13 1/4	12 3/4	13 1/4	13 1/4
L. (1 000)	11 1/2	12 1/4	13 1/4	12 3/4	13 1/4	13 1/4
E.	11 3/8	11 5/8	11 5/8	11 1/2	11 7/8	11 7/8
R. franc	12 3/4	13 3/4	14 1/4	14 1/4	15 1/4	15 1/4

SOCIAL

LES CONFLITS AUX USINES RENAULT

A Flins

La C.G.T. et la C.F.D.T. dénoncent l'attitude « résolument négative » de la direction

De notre correspondant

Flins. — « Il faudra bien que la direction cède, tôt ou tard. Et plus le temps passe, plus la note à payer sera lourde ». A l'usine Renault de Flins, où dix mille sept cents des dix-huit mille salariés entrent dans leur troisième semaine de chômage technique, les délégués syndicaux s'inquiètent, lundi 24 janvier, de l'attitude « résolument négative » de la direction de l'usine, dans l'attente de la seule décision à été depuis vendredi dernier de publier « une lettre d'apaisement sur le devenir de la firme, afin de faire peur aux travailleurs ».

Aucune négociation durant le week-end

Aucune négociation n'a eu lieu au cours du week-end et aucun rendez-vous n'était pris pour lundi. Les salariés commencent depuis quelques jours à venir aux nouvelles, préoccupés surtout par la chute importante de leurs salaires. Rien dans ce domaine n'a, en effet, encore donné lieu à la moindre négociation.

Dimanche, les militants de la C.G.T. et de la C.F.D.T. ont consacré leur journée à battre la campagne dans un rayon de 50 kilomètres

autour de Flins pour diffuser un tract dans les foyers de travailleurs immigrés, sur les marchés, partout où résident les salariés immobilisés par la grève. « Il faut dire à ces ouvriers inquiets, surtout étrangers, de tenir bon et, parallèlement, organiser la solidarité pour leur venir en aide », explique un militant C.G.T. Dans le Val-d'Oise, les Yvelines, les Hauts-de-Seine, l'Eure, les syndicats sont donc allés à la rencontre des salariés qui restent chez eux en écoutant à la radio d'éventuelles nouvelles du conflit.

Dans la vallée de la Seine surtout, entre Poissy et Mantes-la-Jolie, le conflit commence, en raison de sa durée, à avoir des répercussions chez certains sous-traitants. Les stocks sont souvent au maximum, et certains petits patrons envisagent sérieusement de réduire, dès cette semaine, le temps de travail.

Lundi matin, sur un immense parking situé en bordure de l'autoroute de Normandie et où somnolent quelques dizaines d'autocars de ramassage blanchis par le givre, deux éboueurs faisaient tourner les moteurs « pour les dégourdir ». On ne sait jamais...

DAMIEN RÉGIS.

A Billancourt

LA RÉGIE N'ÉCARTE PAS LA MISE EN CHÔMAGE TECHNIQUE DE QUATRE MILLE SALARIÉS

Après la pause du week-end, une troisième semaine de chômage technique débute chez Renault, à Flins (Yvelines), sans qu'il soit possible de prévoir l'issue de la grève des peintres, qui est à l'origine de cette mesure. Le conflit paraît être dans l'impasse, tant dans cette usine que dans celle de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), où des mesures de chômage technique, concernant 4 000 mille salariés, pourraient être annoncées, mardi 25 janvier, lors d'une réunion extraordinaire du comité d'établissement, en raison de la grève des ateliers de sellerie et de la grève des ateliers de montage mécanique. Face à ces revendications en chaîne, qui mettent en cause la politique salariale, mais posent également des questions de fond — notamment sur les classifications — la Régie semble avoir choisi la rigueur et la fermeté.

Chausson, Citroën et Fiat touchés également

Globalement, les mêmes problèmes se posent aux trois autres usines de l'automobile de la région parisienne frappées par des conflits ces derniers jours, Peugeot à Gennevilliers (Hauts-de-Seine, 3 900 salariés), la production était toujours bloquée, depuis le 17 janvier, par une grève C.F.T.C. L'Association des travailleurs marocains en France, chez Citroën, à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine, 3 000 salariés), la grève-bouillon de l'atelier de ferrage a empêché de nouveau, selon la direction, la reprise du travail lundi. A l'occasion d'une réunion extraordinaire du comité d'établissement dans la matinée, la direction a proposé, afin de réduire le chômage technique : pour la ligne de montage des véhicules, le passage du régime d'équipes au régime normal et l'ajustement des effectifs et des régimes de travail pour les autres secteurs (ferrage, peinture), la mutation vers d'autres usines de la région parisienne (notamment Aulnay) d'environ 500 salariés. Enfin, chez Unic, filiale de Fiat à Trappes (Yvelines), 500 des 1 300 salariés étaient en chômage technique.

A propos de ces conflits, le bureau de la fédération F.O. de la métallurgie estime que « les directions — enfermées dans le carcan de la politique de lutte contre l'inflation — ne disposent que d'une marge de possibilités trop étroite pour permettre des négociations globales et que « seules les négociations à l'échelle de l'entreprise peuvent permettre d'en sortir ».

Une pizzeria sans patron

Au 36, boulevard des Italiens, à Paris-2^e, les habitués de la pizzeria Cino ont trouvé porte close ces derniers jours. Des affiches avertissaient les passants : « Nous n'avons plus de patron. Restaurant occupé. Nous présentons nos excuses à la clientèle ».

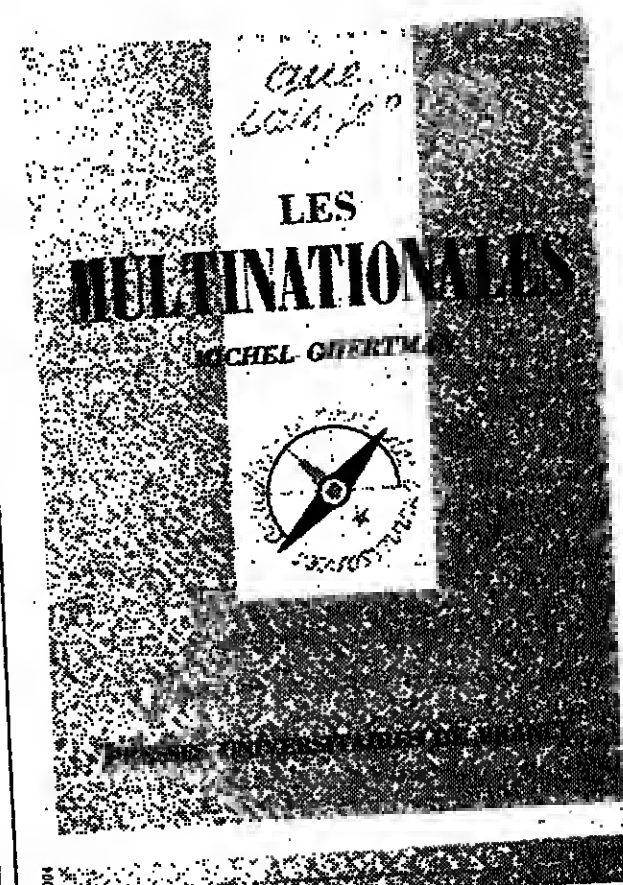
Le 8 janvier, les onze salariés, dont sept travailleurs immigrés, apprennent que leur patronne, Mme Chébil, gérante d'une société dénommée Mirada, au capital de 800 000 francs, avait vendu le fonds de commerce à un homme d'affaires. Les cuisiniers, les serveurs et une employée de comptabilité étaient laissés dans l'ignorance quant à leur avenir, bien que la loi impose au nouvel acquéreur de reprendre le personnel. Ce lundi 24 janvier, ces salariés, dont certains sont pères de famille nombreuse, attendent toujours leur damier salaire. Inquiets à juste titre, ils ont constitué une section syndicale C.F.T.C. et ont fermé boutique.

Selon M. Marc Gétin, secrétaire de la Fédération des hôtels, cafés, restaurants de cette centrale, le sort du personnel paraît d'autant plus précaire que M. Chébil, mari de la patronne, gère un autre restaurant situé presque en vis-à-vis sur la boulevard, pour le compte de la société Black and White ; et de curieux échanges d'employés — ou d'heures de travail — avaient lieu entre les deux établissements, certains salariés fournissant des prestations tour à tour à la pizzeria Cino ou au restaurant d'en face.

Les services de l'inspection du travail ont été alertés. Ils pourront constater, en tout cas, l'incroyable insubordination d'une cuisine au système d'attribution plus qu'insuffisant, où le cuisinier — un immigré aux paupérisées brûlées par le fumée des fourneaux — évoluait dans un espace de moins de quatre mètres carrés. Pas de quoi faire, en somme, une pizza miracle ! — J. B.

Multinationales. Le point aujourd'hui.

puf La réalité des multinationales aujourd'hui en 128 pages. Quel est le rôle économique de ces entreprises, essentiellement implantées dans les pays industrialisés ? Quelle est leur influence sur l'emploi, l'inflation, les taux de change... ? Quelles sont leurs relations avec les gouvernements ? Leur impact social, politique, culturel est-il déterminant ? « Que Sais-je » répond à toutes ces questions : « Les Multinationales » de Michel Chertman, publié avec la collaboration de l'IRM. Pour des renseignements sur les publications et les activités de l'IRM : tél. (1) 274.25.10. Institut de Recherche et d'Information sur les Multinationales : 29, bd Bourdon, 75004 Paris.



Aux Etats-Unis

LA SIDÉRURGIE A PERDU 134.000 EMPLOIS EN 1982

Une année désastreuse pour la sidérurgie américaine. Avec 59 millions de tonnes d'acier, la production est tombée à son plus bas niveau depuis 1958, selon l'hebdomadaire américain *Iron Age*. De 365 000 en novembre 1981, l'emploi s'est réduit à 231 000 en novembre 1982. Une perte de 134 000 salariés, qui porte le chômage de la branche au niveau de la crise des années 30.

كتاب

AFFAIRES

UN RAPPORT DU SÉNAT SUR LES GROUPES INDUSTRIELS NATIONALISÉS

Les contradictions potentielles entre expérimentation sociale et finalités économiques

« L'instauration d'un secteur public industriel dominant constitue, à travers les impératifs différents, pour ne pas dire divergents, qui l'inspirent, une entreprise sans précédent. (...) Elle ne pourra être menée à bien qu'au prix d'une rigueur extrême de la part tant de leurs dirigeants que des pouvoirs publics. » Telle est l'une des conclusions d'un rapport que la commission des finances du Sénat devait rendre public ce lundi 24 janvier, et qui a été rédigé par le groupe d'études chargé de suivre l'évolution du secteur public. Présidé par MM. Edouard Bonnefous (Gauche démocratique) et Maurice Blia (Union centriste des démocrates de progrès), ce groupe a établi un « bilan d'entrée » pour chacun des cinq groupes industriels nouvellement nationalisés (C.G.E., P.U.K., Saint-Gobain, Thomson-Brandt, Rhône-Poulenc).

Les rapporteurs s'interrogent, notamment, sur l'avenir de Saint-Gobain après sa sortie « forcée » de l'informatique, le financement de la restructuration de la chimie, la nécessité d'« accorder à P.U.K. un prix du kilowatt-heure réaliste ». Ils analysent le « statut très particulier » de la régie Renault, et rappellent que l'Etat a accordé tous les ans depuis vingt ans (à deux exceptions près) des dotations en capital à la Régie. Celle-ci, en revanche, n'a presque jamais versé de dividendes, et ne paye pas ou très peu d'impôts sur les bénéfices.

La Régie « utilise au maximum les avantages que lui procure la double référence — exceptionnelle et contradictoire — à la règle d'un marché concurrentiel et au principe de l'intervention de l'Etat dans l'économie. L'inconvénient pour la collectivité de cette situation est évident : la recherche simultanée par la Régie d'une finalité sociale et de l'efficacité technique a eu pour contrepartie un coût financier important, en dépit des avantages procurés par la croissance même du marché de l'automobile ».

Peut-on généraliser l'exemple Renault ? Les rapporteurs sont scepti-

ques. « La collectivité a pu supporter le coût d'un groupe Renault. Elle parviendra difficilement à assumer la charge de plusieurs entreprises du même modèle. »

L'ampleur des sommes en jeu pour le financement du secteur nationalisé — 64,4 milliards de francs en 1983, y compris 18,6 milliards de charges de retraites et 7,6 milliards de charges d'indemnisation — amène les rapporteurs à s'interroger sur « la capacité de l'Etat actionnaire d'accorder ses concours en fonction de véritables choix industriels et non de la seule urgence que représentent les entreprises dont les comptes sont les plus dégradés ».

Déjà, l'Etat, à travers des prélèvements de dividendes sur Saint-Gobain, C.G.E. et même Thomson-Brandt, est « contraint d'opérer ce qui ressemble à un transfert des sociétés en bonne santé financière au profit des sociétés en difficultés ». Enfin, les sénateurs s'interrogent sur les « contradictions potentielles » qui existent entre l'objectif d'expérimentation sociale et les finalités économiques assignées aux entreprises nationalisées.

APRÈS DÉMISSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les Laminoirs à froid sont placés sous contrôle judiciaire

De notre correspondant

Metz. — Les Laminoirs à froid, filiale à 72 % de la société holding Chiers-Châtillon, viennent d'être placés sous contrôle judiciaire à la suite de la démission collective, le 17 janvier, des membres de leur conseil d'administration dans l'impossibilité de résoudre — selon la direction — les difficultés financières de l'entreprise et de trouver un concours extérieur. L'activité s'y poursuit normalement.

Les Laminoirs à froid sont implantés à Thionville, en Moselle (504 salariés), à Esnau, dans la Meuse (77 salariés) et à Noyon, dans l'Oise (305 salariés). Ils sont divisés en deux départements. L'usine de Thionville produit des feuillards d'acier laminés à froid (39 000 tonnes en 1982 contre 44 000 en 1981). Actuellement, cette unité tourne à 70 % de sa capacité et a subi en deux ans une chute de production de 22 %. Elle est cependant le seul producteur français de feuillards revêtus par électrolyse. Les deux autres usines sont spécialisées dans la fabrication de jantes pour cycles et motocycles (nombreux un européen avec une capacité de 10 millions de pièces par an). En 1981, leur production n'a atteint que 7 millions de jantes contre 8 millions en 1980 et, par rapport à 1980, la baisse est de 30 %. Cette situation a déjà conduit les Laminoirs à froid à supprimer depuis 1980 plus de 300 emplois sur un effectif de 1 080 à l'époque. La signature en décembre 1982 d'une convention avec le Fonds national pour l'emploi prévoit, pour l'année en cours, 91 nouvelles suppressions de postes.

LE DÉPOT DE BILAN DES FORGES ET LAMINOIRS DE BRETAGNE

Le refus d'une politique sidérurgique « faite à Bruxelles »

De notre envoyée spéciale

Saint-Brieuc. — « Voici trois ans que nous tirons la sonnette d'alarme. Cela a commencé par le refus de la direction de payer le troisième mois : puis un premier dépôt de bilan. Aujourd'hui, ça y est, c'est officiel. » Le lundi 10 janvier, la société Forges et Laminoirs de Bretagne représentait deux cent vingt personnes, dont la quasi-totalité à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) et déposé son bilan. Mais, plus que celle d'un combat syndical particulièrement « musclé », l'aventure de cette entreprise compte tout à la fois les convergences de vues, à long terme, entre un patron et ses employés, et le refus de ceux-ci de s'intégrer « à une politique des aciéries faite à Bruxelles ».

Après un premier coup de semonce à la fin des années 70, la C.G.T. avait demandé l'expertise financière de l'entreprise. « Aujourd'hui », affirme M. Gabriel Rio, secrétaire général de l'union locale, « accablée sur un épais dossier, nos évaluations sont chiffrées et prouvées. L'activité des aciéries est essentiellement dépendante des bâtiments, puisque nous faisons à Saint-Brieuc des armatures en béton. Le ballon d'oxygène qui nous a alors été fourni n'est plus suffisant ».

Il n'y a, en effet, plus ni résidues secondaires, ni grands travaux dans les carnets de commandes de la région. Si les Forges veulent survivre, il leur faut un plan de diversification : pourquoi aller acheter en Angleterre les billettes (à partir de ferraille importée de France) qui servent de matière première à l'entreprise ? La mise en marche d'un « four électrique » permettrait à l'entreprise de devenir une « mini-acierie bretonne ».

Si cette proposition de propriétaire de l'entreprise, aujourd'hui fort discrète, est soutenue par la C.G.T., fait assez rare pour être souligné par ceux qui sont en charge du dossier — la convergence entre un syndicat et le patron s'arrête là, et la C.G.T. fait preuve de circonspection quant aux solutions qui lui sont proposées : « La prise de participation de Sautier, que l'on envisage (dont une filiale fournirait désormais les billettes) ne doit en aucun cas se traduire par des licenciements ». Pourquoi, d'autre part, une entreprise bretonne devrait-elle « se plier à des quotas européens » qui ne sont pas faits pour elle ?

« Notre production est souple et s'adapte aux besoins de nos clients », affirme M. Rio. « Nous faisons du matériel à la demande. Pourquoi nous demander de respecter des normes définies ailleurs pour de gros producteurs internationaux ? »

Après trois ans de recherche d'une solution, le dépôt de bilan a amené la C.G.T. à prendre l'affaire en main, et le syndicat a décidé d'entreprendre une campagne tous azimut : le premier ministre, celui du Plan, du travail, de l'industrie, ont déjà reçu la visite des syndicalistes. Mais la C.G.T. est décidée à utiliser toutes les armes possibles pour obtenir le soutien de tous les responsables économiques pour sa diversification. Il faut informer les pouvoirs publics « car l'entreprise aura besoin d'argent pour moderniser son matériel », s'adresser aux élus « car la décentralisation leur donne des responsabilités ». Quant à l'administration régionale et départementale, on lui a demandé « une prospection rationnelle des marchés, notamment régionaux ».

Aujourd'hui, les employés sont prêts à occuper l'usine car, pour eux, la situation économique des Forges permettrait de préserver la combativité de la C.G.T. Il y a mille cinq cents autres « emplois menacés » à Saint-Brieuc.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

ENVIRONNEMENT

LES DIFFICULTÉS D'UTILISATION DES VIEUX PAPIERS

Consommateurs et imprimeurs boudent le gris

Le papier recyclé, c'est-à-dire fabriqué à partir de vieux papiers récupérés, est utilisé par les professionnels depuis des décennies, en particulier pour les produits « bas de gamme » : cartons, papiers d'emballage ou sanitaires. Mais il sert encore peu pour les travaux d'imprimerie, qui absorbent pourtant le tiers de la consommation française de papier, soit 2 millions de tonnes par an (y compris le papier journal).

Ajoutée au fait que le bois est le deuxième poste déficitaire de la balance commerciale de la France, cette méfiance à l'égard du « recyclé » a conduit les pouvoirs publics à encourager la récupération des vieux papiers. Depuis la circulaire du 5 mai 1982, des correspondants ont été désignés dans chaque

ministère pour que l'administration, prêchant l'exemple, se serve davantage de papier recyclé. Les ministères de l'environnement et de l'industrie se sont engagés, en décembre dernier, dans un contrat de programme, qui devrait élever le taux d'utilisation des vieux papiers de 38 %, actuellement, à 43 % en 1987.

C'est dire l'intérêt du colloque « Perspectives du papier recyclé », réuni à Paris, les 20 et 21 janvier, sur l'initiative de l'ANRED (Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets) et de l'A.P.P.R. (Association pour la promotion du papier recyclé), avec la participation des professionnels — papeteries, imprimeurs et récupérateurs, — des élus locaux et des associations d'écologistes.

les vieux papiers que d'importants triés et compactés par les récupérateurs professionnels. Ils doivent même souvent importer la matière première — chutes d'imprimerie, journaux invendus, etc. — pour fabriquer des pâtes de bonne qualité.

« Il nous a fallu huit ans pour parvenir à la rentabilité », a reconnu M. Matuissière, P.D.G. des papeteries Scherb et Metenget (Turckheim, Haut-Rhin).

Les imprimeurs, enfin, restent très réservés à l'égard du « papier gris ». Fiers d'appartenir à une corporation de « métiers d'art », beaucoup d'entre eux ont l'impression de déchoir en travaillant sur du « recyclé ». Ils ont donc tendance à monter leurs prix et en bout de chaîne, le papier recyclé est souvent plus cher que le papier fabriqué à partir de pâtes vierges. Comme le marché de l'imprimé sur papier gris est étroit...

« nous avons beaucoup de mal à vendre et promouvoir le papier recyclé », a constaté M. Lang, le directeur des papeteries Navarre. Même à qualité égale ou supérieure, (car la blancheur n'est pas un gage de qualité).

C'est pourquoi, de l'aveu même des professionnels, les militants écologistes et les collectivités locales ont un rôle important à jouer. Par des campagnes de sensibilisation du grand public, du type « grey is beautiful » (le gris, c'est beau) aux Etats-Unis (3), par des contacts de ramassage passés en même temps avec la population d'une commune et un industriel utilisateur, les partenaires de la chaîne peuvent à la fois créer le marché du papier recyclé et l'alimenter. Encore faut-il que les pouvoirs publics, à tous les niveaux, encouragent les initiatives, et encouragent eux-mêmes à utiliser le papier marqué au coin du petit chapeau vert.

ROGER CANS.

Le champion du désencrage

« C'est finalement le recyclage du papier qui nous sauve de la crise », reconnaît Pierre Lamort, P.-D.G. de l'entreprise du même nom qui, avec seulement 280 salariés, vient de livrer, en moins de cinq ans, trente-trois unités de désencrage dans le monde entier. Depuis une douzaine d'années, les établissements Lamort, de Vitry-le-François (Mame), axent leurs recherches sur le désencrage des vieux papiers et la mise au point du matériel approprié. Grâce à des licences « croisées » avec les Américains, les Japonais et les Allemands, l'entreprise familiale champenoise a pu se tailler l'une des toutes premières places sur le marché du désencrage et de la « décontamination » des vieux papiers à recycler.

Mais cela n'a pas été sans mal, étant donnée la tradition de

la papeterie française, qui répugnait à intégrer l'exploitation du bois de pulpe à la fabrication du papier proprement dite. « Tous nos contrats ont d'abord été passés avec l'étranger », constate avec regret M. Lamort.

Il reconnaît que l'installation d'une unité de désencrage, pour l'industriel, présente « une part non négligeable de risques », car « les avantages de la pâte désencrée sont fluctuants ». Ces risques, les industriels allemands, américains ou scandinaves peuvent les assumer avec leurs usines intégrées (du bois sur pied au papier). Les Français hésitent. D'autant que, chez les imprimeurs et leurs clients, sévit toujours « la course stérile à la blancheur ». Pour M. Lamort, « grey is beautiful »... et rentable. — R. C.

(1) Usine de la Cellulose du pin à Fauroux (Gironde).

(2) Trois unités de désencrage sont en activité et quatre autres en cours d'installation.

(3) Lire à ce propos « L'Esprit des arbres », de Philippe Bouchet, aux éditions de la Surienne (12, rue Neuve du Pâtis, 45200 Montargis), 184 p., 52 F.

Faites-le donc vous-même.



SPERRY UNIVAC

Vous avez besoin d'interroger très vite votre ordinateur, mais, pas de chance, votre question n'était pas prévue, donc pas de programme, pas de réponse ! Alors que faire ?

« Il suffit d'écrire ou de modifier un programme ! Bon c'est simple, mais, pas de chance, pas de programmeur, donc pas de programme !

Alors vous vous résignez, frustré et pourtant... pourtant les données sont là, « il suffirait de les lire, de les trier, de les rapprocher avec d'autres ».

Bref un jeu d'enfant pour l'ordinateur. La solution SPERRY UNIVAC ?

Faites-le donc vous-même avec le système MAPPER.

décision et de développement de programmes, spécialement conçu pour les ordinateurs de la série 1100.

MAPPER réalise ce qu'aucun logiciel ne faisait auparavant. Il oblige l'ordinateur à se conformer à votre processus intellectuel naturel. Il vous laisse explorer des pistes, vous libère des procédures rigides.

Vous pouvez étudier des scénarios prospectifs. En faire des graphiques couleur. Passer en revue, à votre gré, vos données ou celles de l'ordinateur central, le tout en donnant des instructions simples, en langage naturel.

En faisant vous-même avec MAPPER.

Vous ne nous croyez pas. Vérifiez-le, posez-nous un de vos problèmes, nous le résoudrons ensemble, au terminal, avec MAPPER.

Téléphonez ou retournez ce coupon à Messieurs Annie DECHAMPS ou Claude VALLS : à SPERRY UNIVAC 3, rue Bellini 92806 PUTEAUX, Tél. (1) 778.14.50 - Tél. UNIC 820180 F.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Tél. _____ Profession _____

مكتبة

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Emission de 1.873.564 actions nouvelles, à raison d'une action nouvelle pour quatre actions actuelles.
Prix d'émission : 120 francs par action.
Jouissance : 1^{er} janvier 1982.
Période de souscription : 17 janvier au 16 février 1983 inclus.

Cette augmentation de capital doit permettre au Groupe de la Compagnie Générale des Eaux de développer les actions engagées au cours des dernières années notamment dans les domaines de l'eau et de l'énergie. Elle permettra aussi de renforcer la structure financière du Groupe en prévision des besoins nouveaux découverts de l'investissement des collectivités locales.

La Compagnie Générale des Eaux engage un nouveau programme d'investissements destinés à améliorer les conditions de production et de traitement de l'eau, à moderniser de nombreux réseaux de distribution d'eau et d'assainissement. Ces investissements permettront aussi d'élargir l'éventail des activités de la Compagnie dans le domaine des services, et notamment de promouvoir de nouveaux projets de réseaux de chaleur, qui correspondent à une orientation encouragée par les pouvoirs publics.

La Compagnie entend, en outre, un programme de recherche et de promotion de techniques nouvelles. Un Centre de Recherche en cours de construction regroupera les capacités technologiques des différentes entreprises du Groupe.

La Compagnie entend enfin contribuer, en 1983, à l'augmentation des moyens financiers d'un certain nombre d'entreprises du Groupe afin qu'elles puissent poursuivre leurs programmes d'investissements. Plusieurs filiales procèderont dans les prochains mois, à l'émission d'actions nouvelles qui seront souscrites pour une large part par la Compagnie.

Ces dernières années, le Groupe de la Compagnie Générale des Eaux s'est doté d'un ensemble d'activités cohérentes et équilibrées. Il a connu un développement important dans les domaines de l'énergie thermique, de la gestion des déchets et du bâtiment. Enfin, la Compagnie a mené en 1982 avec les Pouvoirs Publics une politique contractuelle qui définit un cadre d'intervention stable et adapté aux besoins de l'avenir.

La note d'information relative à l'émission de cette émission peut être obtenue gratuitement en saisissant le nom de la Compagnie Générale des Eaux, 32, rue d'Angoulême, Paris 12, ou auprès des établissements chargés de réaliser les souscriptions.

Via COB n° 8550 du 4 janvier 1983. Notice au BALO du 10 janvier 1983.

GRUPE BEL ET GROUPE AIR LIQUIDE

Dans le cadre de leurs accords, le groupe BEL a décidé d'offrir à la société l'Air Liquide ou à toute société qu'elle désignera la participation de 50 % qu'il détient dans le capital de Coligaz (Compagnie industrielle, commerciale et financière des gaz), dont l'autre moitié appartient déjà à l'Air Liquide. Coligaz possède elle-même 92 % du capital de Carboxyque française.

Selon ces mêmes accords, le prix de la transaction sera établi par acte d'expertise, à l'issue d'une étude en cours de réalisation. Les conditions de l'opération devront être arrêtées et l'opération elle-même terminée avant le 30 mai prochain.



Le Conseil d'Administration de TENNECO a décidé la mise en paiement d'un premier dividende trimestriel de 68 cents.

Ce dividende sera payable le 8 mars 1983 aux actionnaires inscrits sur les registres de la société à la date du 4 février ; ce sera le 142^e dividende trimestriel consécutif versé en espèces sur les actions ordinaires.

LAFFITTE-RENDIMENT SICAV

Siège social : 21, rue Laffitte - 75009 PARIS
R.C.S. PARIS B 712 051 374

AVIS AUX ACTIONNAIRES
Messieurs les actionnaires sont informés qu'il a été demandé l'admission en SICOVAM des actions LAFFITTE-RENDIMENT.
A l'occasion de cette admission, il sera procédé, à partir du 20 janvier 1983, à l'échange des actions au porteur et des certificats nominatifs d'actions LAFFITTE-RENDIMENT actuellement en circulation, aux guichets de L'EUROPEENNE DE BANQUE - 21, rue Laffitte, 75009 PARIS.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES

55, rue de Lille, 75007 Paris

EMPRUNT DU 24 JANVIER 1983 15,20%

Emission de 320.000 obligations de 5.000 F.
Prix d'émission : 498,7 F.
Jouissance : 7 février 1983.
Durée de l'emprunt : 10 ans.
Amortissement à la fin de la 10^e année soit le 7 février 1993.

Cependant, la CNA pourra procéder chaque année au rachat par anticipation de 10 % maximum des titres émis restant en circulation.

Taux de rendement actuariel brut :

15,25%

Les intérêts de ces titres figurent, pour les revenus, sur le coupon d'annuité de 5.000 F par an. Une note d'information (Vise COB n° 8327 du 20/01/83) est à la disposition du public. Clôture sans préavis.

souscrivez à l'emprunt de la



FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **Restructuration d'Eurotungstène.** - Eurotungstène, une société détenue depuis 1980 à 65 % par le groupe suédois Sandvik et à 35 % par Pechiney-Ugine-Kuhlmann et qui dispose de la gamme complète des produits dans le domaine des carbures de tungstène (outils de mine et de T.P., etc.), va être scindée. Une première société à Grenoble sera chargée de la production des produits intermédiaires. Sandvik y sera minoritaire et la majorité sera détenue par un groupe minier français. Une seconde société avec Sandvik pour seul actionnaire produira des outils de mine et de T.P. à Bourg et travaillera les pièces d'usure à Grenoble et à Epinouse. Cette restructuration acceptée par les pouvoirs publics entraînera la suppression de 440 emplois sur 1.140. 60 millions de francs seront investis pour rendre cette activité rentable. Eurotungstène présente actuellement 65 millions de francs de pertes pour un chiffre d'affaires de l'ordre de 300 millions de francs.

Agriculture

● **Les propositions de Bruxelles sont « provocatrices »** - estiment les producteurs français de lait. - La Fédération nationale des producteurs de lait (F.N.P.L.) considère « comme une provocation, l'ensemble de propositions pour la campagne laitière 1983-84 formulé par la Commission européenne » et demande à ses adhérents de « réagir avec détermination ». La Fédération demande « une augmentation du prix indicatif de 7 % en ECU, permettant le démantèlement des montants compensatoires monétaires (M.C.M.) positif, la dévaluation complète du franc, une augmentation de 7 % des prix d'intervention du beurre et de la poudre de lait et l'extension à l'ensemble des zones défavorisées de l'exonération du prélèvement de co-responsabilité ».

● **Des pommes pour la Haute-Volta.** - Six tonnes de pommes golden produites à Cavillon (Vaucluse) et destinées à être retirées du marché viennent d'être expédiées par avion en Haute-Volta. C'est grâce au Groupement des producteurs de Provence et au Fonds de régularisation des marchés que cette entreprise a été rendue possible. Transportées depuis Cavillon jusqu'à Lyon en camion réfrigéré, les pommes ont été expédiées, de l'aéroport de Satory, à bord d'un Boeing de l'organisme Le Point, spécialisé dans les voyages lointains. Quelques heures plus tard, les golden vauchusiennes devaient parvenir à Ouagadougou pour faire des heureux parmi la population plutôt que d'être déversées dans le lit de la Durance comme cela s'est déjà trop souvent vu dans le passé. - (Corresp.)

Energie

● **Baisse des ventes de gaz en France en 1982.** - Gaz de France et ses filiales ont émis un peu moins de 260 milliards de kilowatts-heure en 1982, soit une baisse de 2,7 % par rapport à 1981. Les ventes aux industriels ont chuté de 6,8 %, tandis que celles destinées aux foyers domestiques et au tertiaire augmentaient respectivement de 1,5 et 2,5 %.

Etranger

ESPAGNE

● **Le chômage s'est fortement accru en Espagne, en décembre,** avec 2.150.947 « chômeurs enregistrés », soit 16,53 % de la population active. Le taux de chômage, qui n'était que de 14,46 % au 30 septembre, a ainsi gagné plus de deux points au cours du dernier trimestre 1982. Selon un institut officiel, le chiffre des « chômeurs estimés » se situait à la fin du troisième trimestre à environ un demi-point au-dessus du taux des « chômeurs enregistrés ». Pour sa part, fin novembre, M. Marcelino Camacho, secrétaire général des commissions ouvrières, donnait un chiffre de chômeurs supérieur d'environ 150.000 à celui des « chômeurs enregistrés ». - (A.F.P.)

ETATS-UNIS

● **M. Ronald Reagan pourrait annoncer une réforme du système fiscal américain dans son message sur l'Etat de l'Union la semaine prochaine.** L'un des éléments de cette réforme à long terme pourrait être un impôt généralisé sur la consommation qui remplacerait éventuellement l'impôt sur le revenu. La caractéristique de ce nouvel impôt serait de croître avec la consommation (comme l'impôt sur le revenu croît progressivement avec les rémunérations). Il serait donc complètement différent des taxes actuelles sur la valeur ajoutée (T.V.A.) ou sur le chiffre d'affaires qui sont des taxes proportionnelles.

GRANDE-BRETAGNE

● **Le budget britannique (avril 1983-mars 1984), dont la publication a été annoncée pour le 15 mars, comprendra une nette diminution de l'impôt sur le revenu, en raison, principalement, d'une réduction du déficit de l'Etat.** Cela permettra, en outre, au gouvernement, de tenir une promesse qu'il avait faite avant les élections de 1979. - (A.F.P.)

● **Le nombre des sociétés britanniques en faillite a battu tous les records en 1982, selon les dernières statistiques de Dun and Bradstreet.** Une firme londonienne d'études économiques, au total, 11.131 sociétés ont déposé leur bilan, ce qui représente une hausse de 35 % par rapport à 1981 (le record précédent) et de 63 % par rapport à 1980. - (A.F.P.)

PAYS-BAS

● **Le coût de la vie néerlandais a baissé de 0,3 % en décembre.** En un an, par rapport à décembre 1981, la hausse des prix a été de 4,3 %. - (A.F.P.)

SUISSE

● **Les prix de détail ont augmenté en Suisse de 5,7 % en 1982 contre 6,5 % en 1981.** En décembre le coût de la vie a diminué de 0,3 %. Toutefois le résultat annuel reste pour les autorités helvétiques insatisfaisant, et pour 1983 la Banque nationale suisse, qui pratique une politique monétaire relativement restrictive, prévoit une hausse des prix comprise entre 4 et 5 %. - (A.F.P.)

Sidéurgie

● **La production mondiale d'acier a chuté de 9,1 % en 1982, d'après la Fédération japonaise du fer et de l'acier.** Après trois années consécutives de baisse, elle est tombée à 645 millions de tonnes. L'U.R.S.S. reste au premier rang avec 147,5 millions de tonnes, en baisse de 0,7 %, le Japon s'est rattrapé à la seconde place aux Etats-Unis avec 99,5 millions de tonnes, la sidérurgie américaine ayant baissé de 40,1 % avec 65,7 millions de tonnes.

● **La production italienne d'acier n'a baissé que de 3 % en 1982.** La moyenne européenne est de 12 %. L'Italie, qui a connu un bon premier semestre (+6 %), a vu la production s'écrouler en fin d'année. En décembre, elle était en recul de 18,5 % sur l'année précédente. - (A.F.P.)

AUTOMOBILE

Pour des problèmes de freins

RENAULT VA VÉRIFIER ENVIRON CENT MILLE VITURES

Une centaine de milliers de voitures (Renault 18 Diesel), Renault 18 turbo, Fuego TX et Fuego GTX) construites avant le 31 décembre 1981 vont être rappelées par leur constructeur. Ces quatre modèles sont dotés d'un train avant à déport négatif et d'un circuit de freinage en X, assorti d'un double limiteur de pression de freinage. Le soufflet d'étanchéité de ce dernier organe a pu être attaqué par certaines graisses, appliquées pour cause de grincement. Le mouvement Auto-défense, en son nom propre, en juillet 1982, puis en septembre, au nom de trois de ses adhérents, avait poursuivi Renault pour cette défectuosité du système de freinage. Un expert avait été nommé. La Régie vient d'en décider la vérification et le changement gratuit s'il présente une détérioration quelconque. Chaque acheteur d'un de ces modèles recevra dans les jours prochains une lettre recommandée avec accusé de réception, lui demandant de faire contrôler ce soufflet d'étanchéité. Une seconde, quinze jours plus tard, le préviendra que la régie Renault dégage sa responsabilité. Il appartiendra aux premiers acheteurs qui auront vendu leur voiture de faire connaître le nom du nouveau propriétaire.

DES AUCOURDUI

la Vie Ouvrière

Impôts

UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL

LE GUIDE COMPLET DU CONTRIBUABLE :

SALARIÉ ET RETRAITÉ, le plus sérieux, le plus efficace.

- des rubriques nouvelles (8 pages supplémentaires),
- les impôts locaux.

UN DOSSIER PERCUTANT SUR LA FISCALITÉ

- ceux qui paient... et les autres,
- révélateurs sur les grandes fortunes.

RECLAMEZ LA AUX MILITANTS C.G.T. OU CHEZ VOTRE DÉPOSITAIRE HABITUEL. PRIX : 15 F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

EMPRUNT 15,30 %

de 4,5 milliards de francs.

Prix d'émission :

Le par, soit 5.000 F par obligation.

Date de jouissance :

7 février 1983.

Intérêt annuel :

15,30 %, soit 765 F par obligation payable le 7 février de chaque année des années 1984 à 1990.

Durée de l'emprunt :

7 ans,

avec faculté, pour le porteur, de prorogation pendant 7 ans à de nouvelles conditions de taux.

Amortissement :

par remboursement au par le 7 février 1990.

Souscriptions :

Les souscriptions sont reçues, dans la limite des titres disponibles, aux caisses désignées ci-après :

• Caisse Nationale de l'Energie,

• Comptables du Trésor et des Postes et Télécommunications,

• Caisse de Crédit Agricole Mutuel,

• Caisse de Crédit Mutuel,

• Banques et tous intermédiaires agréés par la Banque de France.

Cotation :

Les obligations du présent emprunt feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle (Bourse de Paris).

Taux de rendement actuariel brut :

15,30 %

Une note d'information (Vise COB n° 83-26 du 19 janvier 1983) peut être obtenue sans frais auprès de la CNE et des Etablissements chargés du placement.

L'admission des obligations en SICOVAM sera demandée.

Avs publie au BALO du 24 janvier 1983

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

55, rue de Lille, 75007 Paris - Tél. 01 42 42 42 42

L'alimentation à l'échelle mondiale

BSN, c'est en 1966, la fusion de deux sociétés aux activités complémentaires : les glaces de Boussois et les verreries Souchon-Neuvesel. A sa naissance, BSN est donc un groupe uniquement verrier dont l'activité se répartit entre le verre plat, vitrage pour bâtiment et automobile : 60 % et l'emballage en verre, bouteilles, pots, flacons : 40 %. Groupe verrier en France, BSN va rechercher la dimension européenne indispensable pour affronter la révolution technologique que représente l'apparition du float glass.

Invention mise au point par le britannique Pilkington, le float glass banalise complètement le produit verrier plat. Depuis la fin des années 60, il remplace progressivement tous les autres procédés de fabrication. C'est un véritable bouleversement : une installation de float glass produit 650 tonnes par jour, remplace trois usines traditionnelles et réduit les effectifs de fabrication des deux tiers. Pour amortir le coût des investissements exigés par la substitution du float au verre à vitre, une obligation s'impose : rationaliser la production du verre plat à l'échelle européenne.

BSN, conscient de cet impératif, souhaite constituer un puissant groupe français et européen ; d'où la tentative d'O.P.A. sur Saint-Gobain en décembre 1968. Après l'échec de cette O.P.A., BSN maintient son analyse économique et industrielle. Il atteint la dimension européenne par le développement d'une puissante filiale en Allemagne, Flachglas, et la prise de contrôle de Claverbel au Benelux. En 1972, BSN devient l'un des trois grands producteurs européens avec Pilkington et Saint-Gobain.

Une nouvelle stratégie de développement

Dans le même temps, la substitution du verre perdu au verre conquis modifie profondément le marché de l'emballage en verre. BSN entame alors une nouvelle stratégie de développement. Il fait le choix de la diversification dans l'alimentaire, complément logique de son activité verre d'emballage. Pour conduire une telle

BSN 1983, un groupe jeune mais une longue histoire qui l'a mené du verre à l'alimentation. La réussite de sa stratégie, c'est la conduite d'une double mutation : du groupe verrier au premier rang de l'alimentaire ; du groupe français au groupe mon-

di. BSN a donné une base européenne solide à Kronenbourg, a mondialisé la marque Danone et poursuivi sa croissance. Il occupe ainsi une place centrale dans l'industrie alimentaire, une des clés de l'avenir industriel de la France.

Le choix

En 1979, BSN a mené à bien la restructuration du verre à plat et l'alimentaire représente 55 % de son chiffre d'affaires. Cette même année, le caractère durable de la crise apparaît clairement. Une croissance faible engendre une compétitivité épre. Pour BSN, le moment est venu de se spécialiser, de concentrer ses forces. Les taux d'intérêt élevés ne permettent plus de continuer à investir dans une industrie lourde et cyclique comme le

grandes marques qui rayonnent sur l'Europe. Pour cela, deux moyens : être producteur local avec des marques nationales fortes dans les principaux pays consommateurs ; utiliser les réseaux nationaux des sociétés rachetées pour distribuer ses marques, Kronenbourg ou Kanterbräu. L'objectif ? Mettre à la disposition du consommateur une bière de haute qualité, partout en Europe.

Les places sont chères. Aussi, l'efficacité de cette stratégie est-elle assurée par sa rapidité d'exécution : 1979

sion mondiale. Cette branche réalise 7,5 milliards de chiffre d'affaires dont 46 % à l'étranger.

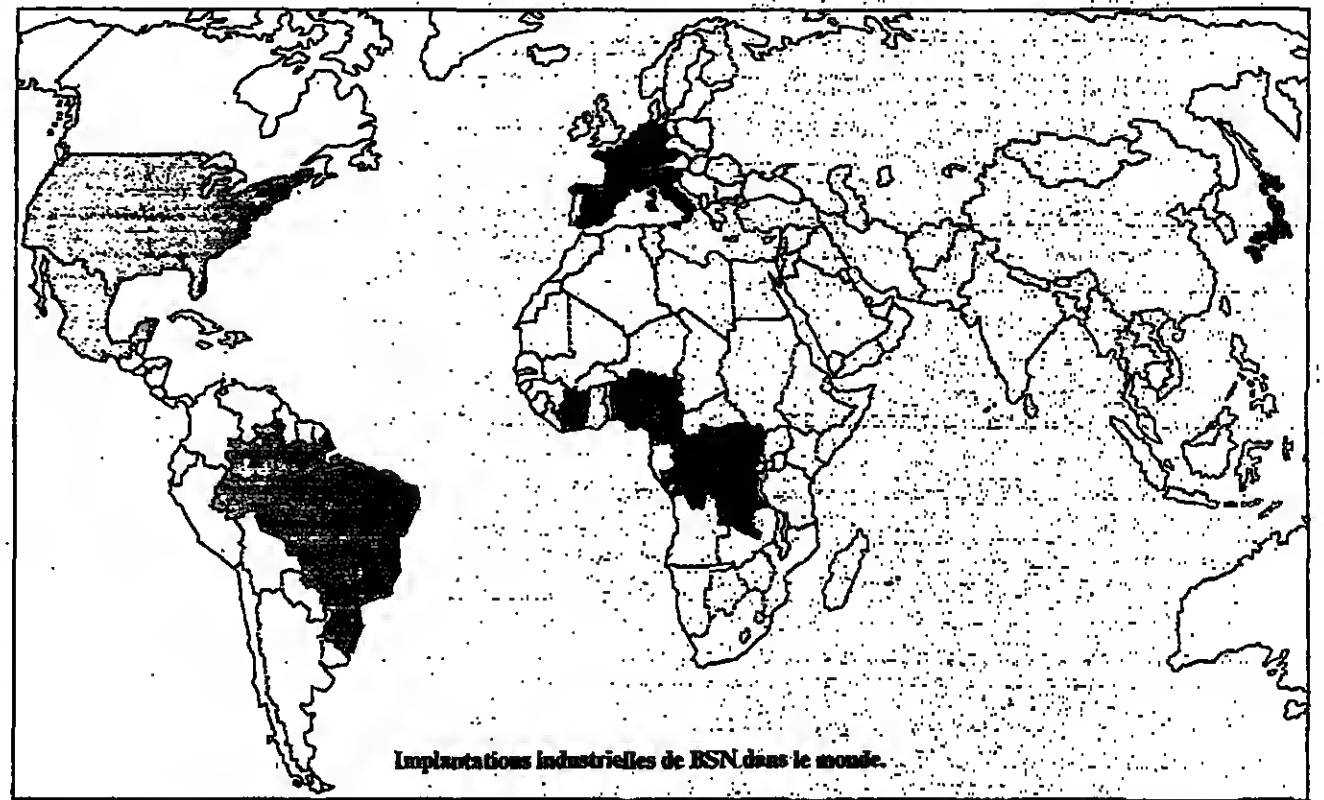
Les moyens d'une telle présence ? BSN les trouve dans l'innovation permanente, la pratique de la recherche, le dynamisme de son marketing. De plus, les limites du marché sont loin d'être atteintes. En effet, un Allemand ne consomme que quatre kilos de yaourt par an, quand un Français en consomme dix-neuf kilos. Ici, la mondialisation de la production est une nécessité, car la nature du produit interdit l'exportation. L'implantation industrielle dans les pays consommateurs permet en outre une adaptation aux goûts locaux. Détenir d'une technologie et d'un marketing spécialisés, Cerveau-Danone est particulièrement bien placé pour conquérir les nouveaux marchés.

Cette présence géographique est plus ancienne en Europe. La pénétra-

Restructurer l'outil industriel

1973, c'est aussi une nouvelle situation économique. Le choc pétrolier et la hausse du coût de l'énergie qu'il entraîne pénalisent doublement l'activité verre plat. Forte consommatrice d'énergie, elle voit ses marges se réduire. Une grave surproduction conduit à accélérer la restructuration technologique. Cela entraîne la fermeture de 22 fours de verre à vitres, la construction de 5 floats, la réduction des effectifs verriers de 33 000 à 21 000 personnes. Au total, il aura fallu six années d'efforts et 3,1 milliards d'investissements pour redresser le verre plat en 1979.

La hausse du coût de l'énergie touche également le secteur emballage. De nombreuses novations technologiques imposent une modernisation de cet outil industriel. Il doit aussi s'adapter à une distribution moderne qui entraîne la substitution du verre perdu au verre conquis. Il faut créer d'autres équipements. Une nouvelle usine est mise en service à Vayres. On construit le plus grand four à bouteilles d'Europe à Gironcourt. A la fin des années 70, BSN installe des machines à bouteilles uniques en



Implantations industrielles de BSN dans le monde.

verre plat tout en déployant l'alimentaire à l'échelle mondiale. Après avoir retrouvé dans le secteur verre plat un équilibre technique et financier, BSN peut choisir, en 1979, de porter tout son effort sur l'alimentaire. Le désengagement du verre plat se fera en trois étapes : 1980, vente des activités allemandes au groupe anglais Pilkington ; 1981, vente des activités belges et hollandaises au groupe japonais Asahi ; 1982, vente des activités françaises au groupe américain P.P.G. Industries. De cette opération, BSN tire un important « trésor de guerre » pour étendre ses activités alimentaires à l'étranger.

Le chiffre d'affaires de BSN traduit son dynamisme, 1,1 milliard de francs en 1966, 22 milliards en 1982. C'est aujourd'hui, pour 82 % de son activité, un groupe alimentaire, le premier groupe alimentaire français.

La conquête d'un marché mondial

BSN s'attelle à sa nouvelle stratégie : devenir un groupe international dans l'alimentaire. Aujourd'hui, 25 % seulement du chiffre d'affaires sont réalisés à l'étranger. BSN produit actuellement 17,1 millions d'hectolitres de bière. Il est premier brasseur en Europe. Définie dès 1970, sa stratégie brassicole internationale doit le conduire à être l'une des deux ou trois

1980, BSN acquiert Alken et Anglo-Belge en Belgique, Wührer en Italie et Mahou en Espagne. Ces prises de position assurent son rayonnement européen. Alken-Kronenbourg, fusion d'Anglo-Belge et d'Alken, en 1982, place BSN au quatrième rang sur le marché belge. Ce marché est particulièrement prometteur : la consommation totale s'élève à 12 millions d'hectolitres, soit 125 litres par an, par habitant. Il est organisé selon un système de distribution particulier : la bière est essentiellement consommée dans les cafés, propriété des brasseurs. Ainsi, Alken-Kronenbourg possède quatre mille cafés pour distribuer les bières locales et les marques françaises. BSN possède un tiers de Mahou, le numéro deux espagnol. Cette société occupe une position remarquable dans la région de Madrid. Elle y détient 50 % du marché. Enfin Wührer assure à BSN la deuxième place en Italie avec une production de 1,1 million d'hectolitres.

Hors d'Europe, BSN pose les jalons de sa présence dans ce secteur : au Nigeria, le groupe a construit deux brasseries et il développe la vente de la bière Kronenbourg aux Etats-Unis.

Produits frais : un leader mondial

Dans l'industrie des produits frais, BSN possède d'ores et déjà la dimen-

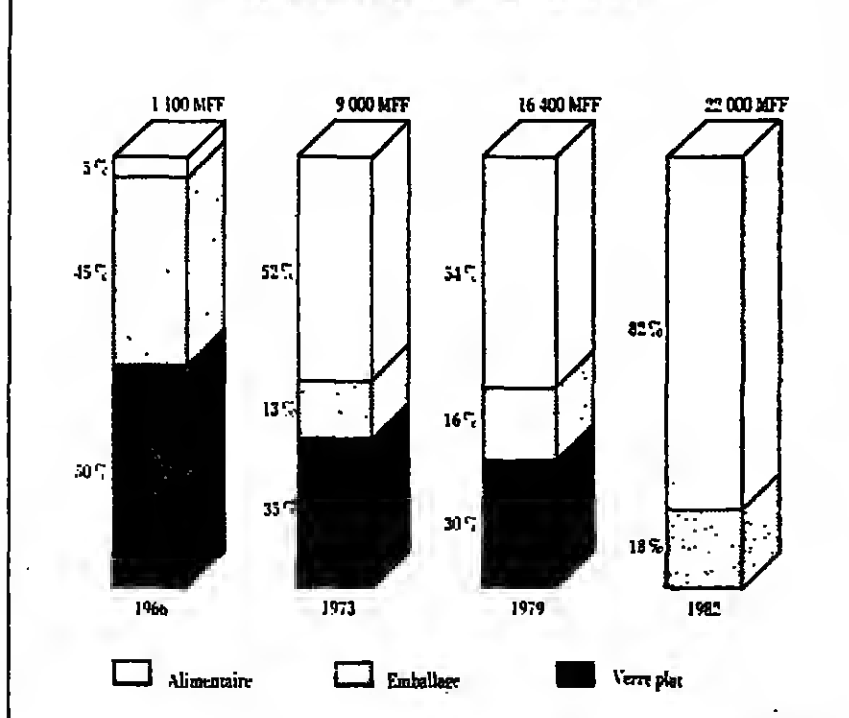
sion de BSN est plus récente en Amérique latine : aujourd'hui, sa filiale Laticinas Popos de Caldas, est leader au Brésil, et Danone s'est installée avec succès à Mexico. Au Japon, BSN crée, avec Ajinomoto, premier groupe alimentaire japonais, la société Ajinomoto-Danone et construit une

BSN en Europe et dans le monde

- EUROPE :**
- Bière : 1^{er} brasseur en Europe.
 - Plats alimentaires : 2^e fabricant européen.
 - Premier producteur européen de bouteilles.
- MONDE :**
- Produits frais : 1^{er} producteur mondial.
 - Eau minérale : 1^{er} producteur mondial.

usine à Kawasaki. Avec l'acquisition de Dannon U.S.A. en août 1981, BSN contrôle 25 % du marché des produits frais aux Etats-Unis. Ce marché connaît un des plus forts taux de progression de l'industrie alimentaire américaine : 5 % en volume. Pour défendre ses parts de marché en France et poursuivre ses efforts de recherche et de développement, les produits de BSN doivent impérativement rayonner dans le monde.

Evolution de la structure de l'activité de BSN



diversification, BSN applique trois principes : s'intéresser à des marques prestigieuses, couvrir au moins 30 % du marché, payer par échange d'actions. L'entrée se fait d'abord dans les liquides, l'acquisition de Kronenbourg et de la Société Européenne de Brasseries (SEB) lui donne le contrôle de 45 % du marché français de la bière, celle d'Evian, le contrôle de 30 % des eaux minérales et 60 % des

Europe, dont la cadence peut atteindre cent quatre-vingt unités minute pour les bouteilles de vin et quatre cent quarante pour les petites bouteilles à bière. Ces machines sont entièrement pilotées par des ordinateurs qui détectent instantanément une nécessité d'ajustement. Tous ces investissements ont permis à BSN d'être aujourd'hui le premier producteur européen de bouteilles.

BSN GROUPE

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

7, rue de Téhéran
75008 PARIS

UN JOUR
DANS LE MONDE

IDÉES

2. CONTRE LA FAIM : « Permettre aux paysans de vivre », par Menotti Bottazzi ; « Quand commencent-ils ? », par Françoise Giroud ; « Une nouvelle vulnérabilité », par Marcel Canetti.

ÉTRANGER

3. L'avenir de la sécurité européenne.
4. EUROPE
- PORTUGAL : dissolution du Parlement.
5-6. AFRIQUE
- NAMIBIE : « La France joue un double jeu », nous déclare M. Nujoma, président de la SWAPO.
6. ASIE
7. AMÉRIQUES
- CHILI : plusieurs milliers de personnes ont manifesté contre le régime militaire.
7. PROCHE-ORIENT
- Jérusalem et Damas déplorent vivement la rencontre entre M. Arafat et trois personnalités israéliennes.

POLITIQUE

8. Le congrès extraordinaire du R.P.R.
- La rencontre des acteurs du changement.
9. Le désenquêtrement entre MM. Mitterrand et Giscard d'Estaing.
10. La préparation des élections municipales.

SOCIÉTÉ

11. L'agitation dans les prisons.
- Cinq attentats en France pendant le week-end.
12. ÉDUCATION.
- RELIGION.

CULTURE

14. CINÉMA : « Dark Crystal », grand prix du Festival d'Avoriaz.
16. COMMUNICATION. - Vu : Roule routière.

LE MONDE
DE L'ÉCONOMIE

17. Selon le CEPIL, la crise est d'abord une crise industrielle.
18. Les nouvelles dispositions de la loi de finances 1983 pour les contribuables et les entreprises.
20. Le deuxième marché boursier.
- Un mémorandum de la Commission de la C.E.E. sur la réduction du temps de travail.

SPORTS

21. TENNIS : l'année Lendl.
- FOOTBALL : I.A.S. Saint-Étienne en position de barragiste descendant.

RÉGIONS

40. ILE-DE-FRANCE : les projets pour la création d'un parc à La Vilette.

ÉCONOMIE

41. ÉTRANGER : ébauche d'un pacte social en Italie.
42. AFFAIRES.
- Environnement, le recyclage des vieux papiers.

- RADIO-TÉLÉVISION (16)
INFORMATIONS
- SERVICES - (13):
Mode : collections d'hiver ;
Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés.
Annonces classées (22 à 39) ;
Carnet (11) ; Programmes des spectacles (15) ; Marchés financiers (45).

(Publicité)

DIPLOMES DE LANGUES
pour la vie professionnelle

Tous ceux qui ont appris une langue (français, allemand, italien, espagnol, russe, grec), quel que soit leur âge ou leur niveau d'études, ont intérêt à compléter leur qualification par une formation en langues, reconnue dans la vie professionnelle. Cette formation peut être confirmée par un des diplômes suivants :

- Diplôme de commerce étranger, compléments indispensables pour tous les emplois du commerce et des échanges économiques ;
- B.T.S. traducteur commercial attestant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation ;
- Université de Cambridge (anglais), centres de l'information, de l'édition, du tourisme, de l'hôtellerie, etc. ;
- Examen chaque année dans les principales villes de France. Étudiants, cadres commerciaux et administratifs, ingénieurs, techniciens, secrétaires, représentants, comptables, etc., profiteront de cette opportunité pour améliorer leur compétence.

Documentation gratuite sur la préparation et les débouchés de ces diplômes sur demande à : Langues et Affaires, Service 2094, 35, rue Collange, 92303 Paris-Levallois, tél. 270-41-88 ou 270-71-63 (rép. privé à distance).

A B C D F G H

LA CONFÉRENCE DE GENÈVE

L'OPEP semble parvenue à un accord
sur les niveaux de production, mais discute encore des prix

Réunis depuis dimanche 23 janvier, les treize pays membres de l'OPEP doivent résoudre deux problèmes d'égale difficulté : fixer un plafond de production et le répartir, pays par pays, selon des quotas précis ; s'assurer que cet accord sera appliqué. A la

Genève. - Il n'a fallu que quelques heures de réunion informelle pour que douze des treize pays de l'OPEP semblent tomber d'accord sur un plafonnement de la production à un niveau - 17,5 millions de barils par jour (1) - inférieur à celui adopté en décembre, et surtout sur une clé de répartition de ces quantités. Seul le Venezuela paraît avoir refusé le quota proposé : 1,7 million de barils par jour, soit plus que ce qui lui avait été attribué en mars 1982, mais moins que le niveau estimé de sa production actuelle (2,1 millions de barils par jour). Cent mille barils de brut par jour en moins nous coûtent 1 milliard de dollars par an de revenus, indiquait M. Bert, le ministre vénézuélien. Mis à part ce cas, qui, de l'avis général, ne semble pas compromettre un accord, la modération paraît avoir été de règle. Même les pays réputés les plus « durs » - Iran et Libye notamment - semblent avoir assoupli leur position. L'Iran serait prêt à accepter un quota de 2,5 millions de barils par jour - alors qu'il assure produire plus de 3 millions de barils actuellement - et la Libye un quota de 1,2 million de barils, contre une production estimée entre 1,45 million et 1,6 million de barils par jour.

Il est vrai que l'Arabie Saoudite paraît prête à « accepter l'inacceptable » : non seulement le royaume wahabite se serait dit prêt à discuter officiellement des quotas, mais il aurait même fait comprendre qu'il était prêt à se satisfaire d'un volume compris entre 4,5 et 5 millions de barils par jour. Ce niveau est à peine supérieur à celui auquel est tombée la production saoudienne depuis un mois, mais il est bien inférieur au « quota » jusqu'ici évoqué à son endroit (7,15 millions de barils en mars 1982). Face à ce « geste » il était difficile aux pays « durs » de ne pas jouer le consensus.

L'incertitude dans laquelle se trouvent les opérateurs et la douceur de l'hiver aidant, la demande de pé-

● **Erreurs.** - Une erreur de manipulation a fait disparaître dans la première page de nos dernières éditions datées 23-24 janvier, le « chapeau » de l'article de Bernard Bruguier : « Les socialistes allemands se démarquent des thèses de M. Mitterrand sur la sécurité européenne. Qui a lâché qui ? ». Le « chapeau » de l'article de Jean-Marie Colombani s'étant substitué au « chapeau », qui convenait, et dont voici le nouveau texte :

Tandis que le chancelier Kohl, à son retour de Paris, se félicitait de son identité de vues avec M. Mitterrand sur la sécurité européenne, le chef de l'opposition social-démocrate allemande, M. Vogel, a laissé clairement entendre, vendredi 21 janvier, sans toutefois nommer le président, qu'il ne partageait pas ses vues. M. Vogel, dont la candidature à la chancellerie a été confirmée à l'unanimité par le congrès extraordinaire du parti social-démocrate de Dortmund, a indiqué qu'il prendrait une « initiative personnelle » après les élections du 6 mars, s'il l'emportait, pour débattre les négociations de Genève sur les euromissiles.

De notre envoyée spéciale

Le OPEP est tombée au-dessous de 18,5 millions de barils par jour, les compagnies ayant encore réduit leurs achats et cessé pratiquement de signer des accords à long terme. A l'exception de l'Iran, du Venezuela et de la Libye, soupçonnés de pratiquer des rabais et de profiter du marasme, la production des autres pays membres est tombée à un niveau si bas qu'au total, le niveau d'extraction de l'OPEP a chuté à 17,5 millions de barils par jour. Résultat : les quotas fixés à ce niveau sont pour la plupart des pays « réguliers » supérieurs à leur production actuelle (car mieux répartis, ce qui a facilité, on s'en doute, l'adhésion de ceux-ci).

Un demi-pas

Ce n'est là cependant qu'un demi-pas vers le consensus. L'accord est encore loin d'être acquis. Car si tout le monde est d'accord sur la nécessité de faire respecter mieux qu'hier les règles fixées, les avis sont partagés sur les moyens. L'Arabie Saoudite, suivie par certains pays du Golfe, semble notamment décidée à refuser un accord sur la production qui ne soit pas assorti d'un réaménagement des prix.

Les « bruts » n'ayant pas tous la même qualité, les pays producteurs appliquent traditionnellement des différentiels par rapport au prix de la qualité de référence : 34 dollars par baril pour l'« arabe léger ». Ces différentiels qui tiennent compte également de l'éloignement des puits par rapport aux pays consommateurs varient sans cesse en fonction de la demande des raffineries, de la production, du marché des produits finis, etc. Mais ils jouent aussi, selon Ryad, comme des incitations à la vente, voire comme des rabais dans la mesure où ils ne reflètent pas les écarts de qualité entre les pétroles.

Ces écarts sont insuffisants, selon l'Arabie Saoudite, et ne reflètent pas intégralement les différences de qualité, ils faussent le marché. Il faut donc, pour s'assurer de l'application des quotas, remettre de l'ordre dans la structure des prix relatifs déformée par deux ans de crise. Les Saoudiens auraient donc demandé aux pays africains d'augmenter leurs différentiels (donc leurs prix) de 1,5 à 2 dollars par baril et proposé de diminuer les prix de leur propre brut « lourd » (de moins bonne qualité) de 1 dollar par baril.

Les pays africains, suivis apparemment par un certain nombre d'autres pays, considèrent que l'essentiel est de fixer des quotas et de s'engager à les tenir. « S'il y a un accord, nous a déclaré le ministre algérien du pétrole, nous avons l'intention de prendre des mesures de contrôle, de mandater pour ce faire le comité de surveillance, voire d'envisager des sanctions pour les pays qui ne respecteraient pas leurs quotas ».

L'Arabie et certains pays du Golfe semblent cependant fermement décidés à ne pas céder. L'Arabie Saoudite aurait même laissé entendre qu'elle appliquerait, si ses partenaires refusaient d'aménager

leurs différentiels, une diminution unilatérale - de 2 dollars par baril, dit-on - de ses prix officiels. Il semble clair que l'Arabie Saoudite est déterminée à obtenir des garanties précises sous forme d'aménagements de prix aux concessions qu'elle fait sur les quantités. Au point de remettre en cause l'accord obtenu sur les quotas ? Il est, pour l'heure, difficile de répondre. Notons simplement que l'Arabie Saoudite se trouve elle-même dans une situation fort critique et a de plus en plus de mal à écouler sa production au prix officiel supérieur de plusieurs dollars au prix réel du marché.

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) 1 million de barils par jour équivalant à 50 millions de tonnes par an.

Un fragment de satellite Cosmos-1402
s'est abîmé dans l'océan Indien

Le premier des deux morceaux du satellite de surveillance soviétique Cosmos-1402 a terminé sa course dans la nuit du dimanche 24 janvier, en pénétrant, à 23 h 22 dans les couches denses de l'atmosphère au-dessus de l'océan Indien. Selon le Pentagone, les débris de cette partie du satellite, dont les experts estimaient le poids à environ 4 tonnes, se sont vraisemblablement répandus dans une « zone d'impact » située à environ 1 800 kilomètres au sud-est de la base américaine de Diego Garcia, dans l'archipel des Chagos (territoire britannique). Des observations américaines prises sur l'île ont d'ailleurs pu, au moment de la chute, voir une lueur pendant une quarantaine de secondes.

Les Soviétiques avaient récemment, indiqué que la chute du premier fragment de Cosmos-1402 aurait lieu au-dessus de la mer d'Oman, au nord de l'océan Indien et ce, à une époque où ni les Américains, ni les Allemands, ni les Japonais, ni les Français ne se hasardaient à formuler que l'hypothèse que ce soit dans ce domaine. Les seules données occidentales tenaient dans la publication de créniaux de retombées de plusieurs heures, plus larges que ceux des Soviétiques.

Certes, les Soviétiques se sont trompés de quelques centaines de kilomètres dans leurs pronostics, mais l'avis même des spécialistes, c'est peu de chose, a agité d'un engin qui se déplace, sans contrôle, à une vitesse de 27 000 kilomètres à l'heure.

On peut toutefois s'interroger sur les raisons pour lesquelles les Américains, qui disposent pourtant de formidables moyens de poursuite - le Nord en est un exemple - n'ont pas donné de prévisions plus précises. Est-ce par « discrétion stratégique » ou, plus simplement, parce que les modèles de calcul qui permettent de prévoir la trajectoire d'un engin entrant dans les couches denses de l'atmosphère dépendent

(Publicité)

Micro-
Informatique :
DECISION

Le prix réel d'un micro-ordinateur utilisable pour des applications professionnelles est aujourd'hui compris entre 100 000 F et 600 000 F. Cadres d'entreprises, dirigeants de PME, professions libérales, ingénieurs, se posent légitimement la question : comment choisir ? comment s'en servir sans avoir nécessairement à programmer ?

DECISION informatique, soustrait « L'actualité sur les micro-ordinateurs et leurs programmes » est la première publication plaçant le micro-ordinateur à la portée de tous ceux qui souhaitent exploiter l'outil sans en connaître la technique.

DECISION
informatiqueles usages professionnels
du micro-ordinateur.

Demiers nouveautés, expositions, baisses de prix : DECISION est toujours au fait de l'actualité. Banc d'essai de programmes standards : DECISION porte chaque quinzaine un jugement en termes accessibles et concrets. Exemples d'applications réalisables par des non-spécialistes : DECISION livre des témoignages d'utilisations pratiques.

DECISION

10 FF chez votre marchand de journaux.
Abonnement : 195 FF (22 numéros).
5, place du Colonel Fabien 75991 Paris Cedex 10.

La reprise du dollar s'accélère : 7,02 F

Amorcée depuis le milieu de la semaine dernière, la reprise du dollar s'est accélérée lundi 24 janvier 1983 sur les marchés des changes, le cours de la monnaie américaine passant, à Francfort, de 2,42 DM à 2,48 DM, à Paris, de 6,88 F à 7,02 F, à Tokyo, de 634 yens à 642 yens, et à Zurich, de 1,99 franc suisse à 2,02 francs suisses.

Cette accélération de la hausse du billet vert est due à la crainte d'une remontée des taux d'intérêt aux États-Unis après les déclarations de M. Paul Volcker, président de la Ré-

serve fédérale. Ce dernier estime que le gonflement du déficit budgétaire américain risque de stopper la baisse des taux, et même d'entraîner leur renversement. Il a été appuyé par M. Henry Kaufman, l'économiste new-yorkais bien connu, qui voit les taux à court terme monter prochainement à 12 % ou 15 %. Déjà l'eurodollar à six mois a progressé de 0,25 % à 9 1/2 %. Sur le marché de l'or, le cours de l'once est retombé de 490 dollars à 476 dollars.

Vingt-cinq condamnations
à la prison à vie
pour les ravisseurs d'Aldo Moro

Rome. - Le tribunal de Rome a condamné le 24 janvier vingt-cinq membres des Brigades rouges à la prison à vie pour participation à l'enlèvement et à l'assassinat de l'ancien président du Conseil Aldo Moro en 1978.

Les sentences ont été prononcées à la fin d'un procès qui a duré dix mois. - (Reuter.)

LA RÉCONCILIATION
DE GRENOBLE
AVEC STENDHAL

(De notre correspondant.)

Grenoble. - Pour célébrer le bicentenaire de la naissance de Stendhal, Grenoble a mobilisé l'ensemble des partenaires culturels de la cité dauphinoise et a décidé de faire de cette commémoration l'un des événements majeurs de l'animation de la ville. Expositions, colloques, opéras, pièces de théâtre, projections de films, conférences se succéderont pendant toute l'année pour rendre hommage au grand écrivain qui vécut toute son enfance sur les bords de l'Isère (1).

Le Grenoble de la seconde moitié du vingtième siècle n'est apparemment pas rattaché à Stendhal. Pourtant, « Je suis Grenoble », et il démontre la « mesquinerie de ses compétences ». « Entre Stendhal et Grenoble, un malentendu persiste, que nous devons lever. L'occasion nous en est donnée par la commémoration du bicentenaire de sa naissance », a déclaré, dimanche 23 janvier, le député maire de Grenoble, M. Hubert Duboulet.

Un thème qui devait reprendre à son tour M. Louis Mermet, président de l'Assemblée nationale et président du conseil général de l'Isère. Selon lui, les « mauvais souvenirs » de Stendhal pourraient priver beaucoup plus de l'éducation anstère qu'il ne peut de la ville elle-même. « Ses critiques s'adressaient alors à un réalisme fondamental d'opposition à l'égard des événements révolutionnaires et vivait de ce fait replié sur lui-même. Quelles que soient leurs causes profondes, les jugements sévères prononcés par Stendhal à l'égard de Grenoble ne plaident pas à la bourgeoisie grenobloise de l'époque. Longtemps après sa mort, celle-ci ignore ou bouda un auteur qui est pourtant une des gloires locales », affirmait M. Mermet.

La réconciliation de Grenoble avec Stendhal ne serait-elle pas due, alors, à l'évolution même d'une population qui, au cours des trente dernières années, a changé de nature ? La société grenobloise s'est profondément renouvelée pendant cette période, grâce, notamment, aux apports extérieurs qui ont fait de la ville une puissante université et d'industries très évoluées techniquement.

Intervenant enfin, dans la grande salle de la Maison de la culture de la ville, sobriement aménagée pour recevoir l'hommage des Grenoblois à l'écrivain, M. Jack Lang, ministre de la culture, a fait valoir que Stendhal demeure « l'un des plus jeunes parmi tous les écrivains ».

CLAUDE-FRANÇON.

(1) Voir, Le Monde, des livres du 31 décembre 1982.

● Incendie d'un cargo au large de la Sicile : onze victimes. - Sept marins sont portés disparus et quatre autres ont péri dans l'incendie survenu dans la nuit du 21 au 22 janvier à bord du cargo battant pavillon des îles Maldives, le *Maidi Grace*, au large de la Sicile. Trente-trois marins ont pu être sauvés. (A.F.P.)

Le numéro du « Monde » daté 23-24 janvier 1983 a été tiré à 535 796 exemplaires.

SOLDES

DERNIERS JOURS

la totalité du rayon pardessus hommes

et manteaux dames

soldée avec une remise de 30 %

NICOLL

La tradition anglaise du vêtement

à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820

BOSN GROUPE

« L'alimentation à l'échelle mondiale »

en page 44

SOLDES

A partir du mardi
25 janvier à 10h.3 place Saint-Augustin
75008 Paris 8^e arr.

BERTEIL